

C-4

Second Session, Fortieth Parliament,
57-58 Elizabeth II, 2009

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-4

An Act respecting not-for-profit corporations and certain other corporations

REPRINTED AS AMENDED BY THE STANDING COMMITTEE ON INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY AS A WORKING COPY FOR THE USE OF THE HOUSE OF COMMONS AT REPORT STAGE AND AS REPORTED TO THE HOUSE ON APRIL 23, 2009

MINISTER OF STATE (SMALL BUSINESS AND
TOURISM)

C-4

Deuxième session, quarantième législature,
57-58 Elizabeth II, 2009

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-4

Loi régissant les organisations à but non lucratif et certaines personnes morales

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ PAR LE COMITÉ PERMANENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE COMME DOCUMENT DE TRAVAIL À L'USAGE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES À L'ÉTAPE DU RAPPORT ET PRÉSENTÉ À LA CHAMBRE LE 23 AVRIL 2009

MINISTRE D'ÉTAT (PETITE ENTREPRISE ET
TOURISME)

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act respecting not-for-profit corporations and certain other corporations*”.

SUMMARY

This enactment establishes a framework for the governance of not-for-profit corporations and other corporations without share capital, mainly based on the *Canada Business Corporations Act*.

The enactment replaces the “letters patent” system of incorporation by an “as of right” system of incorporation. The current requirement for ministerial review of letters patent and by-laws prior to incorporation is replaced by the granting of incorporation upon the sending of required information and payment of a fee.

The enactment provides for modern corporate governance standards, including the rights, powers, duties and liabilities of directors and officers, along with related defences, and financial accountability and disclosure requirements.

The enactment sets out the capacity and powers of a corporation as a natural person, including its right to buy and sell property, make investments, borrow funds and issue debt obligations.

The enactment sets out the rights of members, including the right to vote at a meeting of members, call a special meeting of members, advance proposals for consideration at meetings of members and access corporate records.

The enactment provides requirements for financial review by a public accountant and financial disclosure based on whether a corporation has solicited funds and its level of annual revenue.

The enactment gives the Director powers of administration, including the power to make inquiries related to compliance and to access key corporate documents such as financial statements and membership lists.

The enactment includes remedies for members and other interested persons to address the conduct of a corporation that is oppressive or unfairly prejudicial to or unfairly disregards the interests of any creditor, director, officer or member.

The enactment provides procedures for the amalgamation, continuance, liquidation and dissolution of a corporation and other fundamental corporate changes. The continuance provisions govern the continuance of bodies incorporated under other Acts and provide a power for the Governor in Council to require a federal body corporate without share capital to apply for continuance under the enactment or be dissolved.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi régissant les organisations à but non lucratif et certaines personnes morales* ».

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'établir un cadre pour la régie des organisations à but non lucratif et d'autres personnes morales sans capital-actions et se fonde principalement sur la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Le texte remplace la constitution par lettres patentes par la constitution de plein droit en organisation. L'exigence de l'examen préalable, par le ministre, des lettres patentes et des règlements administratifs est remplacée par l'autorisation de constitution en organisation suivant l'envoi des renseignements exigés et le paiement d'un droit.

Le texte établit des normes de gestion modernes, notamment en ce qui a trait aux attributions et responsabilités des administrateurs et des dirigeants, aux moyens de défense qui leur sont ouverts, à leur responsabilité en matière financière et à la communication de renseignements.

Le texte prévoit qu'une organisation a la capacité d'une personne physique et il précise ses pouvoirs, notamment ceux d'acquérir et de vendre des biens, de faire des placements, de contracter des emprunts et d'émettre des titres de créance.

Le texte établit les droits des membres de l'organisation tels que ceux de voter à une assemblée, de convoquer une assemblée extraordinaire, de présenter une proposition à étudier lors d'une assemblée et d'avoir accès aux registres de l'organisation.

Le texte fixe des exigences en matière d'examen financier par un expert-comptable et de renseignements à fournir, lesquelles exigences varient selon que l'organisation a recouru à la sollicitation ou non et selon ses revenus annuels.

Le directeur se voit conférer des pouvoirs concernant la mise en oeuvre du texte, notamment ceux d'obtenir des renseignements relativement à l'observation de la loi et d'avoir accès aux documents importants de l'organisation tels que ses états financiers et la liste de ses membres.

Le texte crée un recours pour les membres et autres intéressés dans le cas où l'organisation entrave l'exercice des droits de ses créanciers, administrateurs, dirigeants ou membres, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

Le texte établit les procédures de fusion, prorogation, liquidation et dissolution de l'organisation et celles relatives à d'autres modifications de structure. De plus, il régit la prorogation des personnes morales constituées en

The enactment modernizes the legal regime that applies to corporations without share capital created by special Acts of Parliament by providing that those corporations are natural persons, requiring the holding of an annual meeting and the sending of an annual return, and regulating a change of a corporation's name and its dissolution.

The enactment gives corporations with share capital created by special Acts of Parliament and subject to Part IV of the *Canada Corporations Act* six months to apply for continuance under the *Canada Business Corporations Act* or be dissolved.

The enactment makes a number of consequential amendments to other federal Acts. It provides for a phased repeal of the *Canada Corporations Act* as corporations cease being subject to the Parts of that Act.

vertu d'une autre loi et permet au gouverneur en conseil d'enjoindre à une personne morale sans capital-actions de demander un certificat de prorogation, à défaut de quoi elle est dissoute.

Le texte modernise le régime juridique régissant les personnes morales sans capital-actions constituées par loi spéciale du Parlement. À cet égard, il prévoit qu'elles ont la capacité d'une personne physique, exige la tenue d'une assemblée annuelle et l'envoi d'un rapport annuel et régit la modification de leur dénomination ainsi que leur dissolution.

Le texte prévoit que les personnes morales ayant un capital-actions qui sont constituées par loi spéciale du Parlement et assujetties à la partie IV de la *Loi sur les corporations canadiennes* ont six mois pour obtenir leur prorogation sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, à défaut de quoi elles sont dissoutes.

Enfin, le texte apporte des modifications corrélatives à d'autres lois fédérales et prévoit l'abrogation des dispositions de la *Loi sur les corporations canadiennes* au fur et à mesure que les personnes morales cessent d'être assujetties aux parties de celle-ci.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING NOT-FOR-PROFIT CORPORATIONS AND CERTAIN OTHER CORPORATIONS

SHORT TITLE

1. *Canada Not-for-profit Corporations Act*

PART 1

INTERPRETATION AND APPLICATION

INTERPRETATION

2. Definitions

APPLICATION

3. Application of Act

PURPOSE

4. Purpose

DESIGNATION OF MINISTER

5. Power of Governor in Council

PART 2

INCORPORATION

6. Incorporators
7. Articles of incorporation
8. Delivery of articles of incorporation
9. Certificate of incorporation
10. Effect of certificate
11. Alternate name
12. Reserving name
13. Prohibited names
14. Certificate of amendment
15. Pre-incorporation and pre-amalgamation contracts

PART 3

CAPACITY AND POWERS

16. Capacity of a corporation
17. Powers of a corporation

TABLE ANALYTIQUE

LOI RÉGISSANT LES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF ET CERTAINES PERSONNES MORALES

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*

PARTIE 1

DÉFINITIONS ET APPLICATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions

APPLICATION

3. Application

OBJET

4. Objet

DÉSIGNATION DU MINISTRE

5. Pouvoir du gouverneur en conseil

PARTIE 2

CONSTITUTION

6. Fondateurs
7. Statuts constitutifs
8. Envoi des statuts constitutifs
9. Certificat de constitution
10. Effet du certificat
11. Choix de la dénomination
12. Réservation
13. Dénominations prohibées
14. Certificat de modification
15. Contrats antérieurs à la constitution

PARTIE 3

CAPACITÉ ET POUVOIRS

16. Capacité
17. Pouvoirs

18. No constructive notice
19. Authority of directors, officers, agents and mandataries

18. Absence de présomption de connaissance
19. Prétentions interdites

PART 4

REGISTERED OFFICE AND RECORDS

20. Registered office
21. Corporate records
22. Access to corporate records
23. Requirement for statutory declaration — register of members
24. Examination by Director
25. Application for authorization — corporation
26. Form of records
27. Validity of unsealed documents

PART 5

CORPORATE FINANCE

28. Borrowing powers
29. *[Deleted]*
30. Repayment
31. Annual contributions or dues
32. Ownership of property
33. Directors not trustees
34. Investments by corporation
35. Distribution of property, accretions or profits
36. Surrendered memberships
37. Liability

PART 6

DEBT OBLIGATIONS, CERTIFICATES, REGISTERS AND TRANSFERS

INTERPRETATION

38. Definitions

DEBT OBLIGATION CERTIFICATES

39. Debt obligation certificate
40. Fee
41. Jointly held debt obligations
42. Signatures
43. Contents of certificate
44. Contents of certificate

PARTIE 4

SIÈGE ET LIVRES

20. Siège
21. Livres
22. Consultation de certains documents
23. Consultation du registre des membres
24. Consultation des livres
25. Demande d'autorisation : organisation
26. Mode de conservation des livres
27. Absence du sceau

PARTIE 5

FINANCEMENT

28. Pouvoir d'emprunt
29. *[Supprimé]*
30. Règlement
31. Contribution ou cotisation annuelle
32. Biens des organisations
33. Administrateurs non fiduciaires
34. Placements
35. Distribution des bénéfices et des biens
36. Dons
37. Immunité

PARTIE 6

TITRES DE CRÉANCE, CERTIFICATS, REGISTRES ET TRANSFERT

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

38. Définitions

CERTIFICATS DE TITRES DE CRÉANCE

39. Certificat de titre de créance ou reconnaissance écrite
40. Droit exigible
41. Pluralité de détenteurs
42. Signatures
43. Contenu du certificat
44. Contenu du certificat en cas de pluralité des catégories ou séries

REGISTERS

- 45. Registers
- 46. Agent or mandatary
- 47. Registration
- 48. Trustee
- 49. Constructive registered holder
- 50. Proof of ownership
- 51. Joint holder
- 52. Duties of issuer
- 53. Minors
- 54. Deceased owner
- 55. Overissue

PROCEEDINGS

- 56. Rules of action

DELIVERY

- 57. Delivery of debt obligations

GENERAL

- 58. Incorporation by reference
- 59. Validity of debt obligation
- 60. Defence
- 61. Defences
- 62. Deemed notice
- 63. Unauthorized signature
- 64. Completion of debt obligation
- 65. Enforceability
- 66. Fraud
- 67. Guarantees
- 68. Acquisition of rights
- 69. Limitation of the purchase
- 70. Deemed notice
- 71. No duty to inquire
- 72. Deemed notice
- 73. Staleness
- 74. Guarantee
- 75. Content of guarantee
- 76. Guarantee of intermediary
- 77. Guarantee of broker

REGISTRES

- 45. Registre des titres de créance nominatifs
- 46. Mandataire
- 47. Inscription au registre
- 48. Émetteur ou fiduciaire
- 49. Personnes habilitées à exercer les droits
- 50. Personnes habilitées à exercer les droits ou privilèges
- 51. Copropriétaires
- 52. Précisions concernant les obligations de l'émetteur
- 53. Mineurs
- 54. Décès
- 55. Émission excédentaire

PROCÉDURE

- 56. Règles de procédure

LIVRAISON DES TITRES DE CRÉANCE

- 57. Livraison

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 58. Incorporation par renvoi
- 59. Validité
- 60. Moyen de défense
- 61. Moyens de défense irrecevables
- 62. Connaissance réputée
- 63. Signature non autorisée
- 64. Titre de créance incomplet
- 65. Force exécutoire
- 66. Fraude
- 67. Garanties
- 68. Acquisition des droits
- 69. Droits limités
- 70. Connaissance réputée
- 71. Limites
- 72. Connaissance réputée
- 73. Limite
- 74. Garantie
- 75. Teneur de la garantie
- 76. Garantie de l'intermédiaire
- 77. Garanties du courtier

78.	Right to compel endorsement
79.	Definition of “appropriate”
80.	Endorsement
81.	Immunity of endorser
82.	Partial endorsement
83.	Effect of failure by fiduciary to comply
84.	Effect of endorsement
85.	Endorsement in bearer form
86.	Effect of unauthorized endorsement
87.	Warranties of guarantor of signature
88.	Presumption of delivery
89.	Presumption of ownership
90.	Delivery of debt obligation
91.	Right to reclaim possession
92.	Right to requisites for registration
93.	Seizure of debt obligation
94.	Not liable if good faith delivery
95.	Duty to register transfer
96.	Assurance of endorsement
97.	Notice from additional documentation
98.	Limited duty of inquiry
99.	Inquiry into adverse claim
100.	Duration of notice of adverse claim
101.	Limitation on issuer’s liability
102.	Lost or stolen debt obligation
103.	Duty
104.	Notice to agent or mandatary

PART 7
TRUST INDENTURES

105.	Definitions
106.	Conflict of interest
107.	Qualification of trustee
108.	List of debt obligation holders
109.	Evidence of compliance
110.	Contents of declaration, etc.
111.	Further evidence of compliance
112.	Trustee may require evidence of compliance
113.	Notice of default
114.	Duties of trustee

78.	Droit d’exiger l’endossement
79.	Compétence
80.	Endossement
81.	Immunité de l’endosseur
82.	Endossement partiel
83.	Fautes du représentant
84.	Effet de l’endossement
85.	Endossement au porteur
86.	Effet d’un endossement non autorisé
87.	Garantie de la signature
88.	Présomption de livraison
89.	Présomption de propriété
90.	Livraison d’un titre de créance
91.	Remise en possession ou dommages-intérêts
92.	Droit d’obtenir les pièces nécessaires à l’inscription
93.	Saisie d’un titre de créance
94.	Absence de responsabilité
95.	Inscription obligatoire
96.	Garantie de l’endossement
97.	Connaissance réputée
98.	Limites de l’obligation de s’enquérir
99.	Limites en l’absence de connaissance ou d’avis
100.	Durée de validité de l’avis
101.	Limites de la responsabilité
102.	Perte ou vol d’un titre de créance
103.	Obligation d’authentification du mandataire
104.	Avis au mandataire

PARTIE 7
ACTES DE FIDUCIE

105.	Définitions
106.	Conflit d’intérêts
107.	Qualités requises pour être fiduciaire
108.	Liste des détenteurs de titres de créance
109.	Preuve de l’observation des conditions
110.	Teneur de la déclaration solennelle
111.	Preuve supplémentaire
112.	Présentation de la preuve au fiduciaire
113.	Avis du défaut
114.	Devoirs du fiduciaire

- 115. Reliance on statements
- 116. No exculpation

- 115. Foi accordée aux déclarations
- 116. Caractère impératif des obligations

PART 8

RECEIVERS, RECEIVER-MANAGERS AND SEQUESTRATORS

- 117. Functions of receiver or sequestrator
- 118. Functions of receiver-manager
- 119. Directors' powers cease
- 120. Duty to act
- 121. Duty under instrument or act
- 122. Duty of care
- 123. Orders given by court
- 124. Duties of receiver and receiver-manager

PARTIE 8

SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS

- 117. Fonctions du séquestre
- 118. Fonctions du séquestre-gérant
- 119. Non-exercice des pouvoirs
- 120. Obligation prévue dans une ordonnance
- 121. Obligations prévues dans un acte ou une ordonnance
- 122. Obligation de diligence
- 123. Ordonnances du tribunal
- 124. Obligations du séquestre et du séquestre-gérant

PART 9

DIRECTORS AND OFFICERS

- 125. Duty to manage or supervise management
- 126. Number of directors
- 127. Qualifications of directors
- 128. Organization meeting
- 129. Notice of directors
- 130. Ceasing to hold office
- 131. Removal of directors
- 132. Statement of director
- 133. Filling vacancy
- 134. Change in number of directors
- 135. Notice of change of director or director's address
- 136. Attendance at meeting
- 137. Meeting of directors
- 138. Decisions made by consensus
- 139. Delegation
- 140. Validity of acts of directors and officers
- 141. Validity of signed resolutions
- 142. Disclosure of interest
- 143. Officers
- 144. Remuneration
- 145. Indemnification
- 146. Directors' liability
- 147. Liability of directors for wages
- 148. Dissent

PARTIE 9

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

- 125. Fonctions des administrateurs
- 126. Nombre
- 127. Inhabilité
- 128. Réunion
- 129. Liste des administrateurs
- 130. Fin du mandat
- 131. Révocation des administrateurs
- 132. Déclaration de l'administrateur
- 133. Manière de combler les vacances
- 134. Modification du nombre d'administrateurs
- 135. Avis de changement au directeur
- 136. Présence aux assemblées
- 137. Réunion du conseil
- 138. Décisions par consensus
- 139. Délégation de pouvoirs
- 140. Validité des actes
- 141. Résolutions signées par les administrateurs
- 142. Communication des intérêts
- 143. Dirigeants
- 144. Rémunération
- 145. Remboursement des dépenses
- 146. Responsabilité des administrateurs
- 147. Responsabilité des administrateurs envers les employés
- 148. Dissidence

- 149. Duties of directors and officers
- 150. Director — reasonable diligence
- 151. Officer — reasonable diligence
- 152. Indemnification

PART 10

BY-LAWS AND MEMBERS

- 153. By-laws
- 154. Copies to Director
- 155. Conditions of membership
- 156. Issuance of memberships
- 157. Termination of membership
- 158. Termination of member's rights
- 159. Power to discipline a member
- 160. Place of meetings
- 161. Calling annual meetings
- 162. Fixing record date
- 163. Notice provided for in by-laws
- 164. Right to submit and discuss
- 165. Quorum set in by-laws
- 166. Voting
- 167. Resolution in lieu of meeting
- 168. Requisition of meeting
- 169. Meeting called by court
- 170. Court review of election
- 171. Unanimous member agreement
- 172. Absentee voting

PART 11

FINANCIAL DISCLOSURE

- 173. Annual financial statements
- 174. Application for exemption
- 175. Consolidated statements
- 176. Copies to members
- 177. Copies to Director
- 178. Copies to Director
- 179. Approval of financial statements

- 149. Devoirs des administrateurs et dirigeants
- 150. Diligence raisonnable — administrateur
- 151. Diligence raisonnable — dirigeant
- 152. Indemnisation

PARTIE 10

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET MEMBRES

- 153. Règlements administratifs
- 154. Copies au directeur
- 155. Conditions d'adhésion
- 156. Enregistrement des adhésions
- 157. Fin de l'adhésion
- 158. Extinction des droits du membre
- 159. Mesures disciplinaires
- 160. Lieu des assemblées
- 161. Convocation de l'assemblée annuelle
- 162. Date de référence
- 163. Avis de l'assemblée aux membres
- 164. Proposition d'un membre
- 165. Quorum
- 166. Vote
- 167. Résolution tenant lieu d'assemblée
- 168. Requête visant la convocation d'une assemblée
- 169. Convocation de l'assemblée par le tribunal
- 170. Révision par le tribunal
- 171. Convention unanime des membres
- 172. Vote des membres absents

PARTIE 11

PRÉSENTATION DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE FINANCIER

- 173. États financiers annuels
- 174. Demande : non-exécution des obligations
- 175. États financiers consolidés
- 176. Copies aux membres
- 177. Copies au directeur
- 178. Copies au directeur
- 179. Approbation des états financiers

PART 12

PUBLIC ACCOUNTANT

- 180. Definition of “designated corporation”
- 181. Qualification of public accountant
- 182. Appointment of public accountant
- 183. Dispensing with public accountant
- 184. Ceasing to hold office
- 185. Removal of public accountant
- 186. Filling vacancy
- 187. Court-appointed public accountant
- 188. Right to attend meeting
- 189. Review engagement — designated corporations
- 190. Audit engagement — other corporations
- 191. Deemed revenues
- 192. Report on financial statements
- 193. Reliance on other public accountant
- 194. Right to information
- 195. Audit committee
- 196. Notice of errors
- 197. Qualified privilege — defamation

PART 13

FUNDAMENTAL CHANGES

- 198. Amendment of articles or by-laws
- 199. Proposal to amend
- 200. Class vote
- 201. Delivery of articles
- 202. Certificate of amendment
- 203. Effect of certificate
- 204. Restated articles
- 205. Amalgamation
- 206. Amalgamation agreement
- 207. Member approval
- 208. Vertical short-form amalgamation
- 209. Sending of articles
- 210. Rights preserved
- 211. Amalgamation under other federal Acts
- 212. Continuance — import
- 213. Definition of “charter”

PARTIE 12

EXPERT-COMPTABLE

- 180. Définition de « organisation désignée »
- 181. Qualités requises pour être expert-comptable
- 182. Nomination de l’expert-comptable
- 183. Dispense
- 184. Fin du mandat
- 185. Révocation de l’expert-comptable
- 186. Manière de combler la vacance
- 187. Nomination judiciaire
- 188. Droit d’assister aux assemblées
- 189. Mission d’examen — organisations désignées
- 190. Mission de vérification — autres organisations
- 191. Décision du directeur — revenus
- 192. Rapport sur les états financiers
- 193. Rapport d’un autre expert-comptable
- 194. Droit à l’information
- 195. Comité de vérification
- 196. Avis au comité de vérification et à l’expert-comptable
- 197. Immunité — diffamation

PARTIE 13

MODIFICATION DE STRUCTURE

- 198. Modification des statuts ou des règlements administratifs
- 199. Proposition de modification
- 200. Vote par catégorie ou groupe
- 201. Envoi des clauses de modification
- 202. Certificat de modification
- 203. Prise d’effet de la modification
- 204. Mise à jour des statuts
- 205. Fusion
- 206. Convention de fusion
- 207. Approbation des membres
- 208. Fusion verticale simplifiée
- 209. Envoi des statuts de fusion
- 210. Prise d’effet de la fusion et maintien des droits
- 211. Fusion sous le régime de certaines lois fédérales
- 212. Prorogation — importation
- 213. Définition de « charte »

- 214. Continuance — other jurisdictions
- 215. Extraordinary sale, lease or exchange
- 216. Definition of “reorganization”
- 217. Definition of “arrangement”

PART 14

LIQUIDATION AND DISSOLUTION

- 218. Definition of “court”
- 219. Application of Part
- 220. Revival
- 221. Dissolution before commencing activities
- 222. Proposing liquidation and dissolution
- 223. Dissolution by Director
- 224. Grounds for dissolution
- 225. Further grounds
- 226. Application for supervision
- 227. Application to court
- 228. Powers of court
- 229. Effect of order
- 230. Cessation of activities and powers
- 231. Appointment of liquidator
- 232. Duties of liquidator
- 233. Powers of liquidator
- 234. Costs of liquidation
- 235. Transfer on condition of return
- 236. Application
- 237. Distribution in accordance with articles
- 238. Right to distribution in money
- 239. Custody of records
- 240. Definition of “member”
- 241. Creditors or members not found
- 242. Vesting in Crown

PART 15

INVESTIGATION

- 243. Investigation
- 244. Power of inspector
- 245. Entering dwelling
- 246. Hearing *in camera*
- 247. Incriminating statements

- 214. Prorogation — exportation
- 215. Vente, location ou échange faits hors du cours normal des activités
- 216. Réorganisation
- 217. Définition de « arrangement »

PARTIE 14

LIQUIDATION ET DISSOLUTION

- 218. Définition de « tribunal »
- 219. Application de la présente partie
- 220. Reconstitution
- 221. Dissolution avant le début des activités
- 222. Proposition des administrateurs ou d’un membre
- 223. Dissolution par le directeur
- 224. Demande au tribunal
- 225. Demande au tribunal — autres motifs
- 226. Demande motivée
- 227. Demande motivée
- 228. Pouvoirs du tribunal
- 229. Effet de l’ordonnance
- 230. Cessation des activités et perte de pouvoirs
- 231. Nomination du liquidateur
- 232. Obligations du liquidateur
- 233. Pouvoirs du liquidateur
- 234. Frais de liquidation
- 235. Remise de certains biens
- 236. Application
- 237. Répartition en conformité avec les statuts
- 238. Droit à la répartition en numéraire
- 239. Garde des documents
- 240. Définition de « membre »
- 241. Créanciers ou membres introuvables
- 242. Dévolution à la Couronne

PARTIE 15

ENQUÊTE

- 243. Enquête ordonnée par le tribunal
- 244. Pouvoirs de l’inspecteur
- 245. Visite d’une habitation
- 246. Audience à huis clos
- 247. Incrimination

- 248. Exchange of information
- 249. Absolute privilege — defamation
- 250. Solicitor-client privilege or professional secrecy

PART 16

REMEDIES, OFFENCES AND PUNISHMENT

- 251. Definitions
- 252. Derivative action
- 253. Powers of court
- 254. Application to court re oppression
- 255. Evidence of members' approval not decisive
- 256. Application to court to rectify records
- 257. Application for directions
- 258. Notice of refusal by Director
- 259. Appeal from Director's decision
- 260. Compliance or restraining order
- 261. Summary application to court
- 262. Appeal of final order
- 263. Offence
- 264. Order to comply

PART 17

DOCUMENTS IN ELECTRONIC OR OTHER FORM

- 265. Definitions
- 266. Application
- 267. Use not mandatory
- 268. Creation and provision of information
- 269. Creation of information in writing
- 270. Statutory declarations and affidavits
- 271. Signatures
- 272. Application for dispensation

PART 18

GENERAL

NOTICE, CERTIFICATES AND OTHER DOCUMENTS

- 273. Notice to directors and members
- 274. Notice to and service on a corporation
- 275. Waiver of notice
- 276. Certificate of corporation
- 277. Definition of "statement"
- 278. Signature

- 248. Échange de renseignements
- 249. Immunité absolue — diffamation
- 250. Secret professionnel

PARTIE 16

RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES

- 251. Définitions
- 252. Recours similaire à l'action oblique
- 253. Pouvoirs du tribunal
- 254. Demande en cas d'abus
- 255. Preuve de l'approbation des membres non décisive
- 256. Demande de rectification au tribunal
- 257. Demande d'instructions
- 258. Avis de refus du directeur
- 259. Appel
- 260. Ordonnances
- 261. Demande sommaire
- 262. Appel
- 263. Infraction
- 264. Ordre de se conformer à la loi

PARTIE 17

DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU AUTRE

- 265. Définitions
- 266. Application
- 267. Utilisation non obligatoire
- 268. Création et fourniture d'information
- 269. Création d'information par écrit
- 270. Déclaration solennelle ou affidavit
- 271. Signatures
- 272. Demande de dispense

PARTIE 18

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS, CERTIFICATS ET AUTRES DOCUMENTS

- 273. Avis aux administrateurs et aux membres
- 274. Avis et signification à une organisation
- 275. Renonciation
- 276. Certificat
- 277. Définition de « déclaration »
- 278. Signature

279. Annual return
280. Inspection
281. Payment of fees

DIRECTOR

282. Appointment of Director
283. Content and form of notices and documents
284. Records of Director
285. Proof required by Director
286. Dispensation
287. Certificate of Director
288. Alteration
289. Corrections initiated by Director
290. Cancellation of articles by Director
291. Certificate
292. Form of publication
293. Power to make inquiries

REGULATIONS

294. Regulations

PART 19

SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE
CAPITAL

295. Application to special Act bodies corporate
296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate
297. Change of name

PART 20

TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL
AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS,
REPEALS AND COMING INTO FORCE

TRANSITIONAL PROVISIONS

298. Continuance — Parts II and IV of *Canada Corporations Act*
299. No incorporation or continuance
300. Review of Act

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 301-303. *An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company*
304. *An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation*

279. Rapport annuel
280. Consultation
281. Acquiescement des droits

DIRECTEUR

282. Nomination du directeur
283. Mode de présentation et teneur des avis et autres documents
284. Conservation des documents
285. Preuve exigée par le directeur
286. Dispense
287. Signature des certificats et attestations
288. Modification
289. Rectifications initiées par le directeur
290. Annulation des statuts et certificats
291. Certificat
292. Publication des renseignements
293. Pouvoir du directeur

RÈGLEMENTS

294. Règlements

PARTIE 19

PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS
CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE

295. Application de certaines dispositions
296. Rapport relatif à certaines personnes morales
297. Changement de dénomination

PARTIE 20

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS
CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION,
ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

298. Prorogation — parties II et IV de la *Loi sur les corporations canadiennes*
299. Interdiction
300. Examen

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 301-303. *Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company »*
304. *Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger*

305.	<i>An Act to incorporate the Pickering Harbour Company (Limited) and to authorize it to collect tolls</i>	305.	<i>Acte pour incorporer la Compagnie du Havre de Pickering, (à responsabilité limitée) et pour l'autoriser à percevoir des péages</i>
306.	<i>An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada</i>	306.	<i>Loi permettant la création par fusion de L'Église Wesleyenne du Canada</i>
307.	<i>Bank Act</i>	307.	<i>Loi sur les banques</i>
308.	<i>Budget Implementation Act, 1997</i>	308.	<i>Loi d'exécution du budget de 1997</i>
309.	<i>Budget Implementation Act, 1998</i>	309.	<i>Loi d'exécution du budget de 1998</i>
310-312.	<i>Canada Business Corporations Act</i>	310-312.	<i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>
313.	<i>Canada Cooperatives Act</i>	313.	<i>Loi canadienne sur les coopératives</i>
314.	<i>Canada Corporations Act</i>	314.	<i>Loi sur les corporations canadiennes</i>
315.	<i>Canada Employment Insurance Financing Board Act</i>	315.	<i>Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada</i>
316-317.	<i>Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act</i>	316-317.	<i>Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable</i>
318.	<i>Canada Pension Plan Investment Board Act</i>	318.	<i>Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada</i>
319.	<i>Canadian Food Inspection Agency Act</i>	319.	<i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>
320.	<i>Canadian Institutes of Health Research Act</i>	320.	<i>Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada</i>
321.	<i>Canadian Payments Act</i>	321.	<i>Loi canadienne sur les paiements</i>
322.	<i>Cooperative Energy Act</i>	322.	<i>Loi sur les coopératives de l'énergie</i>
323.	<i>Cree-Naskapi (of Quebec) Act</i>	323.	<i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i>
324.	<i>Evangelical Lutheran Church in Canada Act</i>	324.	<i>Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada</i>
325-327.	<i>Evangelical Missionary Church (Canada West District) Act</i>	325-327.	<i>Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien</i>
328.	<i>Financial Administration Act</i>	328.	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>
329.	<i>First Nations Fiscal and Statistical Management Act</i>	329.	<i>Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations</i>
330.	<i>Green Shield Canada Act</i>	330.	<i>Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada</i>
331.	<i>Gwich'in Land Claim Settlement Act</i>	331.	<i>Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in</i>
332.	<i>Insurance Companies Act</i>	332.	<i>Loi sur les sociétés d'assurances</i>
333.	<i>Mackenzie Gas Project Impacts Act</i>	333.	<i>Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie</i>
334.	<i>Mi'kmaq Education Act</i>	334.	<i>Loi sur l'éducation des Mi'kmaq</i>
335.	<i>Physical Activity and Sport Act</i>	335.	<i>Loi sur l'activité physique et le sport</i>
336.	<i>Pilotage Act</i>	336.	<i>Loi sur le pilotage</i>
337.	<i>Public Sector Pension Investment Board Act</i>	337.	<i>Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public</i>
338.	<i>Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act</i>	338.	<i>Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu</i>
339.	<i>United Grain Growers Act</i>	339.	<i>Loi sur l'Union des producteurs de grain</i>
340.	<i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i>	340.	<i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i>

341. Other Acts

341. Autres lois

COORDINATING AMENDMENTS

342-360. Coordinating amendments

361. 2008, c. 28

DISPOSITIONS DE COORDINATION

342-360. Dispositions de coordination

361. 2008, ch. 28

REPEALS

362. *An Act to change the name of “The Bytown Consumers Gas Company,” and to confirm, amend and extend their corporate powers, under the name of “The Ottawa Gas Company.”*
363. *An Act to incorporate the Canada Atlantic Cable Company*
364. *An Act to amend the Act incorporating “The Ottawa Gas Company,” to confirm a resolution of their Shareholders placing preferential and ordinary stock on the same footing, and to confirm, amend and extend their corporate powers*
365. *An Act to incorporate the Bonaventure and Gaspé Telephone Company, Limited*
366. *An Act to incorporate The British American Pipe Line Company*
367. *An Act to incorporate Western Pipe Lines*
368. *An Act to incorporate Ogdensburg Bridge Authority*
369. *An Act to incorporate Petroleum Transmission Company*
370. *An Act to incorporate Trans-Border Pipeline Company Ltd.*
371. *An Act to incorporate Cabri Pipe Lines Ltd.*
372. *An Act to incorporate Vawn Pipe Lines Ltd.*

ABROGATIONS

362. *Acte pour changer le nom de « La compagnie des consommateurs du gaz de Bytown » en celui de « La compagnie du gaz de l’Outaouais, » et pour confirmer, amender et étendre ses pouvoirs comme corporation*
363. *Acte pour incorporer la Compagnie Canadienne du Télégraphe de l’Atlantique*
364. *Acte pour amender l’Acte incorporant « La Compagnie du Gaz d’Outaouais, » pour confirmer une résolution de ses actionnaires à l’effet de placer les actions privilégiées et ordinaires sur le même pied, et pour confirmer, amender et étendre ses pouvoirs de corporation*
365. *Loi constituant en corporation la compagnie dite The Bonaventure and Gaspé Telephone Company, Limited*
366. *Loi constituant en corporation « The British American Pipe Line Company »*
367. *Loi constituant en corporation « Western Pipe Lines »*
368. *Loi constituant en corporation « Ogdensburg Bridge Authority »*
369. *Loi constituant en corporation « Petroleum Transmission Company »*
370. *Loi constituant en corporation « Trans-Border Pipeline Company Ltd. »*
371. *Loi constituant en corporation la Cabri Pipe Lines Ltd.*
372. *Loi constituant en corporation la Vawn Pipe Lines Ltd.*

COMING INTO FORCE

373. Order in council

ENTRÉE EN VIGUEUR

373. Décret

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-4

PROJET DE LOI C-4

An Act respecting not-for-profit corporations
and certain other corporations

Loi régissant les organisations à but non lucratif
et certaines personnes morales

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada Not-
for-profit Corporations Act*.

1. *Loi canadienne sur les organisations à but
5 non lucratif.*

Titre abrégé
5

PART 1

PARTIE 1

INTERPRETATION AND APPLICATION

DÉFINITIONS ET APPLICATION

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Definitions

2. (1) The following definitions apply in this
Act.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appli-
quent à la présente loi.

Définitions

“activities”
« activité »

“activities” includes any conduct of a corpora-
tion to further its purpose and any business
carried on by a body corporate, but does not 10
include the affairs of a body corporate.

« activité » S'entend notamment de tout acte
accompli par l'organisation et visé par sa
déclaration d'intention et de toute activité 10
commerciale de la personne morale. Sont
exclues les affaires internes de celle-ci.

« activité »
“activities”

“affairs”
« affaires
internes »

“affairs” means the relationships among a
corporation, its affiliates and the directors,
officers, shareholders or members of those
bodies corporate.

« administrateur » Indépendamment de son titre,
le titulaire de ce poste.

« administra-
teur »
“director”

“articles”
« statuts »

“articles” means original or restated articles of
incorporation or articles of amendment, amal-
gamation, continuance, reorganization, arrange-
ment, dissolution or revival.

« affaires internes » Les relations entre l'organi- 15
sation, les personnes morales appartenant au
même groupe et leurs membres, actionnaires,
administrateurs et dirigeants.

« affaires
internes »
“affairs”

“body corporate”
« personne
morale »

“body corporate” includes a company or other 20
organization with legal personality wherever or
however incorporated.

« assemblée » Assemblée de membres.

« assemblée »
French version
only

“corporation”
« organisation »

“corporation” means a body corporate incorpo-
rated or continued under this Act and not
discontinued under this Act.

25

“court” « tribunal »	“court” means (a) in Newfoundland and Labrador and Prince Edward Island, the trial division of the Supreme Court of the province; (b) in Ontario, the Superior Court of Justice; (c) in Nova Scotia and British Columbia, the Supreme Court of the province; (d) in Manitoba, Saskatchewan, Alberta and New Brunswick, the Court of Queen’s Bench for the province; (e) in Quebec, the Superior Court of the province; and (f) in Yukon and the Northwest Territories, the Supreme Court of the territory, and in Nunavut, the Nunavut Court of Justice.	« convention unanime des membres » Convention visée au paragraphe 171(1). Y est assimilée la déclaration d’un membre visée au paragraphe 171(2).	« convention unanime des membres » “unanimous member agreement”
“creditor” « créancier »	“creditor” includes a debt obligation holder.	5 « créancier » S’entend notamment du détenteur de titre de créance.	5 « créancier » “creditor”
“debt obligation” « titre de créance »	“debt obligation” means a bond, debenture, note or other evidence of indebtedness or guarantee of a corporation, whether secured or unsecured.	« directeur » Personne physique nommée à ce titre en vertu de l’article 282.	« directeur » “Director”
“Director” « directeur »	“Director” means an individual appointed under 20 section 282.	10 « dirigeant » Personne physique qui occupe le poste de président du conseil d’administration, 10 président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué d’une organisation ou qui exerce pour celle-ci des fonctions semblables à celles qu’exerce habituellement 15 une personne physique occupant un tel poste ainsi que toute autre personne physique nommée à titre de dirigeant en application de l’article 143.	« dirigeant » “officer”
“director” « administrateur »	“director” means an individual occupying the position of director by whatever name called.	« émetteur » S’entend de l’organisation que la 20 présente loi oblige à tenir un registre de titres de créance.	« émetteur » “issuer”
“entity” « entité »	“entity” means a body corporate, a partnership, a trust, a joint venture or an unincorporated 25 association or organization.	« entité » Personne morale, société de personnes, fiducie, coentreprise ou association ou autre organisation non dotée de la personnalité 25 morale.	« entité » “entity”
“incorporator” « fondateur »	“incorporator” means a person who signs articles of incorporation.	« envoyer » A également le sens de remettre.	« envoyer » “send”
“issuer” « émetteur »	“issuer” means a corporation that is required by this Act to maintain a debt obligations register. 30	« expert-comptable » L’expert-comptable de l’organisation qui est nommé en vertu de l’alinéa 128(1)e) ou des paragraphes 182(1) ou 30 187(1) ou qui remplit une vacance en application des paragraphes 185(2) ou 186(1).	« expert-comptable » “public accountant”
“officer” « dirigeant »	“officer” means an individual appointed as an officer under section 143, the chairperson of the board of directors, the president, a vice-president, the secretary, the treasurer, the comptroller, the general counsel, the general 35 manager or a managing director of a corporation, or any other individual who performs functions for a corporation similar to those normally performed by an individual occupying any of those offices. 40	« extraordinaire » Se dit de la résolution qui est adoptée aux deux tiers au moins des voix exprimées.	« extraordinaire » “special resolution”
		« fondateur » Signataire des statuts constitutifs d’une organisation.	« fondateur » “incorporator”
		« ordinaire » Se dit de la résolution qui est adoptée à la majorité des voix exprimées.	« ordinaire » “ordinary resolution”

“ordinary resolution” « ordinaire »	“ordinary resolution” means a resolution passed by a majority of the votes cast on that resolution.	« organisation » Personne morale constituée ou prorogée sous le régime de la présente loi et qui n’a pas changé de régime en application de celle-ci.	« organisation » “corporation”
“person” « personne »	“person” means an individual or entity.	« organisation ayant recours à la sollicitation » Organisation visée au paragraphe (5.1).	5 « organisation ayant recours à la sollicitation » “soliciting corporation”
“personal representative” « représentant personnel »	“personal representative” means a person who stands in place of and represents another person, including a trustee, an executor, an administrator, a receiver, an agent, a mandatary, a liquidator of a succession, a guardian, a tutor, a curator or a legal counsel.	« personne » Personne physique ou entité.	« personne » “person”
“prescribed” Version anglaise seulement	“prescribed” means prescribed by the regulations.	10 « personne morale » Groupement, y compris toute compagnie, doté de la personnalité juridique, quel que soit son lieu ou mode de constitution.	« personne morale » “body corporate”
“public accountant” « expert-comptable »	“public accountant”, in respect of a corporation, means the public accountant appointed for the corporation under paragraph 128(1)(e) or subsection 182(1) or 187(1) or who fills a vacancy under subsection 185(2) or 186(1).	« représentant personnel » Personne agissant pour le compte d’une autre, notamment le fiduciaire, l’exécuteur testamentaire, l’administrateur du bien d’autrui, le liquidateur de 15 succession, le tuteur, le curateur, le séquestre, le mandataire ou le conseiller juridique.	« représentant personnel » “personal representative”
“send” « envoyer »	“send” includes deliver.	« série » Subdivision d’une catégorie de titres de créance.	« série » “series”
“series” « série »	“series” means a division of a class of debt obligations.	20 « statuts » Les statuts constitutifs, initiaux ou mis à jour, ainsi que les clauses de modification, les statuts de fusion, les statuts de prorogation, les clauses de réorganisation, les clauses d’arrangement, les statuts de reconstitution et les clauses de dissolution de l’organisation.	20 « statuts » “articles”
“soliciting corporation” « organisation ayant recours à la sollicitation »	“soliciting corporation” means a corporation that is referred to in subsection (5.1).	25 « titre de créance » Toute preuve d’une créance sur l’organisation ou d’une garantie donnée par elle, avec ou sans sûreté, notamment une obligation, une débenture ou un billet.	« titre de créance » “debt obligation”
“special resolution” « extraordinaire »	“special resolution” means a resolution passed by a majority of not less than two thirds of the votes cast on that resolution.	« tribunal » Selon le cas :	30 « tribunal » “court”
“unanimous member agreement” « convention unanime des membres »	“unanimous member agreement” means an agreement described in subsection 171(1) or a declaration of a member described in subsection 171(2).	a) la Section de première instance de la Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador ou de l’Île-du-Prince-Édouard; b) la Cour supérieure de justice de l’Ontario; c) la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse ou de la Colombie-Britannique; d) la Cour du Banc de la Reine du Manitoba, de la Saskatchewan, de l’Alberta ou du Nouveau-Brunswick; e) la Cour supérieure du Québec;	35 40

		f) la Cour suprême du Yukon, la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou la Cour de justice du Nunavut.	
Affiliated bodies corporate	(2) For the purposes of this Act, (a) one body corporate is the affiliate of another body corporate if one of them is the subsidiary of the other or both are subsidiaries of the same body corporate or each of them is controlled by the same person; and (b) if two bodies corporate are affiliates of the same body corporate at the same time, they are deemed to be affiliates of each other.	(2) Pour l'application de la présente loi : a) appartiennent au même groupe les personnes morales dont l'une est la filiale de l'autre, qui sont des filiales de la même personne morale ou qui sont sous le contrôle de la même personne; b) sont réputées appartenir au même groupe les personnes morales qui appartiennent au groupe d'une même personne morale.	Groupe
Control	(3) For the purposes of this Act, a body corporate is controlled by a person or by two or more bodies corporate if (a) shares or memberships of the body corporate to which are attached more than 50 per cent of the votes that may be cast to elect directors of the body corporate are held, other than by way of security only, by or for the benefit of that person or by or for the benefit of those bodies corporate; and (b) the votes attached to those shares or memberships are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the body corporate.	(3) Pour l'application de la présente loi, ont le contrôle d'une personne morale la personne ou les personnes morales qui détiennent, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie seulement, des actions ou des adhésions conférant plus de cinquante pour cent du maximum possible des voix à l'élection des administrateurs de la personne morale ainsi que des droits de vote dont l'exercice permet d'élire la majorité des administrateurs de la personne morale.	Contrôle
Holding body corporate	(4) A body corporate is the holding body corporate of another if that other body corporate is its subsidiary.	(4) La personne morale qui a pour filiale une autre personne morale est sa personne morale mère.	Personne morale mère
Subsidiary body corporate	(5) A body corporate is a subsidiary of another body corporate if (a) it is controlled by (i) that other body corporate, (ii) that other body corporate and one or more bodies corporate each of which is controlled by that other body corporate, or (iii) two or more bodies corporate each of which is controlled by that other body corporate; or (b) it is a subsidiary of a body corporate that is itself a subsidiary of that other body corporate.	(5) Une personne morale est la filiale d'une autre personne morale dans les cas suivants : a) elle est contrôlée, selon le cas : (i) par l'autre personne morale, (ii) par l'autre personne morale et une ou plusieurs personnes morales elles-mêmes contrôlées par cette autre personne morale, (iii) par des personnes morales elles-mêmes contrôlées par l'autre personne morale; b) elle est la filiale d'une personne morale qui est elle-même la filiale de l'autre personne morale.	Filiales

Soliciting
corporation

(5.1) A corporation becomes a soliciting corporation for a prescribed duration from the prescribed date, if it received, during the prescribed period, income in excess of the prescribed amount in the form of

(a) donations or gifts or, in Quebec, gifts or legacies of money or other property requested from any person who is not

(i) a member, director, officer or employee of the corporation at the time of the request,

(ii) the spouse of a person referred to in subparagraph (i) or an individual who is cohabiting with that person in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year, or

(iii) a child, parent, brother, sister, grandparent, uncle, aunt, nephew or niece of a person referred to in subparagraph (i) or of the spouse or individual referred to in subparagraph (ii);

(b) grants or similar financial assistance received from the federal government or a provincial or municipal government, or an agency of such a government; or

(c) donations or gifts or, in Quebec, gifts or legacies of money or other property from a corporation or other entity that has, during the prescribed period, received income in excess of the prescribed amount in the form of donations, gifts or legacies referred to in paragraph (a) or grants or similar financial assistance referred to in paragraph (b).

Application to
be deemed non-
soliciting

(6) On the application of a corporation, the Director may decide that the corporation is, for the purposes of this Act, to be considered as not being — or not having been — a soliciting corporation if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

APPLICATION

Application of
Act

3. (1) This Act applies to every corporation and, to the extent provided for in Part 19, to bodies corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament.

(5.1) L'organisation devient une organisation ayant recours à la sollicitation pour la durée prévue par règlement à compter de la date prévue par règlement si elle a touché pendant la période réglementaire un revenu excédant le montant réglementaire, lequel revenu provient :

a) d'une donation ou d'un legs ou, ailleurs qu'au Québec, d'une donation de sommes d'argent ou d'autres biens, demandés aux personnes autres que les personnes suivantes :

(i) un membre, un administrateur, un dirigeant ou un employé au service de l'organisation au moment de la demande,

(ii) l'époux d'une personne visée au sous-alinéa (i) ou la personne qui vit avec elle dans une relation conjugale depuis au moins un an,

(iii) l'enfant, le père, la mère, le frère, la soeur, le grand-père, la grand-mère, l'oncle, la tante, le neveu ou la nièce d'une personne visée aux sous-alinéas (i) ou (ii);

b) de subventions d'un ministère ou d'un organisme fédéral ou provincial, d'une municipalité ou d'un organisme municipal, ou de toute aide financière analogue;

c) d'une donation ou d'un legs ou, ailleurs qu'au Québec, d'une donation de sommes d'argent ou d'autres biens d'une organisation ou d'une autre entité qui, pendant la période réglementaire, a touché un revenu excédant le montant réglementaire sous forme de donation ou de legs visés à l'alinéa a) ou de subventions ou de toute aide financière visées à l'alinéa b).

Organisation
ayant recours à
la sollicitation

(6) Le directeur peut, sur demande de l'organisation, décider que celle-ci sera considérée, pour l'application de la présente loi, comme n'étant pas une organisation ayant recours à la sollicitation ou ne l'ayant jamais été, s'il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l'intérêt public.

Décision du
directeur —
sollicitation

APPLICATION

Application

3. (1) La présente loi s'applique aux organisations et, dans la mesure prévue à la partie 19, aux personnes morales sans capital-actions constituées par une loi spéciale du Parlement.

Certain Acts do not apply	(2) The following do not apply to a corporation: (a) the <i>Canada Business Corporations Act</i> ; (b) the <i>Canada Corporations Act</i> , chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970; and (c) the <i>Winding-up and Restructuring Act</i> .	(2) La <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> , chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la <i>Loi sur les liquidations et les restructurations</i> ne s'appliquent pas aux organisations.	Non-application de certaines lois
Limitations on business that may be carried on	(3) No corporation shall carry on the business of (a) a bank; (b) an association to which the <i>Cooperative Credit Associations Act</i> applies; (c) a company or society to which the <i>Insurance Companies Act</i> applies; or (d) a company to which the <i>Trust and Loan Companies Act</i> applies.	(3) Les organisations ne peuvent se livrer aux activités des banques, des associations régies par la <i>Loi sur les associations coopératives de crédit</i> , des sociétés ou sociétés de secours régies par la <i>Loi sur les sociétés d'assurances</i> ou des sociétés régies par la <i>Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt</i> .	Restrictions — activités commerciales
Limitation — granting degrees or regulating activities	(4) Incorporation or continuance under this Act does not confer any authority on a corporation to carry on activities as a degree-granting educational institution or to regulate any activity, including a profession or trade.	(4) La constitution ou la prorogation sous le régime de la présente loi n'a pas pour effet de conférer à l'organisation le droit d'exercer l'activité d'un établissement d'enseignement autorisé à délivrer des diplômes universitaires ou celui de régir l'exercice d'une activité, notamment une profession.	Restrictions — droit d'exercer ou de régir certaines activités

PURPOSE

OBJET

Purpose	4. The purpose of this Act is to allow the incorporation or continuance of bodies corporate as corporations without share capital, including certain bodies corporate incorporated or continued under various other Acts of Parliament, for the purposes of carrying on legal activities and to impose obligations on certain bodies corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament.	4. La présente loi a pour objet de permettre la constitution ou la prorogation de personnes morales — y compris celles constituées ou prorogées sous le régime d'une autre loi fédérale — sous forme d'organisations sans capital-actions en vue de l'exercice d'activités licites, et d'assujettir aux obligations qu'elle prévoit certaines personnes morales sans capital-actions constituées par une loi spéciale du Parlement.	Objet
---------	---	---	-------

DESIGNATION OF MINISTER

DÉSIGNATION DU MINISTRE

Power of Governor in Council	5. The Governor in Council may designate any member of the Queen's Privy Council for Canada to be the Minister for the purposes of this Act.	5. Le gouverneur en conseil peut désigner tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada à titre de ministre pour l'application de la présente loi.	Pouvoir du gouverneur en conseil
------------------------------	--	--	----------------------------------

PART 2
INCORPORATION

PARTIE 2
CONSTITUTION

Incorporators	6. (1) One or more individuals or bodies corporate may incorporate a corporation by signing articles of incorporation and complying with section 8.	6. (1) La constitution de l'organisation est subordonnée à la signature de statuts constitutifs et à l'observation de l'article 8 par une ou plusieurs personnes physiques ou morales.	Fondateurs
Individuals	(2) No individual may incorporate a corporation under subsection (1) if that individual (a) is less than 18 years of age; (b) has been declared incapable by a court in Canada or in another country; or (c) has the status of a bankrupt.	(2) S'agissant de personnes physiques, elles doivent : a) avoir au moins dix-huit ans; b) ne pas avoir été déclarées incapables par un tribunal, au Canada ou à l'étranger; c) ne pas avoir le statut de failli.	5 Personnes physiques 10
Articles of incorporation	7. (1) Articles of incorporation shall follow the form that the Director fixes and shall set out, in respect of the proposed corporation, (a) the name of the corporation; (b) the province where the registered office is to be situated; (c) the classes, or regional or other groups, of members that the corporation is authorized to establish and, if there are two or more classes or groups, any voting rights attaching to each of those classes or groups; (d) the number of directors or the minimum and maximum number of directors; (e) any restrictions on the activities that the corporation may carry on; (f) a statement of the purpose of the corporation; and (g) a statement concerning the distribution of property remaining on liquidation after the discharge of any liabilities of the corporation.	7. (1) Les statuts constitutifs de l'organisation projetée sont dressés en la forme établie par le directeur et indiquent : a) sa dénomination; b) la province où se trouve son siège; c) les catégories, groupes régionaux ou autres groupes de membres qu'elle est autorisée à établir et, en cas de pluralité de catégories ou de groupes, les droits de vote dont chacun est assorti le cas échéant; d) le nombre fixe ou les nombres minimal et maximal de ses administrateurs; e) les limites imposées à ses activités; f) sa déclaration d'intention; g) la répartition du reliquat de ses biens après le règlement de ses dettes.	Statuts constitutifs 15 20 25 30
Other required provisions	(2) Articles of incorporation shall set out, in respect of the proposed corporation, any provision required by any other Act of Parliament to be set out in the articles.	(2) Les statuts contiennent également toute disposition qui doit y figurer aux termes de toute autre loi fédérale.	Autres dispositions exigées
Additional provisions in articles	(3) The articles may set out any provisions that may be set out in the by-laws.	(3) Les statuts peuvent contenir toute disposition pouvant être incluse dans les règlements administratifs de l'organisation.	Dispositions supplémentaires
Equivalency	(3.1) Any requirement under this Act to set out a provision in the by-laws is deemed met by setting out the provision in the articles.	(3.1) Toute exigence prévue par la présente loi d'inclure une disposition dans les règlements administratifs est réputée satisfaite si celle-ci est incluse dans les statuts.	Équivalence

Special majorities	(4) Subject to subsection (5), if the articles or a unanimous member agreement requires a greater number of votes of directors or members than that required by this Act to effect any action, the provisions of the articles or of the unanimous member agreement prevail.	(4) Par dérogation à la présente loi et sous réserve du paragraphe (5), les statuts ou les conventions unanimes des membres peuvent augmenter le nombre de voix nécessaires à l'adoption de certaines mesures par les administrateurs ou par les membres.	Majorités spéciales
Removal of directors	(5) The articles may not require a greater number of votes of members to remove a director than the number required by section 131.	(5) Les statuts ne peuvent, pour la révocation d'un administrateur, exiger un nombre de voix plus élevé que celui établi en application de l'article 131.	Réserve
Delivery of articles of incorporation	8. One of the incorporators shall send to the Director articles of incorporation and the documents required by sections 20 and 129.	8. Les statuts constitutifs et les documents exigés par les articles 20 et 129 sont envoyés au directeur par l'un des fondateurs.	Envoi des statuts constitutifs
Certificate of incorporation	9. On receipt of articles of incorporation, the Director shall issue a certificate of incorporation in accordance with section 277.	9. Sur réception des statuts constitutifs, le directeur délivre un certificat de constitution conformément à l'article 277.	Certificat de constitution
Effect of certificate	10. A corporation comes into existence on the date shown in the certificate of incorporation.	10. L'organisation existe à compter de la date précisée dans le certificat de constitution.	Effet du certificat
Alternate name	11. (1) Subject to subsection 13(1), the name of a corporation may be set out in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English and French form, so long as the combined form meets any prescribed criteria. The corporation may use and may be legally designated by any such form.	11. (1) Sous réserve du paragraphe 13(1), l'organisation peut, dans ses statuts, adopter une dénomination en français, en anglais, dans ces deux langues ou encore dans une forme combinée des deux langues, pourvu que cette dernière soit conforme aux critères réglementaires; elle peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée sous l'une ou l'autre.	Choix de la dénomination
Alternate name outside Canada	(2) Subject to subsection 13(1), a corporation may, for use outside Canada, set out its name in its articles in any language form and it may use and may be legally designated by any such form outside Canada.	(2) Sous réserve du paragraphe 13(1), l'organisation peut, dans ses statuts, adopter, pour ses activités à l'étranger, une dénomination en n'importe quelle langue; elle peut, à l'étranger, l'utiliser et être légalement désignée par elle.	Dénomination pour l'étranger
Publication of name	(3) A corporation shall set out its name in legible characters in all contracts, invoices, negotiable instruments and orders for goods or services issued or made by or on behalf of the corporation.	(3) La dénomination de l'organisation doit être lisiblement indiquée sur ses effets de commerce, contrats, factures et commandes de marchandises ou de services.	Publicité de la dénomination
Other name	(4) Subject to subsections (3) and 13(1), a corporation may carry on activities under or identify itself by a name other than its corporate name.	(4) Sous réserve des paragraphes (3) et 13(1), l'organisation peut exercer ses activités ou s'identifier sous un nom autre que sa dénomination.	Autre nom

Reserving name	12. (1) The Director may, on request, reserve for a prescribed period a name for an intended corporation or for a corporation about to change its name.	12. (1) Le directeur peut, sur demande, réserver pendant la période réglementaire une dénomination à l'organisation dont la création est envisagée ou qui est sur le point de changer de dénomination.	Réservation 5
Designating number	(2) If requested to do so by the incorporators or a corporation, the Director shall assign to the corporation as its name a designating number followed by the word "Canada" and a prescribed term.	(2) Le directeur assigne à l'organisation, à sa demande ou à celle des fondateurs, un numéro matricule en guise de dénomination, suivi du mot « Canada » et d'un terme réglementaire.	Numéro matricule
Prohibited names	13. (1) A corporation shall not be incorporated or continued under this Act with, change its name to, or have, carry on activities under or identify itself by, a name that is prohibited by the regulations or that does not meet the prescribed requirements.	13. (1) L'organisation ne peut être constituée ou prorogée, exercer ses activités ou s'identifier sous une dénomination qui est prohibée par les règlements ou qui n'est pas conforme aux exigences réglementaires, ni adopter une telle dénomination.	Dénominations prohibées 15
Directing change of name	(2) The Director may direct a corporation to change its name in accordance with section 198 if, through inadvertence or otherwise, the corporation acquires a name that is prohibited by the regulations or that does not meet the prescribed requirements.	(2) Le directeur peut ordonner à l'organisation de changer sa dénomination au titre de l'article 198 lorsque celle-ci a reçu, notamment par inadvertance, une dénomination qui est prohibée par les règlements ou qui n'est pas conforme aux exigences réglementaires.	Ordre de changement de la dénomination non conforme 20
Directing change of numbered name	(3) If a corporation has a designating number as its name, the Director may direct the corporation to change its name to a name other than a designating number in accordance with section 198.	(3) Il peut ordonner à l'organisation ayant un numéro matricule d'adopter, au titre de l'article 198, une autre dénomination.	Ordre de changement de la dénomination numérique
Undertaking to dissolve or change name	(4) If a corporation acquires a name as a result of a person undertaking to dissolve or to change names, and the undertaking is not honoured, the Director may direct the corporation to change its name in accordance with section 198, unless the undertaking is honoured within the period specified in subsection (5).	(4) Dans le cas où l'organisation reçoit une dénomination en raison de l'engagement d'une personne de se dissoudre ou de changer de nom et qu'il n'est pas donné suite à l'engagement dans le délai prévu au paragraphe (5), le directeur peut ordonner à l'organisation de changer sa dénomination au titre de l'article 198.	Ordre de changement de la dénomination en cas d'engagement non tenu 30
Revoking name	(5) If a corporation has not followed a directive under subsection (2), (3) or (4) within the prescribed period, the Director may revoke the name of the corporation and assign a name to it and, until changed in accordance with section 198, the name of the corporation is the name assigned by the Director.	(5) Le directeur peut annuler la dénomination de l'organisation qui n'a pas obtempéré aux ordres donnés en vertu des paragraphes (2), (3) ou (4) dans le délai réglementaire et lui en attribuer d'office une autre; celle-ci demeure la dénomination de l'organisation tant qu'elle n'a pas été changée au titre de l'article 198.	Annulation de la dénomination 40
Certificate of amendment	14. (1) If the Director assigns a new name to a corporation under subsection 13(5), the Director shall issue a certificate of amendment	14. (1) En cas de changement de dénomination au titre du paragraphe 13(5), le directeur délivre un certificat de modification indiquant la	Certificat de modification 40

showing the name and shall publish notice of the change of name as soon as practicable in a publication generally available to the public.

nouvelle dénomination et fait paraître, dans les meilleurs délais, un avis du changement dans une publication destinée au grand public.

Effect of
certificate

(2) The articles of the corporation are amended accordingly on the date shown in the certificate of amendment.

(2) Les statuts de l'organisation sont modifiés à compter de la date précisée dans le certificat de modification.

Effet du
certificat

Pre-
incorporation
and pre-
amalgamation
contracts

15. (1) Subject to this section and unless the contract expressly provides otherwise, a person who enters into, or purports to enter into, a written contract in the name of or on behalf of a corporation before it comes into existence is personally bound by the contract and is entitled to its benefits.

15. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et sauf stipulation contraire, la personne qui conclut ou paraît conclure un contrat écrit au nom ou pour le compte d'une organisation avant sa constitution est liée personnellement par ce contrat et peut en bénéficier.

Contrats
antérieurs à la
constitution

Adoption or
ratification of
contract

(2) The corporation may, within a reasonable time after it comes into existence, adopt or, in Quebec, ratify the contract by any action or conduct signifying its intention to be bound by the contract, and on the adoption or ratification

(2) L'organisation qui, dans un délai raisonnable après sa constitution, ratifie, même tacitement, le contrat ainsi conclu est liée par celui-ci depuis sa conclusion et peut en bénéficier, la personne qui s'est engagée pour elle s'en trouvant dès lors libérée et privée du droit de s'en prévaloir.

Ratification

(a) the corporation is bound by the contract and is entitled to its benefits as if the corporation had been in existence at the date of the contract and had been a party to it; and

(b) the person ceases to be bound by or entitled to the benefits of the contract, except as provided for in subsection (3).

25

Application to
court

(3) Whether or not a written contract made before the coming into existence of a corporation is adopted or, in Quebec, ratified by the corporation, a party to the contract may apply to a court for an order respecting the nature and extent of the obligations and liability under the contract of the corporation and the person who is bound by the contract under subsection (1). On the application, the court may make any order that it thinks fit.

(3) Le tribunal peut notamment, par ordonnance, sur demande de toute partie à un contrat écrit conclu avant la constitution de l'organisation, que celui-ci ait été ratifié ou non, prendre toute mesure qu'il estime indiquée au sujet de la nature et de l'étendue des obligations et de la responsabilité, au titre du contrat, de l'organisation et de la personne liée par le contrat en vertu du paragraphe (1).

Requête au
tribunal

35

PART 3

CAPACITY AND POWERS

Capacity of a
corporation

16. (1) A corporation has the capacity and, subject to this Act, the rights, powers and privileges of a natural person.

PARTIE 3

CAPACITÉ ET POUVOIRS

16. (1) L'organisation a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, la capacité d'une personne physique et les droits, pouvoirs et privilèges de celle-ci.

Capacité

Activities

(2) A corporation may carry on activities throughout Canada.

(2) L'organisation peut exercer ses activités partout au Canada.

Activités

35

Extra-territorial capacity	(3) A corporation has the capacity to carry on its activities, conduct its affairs and exercise its powers in a jurisdiction outside Canada to the extent that the laws of that jurisdiction permit.	(3) L'organisation possède la capacité de conduire ses affaires internes et d'exercer ses activités et ses pouvoirs à l'étranger, dans les limites des lois applicables en l'espèce.	Capacité extraterritoriale
Powers of a corporation	17. (1) It is not necessary for a by-law to be passed in order to confer any particular power on a corporation or its directors.	5 17. (1) La prise d'un règlement administratif n'est pas nécessaire pour conférer un pouvoir particulier à l'organisation ou à ses administrateurs.	5 Pouvoirs
Restricted activities or powers	(2) A corporation shall not carry on any activities or exercise any power in a manner contrary to its articles.	(2) L'organisation ne peut exercer ni pouvoirs ni activités en violation de ses statuts.	Réserves 10
Rights preserved	(3) No act of a corporation, including any transfer of property to or by a corporation, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its articles or this Act.	(3) Les actes de l'organisation, y compris les transferts de biens, ne sont pas nuls du seul fait qu'ils sont contraires à ses statuts ou à la présente loi.	Maintien des droits
No constructive notice	18. No person is affected by or is deemed to have notice or knowledge of the contents of a document concerning a corporation by reason only that the person can examine it under section 280 or at an office of the corporation.	15 18. Le seul fait qu'un document puisse être consulté au titre de l'article 280 ou dans les locaux de l'organisation ne peut causer de préjudice à quiconque; nul n'est réputé de ce fait avoir reçu avis ou avoir eu connaissance d'un tel document.	15 Absence de présomption de connaissance 20
Authority of directors, officers, agents and mandataries	19. (1) No corporation, no guarantor of an obligation of a corporation and, in Quebec, no surety may assert against a person dealing with the corporation or against a person who acquired rights from the corporation that (a) the articles, the by-laws or any unanimous member agreement has not been complied with; (b) the individuals named in the last notice that was sent by the corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director are not the directors of the corporation; (c) the place named in the last notice accepted by the Director under section 20 is not the registered office of the corporation; (d) a person held out by a corporation as a director, an officer, an agent or a mandatary of the corporation has not been duly appointed or has no authority to exercise the powers and perform the duties that are customary in the activities of the corporation or usual for a director, an officer, an agent or a mandatary;	20 19. (1) Les prétentions ci-après sont inopposables, de la part de l'organisation et de ses cautions ou, ailleurs qu'au Québec, ses garants, aux personnes qui ont traité avec elle ou en ont acquis des droits : a) les statuts, règlements administratifs ou conventions unanimes des membres n'ont pas été observés; b) les personnes physiques nommées dans la dernière liste ou le dernier avis envoyé par l'organisation conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et reçu par le directeur ne sont pas ses administrateurs; c) le siège de l'organisation ne se trouve pas au lieu indiqué dans le dernier avis accepté par le directeur au titre de l'article 20; d) la personne que l'organisation a présentée comme l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'a pas été régulièrement nommée ou n'a pas l'autorité nécessaire pour exercer les attributions découlant normalement soit du poste, soit des activités de l'organisation;	Prétentions interdites 25 30 35 40

(e) a document issued by any director, officer, agent or mandatary of a corporation with actual or usual authority to issue the document is not valid or not genuine; or

(f) a sale, a lease or an exchange of property referred to in subsection 215(1) was not authorized.

e) un document émanant régulièrement de l'un des administrateurs, dirigeants ou mandataires de l'organisation n'est pas valable ou n'est pas authentique;

f) les opérations visées au paragraphe 215(1) n'ont pas été autorisées.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has, or ought to have, knowledge of a situation described in that subsection by virtue of their relationship to the corporation.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes qui connaissent ou devraient connaître la situation réelle en raison de leur relation avec l'organisation.

Exception

10

PART 4

REGISTERED OFFICE AND RECORDS

Registered office

20. (1) A corporation shall at all times have a registered office in the province in Canada specified in its articles.

Notice of registered office

(2) A notice of registered office in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with any articles that designate or change the province where the registered office of the corporation is to be located.

Change of address

(3) The directors of a corporation may change the corporation's registered office to another place within the province specified in the articles, in which case the corporation shall send to the Director a notice of registered office in the form that the Director fixes.

Notice of registered office effective on acceptance

(4) A notice of registered office becomes effective when the Director accepts it.

Corporate records

21. (1) A corporation shall prepare and maintain, at its registered office or at any other place in Canada designated by the directors, records containing

(a) the articles and the by-laws, and amendments to them, and a copy of any unanimous member agreement;

(b) the minutes of meetings of members and any committee of members;

(c) the resolutions of members and any committee of members;

PARTIE 4

SIÈGE ET LIVRES

Siège

20. (1) L'organisation maintient en permanence un siège au Canada, dans la province indiquée dans ses statuts.

Avis

(2) Avis du lieu où sera maintenu le siège est envoyé au directeur, en la forme établie par lui, avec les clauses ou statuts désignant ou modifiant la province où il sera situé.

Changement d'adresse

(3) Les administrateurs peuvent changer le lieu du siège, dans les limites de la province indiquée dans les statuts, auquel cas l'organisation envoie au directeur, en la forme établie par lui, un avis du lieu où sera maintenu le siège.

Entrée en vigueur

(4) L'avis du lieu où sera maintenu le siège entre en vigueur à la date où le directeur accepte l'avis.

25

Livres

21. (1) L'organisation tient, à son siège ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs, des livres où figurent :

a) les statuts et les règlements administratifs et leurs modifications, ainsi qu'un exemplaire de toute convention unanime des membres;

b) les procès-verbaux des assemblées ou des réunions des comités de membres;

c) les résolutions des membres ou des comités de membres;

d) le cas échéant, le registre des titres de créance, conforme à l'article 45;

35

	(d) if any debt obligation is issued by the corporation, a debt obligations register that complies with section 45; (e) a register of directors; (f) a register of officers; and (g) a register of members.	e) le registre des administrateurs; f) le registre des dirigeants; g) le registre des membres.	
Register	(2) The registers referred to in paragraphs (1)(e) to (g) shall contain the prescribed information.	(2) Les registres visés aux alinéas (1)e) à g) comportent les renseignements prévus par les règlements.	Contenu des registres 5
Directors' records	(3) A corporation shall prepare and maintain adequate accounting records and records containing minutes of meetings of the directors and any committee of directors as well as resolutions adopted by the directors or any committee of directors.	(3) L'organisation tient en outre des livres comptables adéquats et des livres où figurent les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de ses comités et leurs résolutions.	Autres livres 10
Retention of accounting records	(4) Subject to any other Act of Parliament or of the legislature of a province that provides for a longer retention period, a corporation shall retain the accounting records referred to in subsection (3) for the prescribed period.	(4) Sous réserve de toute autre loi fédérale et de toute loi provinciale prévoyant une période de conservation plus longue, l'organisation est tenue de conserver les livres comptables pendant la période réglementaire.	Conservation des livres comptables 15
Records of continued corporations	(5) For the purposes of paragraphs (1)(b) and (c) and subsection (3), where a body corporate is continued under this Act, "records" includes similar records required by law to be maintained by the body corporate before it was so continued.	(5) Pour l'application des alinéas (1)b) et c) et du paragraphe (3), le terme « livres » désigne également les livres de même nature que les personnes morales prorogées sous le régime de la présente loi devaient tenir avant leur prorogation.	Livres des personnes morales prorogées 20
Place of directors' records	(6) The records described in subsection (3) shall be kept at the registered office of the corporation or at any other place that the directors think fit.	(6) Les livres visés au paragraphe (3) sont conservés au siège de l'organisation ou en tout autre lieu que les administrateurs estiment indiqué.	Lieu de conservation 25
Directors' access to records	(7) The records described in subsections (1) and (3) shall at all reasonable times be open to inspection by the directors. The corporation shall, at the request of any director, provide them with any extract of the records free of charge.	(7) Les administrateurs peuvent consulter les livres visés aux paragraphes (1) et (3) à tout moment opportun et, sur demande, en obtenir gratuitement des extraits.	Consultation 30
Records in Canada	(8) If accounting records of a corporation are kept outside Canada, accounting records adequate to enable the directors to ascertain the financial position of the corporation with reasonable accuracy on a quarterly basis shall be kept at the registered office or any other place in Canada designated by the directors.	(8) Dans le cas où la comptabilité de l'organisation est tenue à l'étranger, il est conservé à son siège ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs, des livres permettant à ceux-ci d'en vérifier la situation financière tous les trimestres, avec une précision suffisante.	Livres comptables 30

When records or registers kept outside Canada

(9) Despite subsections (1) and (8), but subject to the *Income Tax Act*, the *Excise Tax Act*, the *Customs Act* and any other Act administered by the Minister of National Revenue, a corporation may keep all or any of its corporate records and accounting records referred to in subsection (1) or (3) at a place outside Canada, if

(a) the records are available for inspection, by means of any technology, during regular office hours at the registered office or any other place in Canada designated by the directors; and

(b) the corporation provides the technical assistance to facilitate an inspection referred to in paragraph (a).

(9) Malgré les paragraphes (1) et (8), mais sous réserve de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur les douanes* et de toute autre loi relevant du ministre du Revenu national, l'organisation peut conserver à l'étranger tout ou partie des livres dont la tenue est exigée par les paragraphes (1) ou (3) si les conditions suivantes sont réunies :

a) les livres peuvent être consultés, à l'aide de quelque moyen technologique que ce soit, 10 durant les heures normales d'ouverture au siège de l'organisation ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs;

b) l'organisation fournit l'aide technique nécessaire à une telle consultation. 15

Livres conservés à l'étranger

Access to corporate records

22. (1) A member, a member's personal representative and a creditor of a corporation may examine and, on payment of any reasonable fee, take extracts from the records referred to in paragraphs 21(1)(a) to (f) during the corporation's usual business hours.

22. (1) Les membres et leurs représentants personnels ainsi que les créanciers de l'organisation peuvent consulter les documents mentionnés aux alinéas 21(1)a) à f) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de l'organisation et, sur paiement de tous droits raisonnables, en obtenir des extraits.

Consultation de certains documents

Requirement for statutory declaration — debt obligations register

(2) Any person described in subsection (1) who wishes to examine the debt obligations register of a corporation shall first make a request to the corporation or its agent or mandatary accompanied by a statutory declaration referred to in subsection (5). Within the prescribed period, the corporation or its agent or mandatary shall allow the applicant access to the register during the corporation's usual business hours and, on payment of any reasonable fee, provide the applicant with an extract from the register.

(2) Toute personne visée au paragraphe (1) qui souhaite consulter le registre des titres de créance de l'organisation en fait la demande à celle-ci ou à son mandataire et lui fait parvenir la déclaration solennelle visée au paragraphe (5). Au cours de la période réglementaire, l'organisation ou son mandataire permet la consultation du registre pendant les heures normales d'ouverture de ses bureaux et, sur paiement de tous droits raisonnables, en fournit des extraits.

Consultation du registre des titres de créance

Copies of corporate records

(3) A member of a corporation is entitled on request and free of charge to one copy of the articles and by-laws, any amendments to them, and any unanimous member agreement.

(3) Les membres peuvent, sur demande et sans frais, obtenir une copie des statuts et des règlements administratifs — ainsi que des modifications qui y sont apportées — et de toute convention unanime des membres.

Copies

Debt obligation holders lists

(4) Any person described in subsection (1), on payment of any reasonable fee and on sending to a corporation or its agent or mandatary the statutory declaration referred to in subsection (5), may on application require the corporation or its agent or mandatary to furnish within the prescribed period a list of debt

(4) Toute personne visée au paragraphe (1) peut, sur paiement de tous droits raisonnables et sur envoi à l'organisation ou à son mandataire de la déclaration solennelle visée au paragraphe (5), exiger de l'organisation ou de son mandataire la remise, dans le délai réglementaire,

Obtention de la liste des détenteurs de titres de créance

	obligation holders setting out the prescribed information and updated in accordance with the regulations.	d'une liste des détenteurs de titres de créance énonçant les renseignements réglementaires et mise à jour conformément aux règlements.	
Contents of statutory declaration	(5) The statutory declaration required under subsection (2) or (4) shall (a) state the name and address of the applicant and, if the applicant is a body corporate, its address for service; and (b) state that the list of debt obligation holders or the information contained in the debt obligations register obtained under subsection (2) will not be used except as permitted under subsection (7).	(5) La déclaration solennelle exigée aux 5 paragraphes (2) ou (4) énonce : a) les nom et adresse du requérant et, si celui-ci est une personne morale, son adresse aux fins de signification; b) l'engagement de n'utiliser que conformément au paragraphe (7) la liste des détenteurs de titres de créance ou les renseignements tirés du registre des titres de créance.	Teneur de la déclaration solennelle 5
Person making statutory declaration	(6) If the applicant is a body corporate, the statutory declaration shall be made by a director or officer of the body corporate.	(6) La personne morale requérante fait établir la déclaration solennelle par un de ses administrateurs ou dirigeants.	Personne morale requérante 15
Use of information or list of debt obligation holders	(7) A list of debt obligation holders or information from a debt obligations register obtained under this section shall not be used by any person except in connection with (a) an effort to influence the voting of debt obligation holders of the corporation; (b) an offer to acquire debt obligations of the corporation; or (c) any other matter relating to the debt obligations or affairs of the corporation.	(7) Les renseignements tirés du registre des titres de créance et les listes des détenteurs de titres de créance obtenus en vertu du présent article ne peuvent être utilisés que dans le cadre : a) de démarches en vue d'influencer le vote des détenteurs de titres de créance; b) d'une offre visant l'acquisition de titres de créance de l'organisation; c) de toute autre mesure concernant les titres de créance ou les affaires internes de l'organisation.	Utilisation des renseignements ou des listes 20
Requirement for statutory declaration — register of members	23. (1) A member or a member's personal representative who wishes to examine the register of members of a corporation shall first make a request to the corporation or its agent or mandatary accompanied by a statutory declaration referred to in subsection (5). Within the prescribed period, the corporation or its agent or mandatary shall allow the applicant access to the register during the corporation's usual business hours and, on payment of any reasonable fee, provide the applicant with an extract from the register.	23. (1) Le membre ou son représentant personnel qui souhaite consulter le registre des membres en fait la demande à l'organisation ou à son mandataire et lui fait parvenir la déclaration solennelle visée au paragraphe (5). Au cours de la période réglementaire, l'organisation ou son mandataire permet la consultation du registre pendant les heures normales d'ouverture de ses bureaux et, sur paiement de tous droits raisonnables, en fournit des extraits.	Consultation du registre des membres 30
List of members	(2) Any person described in subsection (1) and debt obligation holders, on payment of any reasonable fee and on sending to a corporation or its agent or mandatary the statutory declaration referred to in subsection (5), may on application require the corporation or its agent	(2) Toute personne visée au paragraphe (1) ainsi que le détenteur de titre de créance peuvent, sur paiement de tous droits raisonnables et sur envoi à l'organisation ou à son mandataire de la déclaration solennelle visée au paragraphe (5), exiger de l'organisation ou de	Obtention de la liste des membres 40

or mandatory to furnish within the prescribed period a list of members setting out the prescribed information and updated in accordance with the regulations.

son mandataire la remise, dans le délai réglementaire, d'une liste des membres énonçant les renseignements réglementaires et mise à jour conformément aux règlements.

Limitation

(3) A person described in subsection (1) may only make an application under subsection (2) once in each calendar year. In addition, an application may be made before each special meeting of members of which the person receives notice.

(3) Les personnes visées au paragraphe (1) ne peuvent demander la liste des membres qu'une fois par année civile. Toutefois, elles peuvent aussi la demander avant la tenue de toute assemblée extraordinaire dont elles ont été avisées.

5 Réserve :
membres

10

Application of
debt obligation
holder

(4) A debt obligation holder may make an application to obtain a list of members only after receiving notice of a meeting of members at which the holder has the right to vote.

(4) Les détenteurs de titres de créance ne peuvent obtenir la liste des membres que s'ils ont été avisés de la tenue d'une assemblée à laquelle ils ont le droit de vote.

Réserve :
détenteurs de
titres de créance

Contents of
statutory
declaration

(5) The statutory declaration required under 15 subsection (1) or (2) shall

(5) La déclaration solennelle exigée aux 15 paragraphes (1) ou (2) énonce :

Teneur de la
déclaration
solennelle

(a) state the name and address of the applicant and, if the applicant is a body corporate, its address for service; and

a) les nom et adresse du requérant et, si celui-ci est une personne morale, son adresse aux fins de signification;

(b) state that the list of members or the 20 information contained in the register of members obtained under subsection (1) will not be used except as permitted under subsection (7) or (8).

b) l'engagement de n'utiliser que conformément aux paragraphes (7) ou (8) la liste des membres ou les renseignements tirés du registre des membres.

Person making
statutory
declaration

(6) If the applicant is a body corporate, the 25 statutory declaration shall be made by a director or officer of the body corporate.

(6) La personne morale requérante fait établir la déclaration solennelle par un de ses administrateurs ou dirigeants.

Personne morale
requérante

Use of
information or
list by members

(7) A member or a member's personal representative who obtains a list of members or information from a register of members under 30 this section shall not use the list or information except in connection with

(7) Le membre ou son représentant personnel ne peut utiliser la liste des membres et les renseignements tirés du registre des membres obtenus en vertu du présent article que dans le 30 cadre :

Utilisation des
renseignements
ou des listes par
les membres

(a) an effort to influence the voting of members;

a) de démarches en vue d'influencer le vote des membres de l'organisation;

(b) requisitioning a meeting of members; or 35

b) de la convocation d'une assemblée;

(c) any other matter relating to the affairs of the corporation.

c) de toute autre mesure concernant les 35 affaires internes de l'organisation.

Use of
information or
list by debt
obligation
holders

(8) A debt obligation holder who obtains a list of members under this section shall not use the list except in connection with an effort to 40 influence the voting of members on any issue that the holder has a right to vote on.

(8) Le détenteur de titre de créance qui a obtenu la liste des membres en vertu du présent article ne peut l'utiliser que dans le cadre de démarches en vue d'influencer le vote des 40 membres de l'organisation sur une question à l'égard de laquelle il a lui-même le droit de vote.

Utilisation des
listes par les
détenteurs de
titres de créance

Examination by Director	24. (1) The Director may examine the records described in subsection 21(1) during the corporation's usual business hours and may take extracts from the records free of charge.	24. (1) Le directeur peut consulter les livres mentionnés au paragraphe 21(1) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux et en obtenir gratuitement des extraits.	Consultation des livres
Requirement to provide list	(2) The Director may require the corporation or its agent or mandatary to furnish to the Director within the prescribed period a list of members or debt obligation holders setting out the prescribed information and updated in accordance with the regulations.	(2) Il peut exiger de l'organisation ou de son mandataire qu'il lui fournisse, dans le délai réglementaire, une liste des membres ou des détenteurs de titres de créance énonçant les renseignements réglementaires et mise à jour conformément aux règlements.	5 Obtention d'une liste 10
Application for authorization — corporation	25. (1) On the application of a corporation, the Director may authorize the corporation, on any terms that the Director thinks fit, to refuse, in whole or in part, to allow access to corporate records or to furnish information that the corporation is otherwise under this Part obligated to allow or furnish, if the Director reasonably believes that allowing the access or furnishing the information would be detrimental to any member or the corporation.	25. (1) Le directeur peut, sur demande de l'organisation, autoriser celle-ci, aux conditions qu'il estime indiquées, à refuser de donner accès à tout ou partie des livres ou de fournir tout ou partie des renseignements même si elle serait par ailleurs tenue d'y donner accès ou de les fournir au titre de la présente partie, s'il estime que l'accès aux livres ou la fourniture des renseignements serait préjudiciable à l'organisation ou à un membre.	Demande d'autorisation : organisation 15 20
Application for direction — member	(2) On the application of any member, the Director may direct the corporation, on any terms that the Director thinks fit, not to allow, in whole or in part, access to corporate records or not to furnish, in whole or in part, information that the corporation is otherwise under this Part obligated to allow or furnish, if the Director reasonably believes that allowing the access or furnishing the information would be detrimental to any member or the corporation.	(2) Il peut, sur demande d'un membre, ordonner à l'organisation, aux conditions qu'il estime indiquées, de refuser l'accès ou la fourniture s'il estime que cela serait préjudiciable à l'organisation ou à un membre.	Demande d'ordonnance : membre 25
Form of records	26. (1) All registers and other records required by this Act to be prepared and maintained may be in any form, provided that the records are capable of being reproduced in intelligible written form within a reasonable time.	26. (1) Tous les livres, notamment les registres dont la présente loi exige la tenue, peuvent être conservés d'une manière permettant de fournir, dans un délai raisonnable, les renseignements demandés sous une forme écrite compréhensible.	Mode de conservation des livres 35
Precautions	(2) A corporation and its agents and mandataries shall take reasonable precautions to prevent the loss or destruction of the registers and other records required under this Act, to prevent the falsification of entries in those registers and records and to facilitate the detection and correction of inaccuracies in them.	(2) L'organisation et ses mandataires prennent, à l'égard des registres et autres livres exigés par la présente loi, les mesures raisonnables pour en empêcher la perte ou la destruction, empêcher la falsification des écritures et faciliter la découverte et la rectification des erreurs.	Précautions 40
Validity of unsealed documents	27. A document executed or, in Quebec, signed on behalf of a corporation is not invalid merely because a corporate seal is not affixed to it.	27. L'absence du sceau de l'organisation sur tout document signé en son nom ne le rend pas nul.	Absence du sceau 40

PART 5

CORPORATE FINANCE

Borrowing
powers

28. (1) Unless the articles, the by-laws or a unanimous member agreement otherwise provides, the directors of a corporation may, without authorization of the members,

- (a) borrow money on the credit of the corporation;
- (b) issue, reissue, sell, pledge or hypothecate debt obligations of the corporation;
- (c) give a guarantee on behalf of the corporation to secure performance of an obligation of any person; and
- (d) mortgage, hypothecate, pledge or otherwise create a security interest in all or any property of the corporation, owned or subsequently acquired, to secure any obligation of the corporation.

Delegation of
borrowing
powers

(2) Despite subsection 139(2) and paragraph 143(a), unless the articles, the by-laws or a unanimous member agreement otherwise provides, the directors may, by resolution, delegate the powers referred to in subsection (1) to a director, a committee of directors or an officer.

29. *[Deleted]*

Repayment

30. (1) Debt obligations issued, pledged, hypothecated or deposited by a corporation are not redeemed by reason only that the indebtedness evidenced by the debt obligations or in respect of which the debt obligations are issued, pledged, hypothecated or deposited is repaid.

Acquisition and
reissue of debt
obligations

(2) Debt obligations issued by a corporation and purchased, redeemed or otherwise acquired by it may be cancelled or, subject to any applicable trust indenture or other agreement, may be reissued, pledged or hypothecated to secure any existing or future obligation of the corporation, and such an acquisition and reissue, pledge or hypothecation is not a cancellation of the debt obligations.

PARTIE 5

FINANCEMENT

Pouvoir
d'emprunt

28. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des membres, le conseil d'administration peut, sans l'autorisation des membres :

- a) contracter des emprunts, compte tenu du crédit de l'organisation;
- b) émettre, réémettre ou vendre les titres de créance de l'organisation ou les donner en garantie sous forme d'hypothèque mobilière, de gage ou de nantissement;
- c) garantir, au nom de l'organisation, l'exécution d'une obligation à la charge d'une autre personne;
- d) grever d'une sûreté, notamment par hypothèque, tout ou partie des biens, présents ou futurs, de l'organisation, afin de garantir ses obligations.

5

(2) Malgré le paragraphe 139(2) et l'alinéa 143(a) et sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des membres, le conseil d'administration peut, par résolution, déléguer les pouvoirs visés au paragraphe (1) à un administrateur, à un comité d'administrateurs ou à un dirigeant.

Délégation de
pouvoirs**29.** *[Supprimé]*

30. (1) Les titres de créance émis, donnés en garantie conformément au paragraphe (2) ou déposés par l'organisation ne sont pas rachetés du seul fait du règlement de la dette en cause.

Règlement

(2) L'organisation qui acquiert ses titres de créance peut soit les annuler, soit, sous réserve de tout acte de fiducie et de toute convention applicable, les réémettre ou les donner en garantie — sous forme d'hypothèque mobilière, de gage ou de nantissement — de l'exécution de ses obligations actuelles ou futures; l'acquisition, la réémission ou le fait de donner en garantie n'emporte pas annulation de ces titres.

Acquisition et
réémission de
titres de créance

Annual contributions or dues	31. Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement, the directors may require members to make an annual contribution or pay annual dues and may determine the manner in which the contribution is to be made or the dues are to be paid.	31. Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des membres, les administrateurs peuvent déterminer la contribution ou la cotisation annuelle des membres et la manière de s'en acquitter.	Contribution ou cotisation annuelle
Ownership of property	32. A corporation owns any property of any kind that is transferred to or otherwise vested in the corporation and does not hold any property in trust unless that property was transferred to the corporation expressly in trust for a specific purpose or purposes.	32. L'organisation est propriétaire de tous les biens qui lui sont transférés ou autrement dévolus et ne détient aucun bien en fiducie, à moins que le bien ne lui ait été expressément transféré en fiducie dans un but déterminé.	Biens des organisations
Directors not trustees	33. Directors are not, in that capacity, trustees for any property of the corporation, including property held in trust by the corporation.	33. Les administrateurs ne sont pas, en cette qualité, fiduciaires des biens de l'organisation ni de ceux qu'elle détient en fiducie.	Administrateurs non fiduciaires
Investments by corporation	34. Subject to the limitations accompanying any gift and the articles or by-laws, a corporation may invest its funds as its directors think fit.	34. Sous réserve des restrictions rattachées aux dons et prévues dans ses statuts ou ses règlements administratifs, l'organisation peut investir ses fonds de la manière que ses administrateurs estiment indiquée.	Placements
Distribution of property, accretions or profits	35. (1) Subject to subsection (2), no part of a corporation's profits or of its property or accretions to the value of the property may be distributed, directly or indirectly, to a member, a director or an officer of the corporation except in furtherance of its activities or as otherwise permitted by this Act.	35. (1) Les bénéfices, les biens et l'appréciation des biens de l'organisation ne peuvent être distribués, directement ou indirectement, à ses membres, administrateurs ou dirigeants qu'en conformité avec la présente loi ou en vue de la promotion de ses activités.	Distribution des bénéfices et des biens
Distribution to member	(2) If a member of a corporation is an entity that is authorized to carry on activities on behalf of the corporation, the corporation may distribute any of its money or other property to the member to carry on those activities.	(2) Toutefois, l'organisation qui a pour membre une entité autorisée à exercer des activités pour son compte peut lui remettre des sommes d'argent ou d'autres biens pour l'exercice de ces activités.	Remise de fonds
Surrendered memberships	36. A corporation may accept a membership in the corporation surrendered to it as a gift including, in Quebec, a legacy and may extinguish or reduce a liability respecting an amount unpaid on that membership.	36. L'organisation peut accepter une adhésion à titre de donation, y compris, au Québec, à titre de legs, et renoncer, en tout ou en partie, au paiement du prix afférent.	Donation
Liability	37. (1) The members of a corporation are not, in that capacity, liable for any liability of the corporation, including any arising under paragraph 254(3)(f) or (g), or any act or default of the corporation, except as otherwise provided by this Act.	37. (1) Les membres de l'organisation ne sont pas responsables, en cette qualité, des obligations — y compris celles résultant de l'application des alinéas 254(3)f) ou g) —, des actes ou des omissions de l'organisation, sauf dans les cas prévus par la présente loi.	Immunité
Lien on membership	(2) Subject to subsection 43(2), the articles may provide that the corporation has a lien on a membership registered in the name of a member	(2) Sous réserve du paragraphe 43(2), les statuts peuvent grever d'une charge en faveur de l'organisation l'adhésion d'un membre débiteur,	Adhésion grevée d'une charge

or the member's personal representative for a debt of that member to the corporation, including an amount unpaid in respect of a membership issued by a body corporate on the date it was continued as a corporation under this Act. 5

ou de son représentant personnel, y compris celui qui n'a pas entièrement payé l'adhésion enregistrée par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi.

Enforcement of
lien

(3) A corporation may enforce a lien referred to in subsection (2) in accordance with its by-laws.

(3) L'organisation peut faire valoir la charge visée au paragraphe (2) conformément aux règlements administratifs.

5 Exécution de la
charge

PART 6

DEBT OBLIGATIONS, CERTIFICATES, REGISTERS AND TRANSFERS

INTERPRETATION

Definitions

38. (1) The following definitions apply in this Part.

"adverse claim"
« *opposition* »

"adverse claim", in respect of a debt obligation, includes a claim that a transfer was or would be wrongful or that a particular adverse person is the owner of or has an interest or right in the debt obligation.

"bearer"
« *porteur* »

"bearer" means the person who is in possession of a debt obligation that is payable to bearer or endorsed in blank.

"broker"
« *courtier* »

"broker" means a person who is engaged in whole or in part in the business of buying and selling debt obligations and who, in the transaction concerned, acts for, buys a debt obligation from or sells a debt obligation to a customer.

"delivery"
« *livraison* » ou
« *remise* »

"delivery" means voluntary transfer of possession.

"fiduciary"
« *représentant* »

"fiduciary" means any person who acts in a fiduciary capacity or as the administrator of the property of others and includes a personal representative of a deceased person.

"good faith"
« *bonne foi* »

"good faith" means honesty in fact in the conduct of the transaction concerned.

"good faith
purchaser"
« *acquéreur de
bonne foi* »

"good faith purchaser" means a purchaser for value in good faith and without notice of any adverse claim who takes delivery of a debt obligation.

"holder"
« *détenteur* »

"holder" means a person who is in possession of a debt obligation that is issued or endorsed to the person, to bearer or in blank.

PARTIE 6

TITRES DE CRÉANCE, CERTIFICATS, REGISTRES ET TRANSFERT

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions

38. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« *acquéreur* » Personne qui acquiert un droit ou intérêt sur un titre de créance, par achat, hypothèque, gage, émission, réémission, donation ou toute autre opération consensuelle.

10 « *acquéreur* »
« *purchaser* »

« *acquéreur de bonne foi* » Acquéreur contre valeur qui, n'ayant pas été avisé de l'existence d'oppositions, prend de bonne foi livraison d'un titre de créance.

15 « *acquéreur de
bonne foi* »
« *good faith
purchaser* »

« *acte de fiducie* » S'entend au sens du paragraphe 105(1).

« *acte de
fiducie* »
« *trust indenture* »

« *bonne foi* » L'honnêteté manifestée au cours de l'opération en cause.

20 « *bonne foi* »
« *good faith* »

« *courtier* » Personne qui se livre exclusivement ou non au commerce des titres de créance et qui, entre autres, dans les opérations en cause, agit pour un client.

25 « *courtier* »
« *broker* »

« *détenteur* » Personne en possession d'un titre de créance au porteur ou d'un titre de créance nominatif ou endossé à son profit, au porteur ou en blanc.

« *détenteur* »
« *holder* »

« *émission excédentaire* » Toute émission de titres de créance en excédent du nombre autorisé par l'acte de fiducie applicable.

30 « *émission
excédentaire* »
« *overissue* »

« *livraison* » ou « *remise* » Transfert volontaire de la possession.

« *livraison* » ou
« *remise* »
« *delivery* »

“overissue” « <i>émission excédentaire</i> »	“overissue” means the issue of debt obligations in excess of any maximum number of debt obligations that the issuer is authorized by a trust indenture to issue.	« opposition » Est assimilé à l’opposition le fait de soutenir qu’un transfert est ou serait fautif ou qu’un opposant déterminé détient un droit, notamment de propriété, ou intérêt.	« opposition » “ <i>adverse claim</i> ”
“purchaser” « <i>acquéreur</i> »	“purchaser” means a person who takes an interest or right in a debt obligation by sale, mortgage, hypothec, pledge, issue, reissue, gift or any other voluntary transaction.	5 « porteur » Personne en possession d’un titre de créance au porteur ou endossé en blanc.	5 « porteur » “ <i>bearer</i> ”
“transfer” « <i>transfert</i> »	“transfer” includes transmission by operation of law.	10 « représentant » L’administrateur du bien d’autrui ou la personne qui agit à titre fiducial, notamment le représentant personnel d’une personne décédée.	10 « représentant » “ <i>fiduciary</i> ”
“trust indenture” « <i>acte de fiducie</i> »	“trust indenture” means a trust indenture as defined in subsection 105(1).	« transfert » Est assimilée au transfert la transmission par l’effet de la loi.	« transfert » “ <i>transfer</i> ”
“valid” « <i>valide</i> »	“valid” means issued in accordance with the applicable law and the by-laws of the issuer, or validated under section 55.	15 « valide » Soit émis légalement et conformément aux règlements administratifs de l’organisation, soit validé en vertu de l’article 55.	15 « valide » “ <i>valid</i> ”
Negotiable instruments	(2) Except when a transfer is restricted and noted on a debt obligation in accordance with subsection 43(2), a debt obligation is a negotiable instrument.	(2) Les titres de créance sont des effets négociables sauf si leur transfert fait l’objet de restrictions indiquées conformément au paragraphe 43(2).	Effets négociables
Registered form	(3) A debt obligation is in registered form if 20 (a) it specifies a person who is entitled to the debt obligation or to the rights it evidences, and its transfer is capable of being recorded in a debt obligations register; or (b) it bears a statement that it is in registered 25 form.	(3) Est nominatif le titre de créance qui : 20 a) ou bien désigne nommément son titulaire, ou celui des droits dont il atteste l’existence, et peut faire l’objet d’un transfert sur le registre des titres de créance; b) ou bien porte une mention à cet effet. 25	20 Titre de créance nominatif
Order form	(4) A debt obligation is in order form if, by its terms, it is payable to the order of a person specified with reasonable certainty in it or to a person to whom it is assigned. 30	(4) Le titre de créance est à ordre si, d’après son libellé, il est payable à l’ordre d’une personne suffisamment désignée dans le titre ou cédé à une telle personne.	Titre de créance à ordre
Bearer form	(5) A debt obligation is in bearer form if it is payable to bearer according to its terms and not by reason of an endorsement.	(5) Est au porteur le titre de créance ainsi 30 libellé, à l’exclusion de celui qui n’est payable au porteur qu’en raison d’un endossement.	30 Titre de créance au porteur
Guarantor or surety for issuer	(6) A guarantor or, in Quebec, a surety for an issuer is deemed to be an issuer to the extent of 35 the guarantee, whether or not the obligation is noted on the debt obligation.	(6) La caution d’un émetteur ou, ailleurs qu’au Québec, son garant est réputé, dans les limites de sa garantie, avoir la qualité d’émet- 35 teur, indépendamment de la mention de son obligation sur le titre de créance.	Caution ou garant d’un émetteur

	DEBT OBLIGATION CERTIFICATES	CERTIFICATS DE TITRES DE CRÉANCE	
Debt obligation certificate	39. An issuer shall provide a debt obligation holder, on request, with (a) a debt obligation certificate that complies with this Act; or (b) a non-transferable written acknowledgment of their right to obtain a debt obligation certificate. 5	39. L'émetteur fournit au détenteur de titre de créance, sur demande, soit un certificat de titre de créance conforme à la présente loi, soit une reconnaissance écrite et incessible du droit d'obtenir un tel certificat. 5	Certificat de titre de créance ou reconnaissance écrite
Fee	40. An issuer may charge a reasonable fee for a debt obligation certificate issued in respect of a transfer. 10	40. L'émetteur peut prélever un droit raisonnable pour la délivrance d'un certificat de titre de créance à l'occasion d'un transfert. 10	Droit exigible
Jointly held debt obligations	41. If debt obligations are held by more than one person, (a) an issuer is not required to issue more than one debt obligation certificate in respect of those debt obligations; and 15 (b) delivery of a debt obligation certificate to one of the holders is sufficient delivery to them all.	41. L'émetteur n'est pas tenu de délivrer plus d'un certificat pour chaque titre de créance et la remise du certificat à l'un des détenteurs constitue délivrance suffisante pour tous. 10	Pluralité de détenteurs
Signatures	42. (1) A debt obligation certificate shall be signed by at least one of the following persons, 20 or a facsimile of the signature shall be reproduced on the certificate: (a) a director or officer of the issuer; (b) a transfer agent or branch transfer agent of the issuer, or an individual acting on their behalf; or 25 (c) a trustee who certifies it in accordance with a trust indenture.	42. (1) Le certificat de titre de créance doit être signé de la main — ou porter la reproduction de la signature — de l'une des 15 personnes suivantes : a) un administrateur ou un dirigeant; b) un agent d'inscription ou de transfert de l'émetteur ou une personne physique agissant pour son compte; 20 c) un fiduciaire qui le certifie conforme à l'acte de fiducie.	Signatures
Former director or officer	(2) An issuer may issue debt obligation certificates that contain the signature of a person 30 who is no longer a director or officer and the validity of the certificate is not adversely affected.	(2) L'émetteur peut délivrer valablement tout certificat de titre de créance portant la signature d'un administrateur ou dirigeant qui a cessé 25 d'occuper ses fonctions.	Ancien administrateur ou dirigeant
Contents of certificate	43. (1) The following information shall be stated on the face of each debt obligation 35 certificate issued by an issuer: (a) the name of the issuer; (b) the words "Incorporated under the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i>", "constituée sous l'autorité de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>", "Subject to the <i>Canada Not-for-</i>	43. (1) Doivent être énoncés au recto du 35 certificat de titre de créance délivré par l'émetteur : a) la dénomination de l'émetteur; 30 b) l'expression « constituée sous l'autorité de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> », « Incorporated under the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> », « assujettie à la <i>Loi canadienne sur les</i> 35	Contenu du certificat

	<i>profit Corporations Act</i>” or “assujettie à la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>”; (c) the name of the person to whom it was issued unless it is in bearer form; and (d) the value represented by the certificate.	<i>organisations à but non lucratif</i> » ou « Subject to the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> »; c) le nom du titulaire, sauf si le certificat est au porteur; d) la valeur que le certificat représente.	
Restrictions	(2) No restriction on transfer, lien or hypothec in favour of the issuer or unanimous member agreement is effective against a transferee of a debt obligation, issued by an issuer or by a body corporate before it is continued under this Act, who has no actual knowledge of the restriction, lien, hypothec or agreement unless it or a reference to it is noted conspicuously on the debt obligation certificate.	(2) Les certificats de titres de créance, délivrés par l’émetteur ou par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi, qui sont assujettis à des restrictions en matière de transfert, à des hypothèques ou privilèges en faveur de l’émetteur ou à une convention unanime des membres doivent les énoncer ou y faire clairement référence pour qu’ils soient opposables à tout cessionnaire de ce titre qui n’en a pas eu effectivement connaissance.	Restrictions
Restrictions	(3) If the issued debt obligations of an issuer remain outstanding and are held by more than one person, the issuer shall not restrict the transfer or ownership of its debt obligations of any class or series.	(3) L’émetteur dont les titres de créance en circulation sont détenus par plusieurs personnes ne peut soumettre à des restrictions le transfert ou le droit de propriété de ses titres de créance d’une quelconque catégorie ou série.	Limite
Contents of certificate	44. (1) Every debt obligation certificate, if the articles authorize more than one class or series of debt obligations, shall legibly (a) state the rights, privileges, restrictions and conditions attached to the debt obligations of each class and series that exist when the debt obligation certificate is issued; or (b) state that the class or series of debt obligations that it represents has rights, privileges, restrictions or conditions attached to it and that the issuer will provide a debt obligation holder, on demand and without charge, with a full copy of the text of the rights, privileges, restrictions and conditions attached to each class or series authorized to be issued.	44. (1) S’il peut y avoir plus d’une catégorie ou série de titres de créance, le certificat doit indiquer de manière lisible : a) soit les droits, privilèges, conditions et restrictions dont sont assortis les titres de créance de chaque catégorie et série existant lors de la délivrance du certificat; b) soit le fait que la catégorie ou la série de titres de créance qu’il représente est assortie de droits, privilèges, conditions et restrictions et que l’émetteur remettra gratuitement à tout détenteur de titre de créance qui en fait la demande le texte intégral des droits, privilèges, conditions et restrictions dont sont assortis les titres de créance de chaque catégorie ou série dont la délivrance est autorisée.	Contenu du certificat en cas de pluralité des catégories ou séries
Copy of text	(2) If a debt obligation certificate contains a statement referred to in paragraph (1)(b), the issuer shall, on request, provide the debt obligation holder with the copy of the text referred to in that paragraph.	(2) L’émetteur qui délivre des certificats de titres de créance contenant les dispositions prévues à l’alinéa (1)b) fournit gratuitement aux détenteurs de titres de créance qui en font la demande copie du texte intégral.	Copie du texte

REGISTERS

REGISTRES

Registers	45. (1) A corporation that issues debt obligations shall maintain a debt obligations register in which it records the debt obligations issued by it in registered form, showing the prescribed information with respect to each class or series.	45. (1) L'organisation tient un registre des titres de créance nominatifs qu'elle émet, où elle indique pour chaque catégorie ou série les renseignements réglementaires.	Registre des titres de créance nominatifs
Location of register	(2) The debt obligations register shall be maintained at the issuer's registered office or at any other place in Canada designated by the directors.	(2) Le registre est tenu au siège ou en tout autre lieu au Canada choisi par les administrateurs.	Lieu du registre
Branch registers	(3) An issuer may maintain additional branch debt obligations registers in other places designated by the directors.	(3) L'émetteur peut tenir des registres locaux supplémentaires en tout autre lieu choisi par les administrateurs.	Registres locaux
Contents of branch register	(4) A branch debt obligations register shall only contain particulars of debt obligations issued or transferred at the branch. The same information shall also be recorded in the central register.	(4) Les renseignements mentionnés dans le registre local ne concernent que les titres de créance délivrés ou transférés dans la localité où est tenu ce registre et ils doivent également figurer au registre central.	Contenu des registres locaux
Production of certificates	(5) An issuer, its agent or mandatary, or a trustee as defined in subsection 105(1) is not required to produce a cancelled debt obligation certificate in registered form after the prescribed period.	(5) L'émetteur, ses mandataires ou le fiduciaire au sens du paragraphe 105(1) ne sont pas tenus de produire, après la période réglementaire, les certificats annulés de titres de créance nominatifs.	Production des certificats
Agent or mandatary	46. An issuer may appoint an agent or mandatary to maintain debt obligations registers on its behalf.	46. L'émetteur peut charger un mandataire de la tenue des registres pour son compte.	Mandataire
Registration	47. The registration of the issue or transfer of a debt obligation in any debt obligations register is complete and valid registration for all purposes.	47. Toute mention de la délivrance ou du transfert d'un titre de créance dans le registre des titres de créance, local ou central, en constitue une inscription complète et valide.	Inscription au registre
Trustee	48. An issuer or a trustee as defined in subsection 105(1) may treat the person whose name appears on the debt obligations register as the debt obligation's owner for all purposes.	48. L'émetteur ou le fiduciaire au sens du paragraphe 105(1) peut considérer la personne dont le nom est inscrit au registre des titres de créance comme le propriétaire.	Émetteur ou fiduciaire
Constructive registered holder	49. If an issuer restricts the right to transfer its debt obligations, the issuer may, despite section 48, treat a person as the registered holder of a debt obligation if the person provides the issuer with evidence that meets the requirements of the issuer that the person is	49. L'émetteur qui limite le droit de transférer ses titres de créance peut, malgré l'article 48, considérer comme habilitée à exercer les droits du détenteur inscrit de titre de créance la personne qui lui fournit la preuve qu'il exige de sa qualité, à savoir :	Personnes habilitées à exercer les droits
	(a) the heir or legatee of a deceased debt obligation holder or the fiduciary of the estate or succession of a deceased debt obligation	a) soit celle d'héritier ou de légataire d'un détenteur de titre de créance, de représentant de la succession d'un tel détenteur ou de représentant d'un détenteur inscrit de titre de créance qui est mineur, incapable ou absent;	

	holder or of a registered debt obligation holder who is a minor, an incapable person or a missing person; or	b) soit celle de liquidateur ou de syndic de faillite agissant pour un détenteur inscrit de titre de créance.	
	(b) a liquidator of, or a trustee in bankruptcy for, a registered debt obligation holder.	5	
Proof of ownership	50. An issuer shall treat a person, other than one described in section 49, as being entitled to exercise the rights and privileges attached to a debt obligation if the person provides proof that the person has acquired ownership of the debt obligation by operation of law or has legal authority to exercise the rights and privileges.	50. L'émetteur doit considérer toute personne non visée à l'article 49 comme habilitée à exercer les droits ou privilèges attachés à des titres de créance dans la mesure où elle établit que la propriété des titres de créance lui est acquise par l'effet de la loi ou qu'elle est légalement autorisée à exercer ces droits ou 10 privilèges.	Personnes habilitées à exercer les droits ou privilèges 5
Joint holder	51. If satisfactory proof of the death of a joint holder of a debt obligation with a right of survivorship is provided to an issuer, the issuer 15 may treat any surviving joint holder as the owner of the debt obligation.	51. L'émetteur peut, sur preuve satisfaisante du décès de l'un des codétenteurs d'un titre de créance avec droit de survie, considérer les autres comme propriétaires de ce titre de 15 créance.	Copropriétaires
Duties of issuer	52. An issuer is not required to inquire into the existence of, or see to the performance of, any duty owed to a third person by a registered 20 holder, or a person who may be treated as a registered holder, of a debt obligation.	52. L'émetteur n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence, à la charge du détenteur inscrit ou de la personne considérée comme habilitée à exercer les droits d'un détenteur inscrit de titre 20 de créance, d'obligations envers les tiers, ni, le cas échéant, de leur exécution.	Précisions concernant les obligations de l'émetteur
Minors	53. If a minor exercises a right of ownership in a debt obligation of an issuer, no subsequent repudiation or avoidance or, in Quebec, nullity 25 or reduction of obligations is effective against the issuer.	53. L'annulation et la réduction des obligations ou, ailleurs qu'au Québec, l'annulation et la répudiation ultérieure de l'exercice par un 25 mineur de droits attachés à la propriété de titres de créance n'a d'effet contre l'émetteur.	Mineurs
Deceased owner	54. (1) Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person who is an heir or a fiduciary of an estate or succession of a 30 deceased debt obligation holder is entitled to become the registered holder or to designate a registered holder if the person deposits the following information with the issuer or its transfer agent, together with any reasonable 35 assurances that the issuer may require:	54. (1) Sous réserve de toute loi applicable en matière de perception d'impôts, l'héritier d'un détenteur de titre de créance ou le 30 représentant de la succession d'un tel détenteur est en droit de se faire inscrire comme détenteur ou de faire inscrire à ce titre la personne qu'il désigne, sur remise à l'émetteur ou à son agent de transfert des assurances que l'émetteur peut 35 exiger et des documents suivants :	Décès
	(a) the debt obligation certificate or, in default of one, a document proving that the deceased was the debt obligation holder;	a) le certificat de titre de créance ou tout autre document prouvant que le défunt était le détenteur de titre de créance;	
	(b) a document proving the death of the debt 40 obligation holder; and	b) tout document prouvant la mort du 40 détenteur de titre de créance;	

	(c) a document proving that the heir or fiduciary has the right under the law of the place in which the deceased was domiciled immediately before their death to deal with the debt obligation.	5	c) tout document prouvant que l'héritier ou le représentant de la succession a le droit, sous le régime des lois du dernier domicile du défunt, d'effectuer toute opération à l'égard du titre de créance.	5	
Endorsement	(2) A debt obligation certificate referred to in paragraph (1)(a) shall be endorsed		(2) Le certificat de titre de créance visé à l'alinéa (1)a) est :		Endossement
	(a) in the case of a transfer to an heir or fiduciary, by that person; and		a) dans le cas d'un transfert à un représentant ou à un héritier, endossé par celui-ci;		
	(b) in any other case, in a manner acceptable to the issuer.	10	b) dans tous les autres cas, endossé d'une manière que l'émetteur estime acceptable.		
Right of issuer	(3) Deposit of the documents required by subsection (1) empowers an issuer or its transfer agent to record in a debt obligations register the transmission of a debt obligation from the deceased holder to the heir or fiduciary or to any person that the heir or fiduciary may designate and to treat the person who becomes a registered holder as the owner of the debt obligation.	15	(3) Le dépôt des documents exigés au paragraphe (1) donne à l'émetteur ou à son agent de transfert le pouvoir de consigner sur le registre des titres de créance la transmission des titres de créance du détenteur décédé au représentant ou aux héritiers ou à la personne qu'ils peuvent désigner et, par la suite, de considérer la personne qui en devient le détenteur inscrit comme leur propriétaire.	15	Droit de l'émetteur
Overissue	55. (1) Subject to this section, the provisions of this Part that validate a debt obligation or compel its issue or reissue do not apply if the validation, issue or reissue of a debt obligation would result in overissue.	20	55. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les dispositions de la présente partie validant des titres de créance ou en imposant l'émission ou la réémission ne peuvent avoir pour effet d'entraîner une émission excédentaire.	20	Émission excédentaire
Identical debt obligation	(2) A person who is entitled to a validation or issue may, if there has been an overissue and if a valid debt obligation that is similar in all respects to the debt obligation involved in the overissue is reasonably available for purchase, compel the issuer to purchase and deliver that debt obligation against the surrender of the debt obligation that the person holds.	30	(2) Les personnes habiles à réclamer la validation ou l'émission peuvent, s'il y a eu émission excédentaire et s'il est possible d'acquérir des titres de créance identiques à ceux qui sont excédentaires, contraindre l'émetteur à les acquérir et à les leur livrer sur remise de ceux qu'elles détiennent.	30	Titres de créance identiques
If identical debt obligation not available	(3) If a valid debt obligation that is similar in all respects to the debt obligation involved in the overissue is not reasonably available for purchase, the person who is entitled to the validation or issue may recover from the issuer an amount equal to the price the last purchaser for value paid for the invalid debt obligation.	35	(3) Les personnes habiles à réclamer la validation ou l'émission peuvent, s'il est impossible d'acquérir des titres de créance identiques à ceux qui sont excédentaires, recouvrer auprès de l'émetteur une somme égale au prix payé par le dernier acquéreur contre valeur des titres de créance non valides.	40	Recouvrement d'une somme égale
Increase in capital	(4) The overissued debt obligations are valid from the date they were issued only if the issuer increases the number of its authorized debt obligations to a number equal to or greater than		(4) Les titres de créance que l'émetteur est autorisé par la suite à émettre en excédent sont valides à compter de leur date d'émission.		Augmentation du capital

the number of debt obligations previously authorized plus the number of the debt obligations overissued.

PROCEEDINGS

Rules of action

56. The following rules apply in an action on a debt obligation:

- (a) each signature on the debt obligation certificate or in a necessary endorsement is admitted unless specifically denied in the pleadings;
- (b) a signature on the debt obligation is presumed to be genuine and authorized but, if the effectiveness of the signature is in issue, the burden of establishing that it is genuine and authorized is on the party claiming under the signature;
- (c) if a signature is admitted or established, production of a debt obligation certificate entitles the holder to recover on it unless the other party establishes a defence or defect going to the validity of the debt obligation; and
- (d) if the other party establishes the defence or defect, the plaintiff has the burden of establishing that the defence or defect is ineffective against the plaintiff or some other person under whom the claim is made.

DELIVERY

Delivery of debt obligations

57. (1) A person who is required to deliver debt obligations may deliver any debt obligation of the specified issue

- (a) in bearer form;
- (b) in registered form in the name of the transferee; or
- (c) endorsed to the person or in blank.

Limitation

(2) Subsection (1) is subject to any agreement to the contrary, to any applicable Act of Parliament or of the legislature of a province, to any applicable regulation or to any applicable rule of a stock exchange or other regulatory body.

PROCÉDURE

Règles de procédure

56. Dans tout procès portant sur des titres de créance :

- a) à défaut de contestation expresse dans les actes de procédure, les signatures figurant sur ces titres ou les endossements obligatoires sont admis sans autre preuve;
- b) les signatures figurant sur ces titres sont présumées être authentiques et autorisées, à charge pour la partie qui s'en prévaut de l'établir en cas de contestation;
- c) sur production du certificat dont la signature est admise ou prouvée, leur détenteur obtient gain de cause, sauf si l'autre partie soulève un moyen de défense ou l'existence d'un vice mettant en cause la validité de ces titres;
- d) il incombe au demandeur de prouver l'inopposabilité, à lui-même ou aux personnes dont il invoque les droits, des moyens de défense ou du vice dont l'autre partie établit l'existence.

LIVRAISON DES TITRES DE CRÉANCE

Livraison

57. (1) La personne tenue de livrer des titres de créance peut livrer les titres de l'émission spécifiée de l'une des façons suivantes :

- a) au porteur;
- b) sous forme nominative au cessionnaire;
- c) endossés, au profit de cette personne, ou en blanc.

Limites

(2) La livraison est par ailleurs assujettie à toute convention à l'effet contraire ainsi qu'à toute loi fédérale ou provinciale, tout règlement ou toute règle d'une bourse ou d'un autre organisme de réglementation qui s'applique.

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Incorporation by reference	58. (1) The terms of a debt obligation include those stated on the debt obligation and those incorporated by reference to another document, an Act of Parliament or of the legislature of a province, a regulation, a rule or an order to the extent that the incorporated terms do not conflict with those stated on the debt obligation.	58. (1) Les modalités d'un titre de créance comprennent celles qui y sont énoncées et celles qui, dans la mesure où elles sont compatibles avec les précédentes, y sont rattachées par renvoi à tout autre acte, loi fédérale ou provinciale, règlement, règle ou ordonnance.	Incorporation par renvoi
Purchaser without notice	(2) Subsection (1) applies to a good faith purchaser but the incorporation by reference is itself not notice of a defect to the purchaser even if the debt obligation expressly states that a person accepting it admits that notice.	(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'acquéreur de bonne foi, mais l'incorporation par renvoi ne constitue pas en elle-même un avis de l'existence d'un vice même si le titre de créance énonce expressément que la personne qui l'accepte admet l'existence de cet avis.	Acquéreur de bonne foi
Validity of debt obligation	59. A debt obligation is valid in the hands of a good faith purchaser.	59. Le titre de créance entre les mains de tout acquéreur de bonne foi est valide.	Validité
Defence	60. Subject to section 63, the fact that a debt obligation is not genuine is a complete defence for the issuer even against a good faith purchaser.	60. Sous réserve de l'article 63, le défaut d'authenticité d'un titre de créance constitue, pour l'émetteur, un moyen de défense péremptoire, même contre l'acquéreur de bonne foi.	Moyen de défense
Defences	61. All other defences of an issuer, including non-delivery and conditional delivery of a debt obligation, are ineffective against a good faith purchaser.	61. L'émetteur ne peut opposer à l'acquéreur de bonne foi aucun autre moyen de défense, y compris l'absence de livraison ou la livraison sous condition d'un titre de créance.	Moyens de défense irrecevables
Deemed notice	62. (1) A purchaser is deemed to have notice of any defect in the issue of a debt obligation or any defence of the issuer if the debt obligation becomes stale within the meaning of subsection (2).	62. (1) L'acquéreur est réputé connaître tout vice relatif à l'émission d'un titre de créance ou tout moyen de défense opposé par l'émetteur si le titre de créance est périmé.	Connaissance réputée
Stale debt obligation	(2) A debt obligation becomes stale if (a) the purchaser takes the debt obligation later than the prescribed period that is after (i) the date on which performance of the principal obligation evidenced by the debt obligation was due, or (ii) the date on or after which the debt obligation is to be presented or surrendered for redemption or exchange; or (b) the payment of money or the delivery of debt obligations is required in order to present or surrender the debt obligation, the money or debt obligations are available on the day for	(2) Un titre de créance est périmé dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) l'acquéreur en prend livraison après la période réglementaire suivant : (i) soit la date prévue de l'exécution des obligations principales qu'il atteste, (ii) soit la date à partir de laquelle il devrait être présenté ou remis pour rachat ou échange; b) le versement de fonds ou la livraison de titres de créance est exigé pour la présentation ou la remise du titre de créance, les fonds ou les titres de créance sont disponibles le jour	Péremption des titres de créance

	the payment or delivery and the purchaser takes the debt obligation later than the prescribed period that is after that day.	du paiement ou de la livraison et l'acquéreur prend livraison du titre de créance après la période réglementaire suivant ce jour.	
Unauthorized signature	63. (1) Subject to subsection (2), an unauthorized signature on a debt obligation is ineffective.	63. (1) La signature non autorisée apposée sur un titre de créance est sans effet.	Signature non autorisée
Limited effectiveness	(2) An unauthorized signature on a debt obligation is effective in favour of a good faith purchaser if the signature was made by (a) an authenticating trustee, transfer agent or other person entrusted by the issuer with the duty to sign the debt obligation, or similar debt obligations, or to prepare them for signing; or (b) an employee of the issuer or a person referred to in paragraph (a) who handles the debt obligation in the ordinary course of their duties.	(2) Elle produit néanmoins ses effets en faveur de l'acquéreur de bonne foi si elle émane : a) d'une personne chargée par l'émetteur, soit de signer ces titres ou des titres analogues ou d'en préparer directement la signature, soit d'en reconnaître l'authenticité, notamment un fiduciaire ou un agent de transfert; b) d'un employé de l'émetteur ou d'une personne visée à l'alinéa a) qui, dans le cadre normal de ses fonctions, a eu ou a ce titre en main.	Effet limité
Completion of debt obligation	64. If a debt obligation contains the signatures necessary for its issue or transfer but is incomplete in another respect, any person may complete it in accordance with their authority.	64. Le titre de créance revêtu des signatures requises pour son émission ou son transfert, mais ne portant pas une autre mention nécessaire, peut être complété par toute personne qui en a le pouvoir.	Titre de créance incomplet
Enforceability	65. A debt obligation that was completed incorrectly is enforceable by a good faith purchaser.	65. L'acquéreur de bonne foi d'un titre de créance complété incorrectement peut faire valoir ses droits.	Force exécutoire
Fraud	66. A completed debt obligation that was improperly altered, even if fraudulently altered, remains enforceable but only according to its original terms.	66. Le titre de créance irrégulièrement ou même frauduleusement modifié ne peut produire ses effets que conformément à ses modalités initiales.	Fraude
Guarantees	67. (1) A person signing a debt obligation as an authenticating trustee, transfer agent or other person entrusted by the issuer with the duty to sign the debt obligation guarantees to a good faith purchaser that (a) the debt obligation is genuine; (b) the person's acts in connection with the debt obligation are within the person's authority; and (c) the person has reasonable grounds for believing that the debt obligation is in the form and within the amount the issuer is authorized to issue.	67. (1) La personne chargée par l'émetteur, soit de signer un titre de créance, soit d'en reconnaître l'authenticité, notamment le fiduciaire ou l'agent de transfert, garantit à l'acquéreur de bonne foi, par sa signature : a) l'authenticité du titre; b) son pouvoir d'agir relativement à ce titre; c) l'existence de motifs raisonnables de croire que l'émetteur était autorisé à émettre sous cette forme un titre de ce montant.	Garanties

Liability	(2) Unless agreed otherwise, a person referred to in subsection (1) does not assume any further liability for the validity of the debt obligation.	(2) Sauf convention à l'effet contraire, les personnes visées au paragraphe (1) n'assument aucune autre responsabilité quant à la validité du titre de créance.	Limite de la responsabilité
Acquisition of rights	68. (1) On delivery of a debt obligation, the purchaser of the debt obligation acquires the rights in it that the transferor had or had authority to convey.	68. (1) Dès livraison du titre de créance, les droits transmissibles du cédant passent à l'acquéreur.	5 Acquisition des droits
Claim free	(2) A good faith purchaser of a debt obligation acquires it free from any adverse claim.	(2) L'acquéreur de bonne foi acquiert le titre de créance libre de toute opposition.	10 Titre libre d'opposition
No better position	(3) A purchaser who was a party to a fraud or illegality affecting a debt obligation or who, as a prior holder, had notice of an adverse claim does not have a better position by taking from a later good faith purchaser.	(3) Le fait de détenir un titre d'un acquéreur de bonne foi ne saurait modifier la situation du cessionnaire qui a participé à une fraude ou à un acte illégal mettant en cause la validité de ce titre ou qui, en tant qu'ancien détenteur, connaissait l'existence d'une opposition.	10 Situation inchangée 15
Limitation of the purchase	69. A purchaser acquires rights only to the extent of the interest or right purchased.	69. L'acquéreur n'acquiert de droits que dans les limites de son acquisition.	Droits limités
Deemed notice	70. (1) A purchaser of a debt obligation, or a broker for a seller or purchaser, is deemed to have notice of an adverse claim if (a) the debt obligation has been endorsed "for collection" or "for surrender" or for a purpose other than transfer; or (b) the debt obligation is in bearer form and has a statement on it that it belongs to a person other than the transferor.	70. (1) Est réputé connaître l'existence d'une opposition le courtier ou l'acquéreur d'un titre de créance : a) endossé « pour recouvrement », « pour remise » ou à toute fin n'emportant pas transfert; b) payable au porteur et revêtu d'une mention selon laquelle l'auteur du transfert n'en est pas propriétaire.	20 Connaissance réputée 20
Name	(2) The mere writing of a name on a debt obligation is not a statement for the purposes of paragraph (1)(b).	(2) La simple inscription d'un nom ne constitue pas la mention visée à l'alinéa (1)b).	Nom
No duty to inquire	71. (1) A purchaser of a debt obligation, or a broker for a seller or purchaser, has no duty to inquire into the rightfulness of the transfer and, subject to sections 70 and 72, has no notice of an adverse claim.	71. (1) L'acquéreur ou le courtier n'est ni tenu de s'enquérir de la régularité du transfert ni, sous réserve des articles 70 et 72, réputé connaître l'existence d'une opposition.	30 Limites
Third party holding	(2) Subsection (1) applies even if the purchaser or broker has notice that the debt obligation is held by a third person or is registered in the name of or endorsed by a fiduciary.	(2) Le paragraphe (1) s'applique même si l'acquéreur ou le courtier a connaissance de la détention du titre de créance pour le compte d'un tiers, de son inscription au nom d'un représentant ou de son endossement par ce dernier.	35 Titre détenu pour le compte d'un tiers

Deemed notice	72. A purchaser or broker who knows that the transaction is for the personal benefit of the fiduciary or is otherwise in breach of the fiduciary's duty is deemed to have notice of an adverse claim.	72. L'acquéreur ou le courtier qui sait que le représentant agit en violation de son mandat à des fins personnelles est réputé connaître l'existence d'une opposition.	Connaissance réputée
Staleness	73. (1) The following events do not constitute notice of an adverse claim except if the debt obligation becomes stale within the meaning of subsection (2): (a) an event that creates a right to performance of the principal obligation evidenced by the debt obligation; or (b) an event that sets the date on or after which the debt obligation is to be presented or surrendered for redemption or exchange.	73. (1) Ne vaut pas connaissance de l'existence d'une opposition, sauf péremption du titre de créance au titre du paragraphe (2), l'événement qui ouvre droit à l'exécution immédiate des obligations principales attestées par le titre de créance ou permet de fixer la date de 10 présentation ou de remise de celui-ci pour rachat ou échange.	5 Limite
Staleness of debt obligation	(2) A debt obligation becomes stale if (a) the purchaser takes the debt obligation later than the prescribed period that is after (i) the date on which performance of the principal obligation evidenced by the debt 20 obligation was due, or (ii) the date on or after which the debt obligation was to be presented or surrendered for redemption or exchange; or (b) the payment of money or the delivery of 25 debt obligations is required in order to present or surrender the debt obligation, the money or debt obligations are available on the day for the payment or delivery and the purchaser takes the debt obligation later than the 30 prescribed period that is after that day.	(2) Un titre de créance est périmé dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) l'acquéreur en prend livraison après la 15 période réglementaire suivant : (i) soit la date prévue de l'exécution des obligations principales qu'il atteste, (ii) soit la date à partir de laquelle il devrait être présenté ou remis pour rachat 20 ou échange; b) le versement de fonds ou la livraison de titres de créance est exigé pour la présentation ou la remise du titre de créance, les fonds ou les titres de créance sont disponibles le jour 25 du paiement ou de la livraison et l'acquéreur prend livraison du titre de créance après la période réglementaire suivant ce jour.	Péremption des titres de créance
Guarantee	74. (1) A person who presents a debt obligation for registration of transfer or for payment or exchange guarantees to the issuer that the person is entitled to do so.	74. (1) La personne qui présente un titre de créance pour inscription de son transfert, pour 30 paiement ou pour échange garantit à l'émetteur le bien-fondé de sa demande.	Garantie
Limitation on guarantee	(2) A good faith purchaser who receives a new, reissued or re-registered debt obligation and who registers a transfer guarantees only that the purchaser has no knowledge of any unauthorized signature in a necessary endorsement.	(2) L'acquéreur de bonne foi qui reçoit un titre de créance soit nouveau, soit réémis ou réinscrit et qui inscrit le transfert garantit 35 seulement l'absence, à sa connaissance, de signatures non autorisées lors d'endossements obligatoires.	Limite
Content of guarantee	75. A person who transfers a debt obligation to a purchaser for value guarantees by the transfer only that (a) the transfer is effective and rightful;	75. La personne qui transfère le titre de créance à l'acquéreur contre valeur garantit 40 seulement :	Teneur de la garantie

	(b) the debt obligation is genuine and has not been materially altered; and (c) the person knows of nothing that might impair the validity of the debt obligation.	a) la régularité et le caractère effectif de ce transfert; b) l'authenticité du titre et l'absence de modification importante; c) l'inexistence, à sa connaissance, de vice 5 mettant en cause la validité du titre.	
Guarantee of intermediary	76. An intermediary delivering a debt obligation to a purchaser who knows that the intermediary is an intermediary guarantees only its good faith.	76. L'intermédiaire qui, au su de l'acquéreur, livre un titre de créance en qualité d'intermédiaire ne garantit que sa propre bonne foi.	Garantie de l'intermédiaire
Guarantee of broker	77. A broker shall give to a customer, to the issuer and to a purchaser the guarantees 10 provided in sections 74 to 76 and has the rights and privileges of a purchaser under those sections, and those guarantees of and in favour of the broker acting as an agent or mandatary are in addition to guarantees given by the 15 customer and guarantees given in favour of the customer.	77. Le courtier donne à son client, à 10 l'émetteur ou à l'acquéreur les garanties prévues aux articles 74 à 76 et jouit des droits et privilèges que ces articles confèrent à l'acquéreur; les garanties que donne ou dont bénéficie le courtier agissant comme mandataire s'ajou- 15 tent aux garanties que donne ou dont bénéficie son client.	Garanties du courtier
Right to compel endorsement	78. If a registered debt obligation is delivered to a purchaser without a necessary endorsement, the purchaser has the right to demand the 20 endorsement. The purchaser becomes a good faith purchaser after the endorsement.	78. En cas de transfert d'un titre de créance nominatif livré sans l'endossement obligatoire, l'acquéreur ne devient acquéreur de bonne foi 20 qu'après l'endossement, qu'il peut formellement exiger.	Droit d'exiger l'endossement
Definition of "appropriate"	79. (1) In section 80, subsections 87(1) and 95(1) and section 99, "appropriate", with respect to a person, means that the person is 25 (a) the person who is specified by the debt obligation or by a special endorsement to be entitled to the debt obligation; (b) if the person described in paragraph (a) is described as a fiduciary but is no longer 30 serving as one, either that person or their successor; (c) if the debt obligation or endorsement mentioned in paragraph (a) specifies more than one person as fiduciaries and one or 35 more of those persons is no longer a fiduciary, the remaining fiduciary or fiduciaries, whether or not a successor has been appointed or qualified; (d) if the person described in paragraph (a) is 40 an individual and is without capacity to act by reason of death, minority or other incapacity, the person's fiduciary;	79. (1) Sont habilités, pour l'application de l'article 80, des paragraphes 87(1) et 95(1) et de l'article 99 : 25 a) le titulaire du titre de créance, mentionné sur celui-ci ou dans un endossement nominatif; b) la personne visée à l'alinéa a) désignée en qualité de représentant, mais qui n'agit plus 30 en cette qualité, ou son successeur; c) tout représentant dont le nom figure parmi ceux qui sont mentionnés sur le titre de créance ou dans l'endossement visés à l'alinéa a), indépendamment de la présence 35 d'un successeur nommé ou agissant à la place de ceux qui n'ont plus qualité; d) le représentant de la personne visée à l'alinéa a) si celle-ci est une personne physique décédée ou incapable, notamment 40 en raison de sa minorité;	Compétence

	(e) if the debt obligation or endorsement mentioned in paragraph (a) specifies more than one person with a right of survivorship and by reason of death not all of the persons can sign, the survivor or survivors; (f) a person who has the legal power to sign; or (g) to the extent that a person described in any of paragraphs (a) to (f) may act through an agent or mandatary, the person's author- 10 ized agent or mandatary.	e) tout survivant parmi les titulaires avec droit de survie nommés sur le titre de créance ou dans l'endossement mentionnés à l'alinéa a); f) la personne qui a le pouvoir légal de 5 signer; g) le mandataire autorisé des personnes visées aux alinéas a) à f) dans la mesure où elles ont qualité pour désigner un mandataire.	
Time for determination	(2) The authority of a person signing is determined as of the time of signing.	(2) La compétence des signataires est déter- 10 minée au moment de la signature.	Appréciation de la compétence
Endorsement	80. (1) An endorsement of a debt obligation in registered form for the purposes of assign- 15 ment or transfer is made when an appropriate person signs either the debt obligation or a separate document, or when the signature of an appropriate person is written without more on the back of the debt obligation. 20	80. (1) L'endossement d'un titre de créance nominatif se fait, aux fins de cession ou de transfert, par l'apposition, soit à l'endos de ce titre sans autre formalité, soit sur un document 15 distinct, de la signature d'une personne habilitée à cette fin.	Endossement
Blank or special	(2) An endorsement may be in blank or special.	(2) L'endossement peut être nominatif ou en blanc.	Endossement nominatif ou en blanc
Blank endorsement	(3) An endorsement in blank includes an endorsement to bearer.	(3) L'endossement au porteur est assimilé à 20 l'endossement en blanc.	Endossement en blanc
Special endorsement	(4) A special endorsement specifies the 25 person to whom the debt obligation is to be transferred or who has power to transfer it.	(4) L'endossement nominatif désigne soit le cessionnaire, soit la personne qui a le pouvoir de transférer le titre de créance.	Endossement nominatif
Right of holder	(5) A holder may convert an endorsement in blank into a special endorsement.	(5) Le détenteur peut convertir l'endosse- 25 ment en blanc en endossement nominatif.	Droit du détenteur
Immunity of endorser	81. Unless agreed otherwise, the endorser 30 does not, by the endorsement, assume any obligation that the debt obligation will be honoured by the issuer.	81. Sauf convention à l'effet contraire, l'endosseur ne garantit pas que l'émetteur honorera le titre de créance.	Immunité de l'endosseur
Partial endorsement	82. An endorsement purporting to be an endorsement of only part of a debt obligation 35 representing units intended by the issuer to be separately transferable is effective to the extent of the endorsement.	82. L'endossement apparemment effectué 30 pour une partie d'un titre de créance représentant des unités que l'émetteur avait l'intention de rendre transférables séparément n'a d'effet que dans cette mesure.	Endossement partiel
Effect of failure by fiduciary to comply	83. Failure of a fiduciary to comply with the document that is the source of the fiduciary's 40 power or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship does not render the fiduciary's endorsement unauthorized for the purposes of this Part.	83. Ne constitue pas un endossement non 35 autorisé au sens de la présente partie celui qu'effectue le représentant qui ne se conforme pas à l'acte qui l'habilite ou aux lois régissant son statut de représentant.	Fautes du représentant

Effect of endorsement	84. An endorsement of a debt obligation does not constitute a transfer until delivery of the debt obligation on which it appears or, if the endorsement is on a separate document, until delivery of both the debt obligation and the document. 5	84. L'endossement d'un titre de créance n'emporte son transfert que lors de la livraison du titre et, le cas échéant, du document distinct le constatant.	Effet de l'endossement
Endorsement in bearer form	85. An endorsement of a debt obligation in bearer form may give notice of an adverse claim under section 70 but does not otherwise affect any of the holder's rights. 10	85. L'endossement au porteur d'un titre de créance peut valoir connaissance de l'existence de l'opposition visée à l'article 70, mais ne porte pas autrement atteinte aux droits du détenteur.	Endossement au porteur
Effect of unauthorized endorsement	86. (1) The owner of a debt obligation may assert the ineffectiveness of an endorsement against the issuer or a purchaser, other than a purchaser for value without notice of an adverse claim who has in good faith received a new, 15 reissued or re-registered debt obligation on registration of transfer, unless the owner (a) has ratified an unauthorized endorsement of the debt obligation; or (b) is otherwise precluded from impugning 20 the effectiveness of an unauthorized endorsement.	86. (1) Le propriétaire d'un titre de créance 10 peut opposer l'invalidité d'un endossement à l'émetteur ou à tout acquéreur, à l'exception de l'acquéreur contre valeur qui, n'ayant pas été avisé de l'existence de l'opposition, a reçu de bonne foi, lors d'un transfert, un titre de créance 15 soit nouveau, soit réémis ou réinscrit, sauf: (a) s'il a ratifié un endossement non autorisé du titre; (b) s'il est par ailleurs privé du droit de contester la validité d'un endossement non 20 autorisé.	Effet d'un endossement non autorisé
Liability of issuer	(2) An issuer who registers the transfer of a debt obligation on an unauthorized endorsement is liable for improper registration. 25	(2) L'émetteur engage sa responsabilité en procédant à l'inscription du transfert d'un titre de créance à la suite d'un endossement non autorisé. 25	Responsabilité de l'émetteur
Warranties of guarantor of signature	87. (1) A person who guarantees the signature of an endorser of a debt obligation warrants that, at the time of signing, the signer was an appropriate person to endorse and the signature was genuine. 30	87. (1) La personne qui garantit la signature de l'endosseur d'un titre de créance atteste l'authenticité de la signature et l'habilitation du signataire au moment de la signature.	Garantie de la signature
Limitation of liability	(2) A person who guarantees the signature of an endorser does not otherwise warrant the rightfulness of the transfer to which the signature relates.	(2) La personne qui garantit la signature de 30 l'endosseur n'atteste pas la régularité du transfert.	Limite
Warranties of guarantor of endorsement	(3) A person who guarantees the endorse- 35 ment of a debt obligation warrants both the signature and the rightfulness, in all respects, of the transfer to which the signature relates, but an issuer may not require a guarantee of endorsement as a condition to registration of transfer. 40	(3) La personne qui garantit l'endossement d'un titre de créance atteste la régularité tant de la signature que du transfert; toutefois, l'émet- 35 teur ne peut exiger une garantie d'endossement comme condition de l'inscription du transfert.	Garantie de l'endossement

Extent of liability	(4) If a guarantee referred to in subsection (1) or (3) is made to any person who, relying on the guarantee, takes or deals with the debt obligation, the guarantor is liable to the person for any loss resulting from breach of warranty.	(4) Si les garanties visées aux paragraphes (1) ou (3) sont données aux personnes qui négocient des titres de créance sur la foi de garanties, le garant est responsable des dommages causés par tout manquement en ce domaine.	Étendue de la responsabilité
Presumption of delivery	88. Delivery of a debt obligation to a purchaser occurs when (a) the purchaser or a person designated by the purchaser acquires possession of it; (b) the purchaser's broker acquires possession of a debt obligation specially endorsed to or issued in the name of the purchaser; (c) the purchaser's broker sends the purchaser confirmation of the purchase and the broker in the broker's records identifies a specific debt obligation as belonging to the purchaser; or (d) in respect of an identified debt obligation to be delivered while still in the possession of a third person, that person acknowledges that it is held for the purchaser.	88. Il y a livraison des titres de créance à l'acquéreur dès que, selon le cas : a) lui ou la personne qu'il désigne en prend possession; b) son courtier en prend possession, qu'ils soient émis au nom de l'acquéreur ou endossés nominativement à son profit; c) son courtier lui envoie confirmation de l'acquisition et indique, dans ses livres, que les titres appartiennent à l'acquéreur; d) un tiers reconnaît qu'il détient pour l'acquéreur les titres portant l'indication visée à l'alinéa c) et qui sont à livrer.	Présomption de livraison
Presumption of ownership	89. (1) A purchaser is the owner of a debt obligation held for the purchaser by a broker, but a purchaser is not a holder except in the cases described in paragraphs 88(b) and (c).	89. (1) L'acquéreur est propriétaire des titres de créance que détient pour lui son courtier, mais n'en est détenteur que dans les cas prévus aux alinéas 88b) et c).	Présomption de propriété
Ownership of part of fungible bulk	(2) If a debt obligation is part of a fungible bulk, by nature or usage of trade, a purchaser of the debt obligation is the owner of the proportionate share in the bulk.	(2) L'acquéreur d'un titre de créance faisant partie d'un ensemble fongible — par nature ou en vertu des usages du commerce — prend une participation proportionnelle dans cet ensemble.	Partie d'un ensemble fongible
Notice to debt obligations broker of adverse claim	(3) Notice of an adverse claim received by a broker or by a purchaser after the broker takes delivery as a holder for value is not effective against the broker or the purchaser, except that, as between the broker and the purchaser, the purchaser may demand delivery of an equivalent debt obligation in respect of which no notice of an adverse claim has been received.	(3) L'avis d'opposition n'est pas opposable à l'acquéreur ou au courtier qui le reçoit après que ce dernier a pris livraison du titre de créance à titre onéreux; toutefois, l'acquéreur peut exiger du courtier la livraison d'un titre de créance équivalent qui n'a fait l'objet d'aucun avis d'opposition.	Avis inopposable
Delivery of debt obligation	90. (1) Unless agreed otherwise, if a sale of a debt obligation is made through brokers, on a stock exchange or otherwise, (a) the selling customer fulfils their duty to deliver when the customer delivers the debt obligation to the selling broker or to a person designated by the selling broker or when they	90. (1) Sauf convention à l'effet contraire, en cas de vente d'un titre de créance par l'intermédiaire de courtiers sur un marché boursier ou autrement : a) le vendeur satisfait à son obligation de livrer soit en livrant le titre au courtier vendeur ou à la personne que celui-ci désigne, soit en l'informant qu'il est détenu pour son compte;	Livraison d'un titre de créance

	cause an acknowledgement to be made to the selling broker that the debt obligation is held for the selling broker; and	b) le courtier vendeur, y compris son correspondant, agissant pour le compte du vendeur, satisfait à son obligation de livrer soit en livrant le titre ou un titre semblable au courtier acquéreur ou à la personne que celui-ci désigne, soit en effectuant la compensation de la vente en conformité avec les règles du lieu de l'opération.	
	(b) the selling broker, including a correspondence broker, acting for a selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the debt obligation or a similar debt obligation to the buying broker or to a person designated by the buying broker or by effecting clearance of the sale in accordance with the rules of the exchange on which the transaction took place.		
Duty to deliver	(2) Except as provided otherwise in this section and unless agreed otherwise, a transferor's duty to deliver a debt obligation under a contract of purchase is not fulfilled until the transferor delivers the debt obligation in negotiable form to the purchaser or to a person designated by the purchaser, or causes an acknowledgement to be made to the purchaser that the debt obligation is held for the purchaser.	(2) Sauf disposition contraire du présent article ou d'une convention, le cédant satisfait à son obligation de livrer, au titre d'un contrat d'acquisition, que sur livraison du titre de créance sous forme négociable soit à l'acquéreur, soit à la personne que celui-ci désigne, ou sur avertissement donné à l'acquéreur de la détention du titre pour son compte.	Obligation de livrer
Delivery to debt obligations broker	(3) A sale to a broker purchasing for the broker's own account is subject to subsection (2) and not subsection (1), unless the sale is made on a stock exchange.	(3) La vente à un courtier pour son propre compte est assujettie au paragraphe (2) et non au paragraphe (1), sauf si elle est effectuée sur un marché boursier.	Livraison au courtier
Right to reclaim possession	91. (1) A person against whom the transfer of a debt obligation is wrongful may, against anyone except a good faith purchaser, (a) reclaim possession of the debt obligation or obtain possession of a new debt obligation evidencing all or part of the same rights; or (b) claim damages.	91. (1) La personne visée par un transfert de titre de créance fautif à son égard peut réclamer, sauf à l'acquéreur de bonne foi, soit la possession de ce titre ou d'un nouveau titre attestant tout ou partie des mêmes droits, soit des dommages-intérêts.	Remise en possession ou dommages-intérêts
Recovery when unauthorized endorsement	(2) If the transfer of a debt obligation is wrongful by reason of an unauthorized endorsement, the owner may reclaim possession of the debt obligation or a new debt obligation even from a good faith purchaser if the ineffectiveness of the purported endorsement is asserted against the purchaser under section 86.	(2) Le propriétaire d'un titre de créance visé par un transfert fautif à son égard par suite d'un endossement non autorisé peut réclamer la possession de ce titre ou d'un nouveau titre, même à l'acquéreur de bonne foi, si l'invalidité de l'endossement est opposée à l'acquéreur en vertu de l'article 86.	Remise en possession en cas d'endossement non autorisé
Right to requisites for registration	92. (1) Unless agreed otherwise, a transferor shall, on demand, supply a purchaser with proof of the transferor's authority to transfer a debt obligation or with any other requisite that is necessary to obtain registration of the transfer of a debt obligation, but if the transfer is not for value, it is not necessary for the transferor to	92. (1) Sauf convention à l'effet contraire, le cédant est obligé, sur demande de l'acquéreur, de fournir à celui-ci la preuve qu'il a le pouvoir d'effectuer le transfert ou toute autre pièce nécessaire à l'inscription; si le transfert est à titre gratuit, le cédant est déchargé de cette	Droit d'obtenir les pièces nécessaires à l'inscription

	provide authority to transfer unless the purchaser pays the reasonable and necessary costs of the proof and transfer.	obligation à moins que l'acquéreur n'acquitte les frais raisonnables et nécessaires de la fourniture de la preuve et du transfert.	
Rescission of transfer	(2) If a transferor fails to comply with a demand under subsection (1) within a reasonable time, the purchaser may reject, rescind or resolve the transfer.	(2) L'acquéreur peut refuser ou résoudre le transfert si le cédant ne se conforme pas, dans un délai raisonnable, à toute demande faite au titre du paragraphe (1).	Refus ou résolution du transfert
Seizure of debt obligation	93. No seizure of a debt obligation or other interest or right evidenced by the debt obligation is effective until the person making the seizure obtains possession of the debt obligation.	93. La saisie portant sur un titre de créance ou sur un droit ou intérêt qu'il constate n'a d'effet que lorsque le saisissant en a obtenu la possession.	Saisie d'un titre de créance
Not liable if good faith delivery	94. An agent or mandatary, or a bailee, who in good faith has received debt obligations and sold, pledged or delivered them according to the instructions of the principal or mandator is not in breach of their duties as a fiduciary or otherwise liable even though they have no right to dispose of the debt obligations.	94. Le mandataire ou le baillaire qui, de bonne foi, a reçu, vendu, donné en gage ou délivré des titres de créance conformément aux instructions de son mandant, ne peut être tenu pour responsable du manquement à une obligation de représentant ou de tout autre manquement, même si le mandant n'avait pas le droit de disposer de ces titres de créance.	Absence de responsabilité
Duty to register transfer	95. (1) If a debt obligation in registered form is presented for transfer, the issuer shall register the transfer if (a) the debt obligation is endorsed by an appropriate person; (b) reasonable assurance is given that the endorsement is genuine and effective; (c) the issuer has no duty to inquire into adverse claims or has discharged that duty; (d) all applicable laws relating to the collection of taxes have been complied with; (e) the transfer is rightful or is to a good faith purchaser; and (f) any transfer fee referred to in section 40 has been paid.	95. (1) L'émetteur procède à l'inscription du transfert d'un titre de créance nominatif lorsque les conditions suivantes sont réunies : a) le titre de créance est endossé par une personne habilitée à cette fin; b) des assurances suffisantes sur l'authenticité et la validité de cet endossement lui sont données; c) l'émetteur n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence d'oppositions ou il s'est acquitté de cette obligation; d) les lois applicables en matière de perception d'impôts ont été respectées; e) le transfert est régulier ou est effectué au profit d'un acquéreur de bonne foi; f) tout droit de transfert visé à l'article 40 a été acquitté.	Inscription obligatoire
Liability for delay	(2) An issuer who has a duty to register a transfer of a debt obligation is liable to the person presenting it for registration for any loss resulting from an unreasonable delay in registration or from the failure or refusal to register the transfer.	(2) L'émetteur tenu de procéder à l'inscription du transfert d'un titre de créance est responsable, envers la personne qui le présente à cet effet, du préjudice causé par tout retard indu ou par tout défaut ou refus.	Responsabilité

Assurance of
endorsement

96. (1) An issuer may require an assurance that each necessary endorsement on a debt obligation is genuine and effective by requiring a guarantee of the signature of the person endorsing the debt obligation and by requiring

(a) if the endorsement is by an agent or mandatary, reasonable assurance of authority to sign;

(b) if the endorsement is by a fiduciary, evidence of appointment or incumbency; 10

(c) if there is more than one fiduciary, reasonable assurance that all who are required to sign have done so; and

(d) in any other case, assurance that corresponds as closely as is feasible to the cases 15 set out in paragraphs (a) to (c).

Sufficiency of
guarantee

(2) For the purpose of subsection (1), a guarantee of the signature of a person is sufficient if it is signed by or on behalf of a person whom the issuer believes, on reasonable 20 grounds, to be a responsible person.

Standards

(3) An issuer may adopt reasonable standards to determine responsible persons.

Sufficiency of
evidence of
appointment or
incumbency

(4) For the purpose of paragraph (1)(b), the following constitute sufficient evidence of 25 appointment or incumbency of a fiduciary:

(a) in the case of a fiduciary of a deceased debt obligation holder's estate or succession, a certified or notarial copy of the document referred to in paragraph 54(1)(c) and dated 30 not earlier than the first day of the prescribed period before a debt obligation is presented for transfer; or

(b) in the case of any other fiduciary, a copy of a document showing the appointment or 35 other evidence believed by the issuer to be appropriate.

Standards

(5) An issuer may adopt reasonable standards with respect to evidence referred to in paragraph (4)(b).

96. (1) L'émetteur peut demander que lui soient données des assurances sur l'authenticité et la validité de chaque endossement obligatoire, en exigeant la garantie de la signature de 5 l'endosseur et :

a) en cas d'endossement par un mandataire, des assurances suffisantes sur son habilitation à signer;

b) en cas d'endossement par un représentant, la preuve de sa nomination ou de son mandat; 10

c) en cas de pluralité de représentants, des assurances suffisantes que tous les représentants dont la signature est requise ont signé;

d) dans les autres cas, des assurances analogues à celles qui précèdent. 15

Garantie de
l'endossement

(2) Pour l'application du paragraphe (1), une signature est garantie lorsqu'elle est apposée par toute personne que l'émetteur a des motifs raisonnables de croire digne de confiance ou pour le compte d'une telle personne. 20

Garantie de la
signature

(3) L'émetteur peut adopter des normes raisonnables pour déterminer qui sont les personnes dignes de confiance.

Normes

(4) Pour l'application de l'alinéa (1)b), preuve est faite de la nomination ou du mandat 25 sur présentation :

Preuve de la
nomination ou
du mandat

a) dans le cas d'un représentant de la succession d'un détenteur de titre de créance, de la copie certifiée conforme ou notariée du document visé à l'alinéa 54(1)c), qui ne peut 30 porter une date antérieure au premier jour de la période réglementaire précédant la présentation pour transfert du titre de créance;

b) dans tout autre cas, de la copie de tout document prouvant la nomination ou de toute 35 autre preuve que l'émetteur estime suffisante.

(5) L'émetteur peut adopter des normes raisonnables en matière de preuve pour l'ap- 40 plication de l'alinéa (4)b).

Normes

No notice to issuer	(6) An issuer is deemed not to have notice of the contents of a document referred to in subsection (4) that is obtained by the issuer except to the extent that the contents relate directly to appointment or incumbency.	(6) L'émetteur n'est réputé connaître le contenu des documents obtenus en application du paragraphe (4) que dans la mesure où il se rapporte directement à une nomination ou à un mandat.	Absence de connaissance
Notice from additional documentation	97. If an issuer, in relation to a transfer, demands assurance other than an assurance specified in subsection 96(1) and obtains a copy of a will, trust or partnership agreement or a by-law or similar document, the issuer is deemed to have notice of all matters contained in the document that affect the transfer.	97. L'émetteur qui, dans le cadre d'un transfert, exige des assurances à des fins non visées au paragraphe 96(1) et obtient copie de documents, tels que testaments, contrats de fiducie ou de société de personnes ou règlements administratifs, est réputé avoir connaissance de tout ce qui, dans ces documents, concerne le transfert.	Connaissance réputée
Limited duty of inquiry	98. (1) An issuer to whom a debt obligation is presented for registration has a duty to inquire into adverse claims if (a) the issuer receives written notice of an adverse claim at a time and in a manner that provide the issuer with a reasonable opportunity to act on it before the issue of a new, reissued or re-registered debt obligation and the notice discloses the name and address of the claimant, the registered owner and the issue of which the debt obligation is a part; or (b) the issuer is deemed to have notice of an adverse claim from a document that it obtained under section 97.	98. (1) L'émetteur auquel est présenté un titre de créance pour inscription est tenu de s'enquérir de l'existence de toute opposition : a) dont il est avisé par écrit, à une date et d'une façon qui lui permettent normalement d'agir avant une émission ou une réémission ou réinscription, lorsque sont révélés les nom et adresse de l'opposant, l'identité du propriétaire inscrit et l'émission dont ce titre fait partie; b) dont il est réputé, sur le fondement d'un document obtenu au titre de l'article 97, avoir connaissance.	Limites de l'obligation de s'enquérir
Discharge of duty	(2) An issuer may discharge a duty of inquiry by any reasonable means, including notifying an adverse claimant by registered mail sent to the address provided by the adverse claimant or, if no such address has been provided, to the adverse claimant's residence or regular place of business, that a debt obligation has been presented for registration of transfer by a named person and that the transfer will be registered unless, no later than the prescribed period after the date of sending the notice, the issuer (a) is served with a court order; or (b) is provided with an indemnity bond or, in Quebec, a guarantee sufficient in the issuer's judgement to protect the issuer and any transfer agent or other agent or mandatary of the issuer from any loss that may be incurred by any of them as a result of complying with the adverse claim.	(2) L'émetteur peut s'acquitter par tout moyen raisonnable de son obligation, notamment en avisant l'opposant, par courrier recommandé envoyé à l'adresse fournie par lui ou, à défaut, à sa résidence ou au lieu où il exerce normalement ses activités, de la demande d'inscription du transfert d'un titre de créance présentée par une personne nommément désignée et du fait que le transfert sera inscrit sauf si, pendant la période réglementaire suivant l'envoi de cet avis, il reçoit : a) soit signification de l'ordonnance d'un tribunal; b) soit une garantie ou, ailleurs qu'au Québec, un cautionnement qu'il estime suffisant pour les protéger, lui et ses mandataires, notamment les agents d'inscription ou de transfert, du préjudice qu'ils pourraient subir pour avoir tenu compte de cette opposition.	Modes d'exécution de l'obligation

Inquiry into
adverse claim

99. Unless an issuer is deemed to have notice of an adverse claim from a document that is obtained under section 97 or has received notice of an adverse claim under subsection 98(1), if a debt obligation presented for registration is endorsed by an appropriate person, the issuer has no duty to inquire into adverse claims and, in particular,

(a) an issuer registering a debt obligation in the name of a person who is a fiduciary or 10 who is described as a fiduciary is not bound to inquire into the existence, extent or correct description of the fiduciary relationship and the issuer may then assume without inquiry that the newly registered owner continues to 15 be the fiduciary until the issuer receives written notice that the fiduciary is no longer acting as such with respect to the particular debt obligation;

(b) an issuer registering a transfer on an 20 endorsement by a fiduciary has no duty to inquire into whether the transfer is made in compliance with the document or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship; and 25

(c) an issuer is deemed not to have notice of the contents of a court record or a registered document even if the record or document is in the issuer's possession and the transfer is made on the endorsement of a fiduciary to the 30 fiduciary specifically or to the fiduciary's nominee.

Duration of
notice of adverse
claim

100. A written notice of adverse claim received by an issuer is effective for the prescribed period unless the notice is renewed 35 in writing.

Limitation on
issuer's liability

101. (1) Except as provided otherwise in any applicable law relating to the collection of taxes, an issuer is not liable to the owner or any other person who incurs a loss as a result of the 40 registration of a transfer of a debt obligation if

(a) the necessary endorsements were on or with the debt obligation; and

(b) the issuer had no duty to inquire into adverse claims or had discharged that duty. 45

99. L'émetteur qui soit n'est pas réputé avoir connaissance d'une opposition sur le fondement d'un document obtenu au titre de l'article 97, soit n'a pas reçu l'avis écrit visé au paragraphe 5 98(1), et auquel est présenté pour inscription un 5 titre de créance endossé par une personne habilitée à cette fin n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence d'oppositions et, en particulier :

a) s'il procède à l'inscription d'un titre de créance au nom d'un représentant ou d'une 10 personne désignée comme telle, il n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence, de l'étendue ni de la description exacte du statut du représentant et peut estimer que le propriétaire nouvellement inscrit demeure représen- 15 tant, tant qu'il n'a pas reçu d'avis écrit à l'effet contraire;

b) s'il procède à l'inscription d'un transfert après endossement par un représentant, il n'est pas tenu de vérifier si ce transfert a été 20 effectué conformément au document ou à la loi régissant le statut du représentant;

c) il est réputé ne pas avoir connaissance du contenu d'un dossier judiciaire ou d'un document enregistré, même dans les cas où 25 ceux-ci se trouvent en sa possession et où le transfert est effectué après endossement par un représentant, au profit de ce dernier ou de la personne qu'il désigne.

Limites en
l'absence de
connaissance ou
d'avis

100. L'avis écrit d'une opposition est valide 30 pendant la période réglementaire, sauf s'il est renouvelé par écrit.

Durée de validité
de l'avis

101. (1) Sauf disposition contraire de toute loi applicable en matière de perception d'im- 35 pôts, l'émetteur n'est pas responsable du 35 préjudice que cause, notamment au propriétaire du titre de créance, l'inscription du transfert si les conditions suivantes sont réunies :

a) le titre est assorti des endossements requis; 40

b) l'émetteur n'était pas tenu de s'enquérir de l'existence d'oppositions ou il s'est acquitté de cette obligation.

Limites de la
responsabilité

Duty of issuer on wrongful registration	(2) If an issuer has registered a transfer of a debt obligation to a person not entitled to it, the issuer shall on demand deliver a similar debt obligation to the owner unless (a) the issuer is not liable by virtue of subsection (1); (b) the owner is precluded by subsection 102(1) from asserting a claim; or (c) the delivery would result in an overissue to which section 55 applies.	(2) L'émetteur qui fait inscrire à tort le transfert d'un titre de créance livre, sur demande, un titre de créance semblable au propriétaire, sauf si, selon le cas : a) il est exonéré de responsabilité en vertu du paragraphe (1); b) le propriétaire ne peut, en raison du paragraphe 102(1), faire valoir ses droits; c) la livraison entraînerait une émission excédentaire visée par l'article 55.	Faute de l'organisation
Lost or stolen debt obligation	102. (1) The owner of a debt obligation who fails to notify the issuer of an adverse claim, in writing, within a reasonable time after the owner knows of the loss, apparent destruction or wrongful taking of the debt obligation is precluded from asserting against the issuer a claim to a new debt obligation if the issuer has registered a transfer of the debt obligation.	102. (1) Le propriétaire d'un titre de créance qui omet d'aviser par écrit l'émetteur de son opposition dans un délai raisonnable après avoir pris connaissance de la perte, de la destruction apparente ou du vol de ce titre, ne peut faire valoir contre celui-ci, s'il a déjà procédé à l'inscription du transfert de ce titre, son droit d'obtenir un nouveau titre de créance.	Perte ou vol d'un titre de créance
Duty to issue new debt obligation	(2) If the owner of a debt obligation claims that the debt obligation has been lost, destroyed or wrongfully taken, the issuer shall issue a new debt obligation in place of the original one if the owner (a) so requests before the issuer has notice that the debt obligation has been acquired by a good faith purchaser; (b) provides the issuer with a sufficient indemnity bond or, in Quebec, a sufficient guarantee; and (c) satisfies any other reasonable requirements imposed by the issuer.	(2) L'émetteur émet un nouveau titre de créance au profit du propriétaire qui fait valoir la perte, la destruction ou le vol de l'un de ses titres et qui, à la fois : a) en fait la demande avant que l'émetteur ait connaissance de l'acquisition du titre par un acquéreur de bonne foi; b) lui fournit une garantie ou, ailleurs qu'au Québec, un cautionnement suffisant; c) satisfait aux autres exigences raisonnables qu'il lui impose.	Émission d'un nouveau titre de créance
Duty to register transfer	(3) If, after the issue of a new debt obligation under subsection (2), a good faith purchaser of the original debt obligation presents the original one for registration of transfer, the issuer shall register the transfer unless registration would result in an overissue to which section 55 applies.	(3) Après l'émission d'un nouveau titre de créance en application du paragraphe (2), l'émetteur procède à l'inscription du transfert du titre initial présenté à cet effet par tout acquéreur de bonne foi, sauf s'il en résulte une émission excédentaire visée par l'article 55.	Inscription du transfert
Right of issuer to recover	(4) In addition to the rights that an issuer has by reason of an indemnity bond or, in Quebec, a guarantee, the issuer may recover the new debt obligation issued under subsection (2) from the person to whom it was issued or any person taking under that person other than a good faith purchaser.	(4) Outre les droits résultant d'une garantie ou, ailleurs qu'au Québec, d'un cautionnement, l'émetteur peut recouvrer un nouveau titre de créance des mains de la personne au profit de laquelle il a été émis en application du paragraphe (2) ou, sauf s'il s'agit d'un acquéreur de bonne foi, de toute personne qui l'a reçu de celle-ci.	Recouvrement du nouveau titre de créance

Duty

103. An authenticating trustee, transfer agent or other agent or mandatary of an issuer has, in respect of the issue, registration of transfer and cancellation of a debt obligation of the issuer,

(a) a duty to the issuer to exercise good faith and reasonable diligence; and

(b) the same obligations to the holder or owner of the debt obligation and the same rights, privileges and immunities as the issuer.

103. Les mandataires de l'émetteur, notamment ses fiduciaires ou agents de transfert, chargés par celui-ci de reconnaître l'authenticité des titres de créance ont, eu égard à l'émission, l'inscription du transfert et l'annulation d'un titre de créance de l'émetteur :

a) l'obligation envers lui d'agir de bonne foi et avec une diligence raisonnable;

b) les mêmes obligations envers le détenteur ou le propriétaire du titre de créance et les mêmes droits que l'émetteur.

Obligation d'authentification du mandataire

Notice to agent or mandatary

104. Notice to an authenticating trustee, transfer agent or other agent or mandatary of an issuer is notice to the issuer in respect of the functions performed by the agent or mandatary.

104. L'avis adressé à la personne chargée par l'émetteur de reconnaître l'authenticité d'un titre de créance vaut dans la même mesure pour l'émetteur.

Avis au mandataire

PART 7

TRUST INDENTURES

Definitions

105. (1) The following definitions apply in this Part.

“event of default”
« défaut »

“event of default” means an event specified in a trust indenture on the occurrence of which a security interest effected by the trust indenture becomes enforceable, or the principal, interest or other money payable under the trust indenture becomes or may be declared to be payable before maturity, once all conditions — such as the giving of notice or the lapse of time — provided for by the trust indenture in connection with the event have been satisfied.

“trustee”
« fiduciaire »

“trustee” means any person appointed as trustee, including the administrator of the property of others, under the terms of a trust indenture to which a corporation is a party and includes any successor trustee.

“trust indenture”
« acte de fiducie »

“trust indenture” means any deed, indenture or other instrument or act, including any supplement or amendment to one, made by a corporation after its incorporation or continuance under this Act, under which the corporation issues debt obligations and in which a person is appointed as trustee for the holders of the debt obligations issued under the deed, indenture or other instrument.

PARTIE 7

ACTES DE FIDUCIE

Définitions

105. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« acte de fiducie » Acte — y compris tout acte additif ou modificatif — établi par une personne morale après sa constitution ou sa prorogation sous le régime de la présente loi, en vertu duquel elle émet des titres de créance et dans lequel est désigné un fiduciaire pour les détenteurs de ces titres.

« défaut » Événement précisé dans l'acte de fiducie qui entraîne, pourvu que les conditions prévues dans l'acte, notamment en matière d'envoi d'avis ou de délai, aient été observées, soit la réalisation de la sûreté constituée au titre de cet acte, soit la déchéance du terme quant au paiement du capital, de l'intérêt ou de toute autre somme à payer au titre de l'acte.

« fiduciaire » Toute personne, y compris ses remplaçants et l'administrateur du bien d'autrui, nommée à ce titre dans un acte de fiducie auquel l'organisation est partie.

« acte de fiducie »
“trust indenture”

« défaut »
“event of default”

« fiduciaire »
“trustee”

Application	(2) This Part applies to a trust indenture if the debt obligations issued or to be issued under the trust indenture are part of a distribution to the public.	(2) La présente partie s'applique aux actes de fiducie prévoyant une émission de titres de créance par voie d'un appel public à l'épargne.	Champ d'application
Application for exemption	(3) On application, the Director may exempt a trust indenture from the application of this Part if the trust indenture, the debt obligations issued under it and the security interest effected by it are subject to a law of a province or a country other than Canada that is substantially equivalent to this Part.	(3) Le directeur peut, sur demande, soustraire à l'application de la présente partie les actes de fiducie, ainsi que les sûretés et titres de créance afférents, qui sont régis par une règle de droit provinciale ou étrangère fondamentalement semblable à la présente partie.	Demande : non-application de la présente partie
Conflict of interest	106. (1) No person shall accept an appointment as trustee if there is a material conflict of interest between their role as trustee and their role in any other capacity.	106. (1) Nul ne peut accepter d'être nommé fiduciaire si, de ce fait, il se trouverait en situation de conflit d'intérêts sérieux.	Conflit d'intérêts
Eliminating conflict of interest	(2) A trustee shall, within the prescribed period after becoming aware that a material conflict of interest exists, eliminate the conflict of interest or resign.	(2) Le fiduciaire qui apprend l'existence d'un conflit d'intérêts sérieux doit, dans le délai réglementaire, soit y mettre fin, soit se démettre de ses fonctions.	Suppression du conflit d'intérêts
Validity	(3) A trust indenture, any debt obligations issued under it and a security interest effected by it are valid despite a material conflict of interest of the trustee.	(3) L'acte de fiducie ainsi que les titres de créance et les sûretés afférents sont valides malgré l'existence d'un conflit d'intérêts sérieux mettant en cause le fiduciaire.	Validité
Removal of trustee	(4) The court may, on the application of an interested person, order, on any terms that it thinks fit, that a trustee who has contravened subsection (1) or (2) be replaced.	(4) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé et selon les modalités qu'il estime indiquées, exiger le remplacement du fiduciaire qui contrevient aux paragraphes (1) ou (2).	Révocation du fiduciaire
Qualification of trustee	107. A trustee, or at least one of the trustees if more than one is appointed, shall be a body corporate incorporated under the laws of Canada or a province and authorized to carry on the business of a trust company.	107. Au moins un des fiduciaires nommés doit être une personne morale constituée en vertu des lois fédérales ou provinciales et autorisée à exercer l'activité d'une société de fiducie.	Qualités requises pour être fiduciaire
List of debt obligation holders	108. (1) A holder of debt obligations issued under a trust indenture may, on payment to the trustee of any reasonable fee and on sending to the trustee the statutory declaration referred to in subsection (4), require the trustee to furnish, within the prescribed period, a list of debt obligation holders setting out the prescribed information and updated in accordance with the regulations.	108. (1) Le détenteur de titre de créance émis en vertu d'un acte de fiducie peut, sur paiement de tous droits raisonnables et sur envoi au fiduciaire de la déclaration solennelle visée au paragraphe (4), exiger de celui-ci la remise, dans le délai réglementaire, d'une liste des détenteurs de titres de créance énonçant les renseignements réglementaires et mise à jour conformément aux règlements.	Liste des détenteurs de titres de créance
Duty of issuer	(2) On the demand of a trustee, the issuer of debt obligations shall furnish the trustee with the information required to enable the trustee to comply with subsection (1).	(2) L'émetteur d'un titre de créance fournit au fiduciaire, sur demande, les renseignements lui permettant de se conformer au paragraphe (1).	Obligation de l'émetteur

Corporate applicant	(3) If the applicant is a body corporate, the statutory declaration shall be made by a director or officer of the body corporate.	(3) La personne morale requérante fait établir la déclaration solennelle par un de ses administrateurs ou dirigeants.	Personne morale requérante
Contents of statutory declaration	(4) The statutory declaration shall (a) state the name and address of the applicant and, if the applicant is a body corporate, its address for service; and (b) state that the list will not be used except as permitted under subsection (5).	(4) La déclaration solennelle énonce : a) les nom et adresse du requérant et, si celui-ci est une personne morale, son adresse aux fins de signification; b) l'engagement de n'utiliser la liste que conformément au paragraphe (5).	Teneur de la déclaration solennelle
Use of list	(5) A list obtained under this section shall not be used by any person except in connection with (a) an effort to influence the voting of the holders of debt obligations; (b) an offer to acquire debt obligations; or (c) any other matter relating to the debt obligations or the affairs of the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety of the debt obligations.	(5) La liste obtenue en vertu du présent article ne peut être utilisée que dans le cadre : a) de démarches en vue d'influencer le vote des détenteurs de titres de créance; b) de l'offre d'acquérir des titres de créance; c) de toute autre mesure concernant les titres de créance ou les affaires internes de l'émetteur ou de la caution ou, ailleurs qu'au Québec, du garant des titres de créance.	Utilisation de la liste
Evidence of compliance	109. (1) An issuer, a guarantor or, in Quebec, a surety of debt obligations issued or to be issued under a trust indenture shall, before taking any of the following actions, provide the trustee with evidence of compliance with the conditions, if any, in the trust indenture for taking that action: (a) the issue, certification or delivery of debt obligations under the trust indenture; (b) the release or release and substitution of property subject to a security interest effected by the trust indenture; or (c) the satisfaction and discharge of the trust indenture.	109. (1) L'émetteur ou la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant des titres de créance émis ou à émettre en vertu d'un acte de fiducie doivent prouver au fiduciaire, avant de prendre l'une des mesures ci-après, qu'ils ont rempli les conditions afférentes à cette mesure et prévues par l'acte : a) émettre, certifier ou livrer les titres de créance; b) libérer ou remplacer les biens grevés de toute sûreté constituée au titre de l'acte; c) exécuter l'acte.	Preuve de l'observation des conditions
Duty of issuer, guarantor or surety	(2) On the demand of a trustee, the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety of debt obligations issued or to be issued under a trust indenture shall provide the trustee with evidence of compliance with the trust indenture by the issuer, guarantor or surety in respect of any act to be done by the trustee at their request.	(2) Sur demande du fiduciaire, l'émetteur ou la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant des titres de créance émis ou à émettre en vertu d'un acte de fiducie doivent prouver au fiduciaire qu'ils ont rempli les conditions prévues par l'acte avant de lui demander d'agir.	Obligation de l'émetteur, de la caution ou du garant
Contents of declaration, etc.	110. Evidence of compliance as required by section 109 shall consist of a statutory declaration or certificate made by a director or an officer of the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety stating that the conditions referred to	110. La preuve exigée à l'article 109 consiste en une déclaration solennelle ou un certificat établi par l'un des dirigeants ou administrateurs de l'émetteur ou de la caution ou, ailleurs qu'au Québec, du garant et attestant l'observation des	Teneur de la déclaration solennelle

in that section have been complied with. If compliance with any of those conditions is subject to review by legal counsel, evidence of compliance also includes an opinion of legal counsel that those conditions have been complied with. If compliance with any of those conditions is subject to review by an auditor or accountant, evidence of compliance also includes an opinion or report of the public accountant of the issuer, guarantor or surety, 10 or any other accountant that the trustee selects, that those conditions have been complied with.

conditions visées à cet article. En outre, si l'acte prévoit qu'un conseiller juridique doit se prononcer sur l'observation de certaines conditions qui y sont prévues, la preuve consiste en 5 une opinion du conseiller qui en atteste l'observation. Si l'acte prévoit qu'un vérificateur ou un comptable doit se prononcer sur l'observation de certaines conditions qui y sont prévues, la preuve consiste en une opinion ou un rapport de la personne que peut choisir le 10 fiduciaire — expert-comptable de l'émetteur ou de la caution ou, ailleurs qu'au Québec, du garant ou comptable — qui en atteste l'observation.

Further evidence of compliance

111. The evidence of compliance referred to in section 110 shall include a statement by the person giving the evidence

111. Toute preuve présentée sous la forme 15 prévue à l'article 110 doit être assortie d'une déclaration de son auteur précisant :

Preuve supplémentaire

(a) declaring that they have read and understand the conditions of the trust indenture referred to in section 109;

a) sa connaissance des conditions de l'acte de fiducie visées à l'article 109;

(b) describing the nature and scope of the examination or investigation on which the 20 statutory declaration, certificate, opinion or report is based; and

b) la nature et l'étendue de l'examen ou des 20 recherches effectués à l'appui de la déclaration solennelle, du certificat, de l'opinion ou du rapport;

(c) declaring that they have made the examination or investigation that they believe necessary to enable them to make their 25 statutory declaration, certificate, opinion or report.

c) le fait qu'il a apporté toute l'attention estimée nécessaire à l'examen ou aux recherches.

Trustee may require evidence of compliance

112. (1) On the demand of a trustee, the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety of debt obligations issued under a trust indenture 30 shall provide the trustee with evidence in any form that the trustee may require for compliance with any condition relating to any action required or permitted to be taken by the issuer, guarantor or surety under the trust indenture. 35

112. (1) Sur demande du fiduciaire et en la forme qu'il peut exiger, l'émetteur ou la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant des titres de créance émis en vertu d'un acte de fiducie 30 doivent prouver au fiduciaire qu'ils ont rempli les conditions requises avant d'agir au titre de cet acte.

Présentation de la preuve au fiduciaire

Certificate of compliance

(2) At least once in each prescribed period beginning on the date of the trust indenture and at any other time on the demand of a trustee, the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety of debt obligations issued under a trust indenture 40 shall provide the trustee with

(2) L'émetteur ou la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant des titres de créance 35 émis en vertu d'un acte de fiducie fournissent au fiduciaire, sur demande et au moins une fois pendant la période réglementaire commençant à la date de l'acte, soit un certificat attestant qu'ils ont rempli les conditions prévues par l'acte, 40 dont l'inobservation constituerait un cas de défaut notamment après remise d'un avis ou

Certificat de conformité

indenture that, if not complied with, would, with the giving of notice, lapse of time or otherwise, constitute an event of default; or

(b) a certificate of the particulars of any failure to comply with the requirements.

expiration d'un certain délai, soit, en cas d'inobservation de ces conditions, un état détaillé à ce sujet.

Notice of default

113. The trustee shall give notice to the holders of debt obligations issued under a trust indenture of every event of default arising under the trust indenture and continuing at the time the notice is given, unless the trustee reasonably believes that it is in the best interests of the holders of the debt obligations to withhold the notice and so informs in writing the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety. The notice shall be given within the prescribed period.

113. Le fiduciaire donne, dans le délai réglementaire, avis de tous les cas de défaut existants aux détenteurs de titres de créance émis en vertu d'un acte de fiducie, sauf s'il informe par écrit l'émetteur et la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant qu'il a de bonnes raisons de croire qu'il est dans l'intérêt des détenteurs de ces titres que l'avis ne soit pas donné.

Avis du défaut

Duties of trustee

114. A trustee in exercising their powers and discharging their duties shall

(a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the holders of the debt obligations issued under the trust indenture; and

(b) exercise the care, diligence and skill of a reasonably prudent trustee.

114. Le fiduciaire remplit son mandat avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts des détenteurs de titres de créance émis en vertu de l'acte de fiducie, ainsi qu'avec le soin, la diligence et la compétence d'un fiduciaire prudent.

Devoirs du fiduciaire

Reliance on statements

115. Despite section 114, a trustee is not liable if they rely in good faith on statements contained in a statutory declaration, certificate, opinion or report that complies with this Act or the trust indenture.

115. Malgré l'article 114, n'encourt aucune responsabilité le fiduciaire qui, de bonne foi, se fie à une déclaration solennelle, un certificat, une opinion ou un rapport conforme à la présente loi ou à l'acte de fiducie.

Foi accordée aux déclarations

No exculpation

116. No term of a trust indenture or of any agreement between a trustee and the holders of debt obligations issued under the trust indenture or between the trustee and the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety shall operate so as to relieve a trustee from the duties imposed on the trustee by section 114.

116. Aucune disposition d'un acte de fiducie ou de tout accord intervenu entre le fiduciaire et soit les détenteurs de titres de créance émis en vertu de cet acte, soit l'émetteur ou la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant ne peut relever ce fiduciaire des obligations découlant de l'article 114.

Caractère impératif des obligations

PART 8

RECEIVERS, RECEIVER-MANAGERS AND SEQUESTRATORS

Functions of receiver or sequestrator

117. A receiver or sequestrator of any property of a corporation may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property, pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom the receiver or sequestrator is appointed, but, except to the

PARTIE 8

SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS

Fonctions du séquestre

117. Sous réserve des droits des créanciers garantis, le séquestre des biens d'une organisation peut en recevoir les revenus, en régler les dettes, réaliser les sûretés de ceux pour le compte desquels il est nommé et, dans les limites permises par le tribunal, exercer les activités de l'organisation.

extent permitted by a court, the receiver or sequestrator may not carry on the activities of the corporation.

Functions of receiver-manager

118. A receiver-manager of the corporation may carry on any activities of the corporation to protect the security interest of those on behalf of whom the receiver-manager is appointed.

118. Le séquestre-gérant peut exercer les 5 activités de l'organisation afin de protéger les sûretés de ceux pour le compte desquels il est nommé.

Fonctions du séquestre-gérant

Directors' powers cease

119. If a receiver-manager or sequestrator is appointed by a court or under an instrument or act, the powers of the directors of the corporation that a receiver-manager or sequestrator is authorized to exercise may not be exercised by the directors until the receiver-manager or sequestrator is discharged.

119. Les administrateurs ne peuvent exercer 5 ceux de leurs pouvoirs qui ont été conférés au séquestre ou, ailleurs qu'au Québec, au séquestre-gérant, nommé par le tribunal ou en vertu d'un acte.

5 Non-exercice des pouvoirs

Duty to act

120. A receiver, receiver-manager or sequestrator appointed by a court shall act in accordance with the orders of the court.

120. Le séquestre ou le séquestre-gérant 10 nommé par le tribunal doit agir en conformité avec les ordonnances rendues par celui-ci.

Obligation prévue dans une ordonnance

Duty under instrument or act

121. A receiver, receiver-manager or sequestrator appointed under an instrument or act shall act in accordance with that instrument or act and 20 any order of a court made under section 123.

121. Le séquestre ou le séquestre-gérant nommé en vertu d'un acte doit agir en se 15 conformant à cet acte et aux ordonnances rendues par le tribunal en vertu de l'article 123.

Obligations prévues dans un acte ou une ordonnance

Duty of care

122. A receiver, receiver-manager or sequestrator of a corporation appointed under an instrument or act shall

122. Le séquestre ou le séquestre-gérant d'une organisation, nommé en vertu d'un acte, doit agir en toute honnêteté et de bonne foi et 20 gérer conformément aux pratiques commerciales courantes les biens de l'organisation qui se trouvent en sa possession ou sous sa responsabilité.

Obligation de diligence

- (a) act honestly and in good faith; and
- (b) deal with any property of the corporation in their possession or control in a commercially reasonable manner.

Orders given by court

123. On the application of a receiver, receiver-manager or sequestrator, whether appointed by a court or under an instrument or act, or of any interested person, a court may make

123. Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du séquestre ou du séquestre-gérant 25 nommé par le tribunal ou en vertu d'un acte ou de tout intéressé :

Ordonnances du tribunal

- (a) an order appointing, replacing or discharging a receiver, receiver-manager or sequestrator and approving their accounts;
- (b) an order determining the notice to be given to any interested person or dispensing with notice to any person;
- (c) an order fixing the remuneration of the receiver, receiver-manager or sequestrator;
- (d) an order requiring the receiver, receiver-manager or sequestrator, or a person by or on behalf of whom the receiver, receiver-manager or sequestrator is appointed, to make good any default in connection with the

a) nommer, remplacer ou décharger de leurs fonctions le séquestre ou le séquestre-gérant et approuver leurs comptes;

b) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis;

c) fixer la rémunération du séquestre ou du séquestre-gérant;

d) enjoindre au séquestre, au séquestre-gérant ainsi qu'aux personnes qui les ont nommés ou pour le compte desquelles ils l'ont été, de réparer leurs fautes ou les en

Duties of
receiver and
receiver-
manager

receiver's, receiver-manager's or sequestrator's custody or management of the property and activities of the corporation, or relieving the receiver, receiver-manager or sequestrator, or a person by or on behalf of whom the receiver, receiver-manager or sequestrator was appointed, from any default on any terms that the court thinks fit;

(e) an order confirming any act of the receiver, receiver-manager or sequestrator;

(f) an order giving directions on any matter relating to the duties of the receiver, receiver-manager or sequestrator; and

(g) any other order that it thinks fit.

124. A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of their appointment and discharge;

(b) take into their custody and control the property of the corporation in accordance with the court order, instrument or act under which they are appointed;

(c) open and maintain a bank account in their name as receiver or receiver-manager of the corporation for the money of the corporation coming under their control;

(d) keep detailed accounts of all transactions carried out as receiver or receiver-manager;

(e) keep accounts of their administration that shall be available during usual business hours for inspection by the directors of the corporation;

(f) prepare at least once in every prescribed period after the date of their appointment financial statements of their administration as far as is practicable in the form required by section 173; and

(g) on completion of their duties, render a final account of their administration in the form adopted for interim accounts under paragraph (f).

dispenser, notamment en matière de garde des biens ou de gestion de l'organisation, selon les modalités qu'il estime indiquées;

e) entériner les actes du séquestre ou du séquestre-gérant;

f) donner des directives concernant les fonctions du séquestre ou du séquestre-gérant;

g) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

124. Le séquestre ou le séquestre-gérant :

a) avise immédiatement le directeur tant de sa nomination que de la fin de son mandat;

b) prend sous sa garde et sous sa responsabilité les biens de l'organisation conformément à l'ordonnance ou à l'acte de nomination;

c) maintient, à son nom et en cette qualité, un compte bancaire pour tous les fonds de l'organisation dont il est responsable;

d) tient une comptabilité détaillée de toutes les opérations qu'il effectue en cette qualité;

e) tient une comptabilité de sa gestion et permet aux administrateurs de consulter les livres comptables pendant les heures normales d'ouverture;

f) dresse, au moins une fois au cours de la période réglementaire suivant sa nomination, des états financiers concernant sa gestion et, si possible, en la forme qu'exige l'article 173;

g) après l'exécution de son mandat, rend compte de sa gestion en la forme mentionnée à l'alinéa f).

Obligations du
séquestre et du
séquestre-gérant

PART 9

DIRECTORS AND OFFICERS

Duty to manage or supervise management

125. Subject to this Act, the articles and any unanimous member agreement, the directors shall manage or supervise the management of the activities and affairs of a corporation.

Number of directors

126. A corporation shall have one or more directors, but a soliciting corporation shall not have fewer than three directors, at least two of whom are not officers or employees of the corporation or its affiliates.

Qualifications of directors

127. (1) The following persons are disqualified from being a director of a corporation:

- (a) anyone who is less than 18 years of age;
- (b) anyone who has been declared incapable by a court in Canada or in another country;
- (c) a person who is not an individual; and
- (d) a person who has the status of a bankrupt.

Membership

(2) Unless the by-laws otherwise provide, a director of a corporation is not required to be a member of the corporation.

No alternate directors

(3) No person shall act for an absent director at a meeting of directors.

Organization meeting

128. (1) After the issue of the certificate of incorporation, the directors of a corporation shall hold a meeting at which the directors may

- (a) make by-laws;
- (b) adopt forms of debt obligation certificates and corporate records;
- (c) authorize the issue of debt obligations;
- (d) appoint officers;
- (e) appoint a public accountant to hold office until the first annual meeting of members;
- (f) issue memberships;
- (g) make banking arrangements; and

PARTIE 9

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Fonctions des administrateurs

125. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, des statuts et de toute convention unanime des membres, les administrateurs gèrent les activités et les affaires internes de l'organisation ou en surveillent la gestion.

5

Nombre

126. Le conseil d'administration de l'organisation se compose d'un ou de plusieurs administrateurs; s'agissant d'une organisation ayant recours à la sollicitation, il compte au moins trois administrateurs dont deux ne sont ni dirigeants ni employés de celle-ci ou des personnes morales de son groupe.

Inhabilité

127. (1) Ne peuvent être administrateurs :

- a) les personnes physiques de moins de dix-huit ans;
- b) les personnes physiques qui ont été déclarées incapables par un tribunal, au Canada ou à l'étranger;
- c) les personnes autres que les personnes physiques;
- d) les personnes qui ont le statut de failli.

15

20

Qualité de membre

(2) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, la qualité de membre n'est pas requise pour être administrateur d'une organisation.

25

Suppléance

(3) Nul ne peut agir à une réunion du conseil d'administration à la place d'un administrateur absent.

Réunion

128. (1) Après la délivrance du certificat de constitution, le conseil d'administration tient une réunion au cours de laquelle il peut :

- a) prendre des règlements administratifs;
- b) adopter les modèles des certificats de titres de créance et la forme des registres de l'organisation;
- c) autoriser l'émission de titres de créance;
- d) nommer les dirigeants;
- e) nommer un expert-comptable dont le mandat expire à la première assemblée annuelle;
- f) enregistrer des adhésions;

35

40

	(h) transact any other business.	g) prendre avec les institutions financières toutes les mesures nécessaires; h) traiter toute autre question.	
Exception	(2) Subsection (1) does not apply to a body corporate to which a certificate of amalgamation has been issued under subsection 209(4) or to which a certificate of continuance has been issued under subsection 212(5).	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne morale qui obtient le certificat de fusion visé au paragraphe 209(4) ou le certificat de prorogation visé au paragraphe 212(5).	Exception 5
Calling meeting	(3) An incorporator or a director may call the meeting by giving notice of the time and place of the meeting to each director within the prescribed period.	(3) Tout fondateur ou administrateur peut convoquer la réunion en avisant chaque administrateur, selon les modalités de temps prévues par règlement, des date, heure et lieu de cette réunion.	Convocation de la réunion 10
Waiver of notice	(4) A director may waive notice of the meeting, and attendance of a director at the meeting is a waiver of notice of the meeting, except if the director attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.	(4) L'administrateur peut renoncer à l'avis de convocation; sa présence à la réunion vaut renonciation, sauf lorsqu'il y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que la réunion n'est pas régulièrement convoquée.	Renonciation 15
Resolution in lieu of meeting	(5) If all directors sign a resolution dealing with any matter referred to in paragraphs (1)(a) to (g), they are not required to hold the meeting referred to in subsection (1).	(5) Il n'est pas obligatoire de tenir la réunion si les administrateurs signent une résolution portant sur toute question visée aux alinéas (1)a à g).	Résolution tenant lieu de réunion 20
Filing resolution	(6) A copy of the resolution shall be kept with the minutes of the meetings of directors.	(6) Un exemplaire de la résolution est conservé avec les procès-verbaux des réunions.	Dépôt de la résolution
Notice of directors	129. (1) At the time of sending articles of incorporation, a notice of directors in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.	129. (1) Une liste des administrateurs est envoyée au directeur, en la forme établie par lui, en même temps que les statuts constitutifs.	Liste des administrateurs 25
Term of office	(2) Each director named in the notice holds office from the issue of the certificate of incorporation until the first meeting of members.	(2) Le mandat des administrateurs dont le nom figure sur la liste commence à la date du certificat de constitution et se termine à la première assemblée.	Durée du mandat 30
Election of directors	(3) Members shall, by ordinary resolution at each annual meeting at which an election of directors is required, elect directors to hold office for a term expiring within the prescribed period.	(3) Les membres élisent par résolution ordinaire, à chaque assemblée où une élection est requise, les administrateurs dont le mandat expirera au cours de la période réglementaire.	Élection des administrateurs 35
Staggered terms	(4) It is not necessary that all directors elected at a meeting of members hold office for the same term.	(4) Il n'est pas nécessaire que le mandat de tous les administrateurs élus lors d'une assemblée ait la même durée.	Durée des mandats

No stated terms	(5) A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of members following the director's election.	(5) Le mandat d'un administrateur élu pour une durée non expressément déterminée prend fin à la clôture de la première assemblée annuelle suivante.	Durée non déterminée
Incumbent directors	(6) Despite subsections (2), (3) and (5), if directors are not elected at a meeting of members, the incumbent directors continue in office until their successors are elected.	(6) Malgré les paragraphes (2), (3) et (5), le mandat des administrateurs, à défaut d'élections de nouveaux administrateurs lors d'une assemblée, se poursuit jusqu'à l'élection de leurs remplaçants.	5 Poursuite du mandat
Vacancy among candidates	(7) If a meeting of members fails to elect the number or the minimum number of directors required by the articles by reason of the lack of consent, the disqualification, the incapacity or the death of any candidate, the directors elected at that meeting may exercise all the powers of the directors if the number of directors so elected constitutes a quorum.	(7) Les administrateurs élus lors d'une assemblée qui, en raison de l'absence de consentement, de l'incapacité, de l'incapacité ou du décès de certains candidats, ne peut élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs requis par les statuts peuvent exercer tous les pouvoirs des administrateurs s'ils constituent le quorum au sein du conseil d'administration.	10 Vacances
Appointment of directors	(8) The directors may, if the articles of the corporation so provide, appoint one or more additional directors, who shall hold office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of members, but the total number of directors so appointed may not exceed one third of the number of directors elected at the previous annual meeting of members.	(8) Dans les cas où les statuts le prévoient, les administrateurs peuvent nommer un ou plusieurs administrateurs supplémentaires dont le mandat expirera au plus tard à la clôture de la prochaine assemblée annuelle, à condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas le tiers du nombre des administrateurs élus à la dernière assemblée annuelle.	20 Nominations entre les assemblées annuelles
Election or appointment as director	(9) An individual who is elected or appointed to hold office as a director is not a director, and is deemed not to have been elected or appointed to hold office as a director, unless (a) the individual was present at the meeting when the election or appointment took place and did not refuse to hold office as a director; or (b) the individual was not present at the meeting when the election or appointment took place and (i) consented to hold office as a director in writing before the election or appointment or within the prescribed period, or (ii) has acted as a director after the election or appointment.	(9) L'élection ou la nomination d'une personne physique au poste d'administrateur est subordonnée : a) si elle était présente à l'assemblée qui l'élit ou la nomme administrateur, à son consentement à occuper ce poste; b) si elle était absente, soit à son consentement à occuper ce poste, donné par écrit avant son élection ou sa nomination ou dans le délai réglementaire, soit au fait qu'elle a rempli les fonctions de ce poste après son élection ou sa nomination.	30 Consentement à l'élection ou à la nomination
Ceasing to hold office	130. (1) A director of a corporation ceases to hold office when the director dies, resigns, is removed in accordance with section 131 or becomes disqualified under section 127.	130. (1) Le mandat de l'administrateur prend fin s'il décède, démissionne, est révoqué en vertu de l'article 131 ou devient inhabile à l'exercer en application de l'article 127.	40 Fin du mandat

Effective date of resignation	(2) A resignation of a director becomes effective at the time a written resignation is sent to the corporation or at the time specified in the resignation, whichever is later.	(2) La démission de l'administrateur prend effet à la date où il en informe par écrit l'organisation ou à la date indiquée si elle est postérieure.	Prise d'effet de la démission
Removal of directors	131. (1) The members of a corporation may by ordinary resolution at a special meeting remove any director or directors from office.	131. (1) Les membres peuvent, lors d'une assemblée extraordinaire, révoquer un ou plusieurs administrateurs par résolution ordinaire.	5 Révocation des administrateurs
Exception	(2) A director elected by a class or group of members that has an exclusive right to elect the director may only be removed by an ordinary resolution of those members.	(2) Toutefois, les administrateurs ne peuvent être révoqués que par résolution ordinaire des membres qui ont le droit exclusif de les élire.	Exception 10
Vacancy	(3) A vacancy created by the removal of a director may be filled at the meeting of the members at which the director is removed or, if not so filled, may be filled under section 133.	(3) Toute vacance découlant d'une révocation peut être comblée lors de l'assemblée qui a prononcé la révocation ou, à défaut, conformément à l'article 133.	Vacances 15
Resignation or removal	(4) If all of the directors have resigned or have been removed without replacement, a person who manages or supervises the management of the activities or affairs of the corporation is deemed to be a director for the purposes of this Act.	(4) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont révoqués sans être remplacés, quiconque gère les activités ou les affaires internes de l'organisation ou en surveille la gestion est réputé être un administrateur pour l'application de la présente loi.	15 Démission ou révocation 20
Exception	(5) Subsection (4) does not apply to (a) an officer who manages the activities or affairs of the corporation under the direction or control of a member or other person; (b) a lawyer, a notary, an accountant or other professional who participates in the management of the corporation solely by providing professional services; or (c) a trustee in bankruptcy, receiver, receiver-manager, sequestrator or secured creditor who participates in the management of the corporation or exercises control over its property solely for the purpose of the realization of security or, in the case of bankruptcy, the administration of a bankrupt's estate.	(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas aux personnes suivantes : a) le dirigeant qui gère les activités ou les affaires internes de l'organisation sous la direction ou la responsabilité d'un membre ou d'une autre personne; b) l'avocat, le notaire, le comptable ou tout autre professionnel qui participe à la direction de l'organisation uniquement par la fourniture de services professionnels; c) le syndic de faillite, le séquestre, le séquestre-gérant ou le créancier garanti qui participe à la direction de l'organisation ou a la responsabilité de ses biens uniquement dans le but de réaliser les sûretés ou d'administrer les biens d'un failli, dans le cas d'un syndic de faillite.	Exceptions 25 30 35 40
Statement of director	132. (1) Subject to the by-laws, a director is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing the removal or replacement of the director if a meeting is called for that purpose.	132. (1) Sous réserve des règlements administratifs, l'administrateur peut, lors d'une assemblée convoquée à cette fin, présenter à l'organisation une déclaration écrite exposant les raisons de sa démission ou de son opposition à sa révocation ou à son remplacement.	Déclaration de l'administrateur 40

Circulating statement	(2) A corporation shall immediately give notice to the members of the statement in the manner referred to in section 163.	(2) L'organisation avise sans délai les membres, de la manière visée à l'article 163, de l'existence de la déclaration.	Diffusion de la déclaration
Statement to Director	(3) A corporation shall immediately send a copy of the statement to the Director.	(3) L'organisation envoie sans délai au 5 directeur une copie de la déclaration.	Copie au directeur 5
Immunity	(4) No corporation or person acting on its behalf incurs any liability by reason only of complying with this section.	(4) L'organisation ou la personne agissant en son nom n'engagent pas leur responsabilité en agissant conformément au présent article.	Immunité
Filling vacancy	133. (1) Subject to subsections (4) and (5), a quorum of directors may fill a vacancy among the directors, except a vacancy resulting from an increase in the number or the minimum or maximum number of directors provided for in the articles or a failure to elect the number or minimum number of directors provided for in 15 the articles.	133. (1) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, 10 combler les vacances survenues au sein du conseil, à l'exception de celles qui résultent du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts ou d'une augmentation du nombre fixe, minimal ou 15 maximal d'administrateurs prévu par les statuts.	Manière de combler les vacances
Calling meeting	(2) If there is not a quorum of directors or if there has been a failure to elect the number or minimum number of directors provided for in the articles, the directors then in office shall 20 without delay call a special meeting of members to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors then in office, the meeting may be called by any member.	(2) Les administrateurs en fonctions doivent, s'ils ne forment pas quorum ou s'il y a eu défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts, convoquer dans les 20 meilleurs délais une assemblée extraordinaire en vue de combler les vacances; s'ils négligent de le faire ou s'il n'y a aucun administrateur en fonctions, tout membre peut convoquer cette 25 assemblée.	Convocation d'une assemblée 25
Order of appointment	(3) If a corporation has neither directors nor members, the court may, on the application of an interested party, make an order appointing the required number or minimum number of directors provided for in the articles. 30	(3) Si l'organisation n'a pas d'administrateurs ni de membres, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé, nommer le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts. 30	Nomination d'administrateurs
Director elected by class or group	(4) If any class or group of members has an exclusive right to elect one or more directors and a vacancy occurs among those directors, (a) subject to subsection (5), the remaining directors elected by the class or group may 35 fill the vacancy, except a vacancy resulting from an increase in the number or the minimum or maximum number of directors provided for in the articles for that class or group or from a failure to elect the number or 40 minimum number of directors provided for in the articles for the class or group; or (b) if there are no remaining directors, any member of the class or group may call a meeting of the class or group to fill the 45 vacancy.	(4) Les vacances survenues parmi les administrateurs que les membres d'une catégorie ou d'un groupe donné ont le droit exclusif d'élire peuvent être comblées : a) soit, sous réserve du paragraphe (5), par 35 les administrateurs en fonctions élus par ces membres, à l'exception des vacances résultant du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts ou d'une augmentation du nombre 40 fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts; b) soit, en l'absence d'administrateurs en fonctions, lors de l'assemblée que tout membre de cette catégorie ou de ce groupe 45 peut convoquer pour combler les vacances.	Administrateurs élus par une catégorie ou un groupe de membres

Member filling vacancy	(5) The by-laws may provide that a vacancy among the directors shall be filled only by a vote of the members, or by a vote of the members of any class or group having an exclusive right to elect one or more directors if the vacancy occurs among the directors elected by that class or group.	(5) Les règlements administratifs peuvent prévoir que les vacances au sein du conseil d'administration seront comblées uniquement à la suite d'un vote soit des membres, soit des membres de la catégorie ou du groupe de membres ayant le droit exclusif de le faire.	Élection par les membres
Unexpired term	(6) A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of their predecessor.	(6) L'administrateur nommé ou élu pour combler une vacance remplit la partie non expirée du mandat de son prédécesseur.	Mandat
Change in number of directors	134. (1) The members of a corporation may amend the articles to increase or decrease the number of directors, or the minimum or maximum number of directors, but no decrease shall shorten the term of an incumbent director.	134. (1) Les membres peuvent modifier les statuts en vue d'augmenter ou de diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs. Toutefois, la diminution du nombre d'administrateurs ne peut entraîner une réduction de la durée du mandat des administrateurs en fonctions.	Modification du nombre d'administrateurs
Election of directors where articles amended	(2) If the members at a meeting adopt an amendment to the articles of a corporation to increase or decrease the number or minimum or maximum number of directors, the members may, at the meeting, elect the number of directors authorized by the amendment, and for that purpose, despite subsections 203(1) and 277(3), on the issue of a certificate of amendment the articles are deemed to be amended as of the date the members adopt the amendment.	(2) En cas de modification des statuts pour augmenter ou diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs, les membres peuvent, au cours de l'assemblée à laquelle ils adoptent la modification, élire le nombre d'administrateurs que celle-ci autorise; à cette fin, les statuts, dès l'octroi d'un certificat de modification, malgré les paragraphes 203(1) et 277(3), sont réputés modifiés à la date de l'adoption de la modification par les membres.	Élection des administrateurs à la suite de la modification des statuts
Fixing the number of directors	(3) If a minimum and maximum number of directors is provided for in the articles, the members may, from time to time by ordinary resolution, fix the number of directors of the corporation and the number of directors to be elected at annual meetings of the members or delegate those powers to the directors. No decrease in the number of directors shall shorten the term of an incumbent director.	(3) Si les statuts prévoient les nombres minimal et maximal d'administrateurs, les membres peuvent, par résolution ordinaire, fixer le nombre d'administrateurs de l'organisation ainsi que le nombre d'administrateurs à élire lors de l'assemblée ou déléguer ces pouvoirs aux administrateurs. Toutefois, une diminution de ces nombres ne peut entraîner une réduction de la durée du mandat des administrateurs en fonctions.	Choix du nombre d'administrateurs
Notice of change of director or director's address	135. (1) A corporation shall send to the Director a notice, within the prescribed period and in the form that the Director fixes, setting out any change among its directors or of the address of a director.	135. (1) L'organisation avise le directeur, dans le délai réglementaire et en la forme établie par lui, de tout changement de la composition de son conseil d'administration ou du changement d'adresse d'un administrateur.	Avis de changement au directeur
Director's change of address	(2) A director shall, within the prescribed period, send the corporation a notice of any change in his or her address.	(2) S'il change d'adresse, l'administrateur en avise l'organisation dans le délai réglementaire.	Avis de changement à l'organisation

Application to court	(3) The court may, on the application of an interested person or the Director, make an order requiring a corporation to comply with subsection (1) and make any further order that it thinks fit.	(3) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé ou du directeur, obliger l'organisation à se conformer au paragraphe (1) et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	Demande au tribunal 5
Attendance at meeting	136. A director is entitled to attend and be heard at every meeting of members.	136. Les administrateurs peuvent assister aux assemblées et ont le droit d'y être entendus.	Présence aux assemblées
Meeting of directors	137. (1) Unless the articles or by-laws otherwise provide, the directors may meet at any place and on any notice that the by-laws 10 require.	137. (1) Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, les administrateurs peuvent se réunir en tout lieu 10 après avoir donné l'avis exigé par les règlements administratifs.	Réunion du conseil
Quorum	(2) Subject to the articles or by-laws, a majority of the number of directors or minimum number of directors required by the articles constitutes a quorum at any meeting of 15 directors, and, despite any vacancy among the directors, a quorum of directors may exercise all the powers of the directors.	(2) Sous réserve des statuts et des règlements administratifs, la majorité du nombre fixe ou minimal d'administrateurs constitue le quorum; 15 lorsque celui-ci est atteint, les administrateurs peuvent exercer leurs pouvoirs malgré toute vacance en leur sein.	Quorum
Notice of meeting	(3) A notice of a meeting of directors shall specify any matter referred to in subsection 20 139(2) that is to be dealt with at the meeting but, unless the by-laws otherwise provide, need not specify the purpose of or the business to be transacted at the meeting.	(3) L'avis de convocation d'une réunion fait 20 état des questions à régler tombant sous le coup du paragraphe 139(2), mais, sauf disposition contraire des règlements administratifs, n'a besoin de préciser ni l'objet ni l'ordre du jour de la réunion.	Avis de la réunion
Waiver of notice	(4) A director may waive notice of a meeting 25 of directors, and attendance of a director at a meeting of directors is a waiver of notice of the meeting, except if the director attends a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that 30 the meeting is not lawfully called.	(4) L'administrateur peut renoncer à l'avis de 25 convocation; sa présence à la réunion vaut renonciation, sauf lorsqu'il y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que la réunion n'est pas régulièrement convoquée. 30	Renonciation
Adjournment	(5) Notice of an adjourned meeting of directors is not required to be given if the time and place of the adjourned meeting is announced at the original meeting. 35	(5) Il n'est pas nécessaire de donner avis de l'ajournement d'une réunion si les date, heure et lieu de la reprise sont annoncés lors de la réunion initiale.	Ajournement
One director meeting	(6) If a corporation has only one director, that director may constitute a meeting.	(6) L'administrateur unique d'une organisa- 35 tion peut tenir une réunion.	Administrateur unique
Participation	(7) Subject to the by-laws, a director may, in accordance with the regulations, if any, and if all the directors of the corporation consent, parti- 40 cipate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of a telephonic, an electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting. 45	(7) Sous réserve des règlements administra- tifs et du consentement de tous les adminis- trateurs, tout administrateur peut, conformément aux éventuels règlements, participer à une 40 réunion par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permet- tant à tous les participants de communiquer	Participation

A director so participating in a meeting is deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting.

Decisions made
by consensus

138. (1) The by-laws may provide that the directors or members shall make any decision by consensus, including a decision required to be made by a vote, except a decision taken

(a) by a resolution referred to in subsection 183(1);

(b) by special resolution; or

(c) by a vote if consensus cannot be reached.

Meaning of
consensus, etc.

(2) By-laws that provide for consensus decision-making shall define the meaning of consensus, provide for how to determine when consensus cannot be reached and establish the manner of referring any matter on which consensus cannot be reached to a vote.

Voting
requirements
satisfied

(3) A decision made by consensus in accordance with this section is deemed to satisfy any requirement under this Act for the taking of a vote.

Delegation

139. (1) Directors of a corporation may appoint from their number a managing director or a committee of directors and delegate to the managing director or committee any of the powers of the directors.

Limits on
authority

(2) Despite subsection (1), no managing director and no committee of directors has authority to

(a) submit to the members any question or matter requiring the approval of members;

(b) fill a vacancy among the directors or in the office of public accountant or appoint additional directors;

(c) issue debt obligations except as authorized by the directors;

(d) approve any financial statements referred to in section 173;

(e) adopt, amend or repeal by-laws; or

(f) establish contributions to be made, or dues to be paid, by members under section 31.

adéquatement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à la réunion.

138. (1) Les règlements administratifs peuvent prévoir que les administrateurs ou les membres prennent par consensus toute décision, notamment celle qui exige la tenue d'un vote, à l'exception de la décision prise par résolution visée au paragraphe 183(1), par résolution extraordinaire ou à l'issue du vote visé au paragraphe (2).

(2) Les règlements administratifs qui prévoient la prise de décision par consensus précisent le sens de « consensus » et la manière de vérifier qu'un consensus ne peut être obtenu et de soumettre à la tenue d'un vote la question qui n'a pas fait l'objet d'un consensus.

(3) Les décisions prises par consensus en conformité avec le présent article sont réputées respecter toute éventuelle exigence au titre de la présente loi en matière de vote.

139. (1) Les administrateurs peuvent déléguer certains de leurs pouvoirs à un administrateur-gérant, choisi parmi eux, ou à un comité du conseil d'administration.

(2) Toutefois, ni l'administrateur-gérant ni le comité ne peuvent :

a) soumettre aux membres des questions qui requièrent leur approbation;

b) combler les postes vacants des administrateurs ou de l'expert-comptable ni nommer des administrateurs supplémentaires;

c) émettre des titres de créance sans l'autorisation des administrateurs;

d) approuver les états financiers visés à l'article 173;

e) prendre, modifier ni révoquer les règlements administratifs;

f) déterminer la contribution ou la cotisation annuelles des membres au titre de l'article 31.

Décisions par
consensus

Sens de
« consensus »

Respect des
exigences réputé

Délégation de
pouvoirs

Limites

Validity of acts of directors and officers	140. An act of a director or an officer is valid despite an irregularity in their election or appointment or a defect in their qualification.	140. Les actes des administrateurs ou des dirigeants sont valides malgré l'irrégularité de leur élection ou nomination ou leur inhabilité.	Validité des actes
Validity of signed resolutions	141. (1) A resolution in writing, signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors or of a committee of directors, is as valid as if it had been passed at a meeting of directors or committee of directors.	141. (1) Les résolutions écrites, signées de tous les administrateurs habiles à voter sur celles-ci lors des réunions du conseil ou d'un comité du conseil, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours de ces réunions.	Résolutions signées par les administrateurs
Filing resolution	(2) A copy of every resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the meetings of directors.	(2) Un exemplaire de ces résolutions est conservé avec les procès-verbaux des réunions du conseil ou du comité.	Dépôt de la résolution
Evidence	(3) Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the chairperson of the meeting declared a resolution to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.	(3) Sauf si un vote par scrutin est demandé, l'inscription au procès-verbal de la réunion précisant que le président a déclaré une résolution adoptée ou rejetée fait foi, sauf preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou contre elle.	Preuve
Disclosure of interest	142. (1) A director or an officer of a corporation shall disclose to the corporation, in writing or by requesting to have it entered in the minutes of meetings of directors or of committees of directors, the nature and extent of any interest that the director or officer has in a material contract or material transaction, whether made or proposed, with the corporation, if the director or officer (a) is a party to the contract or transaction; (b) is a director or an officer, or an individual acting in a similar capacity, of a party to the contract or transaction; or (c) has a material interest in a party to the contract or transaction.	142. (1) L'administrateur ou le dirigeant communique par écrit à l'organisation ou demande que soient consignées au procès-verbal des réunions du conseil ou d'un comité du conseil la nature et l'étendue de son intérêt dans tout contrat ou opération — en cours ou projeté — d'importance avec elle, dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) il est partie à ce contrat ou à cette opération; b) il est administrateur ou dirigeant — ou une personne physique qui agit en cette qualité — d'une partie à un tel contrat ou à une telle opération; c) il a un intérêt important dans une partie au contrat ou à l'opération.	Communication des intérêts
Time of disclosure for director	(2) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of a director, (a) at the meeting at which a proposed contract or transaction is first considered; (b) if the director was not, at the time of the meeting referred to in paragraph (a), interested in the proposed contract or transaction, at the first meeting after the director becomes so interested;	(2) L'administrateur effectue la communication lors de la première réunion : a) au cours de laquelle le projet de contrat ou d'opération est étudié; b) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans le projet de contrat ou d'opération, s'il n'en avait pas lors de la réunion visée à l'alinéa a);	Moment de la communication : administrateur

	(c) if the director becomes interested after a contract or transaction is made, at the first meeting after the director becomes so interested; or (d) if an individual who is interested in a contract or transaction later becomes a director, at the first meeting after the individual becomes a director.	c) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu; d) suivant le moment où il devient administrateur, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.	5
Time of disclosure for officer	(3) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of an officer who is not a director, (a) immediately after the officer becomes aware that the contract, transaction, proposed contract or proposed transaction is to be considered or has been considered at a meeting; (b) if the officer becomes interested after a contract or transaction is made, immediately after the officer becomes so interested; or (c) if an individual who is interested in a contract or transaction later becomes an officer, immediately after the individual becomes an officer.	(3) Le dirigeant qui n'est pas administrateur effectue la communication immédiatement après : a) avoir appris que le contrat ou l'opération — en cours ou projeté — a été ou sera examiné lors d'une réunion; b) avoir acquis un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu; c) être devenu dirigeant, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.	15
Time of disclosure for director or officer	(4) If a material contract or material transaction, whether entered into or proposed, is one that, in the ordinary course of the corporation's activities, would not require approval by the directors or members, a director or an officer shall, immediately after they become aware of the contract or transaction, disclose in writing to the corporation, or request to have entered in the minutes of meetings of directors or of committees of directors, the nature and extent of their interest.	(4) L'administrateur ou le dirigeant communiqué par écrit à l'organisation ou demande que soient consignées au procès-verbal de la réunion la nature et l'étendue de son intérêt dès qu'il a connaissance de tout contrat ou opération — en cours ou projeté — d'importance qui, dans le cadre des activités normales de l'organisation, ne requiert l'approbation ni des administrateurs ni des membres.	20
Voting	(5) A director required to make a disclosure under subsection (1) shall not vote on any resolution to approve the contract or transaction unless the contract or transaction (a) relates primarily to the director's remuneration as a director, an officer, an employee, an agent or a mandatary of the corporation or an affiliate; (b) is for indemnity or insurance under section 152; or (c) is with an affiliate.	(5) L'administrateur visé au paragraphe (1) ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour faire approuver le contrat ou l'opération, sauf s'il s'agit d'un contrat ou d'une opération : a) portant essentiellement sur sa rémunération en qualité d'administrateur, de dirigeant, d'employé ou de mandataire de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe; b) portant sur l'indemnité ou l'assurance prévue à l'article 152;	35

Continuing disclosure

(6) For the purposes of this section, a general notice to the directors declaring that a director or an officer is to be regarded as interested, for any of the following reasons, in a contract or transaction made with a party, is a sufficient declaration of interest in relation to the contract or transaction:

- (a) the director or officer is a director or an officer, or acting in a similar capacity, of a party referred to in paragraph (1)(b) or (c); 10
- (b) the director or officer has a material interest in the party; or
- (c) there has been a material change in the nature of the director's or the officer's interest in the party. 15

Access to disclosures

(7) The members of the corporation may examine the portions of any minutes of meetings of directors or of committees of directors that contain disclosures under this section, and of any other documents that contain those 20 disclosures, during the corporation's usual business hours.

Avoidance standards

(8) A contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1) is not invalid, and the director or officer is not 25 accountable to the corporation or its members for any profit realized from the contract or transaction, because of the director's or officer's interest in the contract or transaction or because the director was present or was counted to 30 determine whether a quorum existed at the meeting of directors or of the committee of directors that considered the contract or transaction, if

- (a) disclosure of the interest was made in 35 accordance with this section;
- (b) the directors approved the contract or transaction; and
- (c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was 40 approved.

c) conclu avec une personne morale de son groupe.

(6) Pour l'application du présent article, constitue une communication suffisante de son intérêt dans un contrat ou une opération l'avis 5 général donné par l'administrateur ou le dirigeant aux administrateurs et portant qu'il est administrateur ou dirigeant — ou qu'il agit en cette qualité — d'une partie visée aux alinéas (1)b) ou c), qu'il y possède un intérêt important 10 ou qu'il y a eu un changement important de son intérêt dans celle-ci et qu'il doit être considéré comme ayant un intérêt dans le contrat ou l'opération conclu avec elle.

Avis général d'intérêt

(7) Les membres de l'organisation peuvent 15 consulter, pendant les heures normales d'ouverture de ses bureaux, toute partie des procès-verbaux des réunions du conseil ou d'un comité du conseil ou de tout autre document dans lesquels les intérêts d'un administrateur ou d'un 20 dirigeant sont communiqués en vertu du présent article.

Consultation

(8) Le contrat ou l'opération assujetti à l'obligation de communication prévue au paragraphe (1) n'est pas entaché de nullité, et 25 l'administrateur ou le dirigeant n'est pas tenu de rendre compte à l'organisation ou à ses membres des bénéfices qu'il en a tirés au seul motif qu'il a un intérêt dans le contrat ou l'opération ou que l'administrateur a assisté à la 30 réunion au cours de laquelle est étudié le contrat ou l'opération ou a permis d'atteindre le quorum, si les conditions suivantes sont réunies :

Effet de la communication

- a) l'administrateur ou le dirigeant a commu- 35 niqué son intérêt conformément au présent article;
- b) les administrateurs de l'organisation ont approuvé le contrat ou l'opération;
- c) au moment de son approbation, le contrat 40 ou l'opération était équitable pour l'organisation.

Confirmation by
members

(9) Even if the conditions of subsection (8) are not met, a director or an officer, acting honestly and in good faith, is not accountable to the corporation or to its members for any profit realized from a contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1), and the contract or transaction is not invalid by reason only of the interest of the director or officer in the contract or transaction, if

(a) the contract or transaction is approved or confirmed by special resolution at a meeting of the members;

(b) disclosure of the interest was made to the members in a manner sufficient to indicate its nature and extent before the contract or transaction was approved or confirmed; and

(c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was approved or confirmed.

Application to
court

(10) If a director or an officer of a corporation fails to comply with this section, a court may, on the application of the corporation or any of its members, set aside or annul the contract or transaction on any terms that it thinks fit, require the director or officer to account to the corporation for any profit or gain realized on the contract or transaction or make any other order that the court thinks fit.

Officers

143. Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement,

(a) the directors may designate the offices of the corporation, appoint as officers persons of full capacity, specify their duties and delegate to them powers to manage the activities and affairs of the corporation, except powers to do anything referred to in subsection 139(2);

(b) a director may be appointed to any office of the corporation; and

(c) two or more offices of the corporation may be held by the same person.

Confirmation par
les membres

(9) Toutefois, même si les conditions visées au paragraphe (8) ne sont pas réunies, le contrat ou l'opération n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant qui agit avec intégrité et de bonne foi n'est pas tenu de rendre compte à l'organisation ou à ses membres des bénéfices qu'il en a tirés au seul motif qu'il a un intérêt dans le contrat ou l'opération, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le contrat ou l'opération a fait l'objet d'une approbation ou d'une confirmation par résolution extraordinaire adoptée à une assemblée;

b) l'intérêt a été communiqué aux membres de façon suffisamment claire pour en indiquer la nature et l'étendue avant l'approbation ou la confirmation du contrat ou de l'opération;

c) au moment de son approbation ou de sa confirmation, le contrat ou l'opération était équitable pour l'organisation.

20

Ordonnance du
tribunal

(10) Le tribunal peut, sur demande de l'organisation — ou d'un de ses membres — dont l'un des administrateurs ou dirigeants ne se conforme pas au présent article, prononcer la nullité du contrat ou de l'opération selon les modalités qu'il estime indiquées, enjoindre à l'administrateur ou au dirigeant de rendre compte à l'organisation de tout bénéfice qu'il en a tiré et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

30

Dirigeants

143. Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des membres :

a) les administrateurs peuvent créer des postes de dirigeant, y nommer des personnes pleinement capables, préciser leurs fonctions et leur déléguer le pouvoir de gérer les activités et les affaires internes de l'organisation, sous réserve des exceptions prévues au paragraphe 139(2);

40

b) l'administrateur peut être nommé à n'importe quel poste de dirigeant;

c) la même personne peut occuper plusieurs postes de dirigeant.

Remuneration	144. (1) Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement, the directors of a corporation may fix the reasonable remuneration of the directors, officers and employees of the corporation.	144. (1) Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des membres, les administrateurs peuvent fixer leur juste rémunération ainsi que celle des dirigeants et des employés de l'organisation.	Rémunération
Services performed in other capacity	(2) Subject to the by-laws, a director, an officer or a member may receive reasonable remuneration and expenses for any services to the corporation that are performed in any other capacity.	(2) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, les administrateurs, les dirigeants et les membres peuvent recevoir une juste rémunération pour les services rendus à tout autre titre.	Rémunération pour services rendus
Indemnification	145. Unless the by-laws of the corporation otherwise provide, a director, an officer or an employee may receive indemnification for their expenses incurred on behalf of the corporation as a director, an officer or an employee.	145. Sauf disposition contraire des règlements administratifs, les administrateurs, les dirigeants et les employés sont indemnisés des dépenses entraînées dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.	Remboursement des dépenses
Directors' liability	146. (1) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing any of the following are jointly and severally, or solidarily, liable to restore to the corporation any money or other property so paid or distributed and not otherwise recovered by the corporation: (a) a payment or distribution to a member, a director or an officer contrary to this Act; or (b) a payment of an indemnity contrary to this Act.	146. (1) Sont solidairement tenus de restituer à l'organisation les sommes d'argent ou autres biens en cause non encore recouvrés par elle les administrateurs qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption d'une résolution autorisant, selon le cas : a) la remise de toute somme d'argent ou de tout bien à un membre, à un administrateur ou à un dirigeant contrairement à la présente loi; 25 b) le versement d'une indemnité contrairement à la présente loi.	Responsabilité des administrateurs
Recovery of shares	(2) A director who has satisfied a judgment rendered under this section is entitled to recover from the other directors who voted for or consented to the unlawful act on which the judgment was founded their respective shares.	(2) L'administrateur qui a satisfait au jugement rendu en vertu du présent article peut répéter les parts des administrateurs qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption de la mesure illégale en cause.	Répétition
Recovery	(3) A director liable under subsection (1) is entitled to apply to a court for an order compelling a member or other recipient to pay or deliver to the director any money or other property that was paid or distributed to the member or other recipient contrary to this Act.	(3) L'administrateur tenu pour responsable aux termes du paragraphe (1) peut demander au tribunal de rendre une ordonnance obligeant les bénéficiaires, notamment les membres, à lui restituer les sommes d'argent ou autres biens remis ou versés contrairement à la présente loi.	Recours
Order of court	(4) On an application under subsection (3), a court may, if it is satisfied that it is equitable to do so, order a member or other recipient to pay or deliver to a director any money or other property that was paid or distributed to the member or other recipient contrary to this Act and make any further order that it thinks fit.	(4) Le tribunal saisi de la demande peut, par ordonnance, s'il estime équitable de le faire, exiger des bénéficiaires qu'ils restituent à l'administrateur les sommes d'argent ou autres biens remis ou versés contrairement à la présente loi et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	Ordonnance du tribunal

Limitation	(5) An action to enforce a liability imposed by this section may not be commenced after two years from the date of the resolution authorizing the action complained of.	(5) Les actions en responsabilité prévues au présent article se prescrivent par deux ans à compter de la date de la résolution autorisant l'acte incriminé.	Prescription
Liability of directors for wages	147. (1) Directors of a corporation are jointly and severally, or solidarily, liable to employees of the corporation for all debts not exceeding six months' wages payable to each employee for services performed for the corporation while they are directors.	5 147. (1) Les administrateurs sont solidairement responsables, envers les employés de l'organisation, des dettes liées aux services que ceux-ci exécutent pour le compte de cette dernière pendant qu'ils exercent leur mandat, et ce jusqu'à concurrence de six mois de salaire. 10	5 Responsabilité des administrateurs envers les employés
Conditions precedent to liability	(2) A director is not liable under subsection (1) unless (a) the corporation has been sued for the debt within six months after it has become due and execution has been returned unsatisfied in whole or in part; (b) the corporation has commenced liquidation and dissolution proceedings or has been dissolved and a claim for the debt has been proved within six months after the earlier of the date of commencement of the liquidation and dissolution proceedings and the date of dissolution; or (c) the corporation has made an assignment or a receiving order has been made against it under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> and a claim for the debt has been proved within six months after the date of the assignment or receiving order.	(2) La responsabilité des administrateurs n'est engagée aux termes du paragraphe (1) que dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) l'exécution n'a pu satisfaire au montant accordé par jugement, à la suite d'une action en recouvrement de la créance intentée contre l'organisation dans les six mois suivant l'échéance; b) l'existence de la créance est établie dans les six mois suivant la date du début des procédures de liquidation et de dissolution de l'organisation ou, si elle lui est antérieure, la date de sa dissolution; c) l'existence de la créance est établie dans les six mois suivant une cession de biens ou 25 une ordonnance de mise sous séquestre frappant l'organisation en vertu de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> .	Conditions préalables à l'existence de la responsabilité
Limitation	(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.	(3) La responsabilité des administrateurs n'est engagée aux termes du présent article 30 que si l'action est intentée durant leur mandat ou dans les deux ans suivant la fin de celui-ci.	Limite
Amount due after execution	(4) If execution referred to in paragraph (2)(a) has issued, the amount recoverable from a director is the amount remaining unsatisfied after execution.	(4) Les administrateurs ne sont tenus que des sommes restant à recouvrer après l'exécution visée à l'alinéa (2)a). 35	Sommes à recouvrer après l'exécution
Subrogation of director	(5) A director who pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings is subrogated to any priority that the employee would have been entitled to and, if a judgment has been obtained, the director is (a) in Quebec, subrogated to the employee's rights as declared in the judgment; and	(5) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au paragraphe (1) dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, est subrogé dans les droits de priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, si un jugement a été rendu : a) au Québec, est subrogé dans les droits constatés par celui-ci; 45	Subrogation de l'administrateur

	(b) elsewhere in Canada, entitled to an assignment of the judgment.	b) ailleurs au Canada, a le droit d'en exiger la cession.	
Recovery of shares	(6) A director who has satisfied a claim under this section is entitled to recover from the other directors who were liable for the claim their respective shares.	(6) L'administrateur qui acquitte une créance en vertu du présent article peut répéter les parts des administrateurs qui étaient également responsables.	Répétition
Dissent	148. (1) A director who is present at a meeting of directors or of a committee of directors is deemed to have consented to any resolution passed or action taken at the meeting unless (a) the director requests a dissent to be entered in the minutes of the meeting; (b) the director sends a written dissent to the secretary of the meeting before the meeting is adjourned; or (c) the director sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting is adjourned.	148. (1) L'administrateur présent à une réunion du conseil d'administration ou d'un comité du conseil est réputé avoir acquiescé à toutes les résolutions adoptées et à toutes les mesures prises, sauf si, selon le cas : a) il demande que sa dissidence soit consignée au procès-verbal de la réunion; b) la dissidence fait l'objet d'un avis écrit envoyé par ses soins au secrétaire de la réunion avant l'ajournement de celle-ci; c) la dissidence est remise, ou fait l'objet d'un avis écrit envoyé par courrier recommandé, au siège de l'organisation, immédiatement après l'ajournement de la réunion.	Dissidence
Loss of right to dissent	(2) A director who votes for or consents to a resolution is not entitled to dissent under subsection (1).	(2) L'administrateur qui, par vote ou acquiescement, approuve l'adoption d'une résolution n'a pas le droit de faire valoir sa dissidence aux termes du paragraphe (1).	Perte du droit à la dissidence
Dissent of absent director	(3) A director who was not present at a meeting at which a resolution was passed or action taken is deemed to have consented to the resolution or action unless, within the prescribed period after becoming aware of the resolution or action, the director (a) causes a dissent to be placed with the minutes of the meeting; or (b) sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation.	(3) L'administrateur absent d'une réunion au cours de laquelle une résolution a été adoptée ou une mesure a été prise est réputé y avoir acquiescé, sauf si, dans le délai réglementaire suivant la date où il a pris connaissance de cette résolution ou mesure, sa dissidence, par ses soins : a) ou bien est consignée au procès-verbal de la réunion; b) ou bien est remise, ou fait l'objet d'un avis écrit envoyé par courrier recommandé, au siège de l'organisation.	Dissidence d'un administrateur absent
Duties of directors and officers	149. (1) Every director and officer of a corporation in exercising their powers and discharging their duties shall (a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation; and (b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.	149. (1) Les administrateurs et les dirigeants sont tenus, dans l'exercice de leurs fonctions, d'agir avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts de l'organisation, ainsi qu'avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente.	Devoirs des administrateurs et dirigeants

Duty to comply	(2) Every director and officer of a corporation shall comply with	(2) Les administrateurs et les dirigeants sont tenus d'observer :	Observation de la loi, des statuts, etc.
	(a) this Act and the regulations; and	a) la présente loi et les règlements;	
	(b) the articles, the by-laws and any unanimous member agreement.	b) les statuts, les règlements administratifs et toute convention unanime des membres.	
Lawfulness of articles and purpose	(3) Every director of a corporation shall verify the lawfulness of the articles and the purpose of the corporation.	(3) Les administrateurs sont tenus de vérifier la légalité des statuts et de la déclaration d'intention de l'organisation.	Vérification de la légalité
No exculpation	(4) Subject to subsection 171(5), no provision in a contract, the articles, the by-laws or a resolution relieves a director or an officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves them from liability for a breach of this Act or the regulations.	(4) Sous réserve du paragraphe 171(5), aucune disposition d'un contrat, des statuts, des règlements administratifs ou d'une résolution ne peut libérer les administrateurs ou les dirigeants de l'obligation d'agir conformément à la présente loi et aux règlements ni des responsabilités découlant de cette obligation.	Absence d'exonération
Director — reasonable diligence	150. (1) A director is not liable under section 146 or 147, and has complied with his or her duties under subsection 149(2) and (3), if the director exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on	150. (1) La responsabilité de l'administrateur n'est pas engagée au titre des articles 146 ou 147 et celui-ci s'est acquitté des devoirs imposés en vertu des paragraphes 149(2) et (3), s'il a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur les documents suivants :	Diligence raisonnable — administrateur
	(a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the public accountant of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or	a) les états financiers de l'organisation qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit de l'expert-comptable, présentent adéquatement sa situation;	
	(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.	b) les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.	
Director — good faith	(2) A director has complied with his or her duties under subsection 149(1) if the director relied in good faith on	(2) L'administrateur s'est acquitté des devoirs imposés en vertu du paragraphe 149(1) s'il s'appuie de bonne foi sur les documents suivants :	Bonne foi
	(a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the public accountant of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or	a) les états financiers de l'organisation qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit de l'expert-comptable, présentent adéquatement sa situation;	
	(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.	b) les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.	
Officer — reasonable diligence	151. (1) An officer has complied with his or her duties under subsection 149(2) if the officer exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exer-	151. (1) Le dirigeant s'est acquitté des devoirs imposés en vertu du paragraphe 149(2) s'il a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles	Diligence raisonnable — dirigeant

	cised in comparable circumstances, including reliance in good faith on a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.	circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.	
Officer — good faith	(2) An officer has complied with his or her duties under subsection 149(1) if the officer relied in good faith on a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.	(2) Il s'est acquitté des devoirs imposés en vertu du paragraphe 149(1) s'il s'appuie de bonne foi sur les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.	5 Bonne foi
Indemnification	152. (1) A corporation may indemnify a 10 present or former director or officer of the corporation, or another individual who acts or acted at the corporation's request as a director or an officer or in a similar capacity of another entity, against all costs, charges and expenses, 15 including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by the individual in respect of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding in which the individual is involved because of 20 that association with the corporation or other entity.	152. (1) L'organisation peut indemniser ses 10 administrateurs, ses dirigeants ou leurs prédécesseurs ainsi que les autres personnes physiques qui, à sa demande, agissent ou ont agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant — ou exercent ou ont exercé des fonctions analogues 15 — pour une autre entité, de tous leurs frais et dépenses, y compris les sommes versées pour transiger sur un procès ou exécuter un jugement, entraînés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites civiles, pénales, administratives ou 20 autres dans lesquelles elles étaient impliquées à ce titre.	10 Indemnisation
Advance of costs	(2) A corporation may advance money to a director, an officer or other individual for the costs, charges and expenses of a proceeding 25 referred to in subsection (1). The individual shall repay the money if the individual does not fulfil the conditions of subsection (3).	(2) L'organisation peut avancer des fonds 5 pour permettre à toute personne physique visée au paragraphe (1) d'assumer les frais de sa 25 participation à une procédure visée à ce paragraphe et les dépenses connexes, à charge de remboursement si elle ne satisfait pas aux conditions énoncées au paragraphe (3).	Frais anticipés
Limitation	(3) A corporation may not indemnify an individual under subsection (1) unless the 30 individual (a) acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation or, as the case may be, to the best interests of the other entity for which the individual acted 35 as director or officer or in a similar capacity at the corporation's request; and (b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, had reasonable grounds for 40 believing that their conduct was lawful.	(3) L'organisation ne peut indemniser la 30 personne physique en vertu du paragraphe (1) que si celle-ci : (a) d'une part, a agi avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts de l'organisation ou, selon le cas, de l'entité dans laquelle elle 35 occupait les fonctions d'administrateur ou de dirigeant ou agissait en cette qualité à la demande de l'organisation; (b) d'autre part, dans le cas de poursuites pénales ou administratives aboutissant au 40 paiement d'une amende, avait de bonnes raisons de croire que sa conduite était conforme à la loi.	30 Limites
Indemnification	(4) A corporation may, with the approval of a court, indemnify an individual referred to in subsection (1), or advance money under subsection (2), in respect of an action by or on 45	(4) Avec l'approbation du tribunal, l'organisation peut, à l'égard des actions intentées par 45 elle ou par l'entité, ou pour son compte, en vue d'obtenir un jugement favorable, avancer à toute	Indemnisation

behalf of the corporation or other entity to procure a judgment in its favour to which the individual is made a party because of the individual's association with the corporation or other entity as described in subsection (1), against all costs, charges and expenses reasonably incurred by the individual in connection with the action, if the individual fulfils the conditions set out in subsection (3).

personne physique visée au paragraphe (1) les fonds visés au paragraphe (2) ou l'indemniser des frais et dépenses entraînés par son implication dans ces actions, si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe (3).

Right to indemnity

(5) Despite subsection (1), an individual referred to in that subsection is entitled to indemnity from the corporation in respect of all costs, charges and expenses reasonably incurred by the individual in connection with the defence of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding to which the individual is subject because of the individual's association with the corporation or other entity as described in that subsection, if the individual seeking indemnity

(5) Malgré le paragraphe (1), les personnes physiques visées à ce paragraphe ont le droit d'être indemnisées par l'organisation de leurs frais et dépenses entraînés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles elles étaient impliquées en raison de leurs fonctions, dans la mesure où :

Droit à l'indemnisation

(a) was not judged by the court or other competent authority to have committed any fault or to have omitted to do anything that the individual ought to have done; and

a) d'une part, le tribunal ou toute autre autorité compétente n'a pas conclu à la commission de manquements ou à l'omission de devoirs de leur part;

(b) fulfils the conditions set out in subsection (3).

b) d'autre part, elles remplissent les conditions énoncées au paragraphe (3).

Insurance

(6) A corporation may purchase and maintain insurance for the benefit of an individual referred to in subsection (1) against any liability incurred by the individual

(6) L'organisation peut souscrire au profit des personnes physiques visées au paragraphe (1) une assurance couvrant la responsabilité qu'elles encourent soit pour avoir agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant de l'organisation, soit pour avoir, sur demande de l'organisation, agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant — ou exercé des fonctions analogues — pour une autre entité.

Assurance

(a) in the individual's capacity as a director or an officer of the corporation; or

(b) in the individual's capacity as a director or an officer, or in a similar capacity, of another entity, if the individual acts or acted in that capacity at the corporation's request.

Application to court

(7) On the application of a corporation or an individual or entity referred to in subsection (1), a court may approve an indemnity under this section and make any further order that it thinks fit.

(7) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de l'organisation ou d'une personne physique ou d'une entité visée au paragraphe (1), approuver toute indemnisation prévue au présent article et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

Demande au tribunal

Other notice

(8) On an application under subsection (7), the court may order notice to be given to any interested person and the person is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

(8) Sur demande présentée au titre du paragraphe (7), le tribunal peut ordonner qu'avis soit donné à tout intéressé; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Autre avis

PART 10

BY-LAWS AND MEMBERS

PARTIE 10

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET
MEMBRES

By-laws	153. (1) Unless the articles, the by-laws or a unanimous member agreement otherwise provides, the directors may, by resolution, make, amend or repeal any by-laws that regulate the activities or affairs of the corporation, except in respect of matters referred to in subsection 198(1).	153. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des membres, les administrateurs peuvent, par résolution, prendre, modifier ou révoquer tout règlement administratif portant sur les activités ou les affaires internes de l'organisation sauf en ce qui a trait aux questions visées au paragraphe 198(1).	Règlements administratifs
Member approval	(2) The directors shall submit the by-law, amendment or repeal to the members at the next meeting of members, and the members may, by ordinary resolution, confirm, reject or amend the by-law, amendment or repeal.	(2) Dès l'assemblée suivante, les administrateurs soumettent les mesures prises en vertu du paragraphe (1) aux membres qui, par résolution ordinaire, les confirment, les rejettent ou les modifient.	Approbation des membres
Effective date	(3) Subject to subsection (5), the by-law, amendment or repeal is effective from the date of the resolution of the directors. If the by-law, amendment or repeal is confirmed, or confirmed as amended, by the members it remains effective in the form in which it was confirmed.	(3) Les mesures prennent effet à compter de la date de la résolution des administrateurs; après confirmation ou modification par les membres, elles demeurent en vigueur dans leur teneur initiale ou modifiée, selon le cas.	Prise d'effet
Ceasing to have effect	(4) The by-law, amendment or repeal ceases to have effect if it is not submitted by the directors to the members as required under subsection (2) or if it is rejected by the members.	(4) Elles cessent d'avoir effet en cas d'inobservation du paragraphe (2) par les administrateurs ou après leur rejet par les membres conformément à ce paragraphe.	Cessation d'effet
Subsequent resolution	(5) If a by-law, an amendment or a repeal ceases to have effect, a subsequent resolution of the directors that has substantially the same purpose or effect is not effective until it is confirmed, or confirmed as amended, by the members.	(5) L'entrée en vigueur d'une résolution ultérieure des administrateurs visant essentiellement le même but ou le même effet est subordonnée à sa confirmation ou sa modification par les membres.	Résolution visant le même but
Member proposal	(6) A member entitled to vote at an annual meeting of members may, in accordance with section 164, make a proposal to make, amend or repeal a by-law.	(6) Tout membre ayant qualité pour voter à une assemblée annuelle peut, conformément à l'article 164, proposer la prise, la modification ou la révocation d'un règlement administratif.	Proposition d'un membre
Copies to Director	154. A corporation shall, within the prescribed period, send to the Director a copy of any by-law, amendment or repealed by-law, except for those that have been rejected by the members.	154. L'organisation envoie au directeur, dans le délai réglementaire, une copie des règlements administratifs, de leurs modifications ou des règlements administratifs révoqués, exception faite des règlements administratifs dont la prise ou la révocation a été rejetée par les membres et des modifications rejetées par ceux-ci.	Copies au directeur

Conditions of membership	155. (1) The by-laws shall set out the conditions required for being a member of the corporation, including whether a corporation or other entity may be a member.	155. (1) Les règlements administratifs prévoient les conditions d'adhésion à l'organisation et précisent si une organisation ou une autre entité peut être membre.	Conditions d'adhésion
Classes of membership	(2) If the articles provide for two or more classes or groups of members, the by-laws shall provide (a) the conditions for membership in each class or group; (b) the manner of withdrawing from a class 10 or group or transferring membership to another class or group and any conditions of transfer; and (c) the conditions on which membership in a class or group ends. 15	(2) Si les statuts prévoient plusieurs catégories ou groupes de membres, les règlements administratifs doivent prévoir : a) les conditions d'appartenance à telle catégorie ou à tel groupe; b) les modalités d'exclusion d'une catégorie 10 ou d'un groupe et les conditions et modalités de transfert à une autre catégorie ou à un autre groupe; c) les conditions auxquelles un membre cesse d'appartenir à une catégorie ou à un 15 groupe.	5 Catégories ou groupes de membres
Voting rights — one class or group	(3) The members of a corporation that has only one class or group of members have the right to vote at any meeting of the members.	(3) Les membres de l'organisation qui a une seule catégorie ou un seul groupe de membres ont le droit de vote lors de l'assemblée.	Droit de vote — une catégorie ou un groupe
Voting rights — several classes or groups	(4) If the articles provide for two or more classes or groups of members, the articles shall 20 provide the members of at least one class or group with the right to vote at a meeting of members.	(4) Si les statuts prévoient plusieurs catégo- 20 ries ou groupes de membres, ils doivent également prévoir que les membres d'au moins une catégorie ou un groupe ont le droit de vote lors de l'assemblée.	Droit de vote — pluralité de catégories ou de groupes
Right to vote	(5) Unless the articles otherwise provide, each member is entitled to one vote at a meeting 25 of members.	(5) Sauf disposition contraire des statuts, le 25 membre dispose d'une voix lors de l'assemblée.	Droit de vote
Representative	(6) The corporation shall recognize any individual authorized by a member corporation or other entity to represent the member at meetings. 30	(6) L'organisation doit permettre à toute personne physique autorisée par une organisation ou une autre entité faisant partie de ses 30 membres de la représenter à ses assemblées.	Représentant
Powers of representative	(7) The individual may exercise on behalf of the member corporation or other entity all the powers of that corporation or entity.	(7) La personne physique autorisée peut exercer, pour le compte de l'organisation ou de l'entité qu'elle représente, tous les pouvoirs conférés à celle-ci.	Pouvoirs du représentant
Transfer of membership	(8) Unless the by-laws otherwise provide, a membership may be transferred only to the 35 corporation.	(8) Sauf disposition contraire des règlements 35 administratifs, l'adhésion n'est transférable qu'à l'organisation elle-même.	Transfert de l'adhésion
Issuance of memberships	156. The directors may issue memberships in accordance with the articles and any conditions set out in the by-laws.	156. Les administrateurs peuvent enregistrer des adhésions conformément aux statuts et aux règlements administratifs. 40	Enregistrement des adhésions
Termination of membership	157. Unless the articles or by-laws of a 40 corporation otherwise provide, a membership is terminated when (a) the member dies or resigns;	157. Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, l'adhésion prend fin dans les cas suivants : a) le décès ou la démission du membre;	Fin de l'adhésion

	(b) the member is expelled or their membership is otherwise terminated in accordance with the articles or by-laws; (c) the member's term of membership expires; or (d) the corporation is liquidated and dissolved under Part 14.	b) l'expulsion du membre ou la perte de la qualité de membre en conformité avec les statuts ou les règlements administratifs; c) l'expiration de la période d'adhésion; d) la liquidation ou la dissolution de l'organisation au titre de la partie 14.	
Termination of member's rights	158. Unless the articles or by-laws otherwise provide, the rights of a member, including any rights in the property of the corporation, cease to exist on termination of the membership.	158. Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, l'extinction de l'adhésion emporte extinction des droits du membre, notamment ceux qu'il a à l'égard des biens de l'organisation.	Extinction des droits du membre
Power to discipline a member	159. The articles or by-laws may provide that the directors, the members or any committee of directors or members of a corporation have power to discipline a member or to terminate their membership. If the articles or by-laws provide for such a power, they shall set out the circumstances and the manner in which that power may be exercised.	159. Les statuts ou les règlements administratifs peuvent autoriser le conseil d'administration, les membres ou un comité du conseil ou des membres à prendre, contre un membre, des mesures disciplinaires allant jusqu'à son exclusion. Le cas échéant, ils prévoient également les circonstances justifiant la prise de telles mesures et les modalités applicables.	Mesures disciplinaires
Place of meetings	160. (1) Meetings of members of a corporation shall be held within Canada at the place provided in the by-laws or, in the absence of such a provision, at the place that the directors determine.	160. (1) Les assemblées se tiennent au Canada, dans le lieu que prévoient les règlements administratifs ou, à défaut, que choisissent les administrateurs.	Lieu des assemblées
Meeting outside Canada	(2) Despite subsection (1), a meeting of members of a corporation may be held at a place outside Canada if the place is specified in the articles or all the members entitled to vote at the meeting agree that the meeting is to be held at that place.	(2) Par dérogation au paragraphe (1), les assemblées peuvent se tenir à l'étranger au lieu que prévoient les statuts ou en tout lieu dont conviennent tous les membres habiles à y voter.	Assemblées à l'étranger
Exception	(3) A member who attends a meeting of members held outside Canada is deemed to have agreed to it being held outside Canada except when the member attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully held.	(3) La présence aux assemblées tenues à l'étranger équivaut au consentement à leur tenue à l'étranger, sauf si le membre y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement tenue.	Consentement présumé
Participation in meeting by electronic means	(4) Unless the by-laws otherwise provide, any person entitled to attend a meeting of members may participate in the meeting, in accordance with the regulations, if any, by means of a telephonic, an electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting, if the corporation makes available such a communication facility.	(4) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, toute personne en droit d'assister à une assemblée peut, conformément aux éventuels règlements, y participer par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux et mis à leur disposition par	Participation aux assemblées par tout moyen de communication

A person so participating in a meeting is deemed for the purposes of this Act to be present at the meeting.

l'organisation. Elle est alors réputée, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à l'assemblée.

Meeting held by electronic means

(5) If the directors or members of a corporation call a meeting of members under this Act and if the by-laws so provide, those directors or members, as the case may be, may determine that the meeting shall be held, in accordance with the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, an electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting.

(5) Les administrateurs ou les membres qui convoquent une assemblée conformément à la présente loi peuvent prévoir que celle-ci sera tenue, conformément aux éventuels règlements, entièrement par un moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux, pourvu que les règlements administratifs permettent une telle assemblée.

Tenue d'assemblées par tout moyen de communication

Calling annual meetings

161. (1) The directors of a corporation shall call an annual meeting of members

161. (1) Les administrateurs convoquent une assemblée annuelle :

Convocation de l'assemblée annuelle

(a) not later than the prescribed period after the corporation comes into existence; and

a) dans le délai réglementaire suivant la création de l'organisation;

(b) subsequently, not later than the prescribed period after holding the preceding annual meeting but no later than the prescribed period after the end of the corporation's preceding financial year.

b) par la suite, dans le délai réglementaire suivant l'assemblée annuelle précédente mais au plus tard à l'expiration de la période réglementaire suivant la fin de chaque exercice.

Authorization to delay calling of annual meeting

(2) On application of the corporation, the Director may authorize the corporation, on any terms that the Director thinks fit, to extend the time for calling an annual meeting if the Director reasonably believes that members will not be prejudiced.

(2) Le directeur peut toutefois, sur demande de l'organisation et selon les modalités qu'il juge indiquées, autoriser celle-ci à proroger les délai et période prévus pour convoquer l'assemblée annuelle, s'il estime que cela ne portera pas préjudice aux membres.

Prorogation

Calling special meetings

(3) The directors of a corporation may at any time call a special meeting of members.

(3) Les administrateurs peuvent à tout moment convoquer une assemblée extraordinaire.

Convocation d'une assemblée extraordinaire

Fixing record date

162. (1) The directors may fix, as a record date for any of the following purposes, a date that is within the period that is prescribed in relation to that purpose, namely, record dates for

162. (1) Les administrateurs peuvent fixer au cours de la période réglementaire applicable la date ultime d'inscription, ci-après appelée « date de référence », pour désigner, selon le cas :

Date de référence

(a) determining members entitled to receive notice of a meeting of members;

a) les membres en droit de recevoir avis d'une assemblée;

(b) determining members entitled to vote at a meeting of members;

b) les membres habiles à voter lors d'une assemblée;

(c) determining members entitled to participate in a liquidation distribution; or

c) les membres en droit de participer à la répartition consécutive à la liquidation;

(d) determining members for any other purpose.

d) les membres ayant qualité à toute autre fin.

No record date fixed	(2) If no record date is fixed by the directors, (a) the record date for the determination of members entitled to receive notice of a meeting of members is (i) at the close of business on the day immediately preceding the day on which the notice is given, or (ii) if no notice is given, the day on which the meeting is held; (b) the record date for the determination of members entitled to vote at a meeting of members is (i) if a record date has been fixed under paragraph (1)(a), the day that is the prescribed period after that date, and (ii) otherwise, the date that is the record date under paragraph (a); and (c) the record date for the determination of members for any purpose other than to establish a member's right to receive notice of a meeting or to vote shall be at the close of business on the day on which the directors pass the resolution relating to the record date.	(2) À défaut de fixation, constitue la date de référence pour désigner les membres, selon le cas : a) en droit de recevoir avis d'une assemblée : (i) le jour précédant celui où cet avis est donné, à l'heure de fermeture des bureaux, (ii) en l'absence d'avis, le jour de l'assemblée; b) habiles à voter lors d'une assemblée, le jour de l'expiration de la période réglementaire suivant la date de référence fixée en application de l'alinéa (1)a) ou, si elle n'a pas été ainsi fixée, le jour fixé en application de l'alinéa a); c) ayant qualité à toute fin, sauf en ce qui concerne le droit de recevoir avis d'une assemblée ou le droit de vote, la date d'adoption de la résolution à ce sujet par les administrateurs, à l'heure de fermeture des bureaux.	Date de référence en l'absence d'une décision des administrateurs
Notice provided for in by-laws	163. (1) The corporation shall give members entitled to vote at a meeting of members notice of the time and place of the meeting in accordance with the by-laws and the regulations. The provisions of the by-laws respecting the giving of notice shall comply with any prescribed requirements.	163. (1) L'organisation avise les membres habiles à voter à l'assemblée des date, heure et lieu de celle-ci, conformément aux règlements et aux règlements administratifs. Les dispositions des règlements administratifs en matière d'avis doivent respecter les exigences réglementaires.	Avis de l'assemblée aux membres
Non-compliance of by-laws	(2) If the provisions of the by-laws do not comply with the prescribed requirements, the corporation shall send, unless the regulations provide otherwise, the notice to the members within the prescribed period.	(2) Si les dispositions des règlements administratifs ne respectent pas les exigences réglementaires, l'organisation envoie, sauf disposition contraire des règlements, l'avis selon les modalités de temps prévues par règlement.	Non-respect des règlements administratifs
Notice to public accountant and directors	(3) The corporation shall send the public accountant and directors notice of the time and place of any meeting of members within the prescribed period.	(3) Elle envoie à chaque administrateur et à l'expert-comptable, selon les modalités de temps prévues par règlement, un avis des date, heure et lieu de l'assemblée.	Avis aux administrateurs et à l'expert-comptable
Waiver of notice	(4) Any person who is entitled to notice of a meeting of members may waive notice, and attendance of the person at the meeting is a waiver of notice of the meeting, unless the person attends the meeting for the express	(4) La personne en droit de recevoir un avis de convocation peut y renoncer; sa présence à l'assemblée vaut renonciation, sauf lorsqu'elle y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement convoquée.	Renonciation

purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

Application for authorization

(5) On application of the corporation, the Director may authorize the corporation, on any terms that the Director thinks fit, to give notice of the meeting to members in any manner if the Director reasonably believes that members will not be prejudiced.

(5) Le directeur peut, sur demande de l'organisation et selon les modalités qu'il juge indiquées, autoriser celle-ci à aviser les membres de quelque façon que ce soit, s'il estime que cela ne leur portera pas préjudice.

Demande d'autorisation

5

Exception — members not registered

(6) The corporation is not required to give notice to members who were not registered on the records of the corporation on the record date determined under paragraph 162(1)(a) or subsection 162(2), but a member that is not given notice of the meeting is not deprived of the right to vote at that meeting.

(6) Il n'est pas nécessaire d'aviser les membres non inscrits sur les registres de l'organisation à la date de référence fixée en vertu de l'alinéa 162(1)a) ou déterminée en application du paragraphe 162(2), le défaut d'avis ne privant pas le membre de son droit de vote.

Exception

Adjournment

(7) If a meeting of members is adjourned for less than the prescribed period, it is not necessary, unless the by-laws otherwise provide, that any person be notified of the adjourned meeting, other than by announcement at the earliest meeting that is adjourned.

(7) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, il suffit, pour donner avis de tout ajournement inférieur à la période réglementaire, d'en faire l'annonce lors de l'assemblée en question.

Ajournement

Notice of adjourned meeting

(8) If a meeting of members is adjourned by one or more adjournments for an aggregate of days that is more than the prescribed period, notice of the adjournment shall be given to members entitled to vote at the meeting, the directors and the public accountant in the manner referred to in subsections (1) to (4).

(8) Avis de tout ajournement ou cumul d'ajournements plus long que la période réglementaire doit être donné aux personnes visées aux paragraphes (1) à (4) comme pour une nouvelle assemblée.

Avis

Business

(9) All business transacted at a special meeting of members and all business transacted at an annual meeting of members, except consideration of the financial statements, public accountant's report, election of directors and re-appointment of the incumbent public accountant, is special business.

(9) Toutes les questions inscrites à l'ordre du jour des assemblées extraordinaires ou annuelles sont des questions spéciales; font exception à cette règle l'examen des états financiers et du rapport de l'expert-comptable, le renouvellement de son mandat et l'élection des administrateurs.

Questions spéciales

Notice of business

(10) Notice of a meeting of members at which special business is to be transacted shall

(a) state the nature of that business in sufficient detail to permit a member to form a reasoned judgment on the business; and

(b) state the text of any special resolution to be submitted to the meeting.

(10) L'avis de l'assemblée à l'ordre du jour de laquelle des questions spéciales sont inscrites énonce leur nature, avec suffisamment de détails pour permettre aux membres de se former une opinion éclairée sur celles-ci, et reproduit le texte de toute résolution extraordinaire qui sera soumise à l'assemblée.

Avis

Right to submit and discuss

164. (1) A member entitled to vote at an annual meeting of members may

164. (1) Le membre habile à voter lors d'une assemblée annuelle peut :

Proposition d'un membre

45

	(a) submit to the corporation notice of any matter that the member proposes to raise at the meeting, referred to in this section as a “proposal”; and (b) discuss at the meeting any matter with respect to which the member would have been entitled to submit a proposal.	a) donner avis à l’organisation des questions qu’il se propose de soulever, cet avis étant appelé « proposition » au présent article; b) discuter au cours de cette assemblée des questions qui auraient pu faire l’objet de propositions de sa part.	
Proposal set out in notice	(2) A corporation shall include the proposal in the notice of meeting required under section 163.	(2) L’organisation fait figurer les propositions dans l’avis de l’assemblée prévu à l’article 163.	Inclusion des propositions
Supporting statement	(3) If so requested by the member who submits a proposal, the corporation shall include in the notice of meeting a statement in support of the proposal by the member and the name and address of the member. The statement and the proposal shall together not exceed the prescribed maximum number of words.	(3) À la demande du membre qui a présenté la proposition, l’organisation joint à l’avis de l’assemblée un exposé à l’appui de sa proposition, ainsi que les nom et adresse du membre. L’exposé et la proposition ne doivent pas dépasser le nombre de mots réglementaire.	Exposé à l’appui de la proposition
Payment	(4) The member who submitted the proposal shall pay any cost of including the proposal and any statement in the notice of the meeting at which the proposal is to be presented, unless it is otherwise provided in the by-laws or in an ordinary resolution of the members present at the meeting.	(4) Le membre qui a présenté la proposition paie le coût d’inclusion de celle-ci et de tout exposé accompagnant l’avis de l’assemblée à laquelle la proposition sera présentée, sauf si d’autres règles relatives au paiement sont fixées par règlement administratif ou adoptées par résolution ordinaire des membres présents à l’assemblée.	Paiement des coûts
Proposal nominating directors	(5) A proposal may include nominations for the election of directors if the proposal is signed by not less than the prescribed percentage of the members of a class or group of members of the corporation entitled to vote at the meeting at which the proposal is to be presented or any lesser number of members as provided in the by-laws, but this subsection does not preclude nominations made at a meeting of members.	(5) La proposition peut faire état des candidatures en vue de l’élection des administrateurs si elle est signée par le pourcentage réglementaire des membres d’une catégorie ou d’un groupe ayant le droit de vote lors de l’assemblée à laquelle elle doit être présentée ou par le nombre inférieur de membres prévu par les règlements administratifs; le présent paragraphe n’a pas pour effet d’interdire la présentation de candidatures au cours de l’assemblée.	Candidatures — élection des administrateurs
Exception	(6) A corporation is not required to comply with subsections (2) and (3) if (a) the proposal is not submitted to the corporation within the prescribed period; (b) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the corporation or its directors, officers, members or debt obligation holders;	(6) L’organisation n’est pas tenue de se conformer aux paragraphes (2) et (3) dans les cas suivants : a) la proposition ne lui a pas été soumise au cours de la période réglementaire; b) il apparaît que la proposition a pour objet principal de faire valoir, contre l’organisation ou ses administrateurs, dirigeants, membres ou détenteurs de ses titres de créance, une réclamation personnelle ou d’obtenir d’eux la réparation d’un grief personnel;	Exceptions

	(c) it clearly appears that the proposal does not relate in a significant way to the activities or affairs of the corporation;	c) il apparaît que la proposition n'est pas liée de façon importante aux activités ou aux affaires internes de l'organisation;	
	(d) not more than the prescribed period before the receipt of the proposal, the member failed to present — in person or, if authorized by the by-laws, by proxy — at a meeting of members, a proposal that at the member's request had been included in a notice of meeting;	d) au cours de la période réglementaire précédant la réception de sa proposition, le membre — ou son fondé de pouvoir si les règlements administratifs l'autorisent — avait omis de présenter, à une assemblée, une proposition que, à sa demande, l'organisation avait fait figurer dans un avis d'assemblée;	5 10
	(e) substantially the same proposal was submitted to members in a notice of a meeting of members held not more than the prescribed period before the receipt of the proposal and did not receive the prescribed minimum amount of support at the meeting; or	e) une proposition à peu près identique figurant dans un avis d'assemblée a été présentée aux membres à une assemblée tenue au cours de la période réglementaire précédant la réception de la proposition et n'a pas reçu l'appui nécessaire prévu par règlement;	15
	(f) the rights conferred by this section are being abused to secure publicity.	f) dans un but de publicité, il y a abus des droits que confère le présent article.	
Immunity	(7) No corporation or person acting on its behalf incurs any liability by reason only of complying with this section.	(7) L'organisation ou la personne agissant en son nom n'engagent pas leur responsabilité en agissant conformément au présent article.	20 Immunité
Notice of refusal	(8) If a corporation refuses to include a proposal in a notice of meeting, it shall, within the prescribed period after the day on which it receives the proposal, notify in writing the member submitting the proposal of its intention to omit it from the notice of meeting and of the reasons for the refusal.	(8) L'organisation qui a l'intention de refuser de joindre une proposition à l'avis d'assemblée en donne un avis motivé, dans le délai réglementaire suivant la réception de la proposition, au membre qui l'a soumise.	Avis de refus 25
Member may apply to court	(9) On the application of a member submitting a proposal who is aggrieved by the refusal, a court may restrain the holding of the meeting at which the proposal is sought to be presented and make any further order that it thinks fit.	(9) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du membre qui subit un préjudice par suite du refus de l'organisation au titre du paragraphe (8), empêcher la tenue de l'assemblée à laquelle la proposition devait être présentée et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	30 Demande de l'auteur de la proposition
Corporation's application to court	(10) On the application of the corporation or any other person aggrieved by a proposal, a court may, if it is satisfied that subsection (6) applies, make an order permitting the corporation to omit the proposal from the notice of meeting and may make any further order that it thinks fit.	(10) S'il est convaincu que le paragraphe (6) s'applique, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de l'organisation ou toute autre personne qui subit un préjudice en raison de la proposition, autoriser l'organisation à ne pas la joindre à l'avis d'assemblée et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	35 Demande de l'organisation
Director entitled to notice	(11) An applicant under subsection (9) or (10) shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(11) L'auteur de la demande présentée au titre des paragraphes (9) ou (10) en donne avis au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	45 Avis au directeur 45

Quorum set in by-laws	165. (1) The by-laws may set out the quorum for a meeting of members, but the quorum set out shall be in conformity with any prescribed requirements.	165. (1) Les règlements administratifs peuvent fixer le quorum des assemblées, qui doit être conforme à toutes exigences réglementaires.	Quorum
Quorum in any other case	(2) If the by-laws do not set out such a quorum, the quorum is a majority of members entitled to vote at the meeting.	(2) À défaut, la majorité des membres habiles à voter à l'assemblée constitue le quorum.	5 Quorum en l'absence de précisions
Opening quorum sufficient	(3) If a quorum is present at the opening of a meeting of members, the members present may, unless the by-laws otherwise provide, proceed with the business of the meeting, even if a quorum is not present throughout the meeting.	(3) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, il suffit que le quorum soit atteint à l'ouverture de l'assemblée pour que les 10 membres puissent délibérer.	Atteinte du quorum à l'ouverture
Adjournment	(4) If a quorum is not present at the opening of a meeting of members, the members present may adjourn the meeting to a fixed time and place but may not transact any other business.	(4) Faute de quorum à l'ouverture de l'assemblée, les membres présents ne peuvent délibérer que sur son ajournement aux date, heure et lieu qu'ils fixent.	Ajournement
One member meeting	(5) If a corporation has only one member, or only one member in any class or group of members, the member present in person or who submits a vote that meets the requirements of section 172 constitutes a meeting.	(5) Si l'organisation n'a qu'un seul membre ou qu'un seul membre d'une catégorie ou d'un groupe, l'assemblée peut être tenue par le membre qui y assiste en personne ou se prévaut de l'article 172.	Assemblée tenue par un seul membre
Voting	166. (1) Subject to section 172 and the by-laws, voting at a meeting of members shall be by show of hands, except if a ballot is demanded by a member entitled to vote at the meeting.	166. (1) Sous réserve de l'article 172 et des règlements administratifs, le vote lors d'une assemblée se fait à main levée ou, à la demande de tout membre habile à voter, au scrutin secret.	Vote
Ballot	(2) A member may demand a ballot either before or after any vote by show of hands.	(2) Les membres peuvent demander un vote au scrutin secret avant ou après tout vote à main levée.	25 Scrutin secret
Electronic voting	(3) Despite subsection (1), unless the by-laws otherwise provide, any vote referred to in that subsection may be held, in accordance with the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, an electronic or other communication facility, if the corporation makes available such a communication facility.	(3) Malgré le paragraphe (1) et sauf disposition contraire des règlements administratifs, le vote mentionné à ce paragraphe peut être tenu, conformément aux éventuels règlements, entièrement par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre mis à disposition par l'organisation.	Vote par tout moyen de communication
Voting while participating electronically	(4) Unless the by-laws otherwise provide, any person participating in a meeting of members under subsection 160(4) or (5) and entitled to vote at that meeting may vote, and that vote may be held, in accordance with the regulations, if any, by means of the telephonic, electronic or other communication facility that the corporation has made available for that purpose.	(4) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, toute personne participant à une assemblée visée aux paragraphes 160(4) ou (5) et habile à y voter peut le faire; le vote peut être tenu, conformément aux éventuels règlements, par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre mis à disposition par l'organisation à cette fin.	35 Vote en cas de participation par tout moyen de communication

Resolution in lieu of meeting	167. (1) Except where a written statement is submitted by a director under subsection 132(1) or by a public accountant under subsection 188(4), (a) a resolution in writing signed by all the members entitled to vote on that resolution at a meeting of members is as valid as if it had been passed at a meeting of the members; and (b) a resolution in writing dealing with all matters required by this Act to be dealt with at a meeting of members, and signed by all the members entitled to vote at that meeting, satisfies all the requirements of this Act relating to meetings of members.	167. (1) À l'exception de la déclaration écrite présentée par l'un des administrateurs en vertu du paragraphe 132(1) ou par l'expert-comptable en vertu du paragraphe 188(4), la résolution écrite, signée de tous les membres habiles à voter en l'occurrence lors de l'assemblée : a) a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de l'assemblée; b) répond aux conditions de la présente loi relatives aux assemblées, si elle porte sur toutes les questions qui doivent, selon la présente loi, être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée.	Résolution tenant lieu d'assemblée
Filing resolution	(2) A copy of every resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the meetings of members.	(2) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (1) est conservé avec les procès-verbaux des assemblées.	Dépôt de la résolution
Evidence	(3) Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the chairperson of the meeting declared a resolution to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.	(3) Sauf s'il y a demande de vote par scrutin, l'inscription au procès-verbal de l'assemblée précisant que le président a déclaré une résolution adoptée ou rejetée fait foi, sauf preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou contre elle.	Preuve
Requisition of meeting	168. (1) The members of a corporation who hold the prescribed percentage of votes that may be cast at a meeting of members sought to be held, or a lower percentage that is set out in the by-laws, may requisition the directors to call the meeting for the purposes stated in the requisition.	168. (1) Les membres qui détiennent le pourcentage de votes prévu par règlement, ou le pourcentage inférieur prévu par les règlements administratifs, peuvent exiger des administrateurs la convocation d'une assemblée aux fins énoncées dans leur requête.	Requête visant la convocation d'une assemblée
Form	(2) The requisition referred to in subsection (1), which may consist of several documents of similar form each signed by one or more members, shall state the business to be transacted at the meeting and shall be sent to each director and to the registered office of the corporation.	(2) La requête, qui peut consister en plusieurs documents de forme analogue signés chacun par au moins un des membres, énonce les questions inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée à tenir et est envoyée à chaque administrateur ainsi qu'au siège de l'organisation.	Forme et contenu de la requête
Directors calling meeting	(3) On receiving the requisition referred to in subsection (1), the directors shall call a meeting of members to transact the business stated in the requisition, unless	(3) Les administrateurs convoquent l'assemblée dès réception de la requête pour délibérer des questions qui y sont énoncées, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :	Convocation de l'assemblée par les administrateurs
	(a) a record date has been fixed under paragraph 162(1)(a);	a) une date de référence a été fixée en vertu de l'alinéa 162(1)a);	

	(b) the directors have called a meeting of members and have given notice of the meeting under section 163; or (c) the business of the meeting as stated in the requisition includes matters described in paragraphs 164(6)(b) to (f).	b) ils ont déjà convoqué une assemblée et donné l'avis prévu à l'article 163; c) les questions à l'ordre du jour énoncées dans la requête portent notamment sur les cas visés aux alinéas 164(6)b) à f).	
Member calling meeting	(4) If the directors do not call a meeting within the prescribed period after receiving the requisition referred to in subsection (1), any member who signed the requisition may call the meeting.	(4) Faute par les administrateurs de convoquer l'assemblée dans le délai réglementaire suivant la réception de la requête, tout signataire de celle-ci peut le faire.	Convocation de l'assemblée par les membres
Procedure	(5) A meeting called under this section shall be called as nearly as possible in the manner in which meetings are to be called under the by-laws and this Part.	(5) L'assemblée doit être convoquée, autant que possible, d'une manière conforme aux règlements administratifs et à la présente partie.	Procédure
Reimbursement	(6) Unless the members otherwise resolve at a meeting called under subsection (4), the corporation shall reimburse the members for the expenses reasonably incurred by them in requisitioning, calling and holding the meeting.	(6) Sauf adoption par les membres d'une résolution à l'effet contraire lors d'une assemblée convoquée en vertu du paragraphe (4), l'organisation rembourse aux membres les dépenses normales qu'ils ont prises en charge pour exiger, convoquer et tenir l'assemblée.	Remboursement
Meeting called by court	169. (1) A court, on the application of a director, a member who is entitled to vote at a meeting of members or the Director, may order a meeting of a corporation to be called, held and conducted in the manner that the court directs, if (a) it is not practicable to call the meeting within the time or in the manner in which it is otherwise to be called; (b) it is not practicable to conduct the meeting in the manner required by this Act or the by-laws; or (c) the court thinks that the meeting should be called, held and conducted within the time or in the manner that it directs for any other reason.	169. (1) S'il l'estime à propos, notamment lorsque la convocation régulière d'une assemblée ou la tenue de celle-ci selon les règlements administratifs et la présente loi est pratiquement impossible, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande d'un administrateur, d'un membre habile à voter ou du directeur, prévoir la convocation et la tenue d'une assemblée conformément à ses directives.	Convocation de l'assemblée par le tribunal
Varying quorum	(2) Without restricting the generality of subsection (1), the court may order that the quorum required by the by-laws or this Act be varied or dispensed with at a meeting called, held and conducted under this section.	(2) Sans préjudice du caractère général du paragraphe (1), le tribunal peut, à l'occasion d'une assemblée convoquée et tenue au titre du présent article, ordonner la modification ou la dispense du quorum exigé par les règlements administratifs ou la présente loi.	Modification du quorum
Valid meeting	(3) A meeting called, held and conducted under this section is for all purposes a meeting of members of the corporation duly called, held and conducted.	(3) L'assemblée convoquée et tenue au titre du présent article est, à toutes fins, régulière.	Validité de l'assemblée

Court review of election	170. (1) A corporation or a member or director may apply to a court to determine any controversy with respect to an election or appointment of a director or public accountant of the corporation.	170. (1) L'organisation ou tout membre ou administrateur peut demander au tribunal de trancher tout différend relatif à l'élection d'un administrateur ou à la nomination d'un expert-comptable.	Révision par le tribunal
Powers of court	(2) On an application under this section, the court may make (a) an order restraining a director or public accountant whose election or appointment is challenged from acting pending determination of the dispute; (b) an order declaring the result of the disputed election or appointment; (c) an order requiring a new election or appointment, and including in the order directions for the management of the activities and affairs of the corporation until a new election is held or appointment made; (d) an order determining the voting rights of members and of persons claiming to hold memberships; and (e) any other order that it thinks fit.	(2) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande présentée en vertu du présent article : a) enjoindre à l'administrateur ou à l'expert-comptable dont l'élection ou la nomination est contestée de s'abstenir d'agir jusqu'au règlement du litige; b) proclamer le résultat de l'élection ou de la nomination litigieuse; c) ordonner une nouvelle élection ou une nouvelle nomination en donnant des directives pour la conduite, dans l'intervalle, des activités et des affaires internes de l'organisation; d) préciser les droits de vote des membres et des personnes prétendant détenir des adhésions; e) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.	5 Pouvoirs du tribunal
Unanimous member agreement	171. (1) An otherwise lawful written agreement among all the members of a corporation that is not a soliciting corporation, or among all the members and one or more persons who are not members, that restricts, in whole or in part, the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the activities and affairs of the corporation is valid.	171. (1) Est valide, si elle est par ailleurs licite, la convention écrite conclue par tous les membres de l'organisation qui n'est pas une organisation ayant recours à la sollicitation, soit entre eux, soit avec des tiers, qui restreint, en tout ou en partie, les pouvoirs des administrateurs de gérer les activités et les affaires internes de l'organisation ou d'en surveiller la gestion.	Convention unanime des membres
Declaration by sole member	(2) A written declaration of the sole member of a corporation that similarly restricts the directors' powers is valid.	(2) Est également valide la déclaration écrite de l'unique membre de l'organisation qui restreint, en tout ou en partie, les mêmes pouvoirs.	Déclaration du membre unique
Constructive party	(3) A person who becomes a member of a corporation that is subject to a unanimous member agreement is deemed to be a party to the agreement.	(3) Quiconque devient membre d'une organisation visée par une convention unanime des membres est réputé être partie à celle-ci.	Fiction
When no notice given	(4) If notice is not given to a member of the existence of a unanimous member agreement, in the manner referred to in subsection 43(2) or otherwise, the member may, no later than the prescribed period after they become aware of the existence of the agreement, rescind the	(4) La personne qui n'est pas avisée de l'existence de la convention unanime des membres par une mention ou un renvoi visés au paragraphe 43(2) ou autrement peut, dans le délai réglementaire après avoir pris connaissance de son existence, annuler toute opération	Personne non avisée de l'existence de la convention

transaction by which they acquired the membership and, within that period, the member is entitled to the return of any amount paid in respect of the membership.

par laquelle elle a adhéré à l'organisation et obtenir le remboursement des sommes payées à titre de membre.

Rights of member

(5) To the extent that a unanimous member agreement restricts the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the activities and affairs of the corporation, parties to the agreement who are given that power to manage or supervise the management of the activities and affairs of the corporation have all the rights, powers, duties and liabilities of a director of the corporation, whether they arise under this Act or otherwise, including any defences available to the directors, and the directors are relieved of their rights, powers, duties and liabilities, including their liabilities under section 147, to the same extent.

(5) Dans la mesure où la convention unanime des membres restreint le pouvoir des administrateurs de gérer les activités et les affaires internes de l'organisation ou d'en surveiller la gestion, les parties à la convention auxquelles est conféré ce pouvoir sont investies de toutes les attributions et responsabilités des administrateurs qui découlent de la présente loi ou d'une autre source et peuvent se prévaloir des moyens de défense ouverts à ces derniers, qui sont déchargés, dans la même mesure, de leurs attributions comme de leurs responsabilités, notamment de celle visée à l'article 147.

Attributions et responsabilités des parties à la convention

Discretion of members

(6) Nothing in this section prevents members from fettering their discretion when exercising the powers of directors under a unanimous member agreement.

(6) Le présent article n'empêche pas les membres de restreindre leur pouvoir discrétionnaire dans l'exercice, au titre d'une convention unanime des membres, des pouvoirs des administrateurs.

Pouvoir discrétionnaire restreint

No absentee voting

(7) Members that are party to a unanimous member agreement may not vote in accordance with section 172 when exercising the authority delegated to them under the agreement.

(7) Les membres liés par une convention unanime ne peuvent voter d'une façon visée à l'article 172 lorsqu'ils exercent un pouvoir qui leur est délégué au titre de la convention.

Réserve

Termination

(8) If the unanimous member agreement does not provide for its termination, the members may terminate the agreement by a special resolution.

(8) Les membres peuvent mettre fin à la convention unanime de la façon qui y est prévue ou, si elle n'en prévoit aucune, par résolution extraordinaire.

Fin de la convention unanime

Absentee voting

172. (1) The by-laws of a corporation may provide for any prescribed methods of voting by members not in attendance at a meeting of members. If the by-laws so provide, they shall set out procedures for collecting, counting and reporting the results of any vote.

172. (1) Les règlements administratifs peuvent prévoir une ou plusieurs méthodes réglementaires selon lesquelles les membres qui ne sont pas présents à une assemblée sont autorisés à voter; dans un tel cas, ils prévoient la procédure relative à la collecte des voix, au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats du vote.

Vote des membres absents

Application for authorization

(2) On application of the corporation, the Director may authorize the corporation, on any terms that the Director thinks fit, to permit members to vote by any method if the Director reasonably believes that the members and the corporation will not be prejudiced.

(2) Le directeur peut, sur demande de l'organisation et selon les modalités qu'il estime indiquées, autoriser celle-ci à permettre à ses membres de voter de quelque façon que ce soit, s'il estime que cela ne portera préjudice ni aux membres ni à l'organisation.

Demande d'autorisation

PART 11

FINANCIAL DISCLOSURE

Annual financial statements

173. (1) The directors of a corporation shall place before the members at every annual meeting

(a) prescribed comparative financial statements that conform to any prescribed requirements and relate separately to

(i) the period that began on the date the corporation came into existence and ended not more than six months before the annual meeting or, if the corporation has completed a financial year, the period that began immediately after the end of the last completed financial year and ended not more than six months before the annual meeting, and

(ii) the immediately preceding financial year;

(b) the report of the public accountant, if any; and

(c) any further information respecting the financial position of the corporation and the results of its operations required by the articles, the by-laws or any unanimous member agreement.

Exception

(2) Despite paragraph (1)(a), the financial statements referred to in subparagraph (1)(a)(ii) may be omitted if the reason for the omission is set out in the financial statements, or in a note to those statements, to be placed before the members at an annual meeting.

Application for exemption

174. On the application of a corporation, the Director may exempt the corporation, on any terms that the Director thinks fit, from any requirement in this Part if the Director reasonably believes that the detriment that may be caused to the corporation by the requirement outweighs its benefit to the members or, in the case of a soliciting corporation, the public.

PARTIE 11

PRÉSENTATION DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE FINANCIER

États financiers annuels

173. (1) Les administrateurs présentent aux membres, à l'assemblée annuelle :

a) les états financiers comparatifs exigés par les règlements, établis conformément à ceux-ci et couvrant séparément :

(i) la période se terminant six mois au plus avant l'assemblée et ayant commencé à la date soit de création de l'organisation, soit, si elle a déjà été en activité durant un exercice complet, de la fin de cet exercice, 10

(ii) l'exercice précédent;

b) le rapport de l'expert-comptable, s'il a été établi;

c) tous renseignements sur la situation financière de l'organisation et le résultat de ses activités qu'exigent les statuts, les règlements administratifs ou toute convention unanime des membres.

5

15

30

Exception

(2) Par dérogation à l'alinéa (1)a), il n'est pas nécessaire de présenter les états financiers visés au sous-alinéa (1)a)(ii) si le motif en est donné dans les états financiers — ou une note annexée à ceux-ci — présentés aux membres à l'assemblée annuelle.

Demande : non-exécution des obligations

174. Le directeur peut, sur demande de l'organisation, soustraire celle-ci, aux conditions qu'il estime indiquées, à toute obligation prévue par la présente partie s'il a de bonnes raisons de croire que les inconvénients pour l'organisation qui découlent du respect de l'obligation l'emportent sur les avantages qui en résultent pour les membres ou, dans le cas de l'organisation ayant recours à la sollicitation, sur les avantages qui en résultent pour le public.

Consolidated statements	175. (1) A corporation shall keep at its registered office a copy of the financial statements of each of its subsidiaries and of each body corporate the accounts of which are consolidated in the financial statements of the corporation.	175. (1) L'organisation conserve à son siège un exemplaire des états financiers de chacune de ses filiales et de chaque personne morale dont les comptes sont consolidés dans ses propres états financiers.	États financiers consolidés
Examination	(2) Members of a corporation and their personal representatives may on request examine the statements referred to in subsection (1) during the corporation's usual business hours and make copies or take extracts free of charge.	(2) Les membres ainsi que leurs représentants personnels peuvent, sur demande, examiner les états financiers visés au paragraphe (1) et en prendre des copies ou extraits sans frais pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de l'organisation.	Examen par les membres
Barring examination	(3) On the application of a corporation made within the prescribed period after a request to examine under subsection (2), a court may, if it is satisfied that the examination would be detrimental to the corporation or a subsidiary, bar the right to examine and make any further order that it thinks fit.	(3) Le tribunal, saisi d'une requête présentée par l'organisation dans le délai réglementaire suivant la demande faite en vertu du paragraphe (2), peut, par ordonnance, interdire l'examen s'il est convaincu qu'il serait préjudiciable à l'organisation ou à une filiale et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	Interdiction
Notice to Director	(4) A corporation shall give the Director and the person asking to examine under subsection (2) notice of an application under subsection (3), and the Director and the person may appear and be heard in person or by counsel.	(4) L'organisation donne avis de toute requête présentée au titre du paragraphe (3) au directeur et à toute personne qui demande l'examen prévu au paragraphe (2); ceux-ci peuvent comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur et à l'intéressé
Copies to members	176. (1) A corporation, within the prescribed period, shall send a copy or summary of the documents referred to in subsection 173(1) or a copy of a publication of the corporation reproducing the information contained in the documents or summary to each member, other than a member who, in writing, declines to receive such documentation. A corporation that sends a summary to a member shall also inform that member of the procedure for obtaining a copy of the documents free of charge.	176. (1) L'organisation envoie, au cours de la période réglementaire, à tous ses membres qui n'y ont pas renoncé par écrit, une copie ou un sommaire des documents visés au paragraphe 173(1) ou une copie de la publication de l'organisation reproduisant l'information contenue dans ces documents ou leur sommaire. Elle les informe également de la manière d'obtenir sans frais une copie des documents complets dont ils n'ont reçu que le sommaire.	Copies aux membres
Notice	(2) A corporation, instead of sending the documentation referred to in subsection (1), may, if the by-laws so provide, give members notice in the manner referred to in section 163 that the documents referred to in subsection 173(1) are available at the registered office of the corporation and that any member may, on request, obtain a copy free of charge at the office or by prepaid mail.	(2) Plutôt que d'envoyer la documentation visée au paragraphe (1), l'organisation peut, si les règlements administratifs l'y autorisent, aviser les membres de la manière prévue à l'article 163 que les documents visés au paragraphe 173(1) peuvent être obtenus au siège de l'organisation et que tout membre peut, sur demande et sans frais, en recevoir une copie au siège ou s'en faire envoyer une copie par courrier affranchi.	Avis

Copies to
Director

177. (1) A soliciting corporation shall send a copy of the documents referred to in subsection 173(1) to the Director

- (a) not less than the prescribed period before each annual meeting of members, or without delay after a resolution referred to in paragraph 167(1)(b) is signed; and
- (b) in any event within the prescribed period after the preceding annual meeting should have been held or a resolution in lieu of the meeting should have been signed, but no later than the prescribed period after the end of the corporation's preceding financial year.

Subsidiary
corporation
exception

(2) A subsidiary corporation is not required to comply with this section if

- (a) the financial statements of its holding corporation are in consolidated or combined form and include the accounts of the subsidiary; and
- (b) the consolidated or combined financial statements of the holding corporation are included in the documents sent to the Director by the holding corporation in compliance with this section.

Copies to
Director

178. A corporation shall, at the request of the Director, furnish the Director with a copy of the documents referred to in subsection 173(1).

Approval of
financial
statements

179. (1) The directors of a corporation shall approve the financial statements referred to in section 173 and the approval shall be evidenced by the manual signature of one or more directors or a facsimile of the signatures reproduced in the statements.

Condition
precedent

(2) A corporation shall not issue, publish or circulate copies of the financial statements referred to in section 173 unless the financial statements are

- (a) approved and signed in accordance with subsection (1); and
- (b) accompanied by the report of the public accountant of the corporation, if any.

177. (1) L'organisation ayant recours à la sollicitation envoie au directeur copie des documents visés au paragraphe 173(1):

- a) avant chaque assemblée annuelle, selon les modalités de temps prévues par règlement, ou sans délai après la signature de la résolution qui en tient lieu en vertu de l'alinéa 167(1)b);
- b) en tout état de cause, dans le délai réglementaire qui suit la date à laquelle la dernière assemblée aurait dû être tenue ou la date à laquelle aurait dû être signée la résolution en tenant lieu, mais au plus tard à l'expiration de la période réglementaire qui suit la fin de chaque exercice.

Copies au
directeur

15

Exception

(2) Les filiales qui sont des organisations ne sont pas tenues de se conformer au présent article si :

- a) d'une part, leurs états financiers sont inclus dans ceux de l'organisation mère présentés sous forme consolidée ou cumulée;
- b) d'autre part, ces états financiers de l'organisation mère figurent dans les documents envoyés au directeur en conformité avec le présent article.

25

Copies au
directeur

178. Toute organisation fournit copie des documents visés au paragraphe 173(1) au directeur chaque fois qu'il en fait la demande.

Approbation des
états financiers

179. (1) Les administrateurs approuvent les états financiers visés à l'article 173; l'approbation est attestée par la signature — ou sa reproduction mécanique, notamment sous forme d'imprimé — d'au moins l'un d'eux.

Condition
préalable

(2) L'organisation ne peut publier ou diffuser ces états financiers que s'ils ont été approuvés et signés conformément au paragraphe (1) et s'ils sont accompagnés du rapport de l'expert-comptable, s'il a été établi.

35

PART 12

PUBLIC ACCOUNTANT

Definition of
"designated
corporation"

180. In this Part, "designated corporation" means

(a) a soliciting corporation that has gross annual revenues for its last completed financial year that are equal to or less than the prescribed amount or that is deemed to have such revenues under paragraph 191(a); and

(b) a non-soliciting corporation that has gross annual revenues for its last completed financial year that are equal to or less than the prescribed amount.

Qualification of
public
accountant

181. (1) In order to be a public accountant of a corporation, a person shall

(a) be a member in good standing of an institute or association of accountants incorporated by or under an Act of the legislature of a province;

(b) meet any qualifications under an enactment of a province for performing any duty that the person is required to perform under sections 189 to 192; and

(c) subject to subsection (6), be independent of the corporation, its affiliates, or the directors or officers of the corporation or its affiliates.

Independence

(2) For the purposes of this section,

(a) independence is a question of fact; and

(b) a person is deemed not to be independent if that person or their business partner

(i) is a business partner, a director, an officer or an employee of the corporation or any of its affiliates, or is a business partner of any director, officer or employee of the corporation or any of its affiliates,

(ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the debt obligations of the corporation or any of its affiliates, or

(iii) has been a receiver, receiver-manager, sequestrator, liquidator or trustee in bankruptcy of the corporation or any of its

PARTIE 12

EXPERT-COMPTABLE

Définition de
« organisation
désignée »

180. Dans la présente partie, « organisation désignée » s'entend :

a) de l'organisation ayant recours à la sollicitation dont les revenus annuels bruts du dernier exercice terminé sont égaux ou inférieurs au montant réglementaire, ou qui est réputée avoir eu de tels revenus en application de l'alinéa 191a);

b) de l'organisation n'ayant pas recours à la sollicitation dont les revenus annuels bruts du dernier exercice terminé sont égaux ou inférieurs au montant réglementaire.

Qualités requises
pour être expert-
comptable

181. (1) L'expert-comptable d'une organisation est membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constitués en personne morale sous le régime d'une loi provinciale, possède les qualifications requises, le cas échéant, en vertu d'une loi ou d'un règlement provincial pour exercer ses attributions aux termes des articles 189 à 192 et, sous réserve du paragraphe (6), est indépendant de l'organisation, des personnes morales de son groupe ou de leurs administrateurs ou dirigeants.

(2) Pour l'application du présent article :

a) l'indépendance est une question de fait;

b) est réputé ne pas être indépendant la personne ou son associé qui :

(i) est associé, administrateur, dirigeant ou employé de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe ou est associé de leurs administrateurs, dirigeants ou employés,

(ii) est le véritable propriétaire ou détient, directement ou indirectement, le contrôle d'une partie importante des titres de créance de l'organisation ou de l'une des personnes morales de son groupe,

Indépendance

affiliates within two years before the person's proposed appointment as public accountant of the corporation.

(iii) a été séquestre, séquestre-gérant, liquidateur ou syndic de faillite de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe dans les deux ans précédant la proposition de sa nomination à titre d'expert-comptable.

Business partners

(3) For the purposes of subsection (2), a person's business partner includes a shareholder or member of that person.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), sont assimilés aux associés d'une personne ses actionnaires et ses membres.

Associé

Duty to resign

(4) A public accountant who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (6), resign immediately after becoming aware of the disqualification.

(4) L'expert-comptable se démet, sous réserve du paragraphe (6), dès qu'à sa connaissance il ne possède plus les qualités requises par le présent article.

Obligation de démissionner

Disqualification order

(5) On the application of an interested person, a court may make an order declaring a public accountant to be disqualified under this section and the office of public accountant to be vacant.

(5) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé, déclarer la destitution de l'expert-comptable aux termes du présent article et la vacance de son poste.

Destitution judiciaire

Relieving order

(6) On the application of an interested person, a court may, if it is satisfied that the order would not unfairly prejudice the members of the corporation, make an order on any terms that it thinks fit relieving a public accountant from meeting any requirement under subsection (1). The order may have retroactive effect.

(6) S'il est convaincu de ne pas causer un préjudice injustifié aux membres, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé, dispenser l'expert-comptable de satisfaire à toute exigence prévue par le paragraphe (1), même rétroactivement, aux conditions qu'il estime indiquées.

Demande de dispense

Appointment of public accountant

182. (1) Subject to section 183, members of a corporation shall, by ordinary resolution, at each annual meeting, appoint a public accountant to hold office until the close of the next annual meeting.

182. (1) Sous réserve de l'article 183, les membres nomment, par voie de résolution ordinaire, à chaque assemblée annuelle, un expert-comptable dont le mandat expirera à la clôture de l'assemblée annuelle suivante.

Nomination de l'expert-comptable

Eligibility

(2) A public accountant appointed under section 128 is eligible for appointment under subsection (1).

(2) L'expert-comptable nommé en vertu de l'article 128 peut également l'être conformément au paragraphe (1).

Admissibilité

Incumbent public accountant

(3) If a public accountant is not appointed at a meeting of members and if no resolution is taken under section 183, the incumbent public accountant continues in office until a successor is appointed.

(3) À défaut de nomination de l'expert-comptable lors d'une assemblée et de résolution prise en vertu de l'article 183, l'expert-comptable en fonctions poursuit son mandat jusqu'à la nomination de son successeur.

Expert-comptable en fonctions

Remuneration

(4) The remuneration of a public accountant may be fixed by ordinary resolution of the members or, if not so fixed, shall be fixed by the directors.

(4) La rémunération de l'expert-comptable est fixée par résolution ordinaire des membres ou, à défaut, par les administrateurs.

Rémunération

Dispensing with public accountant	183. (1) Members of a designated corporation may resolve not to appoint a public accountant, but the resolution is not valid unless all the members entitled to vote at an annual meeting of members consent to the resolution.	183. (1) Les membres d'une organisation désignée peuvent décider, par voie de résolution, de ne pas nommer d'expert-comptable, mais la résolution n'est valide que si elle recueille le consentement de tous les membres habiles à voter lors d'une assemblée annuelle.	Dispense
Validity of resolution	(2) The resolution is valid until the following annual meeting of members.	(2) La résolution n'est valide que jusqu'à l'assemblée annuelle suivante.	Durée de validité de la résolution
Ceasing to hold office	184. (1) A public accountant of a corporation ceases to hold office when the public accountant (a) dies or resigns; or (b) is removed under section 185.	184. (1) Le mandat de l'expert-comptable prend fin s'il décède, démissionne ou est révoqué en vertu de l'article 185.	Fin du mandat
Effective date of resignation	(2) A resignation of a public accountant becomes effective at the time a written resignation is sent to the corporation or at the time specified in the resignation, whichever is later.	(2) La démission de l'expert-comptable prend effet à la date où il en informe par écrit l'organisation ou à la date indiquée si elle est postérieure.	Prise d'effet de la démission
Removal of public accountant	185. (1) The members of a corporation may by ordinary resolution at a special meeting remove a public accountant from office, other than a public accountant appointed by a court under section 187.	185. (1) Les membres peuvent, par résolution ordinaire adoptée lors d'une assemblée extraordinaire, révoquer tout expert-comptable qui n'a pas été nommé par le tribunal en vertu de l'article 187.	Révocation de l'expert-comptable
Vacancy	(2) A vacancy created by the removal of a public accountant may be filled at the meeting at which the public accountant is removed or, if not so filled, may be filled under section 186.	(2) La vacance créée par la révocation de l'expert-comptable peut être comblée lors de l'assemblée qui a prononcé la révocation ou, à défaut, conformément à l'article 186.	Vacance
Filling vacancy	186. (1) Subject to subsection (3), the directors shall immediately fill a vacancy in the office of public accountant.	186. (1) Sous réserve du paragraphe (3), les administrateurs combleront immédiatement toute vacance du poste d'expert-comptable.	Manière de combler la vacance
Calling meeting	(2) If there is not a quorum of directors, the directors then in office shall, within the prescribed period after a vacancy in the office of public accountant occurs, call a special meeting of members to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors, the meeting may be called by any member.	(2) À défaut de quorum au conseil d'administration, les administrateurs en fonctions convoquent, dans le délai réglementaire suivant le moment où le poste d'expert-comptable devient vacant, une assemblée extraordinaire en vue de combler cette vacance; en cas d'inaction ou en l'absence d'administrateurs, tout membre peut convoquer cette assemblée.	Convocation d'une assemblée
Members filling vacancy	(3) The articles of a corporation may provide that a vacancy in the office of public accountant shall only be filled by vote of the members.	(3) Les statuts de l'organisation peuvent prévoir que la vacance ne peut être comblée que par un vote des membres.	Vote des membres
Unexpired term	(4) A public accountant appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the public accountant's predecessor.	(4) L'expert-comptable nommé afin de combler une vacance poursuit jusqu'à son expiration le mandat de son prédécesseur.	Mandat non expiré

Court-appointed public accountant	187. (1) If a corporation does not have a public accountant, a court may, on the application of a member or the Director, appoint and fix the remuneration of a public accountant, who holds office until a public accountant is appointed by the members.	187. (1) Le tribunal peut, sur demande d'un membre ou du directeur, nommer un expert-comptable pour l'organisation qui n'en a pas et fixer sa rémunération; le mandat de cet expert-comptable se termine à la nomination de son successeur par les membres.	Nomination judiciaire
Exception	(2) Subsection (1) does not apply if the members have resolved under section 183 not to appoint a public accountant.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les membres ont décidé, en vertu de l'article 183, de ne pas nommer d'expert-comptable.	Exception
Right to attend meeting	188. (1) The public accountant is entitled to attend a meeting of members at the expense of the corporation and be heard on matters relating to the public accountant's duties.	188. (1) L'expert-comptable peut assister aux assemblées aux frais de l'organisation et a le droit d'y être entendu sur toute question relevant de ses fonctions.	Droit d'assister aux assemblées
Duty to attend and answer questions	(2) If a director or member, whether or not the member is entitled to vote at the meeting, gives written notice not less than the prescribed period before a meeting of members to the public accountant or a former public accountant of the corporation, the public accountant or former public accountant shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer questions relating to their duties.	(2) L'expert-comptable ou ses prédécesseurs, à qui l'un des administrateurs ou un membre habile ou non à voter donne un avis écrit avant la tenue d'une assemblée, selon les modalités de temps prévues par règlement, assistent à cette assemblée aux frais de l'organisation et répondent à toute question relevant de ses fonctions.	Obligations
Notice to corporation	(3) A director or member who sends the notice shall send a copy of the notice to the corporation at the same time.	(3) L'administrateur ou le membre qui envoie l'avis en envoie simultanément copie à l'organisation.	Avis à l'organisation
Statement of public accountant	(4) A public accountant is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing their removal or replacement if a meeting of directors or members is called at which any of those matters will be dealt with.	(4) L'expert-comptable peut, dans une déclaration écrite, exposer à l'organisation les raisons de sa démission ou de son opposition à sa révocation ou à son remplacement à l'occasion d'une réunion du conseil d'administration ou d'une assemblée convoquée à cette fin.	Déclaration de l'expert-comptable
Other statements	(5) If a meeting is called to replace the public accountant, the corporation shall make a statement respecting the reasons for the replacement and the proposed replacement public accountant may make a statement respecting the reasons.	(5) L'organisation qui se propose de remplacer l'expert-comptable soumet une déclaration motivée à l'occasion de l'assemblée convoquée à cette fin et le nouvel expert-comptable peut soumettre une déclaration commentant ces motifs.	Autres déclarations
Circulating statement	(6) The corporation shall immediately give notice to the members of the statements referred to in subsections (4) and (5) in the manner referred to in section 163 and shall immediately send a copy of the statements to the Director.	(6) L'organisation avise sans délai les membres, de la façon prévue à l'article 163, de l'existence des déclarations visées aux paragraphes (4) et (5) et en envoie copie au directeur.	Diffusion des déclarations
Replacing public accountant	(7) No person shall accept an appointment or consent to be appointed as public accountant of a corporation to replace a public accountant who has resigned, been removed or whose term of office has expired or is about to expire until the	(7) Nul ne peut accepter d'être nommé expert-comptable pour remplacer celui qui a démissionné ou a été révoqué ou dont le mandat est expiré ou est sur le point d'expirer, avant	Remplaçant

person has requested and received from that public accountant a written statement of the circumstances and the reasons, in that public accountant's opinion, for their replacement.

d'avoir obtenu par écrit de celui-ci, sur demande, sa version des raisons de son remplacement.

Exception

(8) A person otherwise qualified may accept an appointment or consent to be appointed as a public accountant if, within the prescribed period after making the request, the person does not receive a reply.

(8) Toutefois, toute personne par ailleurs compétente peut accepter d'être nommée expert-comptable si, dans le délai réglementaire suivant la demande, elle ne reçoit pas de réponse.

Exception

Effect of non-compliance

(9) The appointment of a person who does not make the request is void.

(9) La nomination d'une personne qui n'a pas fait la demande est sans effet.

Effet de l'inobservation

Review engagement — designated corporations

189. (1) Subject to subsection (2), the public accountant of a designated corporation shall conduct a review engagement in the prescribed manner.

189. (1) L'expert-comptable effectue, de la manière prévue par règlement, une mission d'examen de l'organisation désignée.

Mission d'examen — organisations désignées

Audit engagement — designated corporations

(2) The public accountant of a designated corporation shall conduct an audit engagement in the prescribed manner if the corporation's members pass an ordinary resolution requiring an audit engagement.

(2) Il effectue toutefois, de la manière prévue par règlement, une mission de vérification de l'organisation désignée si les membres l'exigent par résolution ordinaire.

Mission de vérification

Validity of resolution

(3) The resolution is valid only until the following annual meeting of members or for the period specified in the resolution.

(3) La résolution est valide jusqu'à l'assemblée annuelle suivante ou jusqu'à l'expiration de la période qu'elle prévoit.

Durée de validité de la résolution

Audit engagement — other corporations

190. (1) Subject to subsection (2), the public accountant of a corporation that is not a designated corporation shall conduct an audit engagement in the prescribed manner.

190. (1) L'expert-comptable effectue, de la manière prévue par règlement, une mission de vérification de l'organisation autre qu'une organisation désignée.

Mission de vérification — autres organisations

Review engagement — other corporations

(2) The public accountant of a soliciting corporation that is not a designated corporation shall conduct a review engagement in the prescribed manner if

(2) Il effectue toutefois, de la manière prévue par règlement, une mission d'examen de l'organisation ayant recours à la sollicitation — autre qu'une organisation désignée — dont les revenus annuels bruts du dernier exercice terminé sont égaux ou inférieurs au montant réglementaire, ou réputés tels en application de l'alinéa 191b), si les membres l'exigent par résolution extraordinaire.

Mission d'examen

(a) the corporation has gross annual revenues for its last completed financial year that are equal to or less than the prescribed amount or is deemed to have such revenues under paragraph 191(b); and

(b) its members pass a special resolution requiring a review engagement.

Validity of resolution

(3) The resolution is valid only until the following annual meeting of members.

(3) La résolution n'est valide que jusqu'à l'assemblée annuelle suivante.

Durée de validité de la résolution

Deemed revenues

191. On the application of a soliciting corporation, the Director may, on any terms that the Director thinks fit and if the Director is

191. S'il est convaincu que cela ne portera pas atteinte à l'intérêt public, le directeur peut, sur demande de l'organisation ayant recours à la sollicitation, décider qu'elle est réputée, selon les conditions qu'il estime indiquées :

Décision du directeur — revenus

satisfied that doing so would not be prejudicial to the public interest, deem the corporation to have

(a) revenues referred to in paragraph 180(a); or

(b) revenues referred to in paragraph 190(2)(a), if the corporation is not a designated corporation.

Report on financial statements

192. After conducting an audit engagement or a review engagement, the public accountant shall report in the prescribed manner on the financial statements required by this Act to be placed before the members, except any financial statements or part of those statements that relate to the period referred to in subparagraph 173(1)(a)(ii).

Reliance on other public accountant

193. (1) Despite section 194, a public accountant of a holding corporation may reasonably rely on the report of a public accountant of a body corporate or an unincorporated business the accounts of which are included in whole or in part in the financial statements of the corporation.

Reasonableness

(2) For the purpose of subsection (1), reasonableness is a question of fact.

Application

(3) Subsection (1) applies whether or not the financial statements of the holding corporation reported on by the public accountant are in consolidated form.

Right to information

194. (1) At the request of a public accountant of a corporation, the present or former directors, officers, employees, agents or mandataries of the corporation shall furnish the following, if they are reasonably able to do so and if, in the opinion of the public accountant, it is necessary to enable the public accountant to conduct the review or audit engagement required under section 189 or 190 and to make the report required under section 192:

(a) any information and explanations; and

(b) access to records, documents, books, accounts and vouchers of the corporation or any of its subsidiaries.

a) soit avoir les revenus visés à l'alinéa 180a);

b) soit avoir les revenus visés au paragraphe 190(2), s'il ne s'agit pas d'une organisation désignée.

5

5

192. Après la mission de vérification ou d'examen, selon le cas, l'expert-comptable fait rapport, de la manière réglementaire, sur les états financiers que la présente loi ordonne de présenter aux membres, à l'exception des états financiers ou de la partie de ceux-ci se rapportant à la période visée au sous-alinéa 173(1)a)(ii).

Rapport sur les états financiers

193. (1) Malgré l'article 194, l'expert-comptable de l'organisation mère peut, d'une manière raisonnable, se fonder sur le rapport de l'expert-comptable d'une personne morale ou d'une entreprise commerciale dépourvue de la personnalité morale dont les comptes sont entièrement ou partiellement inclus dans les états financiers de l'organisation.

Rapport d'un autre expert-comptable

(2) Le bien-fondé de la décision de l'expert-comptable à cet égard est une question de fait.

Question de fait

(3) Le paragraphe (1) s'applique, que les états financiers de l'organisation mère soient consolidés ou non.

Application

194. (1) À la demande de l'expert-comptable, les administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires de l'organisation, ou leurs prédécesseurs, lui fournissent des renseignements et des éclaircissements et lui donnent accès à tous les livres, documents, comptes et pièces justificatives de l'organisation ou de ses filiales dans la mesure où il l'estime nécessaire pour agir conformément aux articles 189 ou 190 et 192 et où il est raisonnable pour ces personnes d'accéder à cette demande.

Droit à l'information

Directors to obtain and furnish information	(2) On the demand of the public accountant of a corporation, the directors of the corporation shall (a) obtain from the present or former directors, officers, employees, agents or mandataries of any subsidiary of the corporation the information and explanations that they are reasonably able to furnish and that are, in the opinion of the public accountant, necessary to enable the public accountant to conduct the review or audit engagement required under section 189 or 190 and to make the report required under section 192; and (b) furnish the public accountant with the information and explanations so obtained.	(2) À la demande de l'expert-comptable, les administrateurs de l'organisation : a) obtiennent des administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires de ses filiales, ou de leurs prédécesseurs, les renseignements et éclaircissements que ces personnes peuvent raisonnablement fournir et que l'expert-comptable estime nécessaires pour agir conformément aux articles 189 ou 190 et 192; b) lui fournissent les renseignements et 10 éclaircissements ainsi obtenus.	Droit à l'information — filiales
No civil liability	(3) A person who in good faith makes an oral or written communication under subsection (1) or (2) is not liable in any civil proceeding arising from having made the communication.	(3) Nul n'encourt de responsabilité civile pour avoir fait, de bonne foi, une déclaration orale ou écrite au titre des paragraphes (1) ou (2).	Immunité
Audit committee	195. (1) A corporation may have an audit committee and, if it does, the committee shall be composed of not less than three directors, a majority of whom are not officers or employees of the corporation or any of its affiliates.	195. (1) L'organisation peut avoir un comité de vérification; un tel comité est composé d'au moins trois administrateurs dont la majorité ne sont ni dirigeants ni employés de celle-ci ou des personnes morales de son groupe.	Comité de vérification
Duty of committee	(2) The audit committee shall review the financial statements of the corporation before they are approved under section 179.	(2) Le comité de vérification examine les états financiers de l'organisation avant leur approbation conformément à l'article 179.	Fonctions du comité
Public accountant's attendance	(3) The corporation shall send the public accountant notice of the time and place of any meeting of the audit committee. The public accountant is entitled to attend the meeting at the expense of the corporation and be heard, and shall attend every meeting of the committee if requested to do so by one of its members.	(3) L'organisation envoie à l'expert-comptable un avis des date, heure et lieu de la réunion du comité de vérification. L'expert-comptable peut assister aux réunions du comité de vérification aux frais de l'organisation et a le droit d'y être entendu; il doit y assister à la demande de tout membre du comité.	Présence de l'expert-comptable aux réunions
Calling meeting	(4) The public accountant or a member of the audit committee may call a meeting of the committee.	(4) La réunion du comité de vérification peut être convoquée par l'un de ses membres ou par l'expert-comptable.	Convocation de la réunion
Notice of errors	196. (1) A director or an officer of a corporation shall immediately notify any audit committee and the public accountant of any error or misstatement of which the director or officer becomes aware in a financial statement that the public accountant or a former public accountant has reported on.	196. (1) Tout administrateur ou dirigeant avise immédiatement le comité de vérification et l'expert-comptable des erreurs ou renseignements inexacts dont il prend connaissance dans les états financiers ayant fait l'objet d'un rapport de ce dernier ou de l'un de ses prédécesseurs.	Avis au comité de vérification et à l'expert-comptable

Directors to be informed

(2) A public accountant or former public accountant of a corporation who is notified or becomes aware of an error or misstatement in a financial statement on which they have reported shall, if in their opinion the error or misstatement is material, inform each director accordingly.

(2) L'expert-comptable ou celui de ses prédécesseurs qui prend connaissance d'une erreur ou d'un renseignement inexact, à son avis important, dans des états financiers sur lequel il a fait rapport, en informe chaque administrateur.

Avis aux administrateurs

Duty of directors

(3) When the public accountant or former public accountant informs the directors of an error or misstatement in a financial statement,

(a) the directors shall prepare and issue revised financial statements or otherwise inform the members; and

(b) the corporation shall send the Director a copy of the revised financial statements or a notice of the error or misstatement, if the corporation is one that is required to comply with section 177.

(3) Les administrateurs ainsi avisés de l'existence d'erreurs ou de renseignements inexacts dans les états financiers soit dressent et publient des états financiers rectifiés, soit en informent par tout moyen les membres; l'organisation envoie les états financiers rectifiés au directeur ou un avis de l'existence d'erreurs ou de renseignements inexacts, si elle est tenue de se conformer à l'article 177.

Obligation des administrateurs

Qualified privilege — defamation

197. Any oral or written statement or report made under this Act by the public accountant or former public accountant of a corporation has qualified privilege.

197. Les experts-comptables ou leurs prédécesseurs jouissent d'une immunité relative en ce qui concerne les déclarations orales ou écrites et les rapports qu'ils font en vertu de la présente loi.

Immunité — diffamation

PART 13

FUNDAMENTAL CHANGES

Amendment of articles or by-laws

198. (1) A special resolution of the members — or, if section 200 applies, of each applicable class or group of members — is required to make any amendment to the articles or the by-laws of a corporation to

(a) change the corporation's name;

(b) change the province in which the corporation's registered office is situated;

(c) add, change or remove any restriction on the activities that the corporation may carry on;

(d) create a new class or group of members;

(e) change a condition required for being a member;

(f) change the designation of any class or group of members or add, change or remove any rights and conditions of any such class or group;

PARTIE 13

MODIFICATION DE STRUCTURE

198. (1) Une résolution extraordinaire des membres — ou de chaque catégorie ou groupe de membres si l'article 200 s'applique — est nécessaire pour modifier les statuts ou les règlements administratifs de l'organisation à l'une des fins suivantes :

a) changer sa dénomination;

b) transférer le siège dans une autre province;

c) ajouter, modifier ou supprimer toute restriction quant à ses activités;

d) créer de nouvelles catégories ou de nouveaux groupes de membres;

e) modifier les conditions requises pour en devenir membre;

f) modifier la désignation de ses catégories ou groupes de membres ou ajouter, modifier ou supprimer tous droits et conditions dont ils sont assortis;

Modification des statuts ou des règlements administratifs

	(g) divide any class or group of members into two or more classes or groups and fix the rights and conditions of each class or group; (h) add, change or remove a provision respecting the transfer of a membership; (i) subject to section 134, increase or decrease the number of — or the minimum or maximum number of — directors fixed by the articles; (j) change the statement of the purpose of the corporation; (k) change the statement concerning the distribution of property remaining on liquidation after the discharge of any liabilities of the corporation; (l) change the manner of giving notice to members entitled to vote at a meeting of members; (m) change the method of voting by members not in attendance at a meeting of members; (n) add, change or remove any other provision that is permitted by this Act to be set out in the articles.	g) scinder une catégorie ou un groupe de membres en plusieurs catégories ou groupes et fixer les droits et conditions dont ils sont assortis; h) ajouter, modifier ou supprimer toute disposition concernant le transfert des adhésions; i) sous réserve de l'article 134, augmenter ou diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts; j) changer le libellé de sa déclaration d'intention; k) changer la déclaration relative à la répartition du reliquat de ses biens après le règlement de ses dettes; l) changer les façons d'aviser les membres habiles à voter aux assemblées; m) changer les méthodes selon lesquelles les membres qui ne sont pas présents à l'assemblée sont autorisés à voter; n) ajouter, modifier ou supprimer toute autre disposition que la présente loi autorise à insérer dans les statuts.	
Revocation	(2) The directors of a corporation may, if authorized by the members in the special resolution effecting an amendment under this section, revoke the resolution before it is acted on without further approval of the members.	(2) Si les membres les y autorisent par la résolution extraordinaire prévue au présent article, les administrateurs peuvent, sans autre approbation, annuler la résolution avant qu'il n'y soit donné suite.	Annulation de la résolution
Amendment of number name	(3) Despite subsection (1), if a corporation has a designating number as a name, the directors may amend its articles to change that name to a verbal name.	(3) Malgré le paragraphe (1), les administrateurs de l'organisation ayant une désignation numérique peuvent en modifier les statuts pour adopter une dénomination exprimée en lettres.	Modification de la dénomination numérique
Proposal to amend	199. (1) Subject to subsection (2), a director, or a member who is entitled to vote at an annual meeting of members, may, in accordance with section 164, propose to make an amendment referred to in subsection 198(1).	199. (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout administrateur ou tout membre habile à voter à une assemblée annuelle peut, conformément à l'article 164, proposer une modification des statuts ou des règlements administratifs visée au paragraphe 198(1).	Proposition de modification
Notice of amendment	(2) Notice of a meeting of members at which a proposal to make an amendment referred to in subsection 198(1) is to be considered shall set out the proposed amendment.	(2) La proposition de modification doit figurer dans l'avis de convocation de l'assemblée où elle sera examinée.	Avis de la proposition

Class vote

200. (1) The members of a class or group of members are, unless the articles otherwise provide in the case of an amendment referred to in paragraphs (a) and (e), entitled to vote separately as a class or group on a proposal to make an amendment referred to in subsection 198(1) to

- (a) effect an exchange, reclassification or cancellation of all or part of the memberships of the class or group; 10
- (b) add, change or remove the rights or conditions attached to the memberships of the class or group, including
 - (i) to reduce or remove a liquidation preference, or 15
 - (ii) to add, remove or change prejudicially voting or transfer rights of the class or group;
- (c) increase the rights of any other class or group of members having rights equal or superior to those of the class or group; 20
- (d) increase the rights of a class or group of members having rights inferior to those of the class or group to make them equal or superior to those of the class or group; 25
- (e) create a new class or group of members having rights equal or superior to those of the class or group; or
- (f) effect an exchange or create a right of exchange of all or part of the memberships of another class or group into the memberships of the class or group. 30

Right to vote

(2) Subsection (1) applies whether or not memberships of a class or group otherwise carry the right to vote.

Separate resolutions

(3) A proposal to make an amendment referred to in subsection (1) is adopted when the members of each class or group entitled to vote separately on the amendment as a class or group have approved the amendment by a special resolution. 40

Vote par catégorie ou groupe

200. (1) Sauf disposition contraire des statuts relative aux modifications visées aux alinéas a) et e), les membres d'une catégorie ou d'un groupe peuvent voter séparément sur les propositions visant à apporter une modification visée au paragraphe 198(1) et qui aurait l'un des effets suivants :

- a) échanger, reclasser ou annuler tout ou partie des adhésions de la catégorie ou du groupe; 10
- b) étendre, modifier ou supprimer les droits ou conditions dont sont assorties les adhésions de la catégorie ou du groupe, notamment :
 - (i) en réduisant ou supprimant une préférence en matière de liquidation, 15
 - (ii) en étendant, supprimant ou modifiant, de manière préjudiciable, les droits de vote ou de transfert de la catégorie ou du groupe; 20
- c) accroître les droits, égaux ou supérieurs, conférés par les adhésions d'une autre catégorie ou d'un autre groupe; 25
- d) accroître les droits inférieurs conférés par les adhésions d'une autre catégorie ou d'un autre groupe afin de les rendre égaux ou supérieurs à ceux conférés par les adhésions de leur catégorie ou de leur groupe; 30
- e) créer une nouvelle catégorie ou un nouveau groupe dont les adhésions confèrent des droits égaux ou supérieurs à ceux de leur catégorie ou de leur groupe; 35
- f) échanger tout ou partie des adhésions d'une autre catégorie ou d'un autre groupe contre celles de leur catégorie ou de leur groupe ou créer un droit à cette fin.

Droit de vote

(2) Le paragraphe (1) s'applique même si l'adhésion d'une catégorie ou d'un groupe ne confère aucun droit de vote par ailleurs. 35

Résolutions distinctes

(3) L'adoption de toute proposition visée au paragraphe (1) est subordonnée à son approbation par voie de résolution extraordinaire votée séparément par les membres de chaque catégorie ou groupe intéressé. 40

Delivery of articles	201. Subject to any revocation under sub-section 198(2), after an amendment to the articles has been adopted under section 198 or 200, articles of amendment in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.	201. Sous réserve de l'annulation prévue au paragraphe 198(2), après une modification adoptée en vertu des articles 198 ou 200, les clauses de modification des statuts sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.	Envoi des clauses de modification
Certificate of amendment	202. On receipt of articles of amendment, the Director shall issue a certificate of amendment in accordance with section 277.	202. Sur réception des clauses de modification, le directeur délivre un certificat de modification au titre de l'article 277.	Certificat de modification
Effect of certificate	203. (1) An amendment to the articles becomes effective on the date shown in the certificate of amendment and the articles are amended accordingly.	203. (1) La modification prend effet à la date précisée dans le certificat de modification et les statuts sont modifiés en conséquence.	Prise d'effet de la modification
Rights preserved	(2) No amendment to the articles affects an existing cause of action or claim or liability to prosecution in favour of or against the corporation or its directors or officers, or any civil, criminal or administrative action or proceeding to which a corporation or its directors or officers is a party.	(2) La modification est sans effet sur les causes d'actions déjà nées pouvant engager l'organisation, ses administrateurs ou ses dirigeants et sur les poursuites civiles, pénales ou administratives auxquelles ils sont parties.	Maintien des droits
Restated articles	204. (1) The directors may at any time, and shall when so directed by the Director, restate the articles of incorporation.	204. (1) Les administrateurs peuvent mettre à jour les statuts constitutifs, et doivent le faire si le directeur le leur ordonne.	Mise à jour des statuts
Delivery of articles	(2) Restated articles of incorporation in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.	(2) Les statuts mis à jour sont envoyés au directeur en la forme établie par lui.	Envoi des statuts mis à jour
Restated certificate	(3) On receipt of restated articles of incorporation, the Director shall issue a restated certificate of incorporation in accordance with section 277.	(3) Sur réception des statuts mis à jour, le directeur délivre un certificat de constitution à jour au titre de l'article 277.	Certificat de constitution
Effect of certificate	(4) Restated articles of incorporation are effective on the date shown in the restated certificate of incorporation and supersede the original articles of incorporation and all amendments to those articles.	(4) Les statuts mis à jour prennent effet à la date précisée dans le certificat et remplacent les statuts constitutifs antérieurs ainsi que leurs modifications.	Prise d'effet des statuts mis à jour
Amalgamation	205. Two or more corporations may amalgamate and continue as one corporation.	205. Plusieurs organisations peuvent fusionner en une seule et même organisation.	Fusion
Amalgamation agreement	206. (1) Each corporation proposing to amalgamate shall enter into an agreement setting out the terms and means of effecting the amalgamation and, in particular, setting out (a) the provisions that are required to be included in articles of incorporation under section 7 or in the by-laws under section 155; (b) the name and address of each proposed director of the amalgamated corporation;	206. (1) Les organisations qui se proposent de fusionner concluent une convention qui énonce les modalités de la fusion et notamment : a) les dispositions dont les articles 7 ou 155, selon le cas, exigent l'insertion dans les statuts constitutifs ou les règlements administratifs; b) les nom et adresse des futurs administrateurs de l'organisation issue de la fusion;	Convention de fusion

	(c) the manner in which the memberships of each amalgamating corporation are to be converted into memberships of the amalgamated corporation; (d) whether the by-laws of the amalgamated corporation are to be those of one of the amalgamating corporations and, if not, a copy of the proposed by-laws; and (e) details of any arrangements necessary to perfect the amalgamation and to provide for the subsequent management and operation of the amalgamated corporation.	c) les modalités d'échange des adhésions de chaque organisation contre des adhésions de l'organisation issue de la fusion; d) les règlements administratifs envisagés pour l'organisation issue de la fusion, qui peuvent être ceux de l'une des organisations fusionnantes; e) les dispositions à prendre pour parfaire la fusion et pour assurer la gestion et l'exploitation de l'organisation issue de la fusion.	
Cancellation	(2) If a membership in an amalgamating corporation is held by or on behalf of another amalgamating corporation, the amalgamation agreement shall provide for the cancellation, without any repayment of capital, of the membership when the amalgamation becomes effective. No provision shall be made in the agreement for the conversion of the membership into membership of the amalgamated corporation.	(2) La convention de fusion prévoit, au moment de la fusion, l'annulation, sans remboursement de capital, des adhésions de l'une des organisations fusionnantes qui sont détenues par une autre organisation fusionnante ou pour son compte, mais ne peut prévoir l'échange de ces adhésions contre des adhésions de l'organisation issue de la fusion.	Annulation de certaines adhésions
Member approval	207. (1) The directors of each amalgamating corporation shall submit the amalgamation agreement for approval to a meeting of the members of the amalgamating corporation of which they are directors and, subject to subsection (4), to the members of each class or group of members.	207. (1) Les administrateurs de chacune des organisations fusionnantes doivent soumettre la convention de fusion à l'approbation de l'assemblée des membres de leur organisation et, sous réserve du paragraphe (4), aux membres de chaque catégorie ou groupe.	Approbation des membres
Notice of meeting	(2) Each amalgamating corporation shall give notice of a meeting of members in accordance with section 163 to its members and shall include in the notice a copy or summary of the amalgamation agreement.	(2) Chaque organisation fusionnante donne à ses membres avis de l'assemblée, de la façon prévue à l'article 163, et y joint un exemplaire ou un résumé de la convention de fusion.	Avis de l'assemblée
Right to vote	(3) Each membership in an amalgamating corporation carries the right to vote in respect of an amalgamation agreement whether or not it otherwise carries the right to vote.	(3) Chaque adhésion des organisations fusionnantes, assortie ou non du droit de vote, confère un droit de vote quant à la convention de fusion.	Droit de vote
Class vote	(4) The members of a class or group of members of each amalgamating corporation are entitled to vote separately as a class or group in respect of an amalgamation agreement if the amalgamation agreement contains a provision that, if contained in a proposed amendment to the articles, would entitle the members to vote as a class or group under section 200.	(4) Les membres d'une catégorie ou d'un groupe de chaque organisation fusionnante ont le droit de voter séparément sur la convention de fusion si celle-ci contient une clause qui, dans une proposition de modification des statuts, leur aurait conféré ce droit en vertu de l'article 200.	Vote par catégorie ou groupe

Member approval	(5) Subject to subsection (4), an amalgamation agreement is adopted when the members of each amalgamating corporation have approved the amalgamation by special resolutions.	(5) Sous réserve du paragraphe (4), l'adoption de la convention de fusion intervient lors de son approbation par résolution extraordinaire des membres de chaque organisation fusionnante.	Adoption de la convention 5
Termination	(6) An amalgamation agreement may provide that at any time before the issue of a certificate of amalgamation the agreement may be terminated by the directors of an amalgamating corporation, despite approval of the agreement by the members of all or any of 10 the amalgamating corporations.	(6) Les administrateurs de l'une des organisations fusionnantes peuvent résilier la convention de fusion, si elle prévoit une disposition à cet effet, avant la délivrance du certificat de fusion, malgré son approbation par les membres 10 de toutes les organisations fusionnantes ou de certaines d'entre elles.	Résiliation
Vertical short-form amalgamation	208. (1) A holding corporation and one or more of its subsidiary corporations may amalgamate and continue as one corporation without complying with sections 206 and 207 if 15 (a) the amalgamation is approved by a resolution of the directors of each amalgamating corporation; (b) all memberships in each amalgamating subsidiary corporation are held by one or 20 more of the other amalgamating corporations; and (c) the resolutions provide that (i) the memberships in each amalgamating subsidiary corporation shall be cancelled 25 without any repayment of capital in respect of those memberships, and (ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating holding 30 corporation.	208. (1) L'organisation mère et une ou plusieurs de ses filiales qui sont des organisations peuvent fusionner en une seule et même 15 organisation sans avoir à se conformer aux articles 206 et 207 lorsque les conditions suivantes sont réunies : a) leurs administrateurs respectifs approuvent la fusion par voie de résolution; 20 b) toutes les adhésions enregistrées par les filiales sont détenues par une ou plusieurs des autres organisations fusionnantes; c) les résolutions prévoient que : (i) d'une part, les adhésions enregistrées 25 par les filiales seront annulées sans remboursement de capital, (ii) d'autre part, sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront identiques à ceux de l'organisation 30 mère.	Fusion verticale simplifiée
Horizontal short-form amalgamation	(2) Two or more wholly-owned subsidiary corporations of the same holding body corporate may amalgamate and continue as one corporation without complying with sections 206 and 35 207 if (a) the amalgamation is approved by a resolution of the directors of each amalgamating corporation; and (b) the resolutions provide that 40	(2) Plusieurs filiales qui sont des organisations dont est entièrement propriétaire la même personne morale peuvent fusionner en une seule et même organisation sans avoir à se conformer 35 aux articles 206 et 207 lorsque les conditions suivantes sont réunies : a) leurs administrateurs respectifs approuvent la fusion par voie de résolution; b) les résolutions prévoient que : 40 (i) d'une part, les adhésions enregistrées par les filiales, sauf celles de l'une d'entre elles, seront annulées sans remboursement de capital,	Fusion horizontale simplifiée

(i) the memberships in all but one of the amalgamating subsidiary corporations shall be cancelled without any repayment of capital in respect of those memberships, and

5

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating subsidiary corporation whose memberships are not cancelled.

10

Sending of
articles

209. (1) Subject to subsection 207(6), after an amalgamation has been adopted under section 207 or approved under section 208, articles of amalgamation in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 20 and 129.

(ii) d'autre part, sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront identiques à ceux de la filiale dont les adhésions ne sont pas annulées.

209. (1) Sous réserve du paragraphe 207(6), les statuts de l'organisation issue de la fusion doivent, après l'approbation de la fusion en vertu des articles 207 ou 208, être envoyés au directeur en la forme établie par lui et avec les documents exigés par les articles 20 et 129.

5 Envoi des statuts
de fusion

10

Attached
declarations

(2) The articles of amalgamation shall have attached to them a statutory declaration of a director or an officer of each amalgamating corporation that establishes to the satisfaction of the Director that

(a) there are reasonable grounds for believing that

(i) each amalgamating corporation is, and the amalgamated corporation will be, able to pay its liabilities as they become due, and

(ii) the realizable value of the amalgamated corporation's assets will not be less than the aggregate of its liabilities; and

(b) there are reasonable grounds for believing that

(i) no creditor will be prejudiced by the amalgamation, or

35

(ii) adequate notice has been given to all known creditors of the amalgamating corporations and no creditor objects to the amalgamation otherwise than on grounds that are frivolous or vexatious.

40

Adequate notice

(3) For the purposes of subsection (2), adequate notice is given if

(a) a notice in writing is sent to each known creditor having a claim against the corporation that exceeds the prescribed amount;

45

(2) Les statuts de fusion doivent comporter en annexe la déclaration solennelle de l'un des administrateurs ou dirigeants de chaque organisation fusionnante établissant, à la satisfaction du directeur, l'existence de motifs raisonnables de croire ce qui suit :

Déclarations
solennelles
annexées

a) d'une part, chaque organisation fusionnante et l'organisation issue de la fusion pourront acquitter leur passif à échéance et, d'autre part, la valeur de réalisation de l'actif de l'organisation issue de la fusion ne sera pas inférieure au total de son passif;

b) ou bien la fusion ne portera préjudice à aucun créancier, ou bien les créanciers connus des organisations fusionnantes, ayant reçu un avis adéquat, ne s'opposent pas à la fusion, si ce n'est pour des motifs futiles ou vexatoires.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), pour être adéquat l'avis doit à la fois :

Avis adéquat

30

a) être écrit et envoyé à chaque créancier connu dont la créance est supérieure à la somme réglementaire;

	(b) a notice is published once in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office and reasonable notice is given in each province where the corporation carries on activities; 5 and (c) each notice states that the corporation intends to amalgamate with one or more specified corporations in accordance with this Act and that a creditor of the corporation may 10 object to the amalgamation within the prescribed period.	b) paraître dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège de l'organisation et recevoir une publicité suffisante dans chaque province où celle-ci exerce ses activités; c) indiquer l'intention de l'organisation de 5 fusionner, en conformité avec la présente loi, avec les organisations qu'il mentionne et le droit des créanciers de cette organisation de s'opposer à la fusion dans le délai réglementaire. 10	
Certificate of amalgamation	(4) On receipt of articles of amalgamation, the Director shall issue a certificate of amalgamation in accordance with section 277. 15	(4) Sur réception des statuts de fusion, le directeur délivre un certificat de fusion au titre 15 de l'article 277.	Certificat de fusion
Rights preserved	210. On the date shown in a certificate of amalgamation, the amalgamation of the amalgamating corporations and their continuance as one corporation become effective and from that date 20 (a) the property of each amalgamating corporation continues to be the property of the amalgamated corporation; (a.1) for the purposes of determining whether the amalgamated corporation is a 25 soliciting corporation or whether paragraph 236(1)(c) applies to the amalgamated corporation, the income received prior to that date by any of the amalgamating corporations is deemed to have been received by the 30 amalgamated corporation; (b) the amalgamated corporation continues to be liable for the obligations of each amalgamating corporation; (c) an existing cause of action, claim or 35 liability to prosecution is unaffected; (d) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against an amalgamating corporation may be continued by or against the amalgamated corporation; 40 (e) a conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, an amalgamating corporation may be enforced by or against the amalgamated corporation; and	210. La fusion des organisations en une seule et même organisation prend effet à la date 15 précisée dans le certificat de fusion et, à compter de cette date : a) les biens de chaque organisation appartiennent à l'organisation issue de la fusion; a.1) afin de déterminer si l'organisation issue 20 de la fusion est une organisation ayant recours à la sollicitation ou si l'alinéa 236(1)c) s'y applique, le revenu touché avant cette date par les organisations fusionnantes est réputé avoir été touché par l'organisation 25 issue de la fusion; b) l'organisation issue de la fusion est responsable des obligations de chaque organisation; c) les causes d'actions déjà nées peuvent être 30 opposées à l'organisation issue de la fusion; d) l'organisation issue de la fusion remplace toute organisation fusionnante dans les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre celle-ci; 35 e) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur d'une organisation fusionnante ou contre elle est exécutoire à l'égard de l'organisation issue de la fusion; f) les statuts de fusion et le certificat de 40 fusion sont réputés être les statuts constitutifs et le certificat de constitution de l'organisation issue de la fusion.	Prise d'effet de la fusion et maintien des droits

(f) the articles of amalgamation are deemed to be the articles of incorporation of the amalgamated corporation and the certificate of amalgamation is deemed to be the certificate of incorporation of the amalga- 5
mated corporation.

Amalgamation
under other
federal Acts

211. (1) Subject to subsection (2), a corpora-
tion may not amalgamate with one or more
bodies corporate under the *Bank Act*, the
Cooperative Credit Associations Act, the *Insur-* 10
ance Companies Act or the *Trust and Loan*
Companies Act unless the corporation is first
authorized to do so by the members in
accordance with section 207.

211. (1) Nulle organisation ne peut fusion-
ner avec une ou plusieurs autres personnes
morales sous le régime de la *Loi sur les*
banques, de la *Loi sur les associations coopé-* 5
ratives de crédit, de la *Loi sur les sociétés*
d'assurances ou de la *Loi sur les sociétés de*
fiducie et de prêt à moins d'y être préalablement
autorisée par ses membres en conformité avec
l'article 207.

Fusion sous le
régime de
certaines lois
fédérales

Short-form
amalgamations

(2) A corporation may not amalgamate with 15
one or more bodies corporate under the
provisions of one of the Acts referred to in
subsection (1) respecting short-form amalga-
mations unless the corporation is first authorized to
do so by the directors in accordance with 20
section 208.

(2) Nulle organisation ne peut non plus 10
fusionner avec une ou plusieurs autres person-
nes morales selon la procédure simplifiée
prévue à l'une ou l'autre de ces lois à moins
d'y être préalablement autorisée par ses admi-
nistrateurs en conformité avec l'article 208. 15

Fusion
simplifiée

Discontinuance

(3) On receipt of a notice that a corporation
has amalgamated under one of the Acts referred
to in subsection (1), the Director shall issue a
certificate of discontinuance in accordance with 25
section 277 if the Director is of the opinion that
the corporation has been amalgamated in
accordance with this section.

(3) Sur réception d'un avis attestant que
l'organisation a fusionné sous le régime de
l'une ou l'autre de ces lois, le directeur délivre
un certificat de changement de régime au titre
de l'article 277 s'il estime que la fusion a été 20
effectuée conformément au présent article.

Certificat de
changement de
régime

Notice deemed
to be articles

(4) For the purposes of section 277, a notice
referred to in subsection (3) is deemed to be 30
articles that are in the form that the Director
fixes.

(4) Pour l'application de l'article 277, cet
avis est réputé constituer des statuts en la forme
établie par le directeur.

Fiction

Act ceases to
apply

(5) This Act ceases to apply to the corpora-
tion on the date shown in the certificate of
discontinuance.

(5) La présente loi cesse de s'appliquer à 25
l'organisation à la date précisée dans le certificat
de changement de régime. 35

Cessation d'effet

Non-application

(6) For greater certainty, section 209 does not
apply to a corporation that amalgamates under
one of the Acts referred to in subsection (1).

(6) Il est entendu que l'article 209 ne
s'applique pas à l'organisation qui fusionne
sous le régime d'une loi mentionnée au 30
paragraphe (1).

Non-application

Continuance —
import

212. (1) A body corporate incorporated or
continued otherwise than by or under an Act of 40
Parliament may apply to the Director for a
certificate of continuance if so authorized by the
laws of its jurisdiction and if the body corporate

212. (1) La personne morale constituée ou
prorogée autrement que sous le régime d'une loi
fédérale peut demander au directeur de lui
délivrer un certificat de prorogation si la loi qui 35
la régit le permet et si elle satisfait, ou satisferait

Prorogation —
importation

	satisfies, or by its articles of continuance would satisfy, the requirements for incorporation under this Act.	aux termes de ses statuts de prorogation, aux critères régissant la constitution d'organisations au titre de la présente loi.	
Amendments in articles of continuance	(2) A body corporate that applies for a certificate under subsection (1) may, without so stating in its articles of continuance, effect by those articles any amendment to its act of incorporation, articles, letters patent or memorandum or articles of association that a corporation incorporated under this Act may make to its articles.	(2) La personne morale qui demande sa prorogation en vertu du paragraphe (1) peut, par ses statuts de prorogation et sans autre précision, modifier son acte constitutif, ses statuts, ses lettres patentes ou son mémoire de conventions, pourvu qu'il s'agisse de modifications qu'une organisation constituée en vertu de la présente loi peut apporter à ses statuts.	Modifications effectuées par les statuts de prorogation
Share capital	(3) If the body corporate is a body corporate with share capital, it shall establish the terms and conditions on which it is converted to a body corporate without share capital.	(3) Si elle a un capital-actions, la personne morale détermine les règles régissant sa conversion en personne morale sans capital-actions.	Modalités de conversion
Articles of continuance	(4) If a body corporate wishes to apply for a certificate under subsection (1), articles of continuance in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 20 and 129.	(4) Les statuts de prorogation sont envoyés au directeur, en la forme établie par lui, avec les documents exigés par les articles 20 et 129.	Envoi des statuts de prorogation
Certificate of continuance	(5) On receipt of articles of continuance, the Director shall issue a certificate of continuance in accordance with section 277.	(5) Sur réception des statuts de prorogation, le directeur délivre un certificat de prorogation au titre de l'article 277.	Certificat de prorogation
Effect of certificate	(6) From the date shown in the certificate of continuance (a) the body corporate becomes a corporation to which this Act applies as if it had been incorporated under this Act; (b) the articles of continuance are deemed to be the articles of incorporation of the continued corporation; (c) the certificate of continuance is deemed to be the certificate of incorporation of the continued corporation; and (d) any shareholders or members cease to be shareholders or members of the body corporate and become members of the continued corporation.	(6) À compter de la date précisée dans le certificat de prorogation : a) la personne morale devient une organisation régie par la présente loi comme si elle avait été constituée en vertu de celle-ci; b) les statuts de prorogation sont réputés être les statuts constitutifs de l'organisation issue de la prorogation; c) le certificat de prorogation est réputé être le certificat de constitution de l'organisation issue de la prorogation; d) les membres ou actionnaires de la personne morale deviennent des membres de l'organisation issue de la prorogation.	Effets du certificat
Copy of certificate	(7) The Director shall immediately send a copy of the certificate of continuance to the appropriate official or public body in the jurisdiction in which continuance under this Act was authorized.	(7) Le directeur envoie immédiatement un exemplaire du certificat de prorogation au fonctionnaire ou à l'administration compétents du ressort où la prorogation sous le régime de la présente loi a été autorisée.	Exemplaire du certificat

Rights preserved	(8) From the date of continuance of a body corporate as a corporation under this Act, (a) the property of the body corporate continues to be the property of the corporation; (b) the corporation continues to be liable for the obligations of the body corporate; (c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected; (d) any civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the body corporate may be continued by or against the corporation; and (e) any conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, the body corporate may be enforced by or against the corporation.	(8) À compter de la date de prorogation d'une personne morale sous forme d'organisation régie par la présente loi : a) l'organisation est propriétaire des biens de cette personne morale; b) l'organisation est responsable des obligations de cette personne morale; c) les causes d'actions déjà nées peuvent être opposées à l'organisation; d) l'organisation remplace la personne morale dans les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre celle-ci; e) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur de la personne morale ou contre elle est exécutoire à l'égard de l'organisation.	Maintien des droits
Deemed compliance	(9) A membership in a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act is deemed to have been issued in compliance with this Act and the articles of continuance.	(9) Les adhésions enregistrées par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi sont réputées l'avoir été en conformité avec la présente loi et les statuts de prorogation.	Adhésions enregistrées avant la prorogation
Definition of "charter"	213. (1) In this section, "charter" includes (a) the text of an Act of incorporation and of any amendments to that Act; (b) any letters patent, supplementary letters patent, certificate of incorporation and certificate of amendment; and (c) in the case of a body corporate incorporated under the <i>Pension Fund Societies Act</i>, the text of that Act and the by-laws of the body corporate.	213. (1) Au présent article, sont assimilés à une charte : a) le texte de la loi constitutive ainsi que ses modifications; b) les lettres patentes, initiales ou supplémentaires, et les certificats de constitution ou de modification; c) dans le cas d'une personne morale constituée sous le régime de la <i>Loi sur les sociétés de caisse de retraite</i>, le texte de cette loi et les règlements administratifs de la personne morale.	Définition de « charte »
Amendment of charter	(2) In connection with a continuance under this Act, the shareholders or members of a body corporate incorporated or continued by or under a special Act of Parliament who are entitled to vote at annual meetings of shareholders or members may, despite the charter of the body corporate, (a) by special resolution, authorize the directors of the body corporate to apply under section 212 for a certificate of continuance; and	(2) En ce qui concerne la prorogation sous le régime de la présente loi, les actionnaires ou les membres d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi spéciale du Parlement qui ont le droit de voter aux assemblées annuelles peuvent, malgré la charte de celle-ci : a) autoriser les administrateurs, par résolution extraordinaire, à demander, conformément à l'article 212, un certificat de prorogation;	Demande de certificat de prorogation — personnes morales constituées par loi spéciale

	(b) by the same resolution, make any amendment to the charter of the body corporate that a corporation incorporated under this Act may make to its articles.	b) apporter à la charte de la personne morale, par la même résolution, toutes les modifications qu'une organisation constituée en vertu de la présente loi peut apporter à ses statuts.	
Amendment of charter — other bodies corporate	(3) In connection with a continuance under this Act, the shareholders or members of a body corporate incorporated or continued by or under an Act of Parliament, other than this Act or a special Act, who are entitled to vote at annual meetings of shareholders or members may, 10 subject to any other Act of Parliament or the charter of the body corporate,	(3) En ce qui concerne la prorogation sous le régime de la présente loi, les actionnaires ou les membres d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi fédérale — autre que la présente loi ou une loi spéciale du Parlement — qui ont le droit de voter aux 10 assemblées annuelles peuvent, sous réserve de toute autre loi fédérale ou de la charte de la personne morale :	5 Demande de certificat de prorogation — autres personnes morales
	(a) by special resolution, authorize the directors of the body corporate to apply under section 212 for a certificate of continuance; 15 and	a) autoriser les administrateurs, par résolution extraordinaire, à demander, conformément à l'article 212, un certificat de prorogation;	
	(b) by the same resolution, make any amendment to the charter of the body corporate that a corporation incorporated under this Act may make to its articles. 20	b) apporter à la charte de la personne morale, par la même résolution, toutes les modifications qu'une organisation constituée en vertu de la présente loi peut apporter à ses statuts.	
Change of class or group rights	(4) Despite subsections (2) and (3), the members of a body corporate may not, by a special resolution under either of those subsections, make any amendment of the nature referred to in subsection 200(1) that affects a 25 class or group of members, unless	(4) Malgré les paragraphes (2) et (3), les membres d'une personne morale ne peuvent, par la résolution extraordinaire visée à l'un de ces paragraphes, apporter des modifications 25 analogues à celles visées au paragraphe 200(1) et touchant une catégorie ou un groupe d'adhésions, sauf dans les cas suivants :	Changement des droits afférents à une catégorie ou à un groupe d'adhésions
	(a) the charter of the body corporate otherwise provides in respect of an amendment of the nature referred to in paragraph 200(1)(a) or (e); or 30	a) la charte de la personne morale permet d'apporter des modifications analogues à 30 celles visées aux alinéas 200(1)a) ou e);	
	(b) the members of the class or group approve the amendment in accordance with section 200.	b) les membres de cette catégorie ou de ce groupe approuvent la modification selon les modalités prévues à l'article 200.	
Change of class or series rights	(5) Despite subsections (2) and (3), the shareholders of a body corporate with shares 35 may not, by a special resolution under either of those subsections, make any amendment affecting a class or series of shares unless the shareholders of the class or series approve the amendment in accordance with section 200. 40	(5) Malgré les paragraphes (2) et (3), les 35 actionnaires d'une personne morale avec capital-actions ne peuvent, par la résolution extraordinaire visée à l'un de ces paragraphes, apporter des modifications touchant une catégorie ou une série d'actions sans l'approbation 40 des actionnaires de cette catégorie ou de cette série selon les modalités prévues à l'article 200.	Changement des droits afférents à une catégorie ou à une série d'actions

Authorizing
continuance

(6) Subject to subsection (9), the directors of a body corporate incorporated or continued by or under a special Act of Parliament may, despite the charter of the body corporate, apply under section 212 for a certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to conform to this Act.

(6) Sous réserve du paragraphe (9), les administrateurs d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi spéciale du Parlement peuvent, malgré la charte de celle-ci, demander, conformément à l'article 212, un certificat de prorogation si les statuts de prorogation n'apportent à la charte de la personne morale que les modifications visant à la rendre conforme à la présente loi.

Demande de
certificat de
prorogation —
personnes
morales
constituées par
loi spéciale

Authorizing
continuance —
other bodies
corporate

(7) Subject to subsection (9), the directors of a body corporate incorporated or continued by or under an Act of Parliament, other than this Act or a special Act, may, subject to any other Act of Parliament or the charter of the body corporate, apply under section 212 for a certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to conform to this Act.

(7) Sous réserve du paragraphe (9), les administrateurs d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi fédérale — autre que la présente loi ou une loi spéciale du Parlement — peuvent, sous réserve de la charte de celle-ci ou de toute autre loi fédérale, demander, conformément à l'article 212, un certificat de prorogation si les statuts de prorogation n'apportent à la charte de la personne morale que les modifications visant à la rendre conforme à la présente loi.

Demande de
certificat de
prorogation —
autres personnes
morales

Financial
institutions

(8) For the purposes of this section, every body corporate that is incorporated or continued by or under an Act of Parliament and to which the *Bank Act*, the *Cooperative Credit Associations Act*, the *Insurance Companies Act* or the *Trust and Loan Companies Act* applies is deemed to be incorporated or continued by or under an Act of Parliament other than this Act or a special Act.

(8) Pour l'application du présent article, toute personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi fédérale et régie par la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* est réputée être constituée ou prorogée sous le régime d'une loi fédérale autre que la présente loi ou une loi spéciale.

Présomption

Discretionary
continuance

(9) The Governor in Council may, by order, require a body corporate without share capital incorporated by or under an Act of Parliament other than this Act to apply for a certificate of continuance under section 212 within any period that may be prescribed except for the following:

(9) Le gouverneur en conseil peut, par décret, enjoindre à toute personne morale sans capital-actions constituée sous le régime d'une loi fédérale — à l'exception de la présente loi — de demander, dans le délai réglementaire, un certificat de prorogation conformément à l'article 212, sauf:

Prorogation
discrétionnaire

(a) a bank;

a) une banque;

(b) an association to which the *Cooperative Credit Associations Act* applies;

b) une association régie par la *Loi sur les associations coopératives de crédit*;

(c) a company or society to which the *Insurance Companies Act* applies; and

c) une société ou société de secours régie par la *Loi sur les sociétés d'assurances*;

(d) a company to which the *Trust and Loan Companies Act* applies.

d) une société régie par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

Fees

(10) A body corporate that obtains a certificate of continuance under this section is not required to pay any fees in respect of the continuance.

(10) Aucun droit de prorogation n'est exigible de la personne morale qui obtient un certificat de prorogation au titre du présent article.

Droits non
exigibles

Special Act no longer applicable	(11) On the continuance of a body corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament as a corporation under this Act, the special Act ceases to apply to the corporation.	(11) La loi spéciale du Parlement ayant constitué la personne morale sans capital-actions cesse de s'appliquer à celle-ci dès sa prorogation au titre de la présente loi.	Non-application de la loi spéciale
Dissolution	(12) A body corporate referred to in subsection (9) that does not make an application to obtain a certificate of continuance within the period prescribed is dissolved on the expiry of that period.	(12) La personne morale visée au paragraphe (9) qui ne demande pas de certificat de prorogation dans le délai imparti est dissoute à l'expiration de ce délai.	5 Dissolution
Continuance — other jurisdictions	214. (1) Subject to subsection (10), a corporation may apply to the appropriate official or public body of another jurisdiction requesting that the corporation be continued as if it had been incorporated under the laws of that other jurisdiction if the corporation (a) is authorized by the members in accordance with subsections (3) to (5) to make the application; and (b) establishes to the satisfaction of the Director that its proposed continuance in the other jurisdiction will not adversely affect creditors or members of the corporation.	214. (1) Sous réserve du paragraphe (10), l'organisation qui y est autorisée par ses membres conformément aux paragraphes (3) à (5) et qui convainc le directeur que ni ses créanciers ni ses membres n'en subiront de préjudice peut demander à l'administration ou au fonctionnaire compétents relevant d'une autre autorité législative de la proroger sous le régime des lois de celle-ci.	Prorogation — exportation
Continuance — other federal Acts	(2) A corporation that is authorized by the members in accordance with subsections (3) to (5) may apply to the appropriate Minister or the Director for its continuance under the <i>Bank Act</i> , the <i>Canada Cooperatives Act</i> , the <i>Cooperative Credit Associations Act</i> , the <i>Insurance Companies Act</i> or the <i>Trust and Loan Companies Act</i> .	(2) L'organisation qui y est autorisée par ses membres conformément aux paragraphes (3) à (5) peut demander au ministre compétent ou au directeur de la proroger sous le régime de la <i>Loi sur les associations coopératives de crédit</i> , de la <i>Loi sur les banques</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> , de la <i>Loi sur les sociétés d'assurances</i> ou de la <i>Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt</i> .	Prorogation sous le régime de certaines lois fédérales
Notice of meeting	(3) The corporation shall give members notice of a meeting of members in accordance with section 163.	(3) L'organisation avise les membres, de la façon prévue à l'article 163, de la tenue de l'assemblée.	Avis de l'assemblée
Right to vote	(4) Each membership in the corporation carries the right to vote in respect of a continuance whether or not it otherwise carries the right to vote.	(4) Chaque adhésion, assortie ou non du droit de vote, confère un droit de vote quant à la prorogation.	30 Droit de vote
Member approval	(5) An application for continuance is authorized when the members have approved of the continuance by a special resolution.	(5) La demande de prorogation est autorisée lorsqu'elle est approuvée par les membres par voie de résolution extraordinaire.	Approbation des membres

Termination	(6) The directors of a corporation may, if authorized by the members at the time of approving an application for continuance, abandon the application without further approval of the members.	(6) Les administrateurs qui y sont autorisés par les membres au moment de l'approbation de la demande de prorogation peuvent renoncer à celle-ci sans autre autorisation.	Désistement
Discontinuance	(7) On receipt of a notice that the corporation has been continued under the laws of another jurisdiction or an Act referred to in subsection (2), the Director shall issue a certificate of discontinuance in accordance with section 277 if the Director is of the opinion that the corporation has been continued in accordance with this section.	(7) Sur réception d'un avis attestant que l'organisation a été prorogée sous le régime des lois d'une autre autorité législative ou d'une loi mentionnée au paragraphe (2), le directeur délivre un certificat de changement de régime au titre de l'article 277 s'il estime que la 10 prorogation a été effectuée conformément au présent article.	5 Certificat de changement de régime
Notice deemed to be articles	(8) For the purposes of section 277, a notice referred to in subsection (7) is deemed to be 15 articles that are in the form that the Director fixes.	(8) Pour l'application de l'article 277, cet avis est réputé constituer des statuts en la forme établie par le directeur.	Fiction 15
Act ceases to apply	(9) This Act ceases to apply to the corporation on the date shown in the certificate of discontinuance.	(9) La présente loi cesse de s'appliquer à l'organisation à la date précisée dans le certificat 20 de changement de régime.	Cessation d'effet
Prohibition	(10) A corporation shall not be continued as a body corporate under the laws of another jurisdiction unless those laws provide in effect that (a) the property of the corporation continues 25 to be the property of the body corporate; (b) the body corporate continues to be liable for the obligations of the corporation; (c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected; 30 (d) any civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the corporation may be continued by or against the body corporate; and (e) any conviction against, or ruling, order or 35 judgment in favour of or against, the corporation may be enforced by or against the body corporate.	(10) Les lois de toute autre autorité législative sous le régime desquelles l'organisation 20 est prorogée sous forme de personne morale doivent prévoir que : (a) la personne morale est propriétaire des biens de l'organisation; (b) la personne morale est responsable des 25 obligations de l'organisation; (c) les causes d'actions déjà nées peuvent être opposées à la personne morale; (d) la personne morale remplace l'organisation dans les poursuites civiles, pénales ou 30 administratives engagées par ou contre celle-ci; (e) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur de l'organisation ou contre elle est exécutoire à l'égard de la 35 personne morale.	Maintien des droits
Extraordinary sale, lease or exchange	215. (1) A sale, a lease or an exchange of all or substantially all of the property of a 40 corporation other than in the ordinary course of its activities requires the authorization of the members in accordance with subsections (2) to (6).	215. (1) Les ventes, locations ou échanges de la totalité ou quasi-totalité des biens de l'organisation qui n'interviennent pas dans le cours normal de ses activités doivent être 40 autorisés par les membres conformément aux paragraphes (2) à (6).	Vente, location ou échange faits hors du cours normal des activités

Notice of meeting	(2) The corporation shall give members notice of a meeting of members in accordance with section 163 and shall include a copy or summary of the proposed agreement of sale, lease or exchange.	(2) L'organisation avise les membres, de la façon prévue à l'article 163, de la tenue d'une assemblée et joint à l'avis un exemplaire ou un résumé du projet d'acte de vente, de location ou d'échange.	Avis d'assemblée
Member approval	(3) At the meeting of members, the members may authorize the sale, lease or exchange and may fix, or authorize the directors to fix, any of the terms and conditions of the sale, lease or exchange.	(3) Lors de l'assemblée, les membres peuvent autoriser la vente, la location ou l'échange, et peuvent en fixer les modalités ou autoriser les administrateurs à le faire.	Approbation des membres
Right to vote	(4) Each membership in the corporation carries the right to vote in respect of the sale, lease or exchange whether or not it otherwise carries the right to vote.	(4) Chaque adhésion, assortie ou non du droit de vote, confère un droit de vote quant aux opérations visées au paragraphe (1).	Droit de vote
Class vote	(5) The members of a class or group of members are entitled to vote separately as a class or group in respect of the sale, lease or exchange only if the class or group is affected by the sale, lease or exchange in a manner different from the members of another class or group.	(5) L'opération ne peut faire l'objet d'un vote séparé pour une catégorie ou un groupe de membres que si elle a un effet particulier sur cette catégorie ou ce groupe.	Vote par catégorie ou groupe
Member approval	(6) The sale, lease or exchange is authorized when the members of each class or group entitled to vote on it have approved it by a special resolution.	(6) Elle est autorisée dès que tous les membres de chaque catégorie ou groupe habiles à voter l'approuvent par résolution extraordinaire.	Approbation de l'opération
Abandonment	(7) The directors of a corporation may, if authorized by the members approving a proposed sale, lease or exchange, and subject to the rights of third parties, abandon the sale, lease or exchange without further approval of the members.	(7) Sous réserve des droits des tiers, les administrateurs qui y sont autorisés par les membres au moment de l'approbation de l'opération peuvent renoncer à celle-ci sans autre autorisation.	Abandon de l'opération
Definition of "reorganization"	216. (1) In this section, "reorganization" means a reorganization pursuant to (a) a court order made under section 254; (b) a court order made under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> approving a proposal; or (c) a court order made under any other Act of Parliament that affects the rights among a corporation and its members and creditors.	216. (1) Au présent article, la réorganisation d'une organisation se fait par voie d'ordonnance que le tribunal rend en vertu : a) soit de l'article 254; b) soit de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> pour approuver une proposition; c) soit de toute autre loi fédérale touchant les rapports de droit entre l'organisation, ses membres et ses créanciers.	Réorganisation
Powers of court	(2) If a corporation is subject to an order referred to in subsection (1), the order may also require any amendment of the articles or by-laws to effect any change that might be made under section 198.	(2) L'ordonnance peut exiger que toute modification prévue à l'article 198 soit apportée aux statuts ou aux règlements administratifs de l'organisation.	Pouvoirs du tribunal

Further powers	(3) If a court makes an order referred to in subsection (1), the court may also	(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance peut également :	Pouvoirs supplémentaires
	(a) authorize the issue of debt obligations of the corporation and fix their terms; and	a) autoriser l'émission de titres de créance et fixer les conditions afférentes à ceux-ci;	
	(b) appoint directors in place of or in addition to all or any of the directors then in office.	b) nommer d'autres administrateurs ou remplacer ceux qui sont en fonctions.	
Articles of reorganization	(4) After an order referred to in subsection (1) has been made, articles of reorganization in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by section 20 and subsection 135(1), if applicable.	(4) Après le prononcé de l'ordonnance, les clauses de réorganisation sont envoyées au directeur, en la forme établie par lui, accompagnées, le cas échéant, des documents exigés par l'article 20 et le paragraphe 135(1).	Envoi des clauses de réorganisation
Certificate of amendment	(5) On receipt of articles of reorganization, the Director shall issue a certificate of amendment in accordance with section 277.	(5) Sur réception des clauses de réorganisation, le directeur délivre un certificat de modification au titre de l'article 277.	Certificat de modification
Effect of certificate	(6) A reorganization becomes effective on the date shown in the certificate of amendment and the articles are amended accordingly.	(6) La réorganisation prend effet à la date précisée dans le certificat de modification et les statuts de l'organisation sont modifiés en conséquence.	Prise d'effet de la réorganisation
Definition of "arrangement"	217. (1) In this section, "arrangement" includes	217. (1) Au présent article, « arrangement » s'entend notamment :	Définition de « arrangement »
	(a) an amendment to the articles of a corporation;	a) de la modification des statuts d'une organisation;	
	(b) an amalgamation of two or more corporations;	b) de la fusion d'organisations;	
	(c) an amalgamation of a body corporate with a corporation that results in an amalgamated corporation subject to this Act;	c) de la fusion d'une personne morale et d'une organisation pour former une organisation régie par la présente loi;	
	(d) a division of the activities carried on by a corporation;	d) du fractionnement des activités d'une organisation;	
	(e) a transfer of all or substantially all of the property of a corporation to another body corporate in exchange for money or other property, shares, memberships or debt obligations of the body corporate;	e) du transfert de tout ou partie des biens d'une organisation à une autre personne morale sous une contrepartie en numéraire, en actions, en biens, en adhésions ou en titres de créance de celle-ci;	
	(f) an exchange of debt obligations or memberships of a corporation for money or other property or other memberships or debt obligations of the corporation or money or other property, shares, memberships or debt obligations of another body corporate;	f) de l'échange de titres de créance ou d'adhésions d'une organisation contre des biens, du numéraire, des adhésions ou des titres de créance de l'organisation ou d'une autre personne morale, ou contre des actions d'une autre personne morale;	
	(g) a liquidation and dissolution of a corporation; and	g) de la liquidation et de la dissolution d'une organisation;	

	(h) any combination of operations referred to in paragraphs (a) to (g).	h) de toute combinaison des opérations visées aux alinéas a) à g).	
Application to court for approval of arrangement	(2) If it is not practicable for a corporation to effect a fundamental change in the nature of an arrangement under any other provision of this Act, the corporation may apply to a court for an order approving an arrangement proposed by the corporation.	(2) Lorsqu'il lui est pratiquement impossible d'opérer, en vertu d'une autre disposition de la présente loi, une modification de structure équivalant à un arrangement, l'organisation peut demander au tribunal d'approuver, par ordonnance, l'arrangement qu'elle propose.	Demande d'approbation au tribunal
Powers of court	(3) On an application under this section, the court may make any interim or final order that it thinks fit, including (a) an order determining the notice to be given to any interested person or dispensing with notice to any person other than the Director; (b) an order appointing counsel, at the expense of the corporation, to represent the interests of the members; (c) an order requiring a corporation to call, hold and conduct a meeting of members or holders of debt obligations issued by the corporation in any manner that the court directs; and (d) an order approving an arrangement as proposed by the corporation or as amended in any manner that the court directs.	(3) Le tribunal, saisi d'une demande en vertu du présent article, peut notamment, par l'ordonnance provisoire ou définitive qu'il estime indiquée : a) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis à toute personne autre que le directeur; b) nommer, aux frais de l'organisation, un avocat pour défendre les intérêts des membres; c) enjoindre à l'organisation, selon les modalités qu'il fixe, de convoquer et de tenir une assemblée des membres ou des détenteurs de titres de créance; d) approuver ou modifier selon ses directives l'arrangement proposé par l'organisation.	Pouvoirs du tribunal
Notice to Director	(4) An applicant for any interim or final order under this section shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(4) L'organisation qui présente une demande d'ordonnance provisoire ou définitive en vertu du présent article en donne avis au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Articles of arrangement	(5) After an order referred to in paragraph (3)(d) has been made, articles of arrangement in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by section 20 and subsection 135(1), if applicable.	(5) Après le prononcé de l'ordonnance visée à l'alinéa (3)d), les clauses d'arrangement sont envoyées au directeur, en la forme établie par lui, accompagnées, le cas échéant, des documents exigés par l'article 20 et le paragraphe 135(1).	Envoi des clauses d'arrangement
Certificate of arrangement	(6) On receipt of articles of arrangement, the Director shall issue a certificate of arrangement in accordance with section 277.	(6) Sur réception des clauses d'arrangement, le directeur délivre un certificat d'arrangement au titre de l'article 277.	Certificat d'arrangement
Effect of certificate	(7) An arrangement becomes effective on the date shown in the certificate of arrangement.	(7) L'arrangement prend effet à la date précisée dans le certificat d'arrangement.	Prise d'effet de l'arrangement

PART 14

LIQUIDATION AND DISSOLUTION

Definition of
"court"

218. In this Part, "court", in relation to a corporation, means a court having jurisdiction in the place where the corporation has its registered office.

Application of
Part

219. (1) This Part does not apply to a corporation for which there is a trustee in bankruptcy, a trustee under a proposal or an interim receiver under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, or a receiver acting under a provincial law, until the end of the prescribed period after

(a) the trustee or interim receiver has been discharged; or

(b) the receiver has provided to the Superintendent of Bankruptcy the final report and statement of accounts required by subsection 246(3) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

Staying
proceedings

(2) Any proceedings under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a corporation that are pending when a trustee, interim receiver or receiver referred to in subsection (1) becomes entitled to act with respect to the corporation are stayed until the end of the prescribed period after

(a) the trustee or interim receiver has been discharged; or

(b) the receiver has provided to the Superintendent of Bankruptcy the final report and statement of accounts required by subsection 246(3) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

Revival

220. (1) If a corporation or other body corporate is dissolved under this Part, or if a body corporate created or continued under Part II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970 — or that is subject to Part III of that Act — is dissolved under that Act, any interested person may apply to the Director to have the dissolved corporation or other body corporate revived as a corporation under this Act.

Articles of
revival

(2) Articles of revival in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

PARTIE 14

LIQUIDATION ET DISSOLUTION

Définition de
« tribunal »

218. Dans la présente partie, « tribunal » désigne le tribunal compétent du ressort du siège de l'organisation.

Application de la
présente partie

219. (1) La présente partie ne s'applique à l'organisation, si un syndic, un syndic désigné dans une proposition ou un séquestre intérimaire agit à son égard en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou si un séquestre agit à son égard en vertu d'une loi provinciale, qu'à l'expiration de la période réglementaire suivant la libération du syndic ou du séquestre intérimaire ou la transmission par le séquestre de son rapport définitif et de son état de compte au surintendant des faillites au titre du paragraphe 246(3) de cette loi.

15

Suspension des
procédures

(2) Toute procédure soit de dissolution, soit de liquidation et de dissolution engagée en vertu de la présente partie, et en cours au moment où le syndic, le séquestre intérimaire ou le séquestre visé au paragraphe (1) devient autorisé à agir à l'égard de l'organisation, est suspendue jusqu'à l'expiration de la période réglementaire suivant la libération du syndic ou du séquestre intérimaire ou la transmission par le séquestre de son rapport définitif et de son état de compte au surintendant des faillites au titre du paragraphe 246(3) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Reconstitution

220. (1) Tout intéressé peut demander au directeur la reconstitution en organisation régie par la présente loi d'une organisation ou d'une autre personne morale dissoute en vertu de la présente partie, ou d'une personne morale dissoute en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés de 1970, après avoir été créée ou prorogée sous le régime de la partie II de cette loi ou assujettie à la partie III de la même loi.

40

Envoi des statuts
de reconstitution

(2) Les statuts de reconstitution sont envoyés au directeur en la forme établie par lui.

Certificate of revival	(3) On receipt of articles of revival, the Director shall issue a certificate of revival in accordance with section 277, if (a) the dissolved corporation or body corporate has fulfilled all conditions precedent that the Director considers reasonable; and (b) there is no valid reason for refusing to issue the certificate.	(3) Sur réception des statuts de reconstitution, le directeur délivre un certificat de reconstitution au titre de l'article 277 si : a) d'une part, l'organisation ou la personne morale dissoute a rempli les conditions préalables à la délivrance qu'il estime raisonnables; b) d'autre part, il n'y a aucun motif valable d'en refuser la délivrance.	Certificat de reconstitution
Date of revival	(4) A dissolved corporation or other body corporate is revived as a corporation under this Act on the date shown on the certificate of revival.	(4) L'organisation ou la personne morale dissoute est reconstituée en organisation régie par la présente loi à la date précisée dans le certificat.	Prise d'effet de la reconstitution
Special Act no longer applicable	(5) On the revival of a body corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament as a corporation under this Act, the special Act ceases to apply to the corporation.	(5) La loi spéciale du Parlement ayant constitué la personne morale sans capital-actions cesse de s'appliquer à celle-ci dès sa reconstitution au titre de la présente loi.	Non-application de la loi spéciale
Rights preserved	(6) Subject to any reasonable terms that may be imposed by the Director, to the rights acquired by any person after its dissolution and to any changes to the internal affairs of the corporation or body corporate after its dissolution, the revived corporation is, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved, (a) restored to its previous position in law, including the restoration of any rights and privileges whether arising before its dissolution or after its dissolution but before its revival; and (b) liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved, whether they arise before its dissolution or after its dissolution but before its revival.	(6) Sous réserve des modalités raisonnables imposées par le directeur, des droits acquis par toute personne après sa dissolution et de tout changement aux affaires internes de l'organisation ou de la personne morale survenu après sa dissolution, l'organisation reconstituée recouvre, comme si elle n'avait jamais été dissoute : a) la même situation juridique, notamment ses droits et privilèges, indépendamment de leur date d'acquisition; b) la responsabilité des obligations qui seraient les siennes si elle n'avait pas été dissoute, indépendamment de la date où elles ont été contractées.	Maintien des droits
Legal actions	(7) Any legal action respecting the affairs of a revived corporation taken between the time of its dissolution and its revival is valid and effective.	(7) Est valide toute action en justice concernant les affaires internes de l'organisation reconstituée intentée entre le moment de sa dissolution et celui de sa reconstitution.	Actions en justice
Definition of "interested person"	(8) In this section, "interested person" includes (a) a member, a director, an officer, an employee and a creditor of a dissolved corporation or body corporate;	(8) Pour l'application du présent article, « intéressé » s'entend notamment : a) du membre, de l'administrateur, du dirigeant, de l'employé ou du créancier de l'organisation ou de la personne morale dissoute;	Définition de « intéressé »

	(b) a person who has a contract — other than, in Quebec, a contract by gratuitous title — with the dissolved corporation or body corporate; (c) a person who, although at the time of dissolution of the corporation or body corporate was not a person described in paragraph (a), would be such a person if a certificate of revival were issued under this section; and (d) a trustee in bankruptcy or a liquidator for the dissolved corporation or body corporate.	b) de toute personne liée par un contrat — à l'exclusion, au Québec, du contrat à titre gratuit — conclu avec l'organisation ou la personne morale dissoute; c) de toute personne qui, bien que non visée par l'alinéa a) à la date de la dissolution, le deviendrait si l'organisation ou la personne morale était reconstituée; d) du syndic de faillite ou du liquidateur de l'organisation ou de la personne morale dissoute.	
Dissolution before commencing activities	221. (1) A corporation that has not issued any memberships may be dissolved at any time by resolution of all the directors.	221. (1) L'organisation n'ayant enregistré aucune adhésion peut être dissoute par résolution de tous les administrateurs.	Dissolution avant le début des activités
Dissolution if no property	(2) A corporation that has no property and no liabilities may be dissolved by special resolution of the members or, if it has more than one class or group of members, by special resolution of each class or group whether or not the members are otherwise entitled to vote.	(2) L'organisation sans biens ni dettes peut être dissoute par résolution extraordinaire des membres, votant par catégories ou groupes si les adhésions sont ainsi réparties, qu'ils soient habiles à voter ou non par ailleurs.	Dissolution d'une organisation sans biens ni dettes
Dissolution where property disposed of	(3) A corporation that has property or liabilities or both may be dissolved by special resolution of the members or, if it has more than one class or group of members, by special resolution of each class or group whether or not the members are otherwise entitled to vote, if (a) by the special resolution or resolutions the members authorize the directors to cause the corporation to distribute any money or other property in accordance with sections 235 to 237 and discharge any liabilities; and (b) the corporation has distributed any money or other property and discharged any liabilities before it sends articles of dissolution to the Director under subsection (4).	(3) L'organisation qui a des biens ou des dettes, ou les deux à la fois, peut être dissoute par résolution extraordinaire des membres, votant par catégories ou groupes si les adhésions sont ainsi réparties, qu'ils soient habiles à voter ou non par ailleurs, pourvu que : a) d'une part, les résolutions autorisent les administrateurs à effectuer la répartition des biens en conformité avec les articles 235 à 237 et le règlement des dettes; b) d'autre part, l'organisation ait effectué la répartition des biens et le règlement des dettes avant d'envoyer les clauses de dissolution au directeur conformément au paragraphe (4).	Dissolution après répartition des biens de l'organisation
Articles of dissolution	(4) Articles of dissolution in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.	(4) Les clauses de dissolution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.	Envoi des clauses de dissolution
Certificate of dissolution	(5) On receipt of articles of dissolution, the Director shall issue a certificate of dissolution in accordance with section 277.	(5) Sur réception des clauses de dissolution, le directeur délivre un certificat de dissolution au titre de l'article 277.	Certificat de dissolution
Effect of certificate	(6) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.	(6) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.	Prise d'effet de la dissolution

Proposing liquidation and dissolution	222. (1) The directors may propose the voluntary liquidation and dissolution of a corporation, or a member who is entitled to vote at an annual meeting of members may make such a proposal in accordance with section 164.	222. (1) La liquidation et la dissolution volontaires de l'organisation peuvent être proposées par les administrateurs ou, conformément à l'article 164, par tout membre habile à voter à l'assemblée annuelle.	Proposition des administrateurs ou d'un membre
Notice of meeting	(2) Notice of any meeting of members at which voluntary liquidation and dissolution is to be proposed shall set out the terms of the proposal.	(2) L'avis de convocation de l'assemblée à laquelle il doit être statué sur la proposition de liquidation et de dissolution volontaires expose les modalités de la proposition.	Avis de l'assemblée
Members' resolution	(3) A corporation may liquidate and dissolve by special resolution of the members or, if the corporation has more than one class or group of members, by special resolution of each class or group whether or not the members are otherwise entitled to vote.	(3) L'organisation peut prononcer sa liquidation et sa dissolution par résolution extraordinaire des membres, votant par catégories ou groupes si les adhésions sont ainsi réparties, qu'ils soient habiles à voter ou non par ailleurs.	Résolution des membres
Statement of intent to dissolve	(4) A statement of intent to dissolve in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.	(4) Une déclaration d'intention de dissolution est envoyée au directeur en la forme établie par lui.	Envoi de la déclaration d'intention
Certificate of intent to dissolve	(5) On receipt of a statement of intent to dissolve, the Director shall issue a certificate of intent to dissolve in accordance with section 277.	(5) Sur réception de la déclaration d'intention, le directeur délivre, au titre de l'article 277, un certificat d'intention de dissolution.	Certificat d'intention de dissolution
Effect of certificate	(6) On the issuance of a certificate of intent to dissolve, the corporation shall cease to carry on its activities except to the extent necessary for the liquidation, but its corporate existence continues until the Director issues a certificate of dissolution.	(6) Dès la délivrance du certificat d'intention, l'organisation doit cesser toute activité, sauf dans la mesure nécessaire à la liquidation, mais sa personnalité morale ne cesse d'exister qu'à la délivrance du certificat de dissolution.	Effet du certificat
Liquidation	(7) After the issuance of a certificate of intent to dissolve, the corporation shall (a) immediately cause notice of the certificate to be sent to each known creditor of the corporation; (b) without delay take reasonable steps to give notice of it in each province in Canada where the corporation was carrying on activities at the time it sent the statement of intent to dissolve to the Director; (c) do all acts required to liquidate its property — including collecting its property, transferring property referred to in section 235 and converting any property not to be transferred or distributed in kind into money — and discharge all its liabilities; and	(7) À la suite de la délivrance du certificat d'intention de dissolution, l'organisation : a) envoie immédiatement avis à chaque créancier connu; b) prend sans délai toute disposition utile pour en donner avis dans chaque province où elle exerçait ses activités au moment de l'envoi au directeur de la déclaration d'intention de dissolution; c) accomplit les actes utiles à la liquidation — notamment recouvrer ses biens, remettre les biens visés à l'article 235 et réaliser en numéraire les biens qui ne sont pas destinés à être remis ou répartis en nature — et règle ses dettes;	Liquidation

	(d) after giving the notice required under paragraphs (a) and (b) and adequately providing for the discharge of all of its liabilities, distribute its remaining property, either in money or in kind, in accordance with sections 236 and 237.	d) après avoir donné les avis exigés par les alinéas a) et b) et constitué une provision suffisante pour régler ses dettes, répartit le reliquat des biens, en numéraire ou en nature, en conformité avec les articles 236 et 237.	5
Supervision by court	(8) On the application of the Director or any interested person made at any time during the liquidation of a corporation, a court may order that the liquidation be continued under the supervision of the court as provided in this Part and make any further order that it thinks fit.	(8) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande présentée au cours de la liquidation par le directeur ou par tout intéressé, décider que la liquidation sera poursuivie sous sa surveillance conformément à la présente partie et 10 prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	Surveillance judiciaire
Notice to Director	(9) An interested person who makes an application under this section shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(9) L'intéressé qui présente la demande prévue au présent article en donne avis au directeur; celui-ci peut comparaître en personne 15 ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Revocation	(10) At any time after the issue of a certificate of intent to dissolve and before the issue of a certificate of dissolution, a certificate of intent to dissolve may be revoked by sending to the Director a statement of revocation of intent to dissolve in the form that the Director fixes, if the revocation is approved in the same manner as the resolution under subsection (3).	(10) Le certificat d'intention de dissolution peut, après sa délivrance et avant celle du certificat de dissolution, être révoqué par résolution adoptée conformément au paragraphe 20 (3), sur envoi au directeur d'une déclaration de renonciation à la dissolution en la forme établie par lui.	Révocation
Certificate of revocation of intent to dissolve	(11) On receipt of a statement of revocation of intent to dissolve, the Director shall issue a certificate of revocation of intent to dissolve in accordance with section 277.	(11) Sur réception de la déclaration de renonciation, le directeur délivre un certificat 25 de renonciation à la dissolution au titre de l'article 277.	Certificat de renonciation à la dissolution
Effect of certificate	(12) On the date shown in the certificate of revocation of intent to dissolve, the revocation is effective and the corporation may continue to carry on its activities.	(12) La renonciation prend effet à la date précisée dans le certificat de renonciation et l'organisation peut dès lors continuer à exercer 30 ses activités.	Prise d'effet de la renonciation
Right to dissolve	(13) If a certificate of intent to dissolve has not been revoked and the corporation has complied with subsection (7), the corporation shall prepare articles of dissolution.	(13) En l'absence de renonciation, l'organisation, après avoir observé le paragraphe (7), rédige les clauses de dissolution.	Droit de dissolution
Articles of dissolution	(14) Articles of dissolution in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.	(14) Les clauses de dissolution sont en- 35 voyées au directeur en la forme établie par lui.	Envoi des clauses de dissolution
Certificate of dissolution	(15) On receipt of articles of dissolution, the Director shall issue a certificate of dissolution in accordance with section 277.	(15) Sur réception des clauses de dissolution, le directeur délivre un certificat de dissolution au titre de l'article 277.	Certificat de dissolution
Effect of certificate	(16) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.	(16) L'organisation cesse d'exister à la date 40 précisée dans le certificat de dissolution.	Prise d'effet de la dissolution

Dissolution by Director	223. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Director may (a) dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution under this section if the corporation (i) has not commenced its activities within the prescribed period after the date shown in its certificate of incorporation, (ii) has not carried on its activities for the prescribed period, (iii) is in default for a prescribed period in sending to the Director any fee, notice or other document required by this Act, or (iv) does not have any directors or is in the situation described in subsection 131(4); or (b) apply to a court for an order dissolving the corporation, in which case section 228 applies.	223. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le directeur peut : a) soit dissoudre, par la délivrance du certificat de dissolution prévu au présent article, toute organisation qui, selon le cas : (i) n'a pas commencé ses activités dans le délai réglementaire suivant la date précisée dans son certificat de constitution, (ii) n'a pas exercé ses activités pendant la période réglementaire, (iii) omet, pendant la période réglementaire, d'envoyer au directeur les droits, avis ou autres documents exigés par la présente loi, (iv) est sans administrateur ou se trouve dans la situation visée au paragraphe 131(4); b) soit demander au tribunal sa dissolution par voie d'ordonnance, auquel cas l'article 228 s'applique.	Dissolution par le directeur
Publication	(2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until the Director has (a) given notice of the decision to dissolve the corporation to the corporation and to each director; and (b) published notice of that decision in a publication generally available to the public.	(2) Le directeur ne peut dissoudre, en vertu du présent article, une organisation avant de lui avoir donné, ainsi qu'à chacun de ses administrateurs, un préavis de sa décision et d'avoir fait paraître un avis de son intention dans une publication destinée au grand public.	Préavis et publication d'un avis
Certificate of dissolution	(3) Unless cause to the contrary has been shown or an order has been made by a court under section 259, the Director may, after the expiry of the prescribed period, issue a certificate of dissolution.	(3) En l'absence d'opposition justifiée ou d'ordonnance rendue en vertu de l'article 259, le directeur peut, à l'expiration de la période réglementaire, délivrer un certificat de dissolution.	Certificat de dissolution
Exception — non-payment of incorporation fee	(4) Despite anything in this section, the Director may dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution if the required fee for the issuance of a certificate of incorporation has not been paid.	(4) Malgré toute autre disposition du présent article, le directeur peut dissoudre une organisation par la délivrance d'un certificat de dissolution lorsque les droits exigibles pour la délivrance du certificat de constitution n'ont pas été payés.	Non-paiement des droits de constitution
Effect of certificate	(5) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.	(5) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.	Prise d'effet de la dissolution
Grounds for dissolution	224. (1) The Director or any interested person may apply to a court for an order dissolving a corporation if the corporation has	224. (1) Le directeur ou tout intéressé peut demander au tribunal d'ordonner la dissolution de l'organisation qui, selon le cas :	Demande au tribunal

	(a) failed for the prescribed period to comply with the requirements of this Act with respect to the holding of annual meetings of members; (b) contravened subsection 17(2) or section 22, 23, 175 or 176; or (c) procured any certificate under this Act by misrepresentation.	a) a omis, pendant la période réglementaire, de respecter les exigences prévues par la présente loi concernant la tenue des assemblées annuelles; b) a enfreint les dispositions du paragraphe 17(2) ou des articles 22, 23, 175 ou 176; c) a obtenu un certificat au titre de la présente loi sur présentation de faits erronés.	
Notice to Director	(2) An interested person who makes an application under this section shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(2) L'intéressé qui présente la demande prévue au présent article en donne avis au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Dissolution order	(3) On an application under this section or section 223, the court may order that the corporation be dissolved or that the corporation be liquidated and dissolved under the supervision of the court and may make any other order that it thinks fit.	(3) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande présentée en vertu du présent article ou de l'article 223, prononcer la dissolution de l'organisation ou en prescrire la dissolution et la liquidation sous sa surveillance, et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.	Ordonnance de dissolution
Certificate	(4) On receipt of an order under this section 20 or section 223 or 225, the Director shall (a) if the order is to dissolve the corporation, issue a certificate of dissolution; or (b) if the order is to liquidate and dissolve the corporation under the supervision of the court, issue a certificate of intent to dissolve and publish notice of the order in a publication generally available to the public.	(4) Sur réception de l'ordonnance visée au présent article ou aux articles 223 ou 225, le directeur délivre : a) un certificat de dissolution, s'il s'agit d'une ordonnance à cet effet; b) un certificat d'intention de dissolution, dont il fait paraître un avis dans une publication destinée au grand public, s'il s'agit d'une ordonnance de liquidation et de dissolution sous surveillance judiciaire.	Certificat de dissolution ou d'intention de dissolution
Effect of certificate	(5) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.	(5) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.	Prise d'effet de la dissolution
Further grounds	225. (1) On the application of a member, a court may order the liquidation and dissolution of a corporation or any of its affiliated corporations (a) if the court is satisfied that in respect of the corporation or any of its affiliates, any of the following is oppressive or unfairly prejudicial to, or unfairly disregards the interests of, any shareholder, creditor, director, officer or member, or causes such a result: (i) any act or omission of the corporation or any of its affiliates,	225. (1) Le tribunal peut, sur demande d'un membre, ordonner la liquidation et la dissolution de l'organisation ou de toute autre organisation de son groupe, selon le cas : a) s'il est convaincu que l'organisation ou la personne morale de son groupe entrave l'exercice des droits de tout actionnaire, créancier, administrateur, dirigeant ou membre, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts : (i) soit par une action ou une omission qui lui est imputable,	Demande au tribunal — autres motifs

	(ii) the conduct of the activities or affairs of the corporation or any of its affiliates, or (iii) the exercise of the powers of the directors of the corporation or any of its affiliates; or (b) if the court is satisfied that (i) a unanimous member agreement entitles a complaining member to demand dissolution of the corporation after the occurrence of a specified event and that 10 event has occurred, or (ii) it is just and equitable that the corporation should be liquidated and dissolved.	(ii) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités ou ses affaires internes, (iii) soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs 5 pouvoirs; b) s'il est convaincu : (i) soit qu'il est survenu un événement qui, selon une convention unanime des membres, permet au membre mécontent d'exi- 10 ger la dissolution, (ii) soit que la mesure est juste et équitable.	
Faith-based defence	(2) The court may not make an order under 15 paragraph (1)(a) if the court is satisfied that (a) the corporation is a religious corporation; (b) the act or omission, the conduct or the exercise of powers is based on a tenet of faith held by the members of the corporation; and 20 (c) it was reasonable to base the act or omission, the conduct or the exercise of powers on the tenet of faith, having regard to the activities of the corporation.	(2) Toutefois, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance en vertu de l'alinéa (1)a) s'il est 15 convaincu que l'organisation est une organisation religieuse, que l'action ou l'omission, la conduite des activités ou des affaires internes ou l'exercice des pouvoirs à l'origine de la demande sont fondés sur un précepte religieux 20 observé par les membres de l'organisation et qu'il était justifié de les fonder sur un tel précepte, compte tenu de la nature des activités de l'organisation.	Moyen de défense fondé sur un précepte religieux
Alternative order	(3) On an application under this section, the 25 court may make any order under this section or section 254 that it thinks fit.	(3) Sur demande présentée en vertu du 25 présent article, le tribunal peut rendre, conformément à cet article ou à l'article 254, toute ordonnance qu'il estime indiquée.	Ordonnance subsidiaire
Application of s. 255	(4) Section 255 applies to an application under this section.	(4) L'article 255 s'applique aux demandes visées au présent article. 30	Application de l'article 255
Application for supervision	226. (1) An application to a court to super- 30 vise a voluntary liquidation and dissolution under subsection 222(8) shall state the reasons, verified by an affidavit of the applicant, why the court should supervise the liquidation and dissolution. 35	226. (1) La demande de surveillance présentée au tribunal au titre du paragraphe 222(8) doit être motivée, avec l'affidavit du demandeur à l'appui.	Demande motivée
Court supervision	(2) If a court makes an order applied for under subsection 222(8), the liquidation and dissolution of the corporation shall continue under the supervision of the court in accordance with this Act. 40	(2) La liquidation et la dissolution se pour- 35 suivent, conformément à la présente loi, sous la surveillance du tribunal, si l'ordonnance prévue au paragraphe 222(8) est rendue.	Surveillance

Application to court	227. (1) An application to a court under subsection 225(1) shall state the reasons, verified by an affidavit of the applicant, why the corporation should be liquidated and dissolved.	227. (1) La demande de liquidation et de dissolution visée au paragraphe 225(1) doit être motivée, avec l'affidavit du demandeur à l'appui.	Demande motivée
Show cause order	(2) On the application, the court may make an order requiring the corporation and any interested person to show cause, at a time and place specified in the order, within the prescribed period after the date of the order, why the corporation should not be liquidated and dissolved.	(2) Après le dépôt de la demande, le tribunal peut, par ordonnance, requérir l'organisation ainsi que tout intéressé d'expliquer, dans le délai réglementaire suivant le prononcé de l'ordonnance et aux lieu, date et heure indiqués, pourquoi la liquidation et la dissolution seraient inopportunes.	5 Ordonnance préliminaire
Powers of court	(3) On the application, the court may order the directors and officers of the corporation to furnish the court with all material information known to or reasonably ascertainable by them, including (a) financial statements of the corporation; (b) the name and address of each member of the corporation; and (c) the name and address of each known creditor or claimant, including any creditor or claimant with unliquidated, future or contingent claims, and any person with whom the corporation has a contract.	(3) Le tribunal peut de plus ordonner aux administrateurs et dirigeants la fourniture des renseignements pertinents qu'ils ont en leur possession ou qu'ils peuvent raisonnablement obtenir, notamment : a) les états financiers de l'organisation; b) les noms et adresses des membres; c) les noms et adresses des créanciers ou réclamants connus, y compris ceux qui ont des créances non liquidées, futures ou éventuelles, et des cocontractants de l'organisation.	Pouvoirs du tribunal
Publication	(4) A copy of an order made under subsection (2) shall be (a) published as directed in the order, at a prescribed minimum frequency, before the time appointed for the hearing, in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office; and (b) served on the Director and each person named in the order.	(4) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) doit à la fois : a) paraître de la manière qui y est indiquée, selon la fréquence minimale prévue par règlement, avant la date de l'audience, dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège de l'organisation; b) être signifiée au directeur et aux personnes qui y sont désignées.	Publication 25
Person responsible	(5) Publication and service of an order under this section shall be effected by the corporation or by any other person, and in any manner, that the court orders.	(5) La publication et la signification des ordonnances visées au présent article sont faites, selon les modalités que fixe le tribunal, par l'organisation ou la personne qu'il désigne.	Personne responsable
Powers of court	228. In connection with the dissolution or the liquidation and dissolution of a corporation, the court may, if it is satisfied that the corporation is able to pay or adequately provide for the discharge of all its liabilities, make (a) an order to liquidate;	228. En vue de la dissolution, avec ou sans liquidation, le tribunal peut, par ordonnance, s'il constate la capacité de l'organisation de payer ou de constituer une provision pour régler ses dettes : a) exiger la liquidation;	Pouvoirs du tribunal

- (b) an order appointing or replacing a liquidator, with or without security, and fixing the remuneration of the liquidator or their replacement;
- (c) an order appointing or replacing inspectors or referees and specifying the powers and fixing the remuneration of the inspectors or referees or their replacements; 5
- (d) an order determining the notice to be given to any interested person, or dispensing 10 with notice to any person;
- (e) an order determining the validity of any claims made against the corporation;
- (f) an order, at any stage of the proceedings, restraining the directors and officers 15
- (i) from exercising any of their powers, or
- (ii) from collecting or receiving any debt or other property of the corporation and from paying out or transferring any property of the corporation, except as 20 permitted by the court;
- (g) an order determining and enforcing
- (i) the duty of any present or former director, officer or member to the corporation, or 25
- (ii) the liability of such a person for an obligation of the corporation;
- (h) an order approving the payment, satisfaction or compromise or, in Quebec, transaction of claims against the corporation and the 30 retention of assets for that purpose, and determining the adequacy of provisions for the payment or discharge of liabilities of the corporation, whether liquidated, unliquidated, future or contingent; 35
- (i) an order determining the use of documents and records of the corporation or directing their disposition, including by destruction;
- (j) on the application of a creditor, the 40 inspectors or the liquidator, an order giving directions on any matter arising in the liquidation;
- (k) an order specifying to whom the assets of the corporation will be distributed; 45
- b) nommer un liquidateur ou le remplacer, en exigeant ou non une garantie, et fixer la rémunération de celui-ci ou de son remplaçant;
- c) nommer des inspecteurs ou des arbitres ou 5 les remplacer et préciser les pouvoirs et la rémunération de ceux-ci ou de leurs remplaçants;
- d) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis; 10
- e) statuer sur la validité des réclamations faites contre l'organisation;
- f) interdire, à tout stade de la procédure, aux administrateurs et aux dirigeants :
- (i) soit d'exercer tout ou partie de leurs 15 pouvoirs,
- (ii) soit de percevoir toute créance de l'organisation ou de payer, transférer ou recevoir tout bien de celle-ci, sauf dans la mesure qu'il autorise; 20
- g) préciser les devoirs des administrateurs, dirigeants ou membres ou de leurs prédécesseurs envers l'organisation et les contraindre à s'en acquitter et, d'autre part, préciser et mettre en jeu leur responsabilité envers les 25 tiers pour les obligations de l'organisation;
- h) approuver, en ce qui concerne les dettes de l'organisation, tout paiement, règlement ou transaction ainsi que toute rétention d'éléments d'actif à cet effet, et décider si 30 les provisions constituées suffisent à régler les dettes de l'organisation, qu'elles soient ou non liquidées, futures ou éventuelles;
- i) fixer l'usage qui sera fait des documents et livres de l'organisation et prévoir la façon de 35 s'en départir, par destruction ou autrement;
- j) sur demande d'un créancier, des inspecteurs ou du liquidateur, donner des instructions sur toute question touchant à la liquidation; 40
- k) préciser entre qui les biens doivent être répartis;

	(l) after notice has been given to all interested parties, an order relieving a liquidator from any omission or default on any terms that the court thinks fit and confirming any act of the liquidator; (m) subject to sections 234 to 237, an order approving any proposed interim or final distribution of money or other property; (n) an order disposing of any property belonging to creditors or members who cannot be found; (o) on the application of any director, officer, member or creditor or the liquidator, (i) an order staying the liquidation on any terms and conditions that the court thinks fit, (ii) an order continuing or discontinuing the liquidation proceedings, or (iii) an order to the liquidator to restore to the corporation all its remaining property; (p) after the liquidator has rendered a final account to the court, an order dissolving the corporation; and (q) any other order that it thinks fit.	l) sur avis à tous les intéressés, décharger le liquidateur de ses manquements, selon les modalités qu'il estime indiquées, et confirmer ses actes; m) sous réserve des articles 234 à 237, approuver tout projet de répartition provisoire ou définitive entre les membres, en numéraire ou en nature; n) fixer la destination des biens appartenant aux créanciers ou aux membres introuvables; o) sur demande de tout administrateur, dirigeant, membre ou créancier ou du liquidateur : (i) surseoir à la liquidation, selon les modalités qu'il estime indiquées, (ii) poursuivre ou interrompre la procédure de liquidation, (iii) enjoindre au liquidateur de restituer à l'organisation le reliquat des biens de celle-ci; p) après la reddition de comptes définitive du liquidateur devant lui, dissoudre l'organisation; q) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.	5 5 10 15 20 25	
Effect of order	229. The liquidation of a corporation commences when a court makes a liquidation order.	229. La liquidation de l'organisation commence dès que le tribunal rend une ordonnance à cet effet.		Effet de l'ordonnance
Cessation of activities and powers	230. (1) If a court makes an order for the liquidation of a corporation,	230. (1) À la suite du prononcé de l'ordonnance de liquidation :	30	Cessation des activités et perte de pouvoirs
	(a) the corporation continues in existence but shall cease to carry on activities, except activities that are, in the opinion of the liquidator, required for an orderly liquidation; and (b) the powers of the directors and members cease and vest in the liquidator, except as specifically authorized by the court.	a) l'organisation, tout en continuant à exister, cesse d'exercer ses activités, à l'exception de celles que le liquidateur estime nécessaires au déroulement normal des opérations de la liquidation; b) les pouvoirs des administrateurs et des membres sont dévolus au liquidateur, sauf indication contraire et expresse du tribunal.	35	
Delegation by liquidator	(2) The liquidator may delegate any powers vested in the liquidator by paragraph (1)(b) to the directors or members.	(2) Le liquidateur peut déléguer aux administrateurs ou aux membres tout ou partie des pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de l'alinéa (1)b).	40	Délégation par le liquidateur

Appointment of liquidator	231. (1) When making an order for the liquidation of a corporation or at any time after making the order, the court may appoint any person, including a director, an officer or a member of the corporation or any other body corporate, as liquidator of the corporation.	231. (1) Le tribunal peut, lorsqu'il rend l'ordonnance de liquidation ou par la suite, nommer en qualité de liquidateur toute personne, notamment l'un des administrateurs, dirigeants ou membres de l'organisation ou d'une autre personne morale.	Nomination du liquidateur
Vacancy	(2) If an order for the liquidation of a corporation has been made and the office of liquidator is or becomes vacant, the property of the corporation is under the control of the court until the office of liquidator is filled.	(2) Les biens de l'organisation sont placés sous la garde du tribunal durant toute vacance du poste de liquidateur survenant après le prononcé de l'ordonnance de liquidation.	Vacance
Duties of liquidator	232. A liquidator shall (a) immediately after appointment give notice of the appointment to the Director and to each claimant and creditor known to the liquidator; (b) in each province where the corporation carries on activities, provide, without delay, notice in accordance with the regulations of the appointment (i) requiring any person indebted to the corporation to render an account and pay to the liquidator at the time and place specified any amount owing, (ii) requiring any person possessing property of the corporation to deliver it to the liquidator at the time and place specified, and (iii) requiring any person having a claim against the corporation, whether liquidated, unliquidated, future or contingent, to present particulars of the claim in writing to the liquidator within the prescribed period; (c) take into custody and control the property of the corporation; (d) open and maintain a trust account for the money of the corporation; (e) keep accounts of the money of the corporation received and paid out by the liquidator; (f) maintain separate lists of the members, creditors and other persons having claims against the corporation;	232. Le liquidateur : a) donne avis sans délai de sa nomination au directeur et aux réclamants et créanciers connus de lui; b) donne sans délai conformément aux règlements, dans chaque province où l'organisation exerce ses activités, un avis de sa nomination obligeant : (i) les débiteurs de l'organisation à lui rendre compte et à lui payer leurs dettes, aux date et lieu précisés dans l'avis, (ii) les personnes en possession des biens de l'organisation à les lui remettre aux date et lieu précisés dans l'avis, (iii) les personnes ayant une réclamation contre l'organisation à lui fournir par écrit, dans le délai réglementaire, un relevé détaillé de leur créance, qu'elle soit ou non liquidée, future ou éventuelle; c) assume la garde et la responsabilité de tous les biens de l'organisation; d) ouvre un compte en fiducie pour les fonds de l'organisation; e) tient la comptabilité des recettes et déboursés de l'organisation; f) tient des listes distinctes des membres, créanciers et autres réclamants; g) demande des instructions au tribunal après constatation de l'incapacité de l'organisation de régler ses dettes ou de constituer une provision suffisante à cette fin; h) remet au tribunal ainsi qu'au directeur, au moins une fois au cours de la période réglementaire suivant sa nomination et	Obligations du liquidateur

(g) if at any time the liquidator determines that the corporation is unable to pay or adequately provide for the discharge of its liabilities, apply to the court for directions;

(h) deliver to the court and to the Director, at least once in the prescribed period after appointment or more often as the court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 173 or in any other form that the liquidator may think proper or as the court may require; and

(i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the corporation in accordance with sections 235 to 237.

Powers of liquidator

233. (1) A liquidator may

(a) retain legal counsel, accountants, engineers, appraisers and other professional advisers;

(b) bring, defend or take part in any civil, criminal or administrative action or proceeding on behalf of the corporation;

(c) carry on the activities of the corporation as required for an orderly liquidation;

(d) sell by public auction or private sale any property of the corporation;

(e) do all acts and execute or, in Quebec, sign any documents on behalf of the corporation;

(f) borrow money on the security of the property of the corporation;

(g) settle or compromise or, in Quebec, transact on any claims by or against the corporation; and

(h) do all other things necessary for the liquidation of the corporation and distribution of its property.

Due diligence

(2) A liquidator is not liable if the liquidator exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the liquidator by an officer of the corporation or in a written report of the

chaque fois que le tribunal l'exige, les états financiers de l'organisation en la forme exigée à l'article 173 ou en telle autre forme jugée convenable par lui ou exigée par le tribunal;

i) après l'approbation par le tribunal de ses comptes définitifs, répartit le reliquat des biens de l'organisation en conformité avec les articles 235 à 237.

233. (1) Le liquidateur peut :

a) retenir les services de conseillers professionnels, notamment de conseillers juridiques, de comptables, d'ingénieurs et d'estimateurs;

b) ester en justice, dans le cadre de toute procédure civile, pénale ou administrative, pour le compte de l'organisation;

c) exercer les activités de l'organisation dans la mesure nécessaire à la liquidation;

d) vendre aux enchères publiques ou de gré à gré tout bien de l'organisation;

e) agir et signer des documents au nom de l'organisation;

f) contracter des emprunts garantis par les biens de l'organisation;

g) transiger sur toutes réclamations mettant en cause l'organisation ou les régler;

h) faire tout ce qui est par ailleurs nécessaire à la liquidation et à la répartition des biens de l'organisation.

(2) N'engage pas sa responsabilité le liquidateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur les documents suivants :

10 Pouvoirs du liquidateur

Défense de diligence raisonnable

	public accountant of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or	a) soit les états financiers de l'organisation qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit de l'expert-comptable, présentent adéquatement sa situation;	
	(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.	b) soit les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.	
Liability for environmental matters	(3) Despite anything in federal or provincial law, a liquidator is not liable, in that capacity, for any environmental condition or environmental damage, unless the condition arose or the damage occurred after the liquidator's appointment as a result of the liquidator's gross negligence or wilful misconduct or, in Quebec, the liquidator's gross or intentional fault.	(3) Par dérogation au droit fédéral et provincial, le liquidateur est, en cette qualité, dégagé de toute responsabilité personnelle découlant de tout fait ou dommage affectant l'environnement, sauf celui survenu après sa nomination et causé par sa négligence grave ou sa faute délibérée ou, au Québec, sa faute lourde ou intentionnelle.	Responsabilité en matière d'environnement
Application for examination	(4) On the application of a liquidator, the court may — if it is satisfied that there are reasonable grounds to believe that any person has in their possession or under their control, or has concealed, withheld or misappropriated, any property of the corporation — make an order requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.	(4) S'il est convaincu de l'existence de motifs raisonnables de croire qu'une personne a en sa possession ou sous sa responsabilité ou a dissimulé, retenu ou détourné des biens de l'organisation, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du liquidateur, obliger celle-ci à comparaître pour interrogatoire aux date, heure et lieu fixés dans l'ordonnance.	Demande d'interrogatoire
Power of court	(5) If the court is satisfied, on the examination, that the person has concealed, withheld or misappropriated property of the corporation, the court may order that person to restore it or pay compensation to the liquidator.	(5) S'il est convaincu au terme de l'interrogatoire que la personne a dissimulé, retenu ou détourné des biens de l'organisation, le tribunal peut, par ordonnance, enjoindre à celle-ci de les restituer au liquidateur ou de lui verser une indemnité compensatoire.	Pouvoirs du tribunal
Costs of liquidation	234. (1) A liquidator shall pay the costs of liquidation out of the property of the corporation and shall pay, or make adequate provision for, all claims against the corporation.	234. (1) Le liquidateur acquitte les frais de liquidation sur les biens de l'organisation; il règle également toutes les dettes de l'organisation ou constitue une provision suffisante à cette fin.	Frais de liquidation
Final accounts	(2) Within the prescribed period after appointment, and after paying, or making adequate provision for, all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the court	(2) Dans le délai réglementaire suivant sa nomination et après avoir réglé toutes les dettes de l'organisation ou constitué une provision suffisante à cette fin, le liquidateur demande au tribunal :	Comptes définitifs
	(a) for approval of the final accounts and for an order permitting the liquidator to distribute in money or in kind the remaining property of the corporation in accordance with sections 235 to 237; or	a) soit d'approuver ses comptes définitifs et de l'autoriser, par ordonnance, à répartir en numéraire ou en nature le reliquat des biens de l'organisation en conformité avec les articles 235 à 237;	
	(b) for an extension of time, setting out the reasons for the extension.	b) soit, motifs à l'appui, de prolonger son mandat.	

Member application	(3) On the application of a member of the corporation, the court may, if a liquidator fails to make the application required by subsection (2), order the liquidator to show cause why a final accounting and distribution should not be made.	(3) Le tribunal peut, sur demande de tout membre, ordonner au liquidateur qui néglige de présenter la demande exigée par le paragraphe (2) d'expliquer les raisons pour lesquelles les comptes définitifs ne peuvent être dressés et la répartition ne peut être effectuée.	Demande des membres
Publication	(4) A liquidator shall give notice of their intention to make an application under subsection (2) to the Director, to each inspector appointed under paragraph 228(c), to each member and to any person who provided a security or fidelity bond or fidelity insurance for the liquidation, and shall publish the notice in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office, or as otherwise directed by the court.	(4) Le liquidateur donne avis de son intention de présenter la demande prévue au paragraphe (2) au directeur, à chaque inspecteur nommé en vertu de l'alinéa 228c), à chaque membre et aux personnes ayant fourni une sûreté ou une assurance détournement et vol pour les besoins de la liquidation, et fait paraître cet avis dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège de l'organisation ou par tout autre moyen choisi par le tribunal.	Publication
Final order	(5) If the court approves the final accounts rendered by a liquidator, the court shall make an order (a) directing the Director to issue a certificate of dissolution; (b) giving directions regarding the custody of documents and records of the corporation or their disposition, including by destruction; and (c) discharging the liquidator.	(5) Le tribunal, s'il approuve les comptes définitifs du liquidateur, doit, par ordonnance : a) demander au directeur de délivrer un certificat de dissolution; b) donner des instructions quant à la garde des documents et livres de l'organisation ou la façon de s'en départir, par destruction ou autrement; c) le libérer.	Ordonnance définitive
Delivery of order	(6) The liquidator discharged under subsection (5) shall immediately send a certified copy of the order referred to in that subsection to the Director.	(6) Le liquidateur libéré en vertu du paragraphe (5) envoie sans délai au directeur une copie certifiée conforme de l'ordonnance visée à ce paragraphe.	Copie
Certificate of dissolution	(7) On receipt of a certified copy of the order referred to in subsection (5), the Director shall issue a certificate of dissolution.	(7) Sur réception de la copie certifiée conforme, le directeur délivre un certificat de dissolution.	Certificat de dissolution
Effect of certificate	(8) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.	(8) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.	Prise d'effet de la dissolution
Transfer on condition of return	235. If a person has transferred property to a corporation subject to the condition that it be returned on the dissolution of the corporation, the liquidator shall transfer that property to that person.	235. Si l'organisation a reçu des biens d'une personne à la condition qu'elle les lui remette en cas de dissolution, le liquidateur remet ces biens à la personne.	Remise de certains biens
Application	236. (1) This section applies to (a) a corporation that is a registered charity within the meaning of subsection 248(1) of the <i>Income Tax Act</i> ; (b) a soliciting corporation; and	236. (1) Le présent article s'applique à : a) l'organisation qui est un organisme de bienfaisance enregistré au sens du paragraphe 248(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ;	Application

(c) a corporation that has, in the prescribed period, received income in excess of the prescribed amount in the form of

(i) donations or gifts or, in Quebec, gifts or legacies of money or other property 5 requested from any person who is not

(A) a member, director, officer or employee of the corporation at the time of the request,

(B) a spouse of a person referred to in 10 clause (A) or an individual who is cohabiting with that person in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year, or

(C) a child, parent, brother, sister, 15 grandparent, uncle, aunt, nephew or niece of a person referred to in clause (A) or of a spouse or individual referred to in clause (B),

(ii) grants or similar financial assistance 20 received from the federal government or a provincial or municipal government, or an agency of such a government, or

(iii) donations or gifts or, in Quebec, gifts or legacies of money or other property 25 from a corporation or other entity that has, in the prescribed period, received income in excess of the prescribed amount in the form of donations, gifts or legacies referred to in subparagraph (i) or grants or similar 30 financial assistance referred to in subparagraph (ii).

b) l'organisation ayant recours à la sollicitation;

c) l'organisation qui a touché un revenu excédant le montant réglementaire, pendant la période réglementaire, lequel revenu pro- 5 vient :

(i) d'une donation ou d'un legs ou, ailleurs qu'au Québec, d'une donation de sommes d'argent ou d'autres biens, demandés aux personnes autres que les personnes suivan- 10 tes :

(A) un membre, un administrateur, un dirigeant ou un employé au service de l'organisation au moment de la de- 15 mande,

(B) l'époux d'une personne visée à la division (A) ou la personne qui vit avec elle dans une relation conjugale depuis au moins un an,

(C) l'enfant, le père, la mère, le frère, la 20 soeur, le grand-père, la grand-mère, l'oncle, la tante, le neveu ou la nièce d'une personne visée aux divisions (A) ou (B),

(ii) de subventions d'un ministère ou d'un 25 organisme fédéral ou provincial, d'une municipalité ou d'un organisme municipal, ou de toute aide financière analogue,

(iii) d'une donation ou d'un legs ou, ailleurs qu'au Québec, d'une donation de 30 sommes d'argent ou d'autres biens d'une organisation ou d'une autre entité qui, pendant la période réglementaire, a touché un revenu excédant le montant réglementaire sous forme de donation ou de legs 35 visés au sous-alinéa (i) ou de subventions ou de toute aide financière visées au sous-alinéa (ii).

Articles to
provide for
distribution of
property

(2) The articles of a corporation shall provide that any property remaining on liquidation after the discharge of any liabilities of the corpora- 35 tion, other than property referred to in section 235, shall be distributed to one or more qualified donees, within the meaning of sub-section 248(1) of the *Income Tax Act*.

(2) Les statuts de l'organisation doivent prévoir que le reliquat de ses biens après le 40 règlement de ses dettes, à l'exception des biens visés à l'article 235, est transféré, en cas de liquidation, à un ou plusieurs donataires reconnus au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Transfert des
biens régi par
statuts

Distribution in accordance with order	(3) If the articles of a corporation do not provide for distribution to one or more qualified donees, the liquidator shall apply for an order under section 228 for the distribution of the remaining property of the corporation, other than the property referred to in section 235, to one or more qualified donees.	(3) Si les statuts de l'organisation ne prévoient pas un tel transfert, il incombe au liquidateur de demander au tribunal de rendre l'ordonnance prévue à l'article 228 afin que celui-ci soit effectué.	Transfert des biens non régi par statuts
Notice of application	(4) The liquidator shall give notice to the Director of the application, and the Director may appear and be heard in person or by counsel.	(4) Le liquidateur donne avis de la demande au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Distribution in accordance with articles	237. (1) If the articles of a corporation, other than a corporation referred to in subsection 236(1), provide for the distribution of property remaining on liquidation after the discharge of any liabilities of the corporation, the liquidator shall distribute the remaining property, other than the property referred to in section 235, in accordance with the articles.	237. (1) Le liquidateur répartit le reliquat des biens de toute organisation non visée au paragraphe 236(1) après le règlement de ses dettes, à l'exception de ceux visés à l'article 235, en conformité avec les statuts de celle-ci.	Répartition en conformité avec les statuts
Distribution to members	(2) If the articles do not provide for the distribution of the remaining property, the liquidator shall divide the remaining property, other than the property referred to in section 235, into as many equal shares as there are memberships in the corporation and distribute one share to the holder of each membership.	(2) Si les statuts ne régissent pas la répartition du reliquat de ces biens, le liquidateur les répartit en parts égales en fonction du nombre d'adhésions.	Répartition en parts égales
Right to distribution in money	238. (1) If in the course of liquidation of a corporation the members resolve or the liquidator proposes to do any of the following, a member may apply to the court for an order requiring the distribution of the property of the corporation to be in money: (a) exchange all or substantially all of the property of the corporation for securities, debt obligations or memberships of another body corporate that are to be distributed to the members; or (b) distribute all or part of the property of the corporation to the members in kind.	238. (1) Tout membre peut demander au tribunal d'imposer, par ordonnance, la répartition en numéraire des biens de l'organisation si, au cours de la liquidation, les membres décident, par résolution, ou si le liquidateur propose : a) soit d'échanger tout ou partie des biens de l'organisation contre des valeurs mobilières ou des titres de créance d'une autre personne morale ou des adhésions enregistrées par une telle personne morale, à répartir entre les membres; b) soit de répartir tout ou partie des biens de l'organisation, en nature, entre les membres.	Droit à la répartition en numéraire
Powers of court	(2) On an application under subsection (1), the court may order all of the property of the corporation to be converted into and distributed in money.	(2) Le tribunal peut, sur demande présentée en vertu du paragraphe (1), ordonner la réalisation de tous les biens de l'organisation et la répartition du produit.	Pouvoirs du tribunal
Custody of records	239. A person who has been granted custody of the documents and records of a dissolved corporation remains liable to produce those	239. La personne qui s'est vu confier la garde des documents et livres d'une organisation dissoute peut être tenue de les produire	Garde des documents

	documents and records until the expiry of the prescribed period after the corporation's dissolution or of any shorter period fixed by an order made under subsection 234(5).	jusqu'à l'expiration de la période réglementaire suivant la dissolution ou de la période plus courte fixée dans l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 234(5).	
Definition of "member"	240. (1) In this section, "member" includes the heirs and personal representatives of a member.	240. (1) Au présent article, « membre » s'entend notamment des héritiers et des représentants personnels du membre.	5 Définition de « membre »
Continuation of actions	(2) Despite the dissolution of a corporation under this Act, (a) any civil, criminal or administrative action or proceeding commenced by or against the dissolved corporation before its dissolution may be continued as if the corporation had not been dissolved; (b) any civil, criminal or administrative action or proceeding may be brought against the dissolved corporation within two years after its dissolution as if the corporation had not been dissolved; and (c) any property that would have been available to satisfy any judgment or order if the corporation had not been dissolved remains available for that purpose.	(2) Malgré la dissolution d'une organisation au titre de la présente loi : (a) les poursuites civiles, pénales ou administratives intentées par ou contre elle avant sa dissolution peuvent être continuées comme si la dissolution n'avait pas eu lieu; (b) dans les deux ans suivant la dissolution, des poursuites civiles, pénales ou administratives peuvent être intentées contre l'organisation comme si elle n'avait pas été dissoute; (c) les biens qui auraient servi à satisfaire à tout jugement ou ordonnance, n'eût été de la dissolution, demeurent disponibles à cette fin.	Continuation des poursuites
Service on corporation	(3) Service of a document on a corporation after its dissolution may be effected by serving the document on a person whose name appears on the last notice that was sent by the corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director.	(3) Après la dissolution, la signification des documents peut se faire à toute personne dont le nom figure sur la dernière liste ou le dernier avis envoyé conformément aux articles 129 ou 135, 25 selon le cas, et reçu par le directeur.	Signification
Service on company	(4) Service of a document on a company to which the <i>Canada Corporations Act</i> , chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applied and that has been dissolved under subsection 298(5) may be effected by serving the document on a person shown as a director in the last annual summary filed by the company under that Act.	(4) La signification des documents à une compagnie qui était régie par la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> , chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et qui a été dissoute par suite de l'application du paragraphe 298(5) peut se faire à toute personne figurant comme administrateur dans le dernier sommaire déposé par la compagnie au titre de cette loi.	Signification
Reimbursement	(5) Despite the dissolution of a corporation under this Act, a member to whom any of its property has been distributed is liable to any person claiming under subsection (2) to the extent of the amount received by that member on that distribution, and an action to enforce that liability may be brought within two years after the date of the dissolution of the corporation.	(5) Malgré la dissolution d'une organisation en vertu de la présente loi, les membres entre lesquels sont répartis les biens engagent leur responsabilité, à concurrence de la somme reçue, envers toute personne invoquant le paragraphe (2), toute action en recouvrement pouvant alors être engagée dans les deux ans suivant la dissolution.	35 Remboursement

Representative action	(6) A court may order an action referred to in subsection (5) to be brought against the persons who were members as a class or group, subject to any conditions that the court thinks fit, and, if the plaintiff establishes a claim, the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court, who may (a) add as a party to the proceedings each person who was a member found by the plaintiff; (b) determine, subject to subsection (5), the amount that each person who was a member shall contribute towards satisfaction of the plaintiff's claim; and (c) direct payment of the amounts so determined.	(6) Le tribunal peut ordonner que soit intentée, collectivement contre les membres, l'action visée au paragraphe (5), sous réserve des conditions qu'il estime indiquées, et peut, si le demandeur établit le bien-fondé de sa demande, renvoyer l'affaire devant un de ses fonctionnaires — notamment un arbitre — qui a le pouvoir : a) de joindre comme partie à l'instance chaque ancien membre retrouvé par le 10 demandeur; b) de déterminer, sous réserve du paragraphe (5), la part que chaque ancien membre doit verser pour dédommager le demandeur; c) d'ordonner le versement des sommes ainsi 15 déterminées.	Action en justice collective
Creditors or members not found	241. (1) On the dissolution of a corporation under this Act, the portion of the property distributable to a creditor or member who cannot be found shall be converted into money 20 and paid to the Receiver General.	241. (1) La partie des biens à remettre, par suite de la dissolution d'une organisation en vertu de la présente loi, à tout créancier ou membre introuvable doit être réalisée en 20 numéraire et le produit versé au receveur général.	Créanciers ou membres introuvables
Payment to be forwarded	(2) If payment is made to the Receiver General under subsection (1) with respect to a creditor or member, the corporation or liquidator shall forward to the Director with the payment 25 all documents, records and registers in the possession of the corporation or liquidator that relate to the entitlement of the creditor or member.	(2) Le liquidateur ou l'organisation qui effectue le versement envoie en même temps au directeur tous documents, livres et registres 25 en sa possession concernant le droit au paiement du créancier ou du membre, selon le cas.	Envoi des documents
Constructive satisfaction	(3) A payment under subsection (1) is 30 deemed to be in satisfaction of a debt or claim of the creditor or member.	(3) Le versement ainsi effectué est réputé régler le créancier ou dédommager le membre.	Dédommagement
Recovery	(4) A person who establishes an entitlement to any money paid to the Receiver General under this Act shall be paid by the Receiver 35 General an equivalent amount out of the Consolidated Revenue Fund.	(4) Le receveur général verse, sur le Trésor, 30 une somme égale à celle qu'il a reçue au titre de la présente loi à toute personne qui la réclame à bon droit.	Recouvrement
Vesting in Crown	242. (1) Subject to subsection 240(2) and section 241, property of a dissolved corporation that has not been disposed of at the date of its 40 dissolution under this Act vests in Her Majesty in right of Canada.	242. (1) Sous réserve du paragraphe 240(2) et de l'article 241, les biens dont il n'a pas été 35 disposé à la date de la dissolution de l'organisation en vertu de la présente loi sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.	Dévolution à la Couronne

Return of
property on
revival

(2) If a dissolved corporation is revived as a corporation under section 220, any property, other than money, that vested in Her Majesty under subsection (1) and that has not been disposed of shall be returned to the corporation and there shall be paid to the corporation out of the Consolidated Revenue Fund

(a) an amount equal to any money received by Her Majesty under subsection (1); and

(b) if property other than money vested in Her Majesty under subsection (1) and that property has been disposed of, an amount equal to the lesser of

(i) the value of that property at the date it vested in Her Majesty, and

(ii) the amount realized by Her Majesty from the disposition of that property.

PART 15

INVESTIGATION

Investigation

243. (1) On the application of a member, a debt obligation holder or the Director, *ex parte* or on any notice that the court requires, a court having jurisdiction in the place where a corporation has its registered office may direct an investigation to be made of the corporation and any of its affiliated corporations and may

(a) appoint an inspector to conduct the investigation or replace an inspector and fix the remuneration of the inspector or their replacement;

(b) determine the notice to be given to any interested person or, subject to subsection (3), dispense with notice to any person;

(c) subject to section 245, authorize an inspector to enter any place if the court is satisfied that there are reasonable grounds to suspect that there is relevant information in that place and to examine any thing and make copies of any document or record found there;

(d) require any person to produce documents or records to an inspector;

(2) Les biens ainsi dévolus à Sa Majesté et dont il n'a pas été disposé, à l'exclusion des sommes d'argent, sont restitués à l'organisation reconstituée en organisation en vertu de l'article 220; lui sont versées, sur le Trésor :

a) une somme égale à celles qu'a reçues Sa Majesté en vertu du paragraphe (1);

b) en cas de disposition de biens autres qu'en numéraire dévolus à Sa Majesté, une somme correspondant au moins élevé des montants suivants :

(i) la valeur de ces biens à la date de leur dévolution,

(ii) le produit tiré par Sa Majesté de cette disposition.

PARTIE 15

ENQUÊTE

Restitution des
biensEnquête
ordonnée par le
tribunal

243. (1) Le tribunal du ressort du siège de l'organisation peut, sur demande de tout membre ou détenteur de titre de créance ou du directeur, présentée *ex parte* ou suivant l'envoi de l'avis qu'il exige, ordonner la tenue d'une enquête sur l'organisation et sur toute organisation de son groupe; il peut alors, par ordonnance :

a) nommer un inspecteur chargé de mener l'enquête ou le remplacer et fixer la rémunération de celui-ci ou de son remplaçant;

b) préciser les avis à donner aux intéressés ou, sous réserve du paragraphe (3), accorder une dispense d'avis;

c) s'il est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables de soupçonner que des renseignements pertinents s'y trouvent, autoriser l'inspecteur, sous réserve de l'article 245, à visiter des lieux, ainsi qu'à examiner toute chose et prendre copie de tout document ou livre qu'il y trouve;

d) requérir la présentation à l'inspecteur de documents ou de livres;

	(e) authorize an inspector to conduct a hearing, administer oaths and examine any person on oath, and make rules for the conduct of the hearing;	e) autoriser l'inspecteur à tenir une audience, à faire prêter serment et à interroger sous serment, ainsi que préciser les règles régissant la tenue de l'audience;	
	(f) require any person to attend a hearing conducted by an inspector and to give evidence on oath;	f) citer toute personne à comparaître à l'audience tenue par l'inspecteur pour y déposer sous serment;	5
	(g) give directions to an inspector or any interested person on any matter arising in the investigation;	g) donner des instructions à l'inspecteur ou à tout intéressé sur toute question relevant de l'enquête;	10
	(h) require an inspector to make an interim or final report to the court;	h) demander à l'inspecteur de lui faire un rapport provisoire ou définitif;	10
	(i) determine whether a report of an inspector should be published and, if so, order the Director to publish the report in whole or in part or to send copies to any person whom the court designates;	i) statuer sur l'opportunité de la publication du rapport de l'inspecteur et, le cas échéant, demander au directeur de le publier intégralement ou en partie ou d'en envoyer copie à toute personne qu'il désigne;	15
	(j) require an inspector to discontinue an investigation;	j) arrêter l'enquête;	
	(k) require the corporation to pay the costs of the investigation; and	k) enjoindre à l'organisation de payer les frais de l'enquête;	20
	(l) make any other order that it thinks fit.	l) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.	
Grounds	(2) The court may make an order on an application under subsection (1) only if it appears to the court that	(2) Le tribunal ne peut rendre une telle ordonnance que s'il lui paraît établi, selon le cas :	Motifs 25
	(a) the activities of the corporation or any of its affiliates are or have been carried on with intent to defraud any person;	a) que l'organisation ou une personne morale de son groupe exerce ou a exercé ses activités avec une intention de fraude;	
	(b) the activities or affairs of the corporation or any of its affiliates are or have been carried on or conducted, or the powers of the directors are or have been exercised, in a manner that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interests of a member or debt obligation holder;	b) que l'organisation ou une personne morale de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités ou ses affaires internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, entrave l'exercice des droits des membres ou des détenteurs de titres de créance ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts;	30
	(c) the corporation or any of its affiliates was formed for a fraudulent or unlawful purpose or is to be dissolved for a fraudulent or unlawful purpose; or	c) que la constitution ou la dissolution de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe procède d'une intention frauduleuse ou illégale;	40
	(d) persons concerned with the formation, activities or affairs of the corporation or any of its affiliates have acted fraudulently or dishonestly.	d) que des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes dans le cadre de la constitution de l'organisation ou d'une	45

		personne morale de son groupe, ou dans la conduite de ses activités ou de ses affaires internes.	
Notice to Director	(3) A member or debt obligation holder who makes an application under subsection (1) shall give the Director reasonable notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(3) Le membre ou le détenteur de titre de créance qui présente la demande visée au paragraphe (1) en donne avis, dans un délai raisonnable, au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
No security for costs	(4) An applicant under this section is not required to give security for costs.	(4) La personne qui présente la demande n'est pas tenue de fournir de cautionnement pour les frais.	Absence de cautionnement
Hearings in camera	(5) An <i>ex parte</i> application under this section shall be heard <i>in camera</i> .	(5) La demande <i>ex parte</i> faite au titre du présent article est entendue à huis clos.	Audiences à huis clos
Consent to publish proceedings required	(6) No person shall publish anything relating to <i>ex parte</i> proceedings under this section except with the authorization of the court or the written consent of the corporation being investigated.	(6) Toute publication relative à la demande <i>ex parte</i> est interdite, sauf autorisation du tribunal ou consentement écrit de l'organisation faisant l'objet de l'enquête.	Publication interdite, sauf autorisation préalable
Power of inspector	244. (1) An inspector under this Part has the powers set out in the order appointing the inspector.	244. (1) L'inspecteur visé par la présente partie a les pouvoirs précisés dans son ordonnance de nomination.	Pouvoirs de l'inspecteur
Court order	(2) An inspector shall on request produce to an interested person a copy of any order made under subsection 243(1).	(2) L'inspecteur remet à tout intéressé, sur demande, copie de toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe 243(1).	Copie de l'ordonnance
Entering dwelling	245. (1) If the place referred to in paragraph 243(1)(c) is a dwelling, the court shall not make an order under that paragraph unless it is satisfied that (a) entry to the dwelling is necessary to practically obtain the information; and (b) entry to the dwelling has been refused or there are reasonable grounds for believing that entry will be refused.	245. (1) Dans le cas d'une habitation, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance visée à l'alinéa 243(1)c) que s'il est convaincu que la visite est nécessaire pour y obtenir les renseignements, sans difficulté excessive, et qu'un refus a été opposé à la visite ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.	Visite d'une habitation
Use of force	(2) In acting under the authority of an order that authorizes entry to a dwelling, the inspector named in it shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the order.	(2) L'inspecteur ne peut, dans le cadre de la visite, recourir à la force que si l'ordonnance en autorise expressément l'usage et que s'il est accompagné d'un agent de la paix.	Usage de la force
Hearing in camera	246. (1) On the application of an interested person, a court may make an order directing that a hearing conducted by an inspector under this Part be heard <i>in camera</i> or giving directions on any matter arising in the investigation.	246. (1) Le tribunal peut, sur demande de tout intéressé, ordonner la tenue à huis clos de l'audience prévue à la présente partie et donner des instructions sur toute question relevant de l'enquête.	Audience à huis clos

Right to counsel	(2) A person whose conduct is being investigated or who is being examined at a hearing conducted by an inspector under this Part has a right to be represented by counsel.	(2) La personne dont la conduite fait l'objet de l'enquête ou qui est interrogée lors de l'audience prévue à la présente partie peut se faire représenter par avocat.	Représentation
Incriminating statements	247. No person is excused from attending and giving evidence and producing documents and records to an inspector under this Part by reason only that the evidence tends to incriminate that person or subject that person to any proceeding or penalty, but no such evidence shall be used or is receivable against that person in any proceeding instituted against that person under an Act of Parliament, other than a prosecution under section 132 of the <i>Criminal Code</i> for perjury in giving the evidence or a prosecution under section 136 of that Act in respect of the evidence.	247. Toute personne tenue au titre de la présente partie de se présenter et de témoigner devant un inspecteur ou de lui remettre des documents et des livres ne peut en être dispensée au seul motif que son témoignage peut entraîner son inculpation ou la rendre 10 passible de poursuites ou de sanctions; cependant, ce témoignage ne peut être invoqué et est irrecevable contre elle dans les poursuites intentées à son encontre en vertu d'une loi fédérale, à l'exception de celles intentées en 15 application de l'article 132 du <i>Code criminel</i> pour parjure dans le cadre de ce témoignage ou de l'article 136 de cette loi à l'égard de ce témoignage.	5 Incrimination
Exchange of information	248. (1) In addition to the powers set out in the order appointing the inspector, an inspector appointed to investigate a corporation may 20 furnish information to, or exchange information and otherwise cooperate with, any public official in Canada or elsewhere who is authorized to exercise investigatory powers and who is investigating, in respect of the corporation, any 25 allegation of improper conduct that is the same as or similar to the conduct described in subsection 243(2).	248. (1) Outre les pouvoirs précisés dans 20 son ordonnance de nomination, l'inspecteur nommé pour enquêter sur une organisation peut fournir des renseignements aux fonctionnaires canadiens ou étrangers ou en échanger avec eux et collaborer de toute autre manière avec eux, 25 s'ils sont investis de pouvoirs d'enquête et mènent, sur l'organisation, une enquête à propos de toute allégation faisant état d'une conduite répréhensible analogue à celles visées au paragraphe 243(2).	20 Échange de renseignements
Restriction	(2) An inspector shall not furnish information that was obtained from any person in the course of an investigation under this Part to a public official outside Canada unless the inspector is satisfied that the information will not be used against that person in any proceeding instituted against that person for an offence. 35	(2) Toutefois, l'inspecteur ne peut fournir 30 aux fonctionnaires étrangers les renseignements obtenus auprès d'une personne dans le cadre de l'enquête prévue par la présente partie que s'il est convaincu qu'ils ne seront pas invoqués 35 contre elle dans toute poursuite pénale.	Limite
Absolute privilege — defamation	249. (1) Any oral or written statement or report made by an inspector or any other person in an investigation under this Part has absolute privilege.	249. (1) Les personnes, notamment les inspecteurs, qui font des déclarations orales ou écrites et des rapports au cours de l'enquête prévue par la présente partie jouissent d'une 40 immunité absolue.	Immunité absolue — diffamation
Copy of report	(2) An inspector shall send to the Director a 40 copy of every report made by the inspector under this Part.	(2) L'inspecteur envoie au directeur une copie de tout rapport qu'il établit au titre de la présente partie.	Copie du rapport

Solicitor-client
privilege or
professional
secrecy

250. Nothing in this Part shall be construed as affecting solicitor-client privilege or, in Quebec, the professional secrecy of advocates and notaries.

250. La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte au secret professionnel de l'avocat ou du notaire.

Secret
professionnel

PART 16

REMEDIES, OFFENCES AND PUNISHMENT

Definitions

251. The following definitions apply in this Part.

“action”
« poursuite »

“action” means an action under this Act.

“complainant”
« plaignant »

“complainant” means

- (a) a former or present member or debt obligation holder of a corporation or any of its affiliates;
- (b) a present or former registered holder or beneficial owner of a share of an affiliate of a corporation;
- (c) a former or present director or officer of a corporation or any of its affiliates;
- (d) the Director; or
- (e) any other person who, in the discretion of a court, is a proper person to make an application under this Part.

Derivative action

252. (1) On the application of a complainant, a court may make an order granting the complainant leave to bring an action in the name of and on behalf of a corporation or any of its subsidiaries, or intervene in an action to which such a body corporate is a party, for the purpose of prosecuting, defending or discontinuing the action on its behalf.

Conditions
precedent

(2) The court may not make an order under subsection (1) unless the court is satisfied that

- (a) the complainant has given notice to the directors of the corporation or its subsidiary of the complainant's intention to apply to the court under subsection (1) within the prescribed period before bringing the application, or as otherwise ordered by the court, if

PARTIE 16

RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES

Définitions

251. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« plaignant »

« plaignant »
“complainant”

- a) Tout membre ou détenteur de titre de créance, ancien ou actuel, d'une organisation ou d'une personne morale de son groupe;
- b) le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire, ancien ou actuel, d'une action d'une personne morale du groupe de l'organisation;
- c) tout administrateur ou dirigeant, ancien ou actuel, d'une organisation ou d'une personne morale de son groupe;
- d) le directeur;
- e) toute autre personne qui, d'après un tribunal, a qualité pour présenter une demande sous le régime de la présente partie.

« poursuite » Action intentée en vertu de la présente loi.

« poursuite »
“action”

252. (1) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du plaignant, l'autoriser soit à intenter une poursuite au nom et pour le compte d'une organisation ou de l'une de ses filiales, soit à intervenir dans une poursuite à laquelle est partie une telle personne morale, afin de l'exercer, d'y présenter une défense ou d'y mettre fin pour le compte de cette personne morale.

Recours
similaire à
l'action oblique

(2) Le tribunal ne peut rendre l'ordonnance que s'il est convaincu à la fois :

- a) que le plaignant a donné avis de son intention de présenter la demande, selon les modalités de temps prévues par règlement ou selon ce que le tribunal estime indiqué, aux administrateurs de l'organisation ou de sa filiale dans le cas où ils n'ont pas intenté la poursuite, n'ont pas agi avec diligence dans le cadre de celle-ci ou n'y ont pas mis fin;

Conditions
préalables

the directors of the corporation or its subsidiary do not bring the action, prosecute or defend it diligently or discontinue it;

(b) the complainant is acting in good faith; and

(c) it appears to be in the interests of the corporation or its subsidiary that the action be brought, prosecuted, defended or discontinued.

Faith-based
defence

(3) The court may not make an order under 10 subsection (1) if the court is satisfied that

(a) the corporation is a religious corporation;

(b) the decision of the directors referred to in paragraph (2)(a) is based on a tenet of faith held by the members of the corporation; and 15

(c) it was reasonable to base the decision on a tenet of faith, having regard to the activities of the corporation.

Powers of court

253. In connection with an action brought or intervened in as a result of an application under 20 subsection 252(1), the court may at any time make

(a) an order authorizing the complainant or any other person to control the conduct of the action; 25

(b) an order giving directions for the conduct of the action;

(c) an order directing that any amount adjudged payable by a defendant in the action shall be paid, in whole or in part, directly to 30 former or present shareholders, members and debt obligation holders of the corporation or its subsidiary instead of to the corporation or its subsidiary;

(d) an order requiring the corporation or its 35 subsidiary to pay reasonable legal costs incurred by the complainant in connection with the action; and

(e) any other order that it thinks fit.

Application to
court re
oppression

254. (1) On the application of a complain- 40 ant, a court may make an order if it is satisfied that, in respect of a corporation or any of its affiliates, any of the following is oppressive or

b) que le plaignant agit de bonne foi;

c) qu'il semble être de l'intérêt de l'organisation ou de sa filiale d'intenter la poursuite, de l'exercer, d'y présenter une défense ou d'y 5 mettre fin. 5

(3) Toutefois, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance s'il est convaincu que l'organisation est une organisation religieuse, que le défaut par les administrateurs d'intenter la poursuite, d'agir avec diligence dans le cadre 10 de celle-ci ou d'y mettre fin est fondé sur un précepte religieux observé par les membres de l'organisation et qu'il était justifié de le fonder sur un tel précepte, compte tenu de la nature des activités de l'organisation. 15

Moyen de
défense fondé
sur un précepte
religieux

253. Le tribunal peut, par ordonnance, dans le cadre de toute poursuite ou intervention visée au paragraphe 252(1):

a) autoriser le plaignant ou toute autre personne à assurer la conduite de la poursuite; 20

b) donner des instructions sur la conduite de la poursuite;

c) faire payer directement aux membres, aux détenteurs de titres de créance ou aux actionnaires, anciens ou actuels, et non à 25 l'organisation ou sa filiale, tout ou partie des sommes adjugées;

d) mettre à la charge de l'organisation ou de sa filiale les frais de justice raisonnables supportés par le plaignant; 30

e) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

Pouvoirs du
tribunal

254. (1) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du plaignant, redresser la situation provoquée par l'organisation ou l'une des 35 personnes morales de son groupe qui, à son avis, entrave l'exercice des droits des actionnaires, créanciers, administrateurs, dirigeants ou

Demande en cas
d'abus

unfairly prejudicial to or unfairly disregards the interests of any shareholder, creditor, director, officer or member, or causes such a result:

- (a) any act or omission of the corporation or any of its affiliates; 5
- (b) the conduct of the activities or affairs of the corporation or any of its affiliates; or
- (c) the exercise of the powers of the directors or officers of the corporation or any of its affiliates. 10

Faith-based
defence

(2) The court may not make an order if the court is satisfied that

- (a) the corporation is a religious corporation;
- (b) the act or omission, the conduct or the exercise of powers is based on a tenet of faith 15 held by the members of the corporation; and
- (c) it was reasonable to base the act or omission, the conduct or the exercise of powers on the tenet of faith, having regard to the activities of the corporation. 20

Powers of court

(3) The court may make any interim or final order that it thinks fit, including an order

- (a) restraining the conduct complained of;
- (b) appointing a receiver or receiver-manager; 25
- (c) with respect to a corporation's affairs, requiring the amendment of the articles or by-laws or the creation or amendment of a unanimous member agreement;
- (d) directing an issue or exchange of mem- 30 berships, debt obligations or securities;
- (e) appointing directors in place of or in addition to all or any of the directors then in office;
- (f) directing a corporation, subject to subsec- 35 tion (5), or any other person, to purchase the debt obligation of a debt obligation holder;
- (g) directing a corporation, subject to subsection (5), or any other person, to pay a member all or part of the amount that the 40 member paid for their membership;

membres, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

- a) soit par une action ou une omission qui lui est imputable; 5
- b) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités ou ses affaires internes;
- c) soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs.

(2) Toutefois, le tribunal ne peut rendre 10 l'ordonnance s'il est convaincu que l'organisation est une organisation religieuse, que l'action ou l'omission, la conduite des activités ou des affaires internes ou l'exercice des pouvoirs à l'origine de la demande sont fondés sur un 15 précepte religieux observé par les membres de l'organisation et qu'il était justifié de les fonder sur un tel précepte, compte tenu de la nature des activités de l'organisation.

Moyen de
défense fondé
sur un précepte
religieux

(3) En vue de redresser la situation, le 20 tribunal peut notamment, par l'ordonnance provisoire ou définitive qu'il estime indiquée :

- a) faire cesser le comportement contesté;
- b) nommer un séquestre ou un séquestre-gérant; 25
- c) en ce qui concerne les affaires internes de l'organisation, exiger la modification des statuts ou des règlements administratifs ou l'établissement ou la modification d'une convention unanime des membres; 30
- d) prescrire l'émission ou l'échange d'adhésions, de titres de créance ou de valeurs mobilières;
- e) faire des nominations au conseil d'administration, soit pour remplacer tous les 35 administrateurs en fonctions ou certains d'entre eux, soit pour en augmenter le nombre;
- f) enjoindre à l'organisation, sous réserve du paragraphe (5), ou à toute autre personne 40 d'acheter le titre de créance d'un détenteur de titre de créance;

Pouvoirs du
tribunal

	(h) varying, setting aside or annulling a transaction or contract to which a corporation is a party and compensating the corporation or any other party to the transaction or contract; (i) requiring a corporation, within a time specified by the court, to produce to the court or an interested person financial statements in the form required by section 173 or an accounting in any other form that the court may determine; (j) compensating an aggrieved person; (k) directing rectification of the registers or other records of a corporation under section 256; (l) liquidating and dissolving a corporation; (m) directing an investigation under Part 15 to be made; and (n) requiring the trial of any issue.	g) enjoindre à l'organisation, sous réserve du paragraphe (5), ou à toute autre personne de rembourser à des membres tout ou partie des sommes d'argent qu'ils ont versées pour payer le prix de leurs adhésions; h) modifier une opération ou un contrat auquel l'organisation est partie ou en prononcer la nullité, avec indemnisation de l'organisation ou des autres parties; i) enjoindre à l'organisation de lui fournir — ou de fournir à tout intéressé —, dans le délai prescrit, ses états financiers en la forme exigée à l'article 173, ou de rendre compte en telle autre forme qu'il peut fixer; j) indemniser les personnes qui ont subi un préjudice; k) prescrire la rectification des registres ou autres livres de l'organisation, conformément à l'article 256; l) prononcer la liquidation et la dissolution de l'organisation; m) prescrire la tenue d'une enquête conformément à la partie 15; n) exiger l'instruction de toute question litigieuse.	5 10 15 20 25
Duty of directors	(4) If an order directs amendment of the articles or by-laws of a corporation, (a) the directors shall immediately comply with subsection 216(4); and (b) no other amendment to the articles or by-laws shall be made without the consent of the court, until a court otherwise orders.	(4) Dans les cas où l'ordonnance exige des modifications aux statuts ou aux règlements administratifs de l'organisation : a) les administrateurs se conforment sans délai au paragraphe 216(4); b) toute autre modification des statuts ou des règlements administratifs ne peut se faire qu'avec l'autorisation du tribunal, sous réserve de toute autre décision judiciaire.	Devoir des administrateurs 30
Limitation	(5) A corporation shall not make a payment to a member under paragraph (3)(f) or (g) if there are reasonable grounds for believing that, after that payment, (a) the corporation is or would be unable to pay its liabilities as they become due; or (b) the realizable value of the corporation's assets would be less than the aggregate of its liabilities.	(5) L'organisation ne peut effectuer aucun paiement à un membre en vertu des alinéas (3)f) ou g) s'il existe des motifs raisonnables de croire que : a) ou bien elle ne peut — ou ne pourrait de ce fait — acquitter son passif à échéance; b) ou bien la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure à son passif.	35 Limite 40 35

Alternative order	(6) An applicant under this section may apply in the alternative for an order under section 225.	(6) Le plaignant agissant au titre du présent article peut, à son choix, demander au tribunal de rendre l'ordonnance prévue à l'article 225.	Choix
Evidence of members' approval not decisive	255. (1) An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not be stayed or dismissed by reason only that it is shown that an alleged breach of a right or duty owed to the corporation or its subsidiary has been or might be approved by the members of that body corporate, but evidence of approval by 10 the members may be taken into account by the court in making an order under section 225, 253 or 254.	255. (1) Les demandes, poursuites ou interventions visées par la présente partie ne peuvent être suspendues ni rejetées au seul motif qu'il est prouvé que les membres ont ou avaient le pouvoir d'approuver l'inexécution d'obligations envers l'organisation ou sa filiale; toutefois, le 5 tribunal peut tenir compte de cette preuve 10 lorsqu'il rend les ordonnances prévues aux articles 225, 253 ou 254.	Preuve de l'approbation des membres non décisive
Court approval to discontinue	(2) An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not be 15 stayed, discontinued, settled or dismissed for want of prosecution or, in Quebec, failure to respect the agreement between the parties as to the conduct of the proceeding without the approval of the court given on any terms that 20 the court thinks fit and, if the court determines that the interests of any complainant may be substantially affected by the stay, discontinuance, settlement, dismissal or failure, the court may order any party to the application or action 25 to give notice to the complainant.	(2) La suspension, l'abandon, le règlement ou le rejet des demandes, poursuites ou interventions visées par la présente partie pour 15 cause de non-respect de l'entente sur le déroulement de l'instance ou, ailleurs qu'au Québec, de défaut de poursuite est subordonné à leur approbation par le tribunal selon les 20 modalités qu'il estime indiquées; il peut également ordonner à toute partie d'en donner avis aux plaignants s'il conclut que leurs intérêts peuvent être sérieusement compromis.	Approbation de l'abandon des poursuites
No security for costs	(3) A complainant is not required to give security for costs in any application made or action brought or intervened in under this Part.	(3) Les plaignants ne sont pas tenus de 25 fournir de cautionnement pour frais pour les demandes, poursuites ou interventions visées par la présente partie.	Absence de cautionnement
Interim costs	(4) In an application made or an action 30 brought or intervened in under this Part, the court may at any time order the corporation or its subsidiary to pay to the complainant interim costs, including legal costs and disbursements, but the complainant may be held accountable 35 for those interim costs on final disposition of the application or action.	(4) Lorsqu'il donne suite aux demandes, poursuites ou interventions visées par la présente partie, le tribunal peut ordonner à 30 l'organisation ou à sa filiale de verser aux plaignants des frais provisoires, y compris les frais de justice et les déboursés, dont ils pourront être comptables lors de la décision 35 définitive.	Frais provisoires
Application to court to rectify records	256. (1) If the name of a person is alleged to be or to have been wrongly entered or retained in, or wrongly deleted or omitted from, the 40 registers or other records of a corporation, the corporation, a debt obligation holder, director, officer or member of the corporation or any aggrieved person may apply to a court for an order that the registers or records be rectified. 45	256. (1) L'organisation, les détenteurs de titres de créance, ses administrateurs, ses dirigeants, ses membres et toute personne qui subit un préjudice peuvent demander au tribunal de rectifier, par ordonnance, ses registres ou 40 autres livres, si le nom d'une personne y a été inscrit, maintenu, supprimé ou omis prétendu-ment à tort.	Demande de rectification au tribunal

Director's right to appear	(2) An applicant under this section shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear before the court and be heard in person or by counsel.	(2) Le demandeur qui agit en vertu du présent article donne avis de sa demande au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Powers of court	(3) On an application under this section, the court may make (a) an order requiring the registers or other records of the corporation to be rectified; (b) an order restraining the corporation from calling or holding a meeting of members before that rectification; (c) an order determining the right of a party to the proceedings to have their name entered or retained in, or deleted or omitted from, the registers or records of the corporation; (d) an order compensating a party who has incurred a loss; and (e) any other order that it thinks fit.	5 (3) Lorsqu'il donne suite aux demandes visées au présent article, le tribunal peut, par ordonnance : a) exiger la rectification des registres ou autres livres de l'organisation; b) enjoindre à l'organisation de ne pas 10 convoquer ni tenir d'assemblée avant cette rectification; c) déterminer le droit d'une partie à l'inscription, au maintien, à la suppression ou à l'omission de son nom, dans les registres ou 15 livres de l'organisation; d) indemniser toute partie qui a subi une perte; e) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée. 20	5 Pouvoirs du tribunal
Application for directions	257. On the application of the Director for directions in respect of any matter concerning the Director's duties under this Act, a court may give any directions and make any further order that it thinks fit.	257. Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du directeur, lui donner des instructions concernant les devoirs que lui impose la présente loi et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée. 25	Demande d'instructions
Notice of refusal by Director	258. (1) If the Director refuses to accept any document that takes effect under this Act on its acceptance or on the issuance of a certificate or other document, the Director shall, within the prescribed period, give written notice of the refusal to the person who sent the document, giving reasons.	258. (1) Le directeur, s'il n'accepte pas les documents dont la prise d'effet est subordonnée, au titre de la présente loi, à leur acceptation ou à la délivrance d'un certificat ou d'un autre document, donne par écrit à l'expéditeur, dans 30 le délai réglementaire, un avis motivé de sa décision. 30	Avis de refus du directeur
Deemed refusal	(2) If the Director does not, within the prescribed period, accept the document, issue the certificate or other document or give the notice of refusal, the Director is deemed for the purposes of section 259 to have refused the document.	(2) Faute d'acceptation des documents, de délivrance du certificat ou autre document ou d'envoi de l'avis dans le délai réglementaire, le 35 directeur est réputé, pour l'application de l'article 259, avoir refusé les documents.	Refus réputé
Appeal from Director's decision	259. A court may, on the application of a person aggrieved by any of the following decisions of the Director, make any order that it thinks fit, including an order requiring the Director to change the decision:	259. Le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime indiquée, notamment enjoindre au directeur de modifier sa 40 décision, sur demande de toute personne qui subit un préjudice en raison de la décision de celui-ci :	Appel

- (a) to refuse to accept in the form submitted any articles or other document required by this Act to be sent to the Director;
- (b) to give a name, to change or revoke a name, or to refuse to reserve, accept, change or revoke a name under section 13;
- (c) not to accept a notice of registered office required by section 20;
- (d) to refuse to issue a certificate of discontinuance under section 214 or a certificate attesting that as of a certain date a corporation exists under subsection 291(2);
- (e) to issue, or to refuse to issue, a certificate of revival under section 220, or to impose terms for revival;
- (f) to dissolve a corporation under section 223;
- (g) to correct, or to refuse to correct, articles, a certificate or other document under section 289;
- (h) to cancel, or to refuse to cancel, the articles and any related certificate under section 290; or
- (i) to grant, or to refuse to grant, an application made under subsection 2(6), 25(1) or (2), 105(3), 161(2), 163(5) or 172(2) or section 174, 191 or 272.
- a) de ne pas accepter, en la forme qui lui est soumise, les statuts ou autres documents qui doivent lui être envoyés au titre de la présente loi;
- b) de donner, de modifier ou d'annuler la dénomination de l'organisation ou de refuser de la réserver, de l'accepter, de la modifier ou de l'annuler en vertu de l'article 13;
- c) de ne pas accepter l'avis exigé par l'article 20;
- d) de refuser de délivrer le certificat de changement de régime visé à l'article 214 ou le certificat attestant l'existence d'une organisation à une date précise en vertu du paragraphe 291(2);
- e) de délivrer ou de refuser de délivrer le certificat de reconstitution de l'organisation visé à l'article 220, ou d'imposer certaines modalités pour sa reconstitution;
- f) de dissoudre l'organisation en vertu de l'article 223;
- g) de rectifier ou de refuser de rectifier les statuts, certificats ou autres documents en vertu de l'article 289;
- h) d'annuler ou de refuser d'annuler les statuts et les certificats afférents en vertu de l'article 290;
- i) d'acquiescer ou non à la demande prévue par les paragraphes 2(6), 25(1) ou (2), 105(3), 161(2), 163(5) ou 172(2) ou par les articles 174, 191 ou 272.

Compliance or
restraining order

260. On the application of a complainant or a creditor of a corporation, a court may make an order directing a corporation or any director, officer, employee, agent or mandatary, public accountant, trustee, receiver, receiver-manager, sequestrator or liquidator of a corporation to comply with this Act, the regulations or the articles, the by-laws or a unanimous member agreement of the corporation or restraining any such person from acting in breach of them and make any further order that it thinks fit.

Summary
application to
court

261. If this Act states that a person may apply to a court, the application may be made in a summary manner following applicable provincial law or as the rules of the court of

260. Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout plaignant ou créancier, enjoindre à l'organisation ou à ses administrateurs, dirigeants, employés, mandataires, experts-comptables, fiduciaires, séquestres, séquestres-gérants ou liquidateurs de se conformer — ou de ne pas contrevenir — à la présente loi, aux règlements, aux statuts, aux règlements administratifs de l'organisation ou à la convention unanime des membres et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

Ordonnances

261. Les demandes autorisées par la présente loi peuvent être présentées par voie sommaire conformément au droit provincial applicable ou aux règles de tout tribunal compétent et sous

Demande
sommaire

competent jurisdiction provide, and subject to any order respecting notice to interested parties or costs, or any other order that the court thinks fit.

réserve des ordonnances qu'il estime indiquées, notamment en matière d'avis aux parties concernées ou de frais.

Appeal of final order

262. (1) An appeal lies to the court of appeal of a province from any final order made by a court of that province under this Act.

262. (1) Toute ordonnance définitive du tribunal rendue en vertu de la présente loi est susceptible d'appel devant la cour d'appel de la province.

Appel

Appeal with leave

(2) An appeal lies to the court of appeal of a province from any order other than a final order made by a court of that province, only with leave of the court of appeal.

(2) Toute autre ordonnance du tribunal n'est susceptible d'appel que sur permission de la cour d'appel de la province.

Permission d'interjeter appel

Offence

263. (1) Every person who contravenes a provision of this Act, other than paragraph 149(2)(b), or the regulations is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

263. (1) Quiconque contrevient à toute disposition de la présente loi, à l'exception de l'alinéa 149(2)b), ou aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Infraction

Offences with respect to reports

(2) A person who makes, or assists in making, a false or misleading statement in a document required under this Act or the regulations to be sent to the Director or to any other person is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

(2) La personne qui fait une déclaration fausse ou trompeuse dans un document à envoyer notamment au directeur au titre de la présente loi ou des règlements — ou qui aide une personne à faire une telle déclaration — commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Déclaration fausse ou trompeuse

Offence — use of information

(3) A person who uses information obtained from a register of members or debt obligation holders or a list of members or debt obligation holders required under this Act for a purpose other than those specified in sections 22, 23 and 108 without the written permission of the member or debt obligation holder about whom information is being used is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

(3) Quiconque, à des fins non visées aux articles 22, 23 et 108, utilise, sans le consentement écrit du membre ou du détenteur de titre de créance intéressé, des renseignements sur celui-ci provenant d'un registre ou d'une liste tenus au titre de la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 25 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Utilisation non autorisée de renseignements

Officers, etc., of bodies corporate

(4) If a body corporate commits an offence under this section, any director or officer of the body corporate who authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on summary conviction to a fine of not more than

(4) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction prévue au présent article, ceux de ses administrateurs ou dirigeants qui y ont donné leur autorisation, leur permission ou leur acquiescement sont considérés comme coauteurs de l'infraction et encourtent,

Administrateurs ou dirigeants

	\$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted.	sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.	5
Due diligence	(5) No person shall be convicted of an offence under this section if the person establishes that they exercised due diligence to prevent the commission of the offence.	(5) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction prévue au présent article s'il établit qu'il a fait preuve de toute la diligence voulue pour empêcher la perpétration de l'infraction.	Diligence
Non-application of section 126 of the <i>Criminal Code</i>	(6) Section 126 of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of the obligation under paragraph 149(2)(b).	(6) L'article 126 du <i>Code criminel</i> ne s'ap- 10 plique pas à l'égard de l'obligation prévue à l'alinéa 149(2)(b).	Non-application de l'article 126 du <i>Code criminel</i>
Order to comply	264. (1) Where a person is guilty of an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person to comply with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which the person has been convicted.	264. (1) Le tribunal peut, en plus des peines prévues, ordonner aux personnes déclarées coupables d'infractions à la présente loi ou 15 aux règlements de se conformer aux dispositions auxquelles elles ont contrevenu.	Ordre de se conformer à la loi
Limitation period	(2) A prosecution for an offence under this 20 Act may be instituted at any time within but not later than two years after the time when the subject matter of the complaint arose.	(2) Les infractions prévues par la présente loi se prescrivent par deux ans à compter de la naissance de l'objet de la plainte.	Prescription 20
Civil remedy not affected	(3) No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason that the act or 25 omission is an offence under this Act.	(3) Le fait qu'une action ou une omission constitue une infraction à la présente loi est sans effet sur les recours civils auxquels elle peut donner ouverture.	Maintien des recours civils

PART 17

DOCUMENTS IN ELECTRONIC OR OTHER FORM

Definitions	265. The following definitions apply in this Part.	265. Les définitions qui suivent s'appliquent 25 à la présente partie.	Définitions
“electronic document” « document électronique »	“electronic document” means, except in section 270, any form of representation of information 30 or of concepts fixed in any medium in or by electronic, optical or other similar means and that can be read or perceived by a person or by any means.	« document électronique » Sauf à l'article 270, s'entend de toute forme de représentation d'information ou de notions fixée sur quelque support que ce soit par des moyens électro- 30 niques, optiques ou autres moyens semblables et qui peut être lue ou perçue par une personne ou par tout moyen.	« document électronique » “electronic document”
“information system” « système d'information »	“information system” means a system used to 35 generate, send, receive, store or otherwise process an electronic document.	« système d'information » Système utilisé pour créer, transmettre, recevoir, mettre en mémoire 35 ou traiter de toute autre manière des documents électroniques.	« système d'information » “information system”

Application	266. This Part does not apply to information, including information in a notice or other document, sent to or issued by the Director under this Act or prescribed for the purposes of this section.	266. La présente partie ne s'applique pas à l'information, notamment celle contenue dans un avis ou un autre document, que le directeur envoie ou reçoit au titre de la présente loi, ni à celle visée par règlement.	Application
Use not mandatory	267. (1) Nothing in this Act or the regulations requires a person to create or provide an electronic document.	267. (1) La présente loi et les règlements n'obligent personne à créer ou à transmettre un document électronique.	Utilisation non obligatoire
Consent and other requirements	(2) Despite anything in this Part, a requirement under this Act or the regulations to provide a person with information, including information in a notice or other document, is not satisfied by the provision of an electronic document unless (a) the addressee has consented, in the manner prescribed, and has designated an information system for the receipt of the electronic document; and (b) either the electronic document is provided to the designated information system or any other prescribed action is taken.	(2) Malgré toute autre disposition de la présente partie, l'obligation, faite par la loi ou les règlements, de fournir une information, notamment dans un avis ou un autre document, n'est satisfaite par la transmission d'un document électronique que si : (a) d'une part, le destinataire a donné son consentement selon les modalités réglementaires et désigné un système d'information pour sa réception; (b) d'autre part, le document électronique a été transmis au système d'information ainsi désigné ou les mesures réglementaires ont été prises.	Consentement et autres exigences
Revocation of consent	(3) An addressee may revoke the consent referred to in paragraph (2)(a) in the manner prescribed.	(3) Le destinataire peut, selon les modalités réglementaires, révoquer son consentement.	Révocation du consentement
Creation and provision of information	268. A requirement under this Act or the regulations that information, including information in a notice or other document, be created or provided is satisfied by the creation or provision of an electronic document if (a) the by-laws or the articles of the corporation do not otherwise provide; and (b) the regulations, if any, have been complied with.	268. L'obligation, faite par la loi ou les règlements, de créer ou de fournir une information, notamment dans un avis ou un autre document, est satisfaite par la création ou la transmission d'un document électronique si : (a) d'une part, les statuts ou les règlements administratifs de l'organisation ne s'y opposent pas; (b) d'autre part, les exigences réglementaires éventuellement fixées ont été observées.	Création et fourniture d'information
Creation of information in writing	269. (1) A requirement under this Act or the regulations that information, including information in a notice or other document, be created in writing is satisfied by the creation of an electronic document if, in addition to the conditions set out in section 268, (a) the information in the electronic document is accessible so as to be usable for subsequent reference; and	269. (1) L'obligation, faite par la loi ou les règlements, de créer par écrit une information, notamment dans un avis ou un autre document, est satisfaite par la création d'un document électronique si les conditions ci-après et celles visées à l'article 268 sont réunies : (a) d'une part, l'information qui y est contenue demeure accessible pour consultation future;	Création d'information par écrit

	(b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with.	b) d'autre part, les exigences réglementaires éventuellement fixées ont été observées.	
Provision of information in writing	(2) A requirement under this Act or the regulations that information, including information in a notice or other document, be provided in writing is satisfied by the provision of an electronic document if, in addition to the conditions set out in section 268,	(2) L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de fournir par écrit une information, notamment dans un avis ou un autre document, est satisfaite par la transmission d'un document électronique si les conditions ci-après et celles visées à l'article 268 sont réunies :	Fourniture d'information par écrit
	(a) the information in the electronic document is accessible by the addressee and capable of being retained by the addressee, so as to be usable for subsequent reference; and	a) d'une part, l'information qui y est contenue peut être conservée par le destinataire et demeure accessible pour consultation future;	
	(b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with.	b) d'autre part, les exigences réglementaires éventuellement fixées ont été observées.	
Copies	(3) A requirement under this Act or the regulations for one or more copies of a document to be provided to a single addressee at the same time is satisfied by the provision of a single version of an electronic document.	(3) L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de fournir un ou plusieurs exemplaires d'un document à un seul destinataire dans le même envoi est satisfaite par la transmission d'un document électronique.	Exemplaires
Registered mail	(4) A requirement under this Act or the regulations to provide a document by registered mail cannot be satisfied by means of an electronic document unless the regulations so prescribe and, in such case, only in accordance with the prescribed requirements.	(4) L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de transmettre un document par courrier recommandé n'est satisfaite au moyen d'un document électronique que si :	Courrier recommandé
		a) d'une part, les règlements le permettent;	
		b) d'autre part, les exigences réglementaires ont été observées.	
Statutory declarations and affidavits	270. (1) A statutory declaration or an affidavit required under this Act or the regulations may be created or provided in an electronic document if	270. (1) Toute déclaration solennelle ou tout affidavit exigé par la présente loi ou les règlements peut être créé ou fourni dans un document électronique si les conditions suivantes sont réunies :	Déclaration solennelle ou affidavit
	(a) the person who makes the statutory declaration or affidavit signs it with his or her secure electronic signature;	a) son auteur y appose sa signature électronique sécurisée;	
	(b) the authorized person before whom the statutory declaration or affidavit is made signs it with his or her secure electronic signature; and	b) la personne autorisée devant qui la déclaration solennelle ou l'affidavit a été fait y appose sa signature électronique sécurisée;	
	(c) the requirements of sections 267 to 269 are complied with.	c) les conditions visées aux articles 267 à 269 ont été observées.	
Definitions	(2) For the purposes of this section, "electronic document" and "secure electronic signature" have the same meaning as in subsection 31(1) of the <i>Personal Information Protection and Electronic Documents Act</i> .	(2) Pour l'application du présent article, «document électronique» et «signature électronique sécurisée» s'entendent au sens du	Définitions

		paragraphe 31(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> .	
Clarification	(3) For the purpose of complying with paragraph (1)(c), the references to an “electronic document” in sections 267 to 269 are to be read as references to an electronic document as defined in subsection 31(1) of the <i>Personal Information Protection and Electronic Documents Act</i> .	(3) Pour l’application de l’alinéa (1)c), les mentions de « document électronique » aux articles 267 à 269 valent mention d’un document électronique au sens du paragraphe 31(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> .	Précision
Signatures	271. Except with respect to a statutory declaration or an affidavit, a requirement under this Act or the regulations for a signature or for a document to be executed is satisfied in relation to an electronic document if the prescribed requirements, if any, pertaining to this section are met and if the signature results from the application by a person of a technology or a process that permits the following to be proven: (a) the signature resulting from the use by the person of the technology or process is unique to the person; (b) the technology or process is used by the person to incorporate, attach or associate the person’s signature to the electronic document; and (c) the technology or process can be used to identify its user.	271. Dans le cas où la présente loi ou les règlements exigent une signature, autre que celle exigée pour la déclaration solennelle ou l’affidavit, la signature qui résulte de l’utilisation d’une technique ou d’un procédé satisfait à l’obligation en ce qui concerne un document électronique si les exigences réglementaires éventuellement fixées sont observées et si la technique ou le procédé permet d’établir ce qui suit : a) la signature est propre à l’utilisateur; b) la technique ou le procédé est utilisé pour l’incorporation, l’adjonction ou l’association de la signature au document électronique; c) la technique ou le procédé permet d’identifier l’utilisateur.	Signatures
Application for dispensation	272. On application of the corporation, the Director may, on any terms that the Director thinks fit, relieve — including retroactively — a corporation from complying with any requirements of this Part if the Director reasonably believes that the members will not be prejudiced by the dispensation.	272. Le directeur peut, sur demande de l’organisation, soustraire — même rétroactivement — celle-ci, selon les modalités qu’il estime indiquées, à toute exigence prévue par la présente partie s’il estime que cela ne portera pas préjudice aux membres.	Demande de dispense

PART 18

GENERAL

NOTICE, CERTIFICATES AND OTHER DOCUMENTS

Notice to directors and members

273. (1) A notice or other document required by this Act, the regulations, the articles or the by-laws to be sent to a member or director of a corporation may be sent by prepaid mail addressed to, or may be delivered personally to,

PARTIE 18

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS, CERTIFICATS ET AUTRES DOCUMENTS

Avis aux administrateurs et aux membres

273. (1) Les avis ou autres documents dont la présente loi ou les règlements, ou les statuts ou les règlements administratifs de l’organisation, exigent l’envoi aux membres ou aux administrateurs peuvent être adressés par courrier affranchi ou remis en personne :

	(a) the member at the member's latest address as shown in the records of the corporation; and (b) the director at the director's latest address as shown in the records of the corporation or in the last notice that was sent by the corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director.	a) aux membres, à la dernière adresse figurant dans les livres de l'organisation; b) aux administrateurs, à la dernière adresse figurant dans les livres de l'organisation ou sur la dernière liste ou le dernier avis envoyé conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et reçu par le directeur.	
Effect of notice	(2) A director whose name appears on the last notice that was sent by a corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director is presumed for the purposes of this Act to be a director of the corporation.	(2) Les administrateurs dont le nom figure sur la dernière liste ou le dernier avis envoyé conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et reçu par le directeur sont présumés, pour l'application de la présente loi, être administrateurs de l'organisation qui y est mentionnée.	Effet de l'avis
Deemed receipt	(3) A notice or other document sent in accordance with subsection (1) to a member or director of a corporation is deemed to be received at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the member or director did not receive the notice or document at that time or at all.	(3) Les membres ou administrateurs auxquels sont envoyés des avis ou autres documents en conformité avec le paragraphe (1) sont réputés les avoir reçus, sauf s'il existe des motifs raisonnables d'en douter, à la date normale de livraison par la poste.	Réception de documents réputée
Undelivered notices	(4) If on two consecutive occasions a notice or other document sent to a member in accordance with subsection (1) is returned because the member cannot be found, the corporation is not required to send any further notices or documents to the member until the member informs the corporation in writing of the member's new address.	(4) L'organisation n'est pas tenue d'envoyer les avis ou autres documents qui lui sont retournés deux fois de suite parce que le membre est introuvable, sauf si celui-ci l'informe par écrit de sa nouvelle adresse.	Retours
Notice to and service on a corporation	274. A notice or other document required to be sent to or served on a corporation may be sent by registered mail to the registered office of the corporation shown in the last accepted notice under section 20 and, if so sent, is deemed to be received or served at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the corporation did not receive the notice or document at that time or at all.	274. Les avis ou autres documents à envoyer ou à signifier à l'organisation peuvent l'être par courrier recommandé au siège indiqué dans le dernier avis accepté au titre de l'article 20; l'organisation est alors réputée, sauf s'il existe des motifs raisonnables d'en douter, les avoir reçus ou en avoir reçu signification à la date normale de livraison par la poste.	Avis et signification à une organisation
Waiver of notice	275. Where a notice or other document is required by this Act or the regulations to be sent, the sending of the notice or document may be waived or the time for the notice or document may be waived or abridged at any time with the consent in writing of the person entitled to the notice or document.	275. Dans les cas où la présente loi ou les règlements exigent l'envoi d'un avis ou d'un autre document, il est possible de renoncer par écrit à l'envoi ou au délai afférent, ou de consentir à l'abrégement de celui-ci.	Renonciation

Certificate of
corporation

276. (1) A certificate issued on behalf of a corporation stating any fact that is set out in the articles, the by-laws, a unanimous member agreement, the minutes of the meetings of the directors, a committee of directors or the members, or in a trust indenture or other contract to which the corporation is a party, may be signed by a director or an officer of the corporation.

276. (1) Le certificat délivré pour le compte d'une organisation et énonçant un fait relevé dans les statuts, les règlements administratifs, une convention unanime des membres, le procès-verbal d'une assemblée ou d'une réunion du conseil d'administration ou d'un comité du conseil ainsi que dans les actes de fiducie ou autres contrats où l'organisation est partie peut être signé par tout administrateur ou dirigeant de l'organisation.

Certificat

Evidence of
contents of
certificate,
certified extract
and certified
copy

(2) In the absence of evidence to the contrary, the following documents, when introduced as evidence in any civil, criminal or administrative action or proceeding, are proof of their contents:

(2) Le certificat, de même que l'extrait certifié conforme du registre des membres, des administrateurs, des dirigeants ou des détenteurs de titres de créance et la copie ou l'extrait certifié conforme du procès-verbal d'une assemblée ou d'une réunion du conseil d'administration ou d'un comité du conseil, font foi de leur contenu, sauf preuve contraire, dans toute poursuite ou procédure civile, pénale ou administrative.

Preuve du
contenu

(a) a certificate referred to in subsection (1);

(b) a document certified to be a true extract from the corporation's register of directors, officers, members and debt obligation holders; and

(c) a document certified to be a true copy of minutes, or of an extract from minutes, of a meeting of members or directors or a committee of directors of the corporation.

Proof of
authenticity

(3) A document that appears to be a certificate, certified extract or certified copy referred to in subsection (2) is presumed, in the absence of evidence to the contrary, to be authentic.

(3) Le document qui paraît être un tel certificat ou extrait ou une telle copie fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité.

Preuve de
l'authenticité

Proof of
membership or
debt obligation

(4) An entry of a person's name in a register of members or debt obligation holders of a corporation, or an entry in a debt obligation certificate issued by a corporation, is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person holds the membership or debt obligation described in the register or in the certificate.

(4) Les mentions du registre des adhésions ou des titres de créance et les certificats de titres de créance émis par l'organisation établissent, sauf preuve contraire, que les personnes au nom desquelles les adhésions ou les titres de créance sont inscrits ou émis, selon le cas, en sont propriétaires.

Preuve —
adhésions et
titres de créance

Definition of
"statement"

277. (1) In this section, "statement" means a statement of intent to dissolve, or a statement of revocation of intent to dissolve, referred to in section 222.

277. (1) Au présent article, « déclaration » désigne la déclaration mentionnée à l'article 222 constatant soit l'intention de procéder à la dissolution, soit celle d'y renoncer.

Définition de
« déclaration »

Sending of
articles and
statements

(2) If this Act requires that articles or a statement relating to a corporation be sent to the Director, on receiving the articles or statement in the form that the Director fixes, any other required documents and the required fees, the Director shall

(2) Dans le cas où la présente loi prévoit l'envoi au directeur de statuts ou d'une déclaration relativement à une organisation, le directeur, sur réception des statuts ou de la déclaration en la forme établie par lui, de tout autre document requis et des droits afférents :

Envoi de statuts
ou d'une
déclaration

	(a) record the date of receipt; (b) issue the appropriate certificate; (c) send the certificate, or a copy, image or photographic, electronic or other reproduction of the certificate, to the corporation or its agent or mandatary; and (d) publish a notice of the issuance of the certificate in a publication generally available to the public.	a) note la date de la réception; b) délivre le certificat approprié; c) envoie à l'organisation ou à son mandataire le certificat ou une copie, image ou reproduction photographique, électronique ou autre de celui-ci; d) fait paraître dans une publication destinée au grand public un avis de la délivrance du certificat.	
Date of certificate	(3) A certificate referred to in subsection (2) issued by the Director may be dated as of the day the Director receives the articles, statement or court order under which the certificate is issued or as of any later day specified by the court or person who signed the articles or statement.	(3) La date du certificat peut être celle de la réception, par le directeur, des statuts, de la déclaration ou de l'ordonnance portant délivrance du certificat ou telle date ultérieure que précise le tribunal ou le signataire des statuts ou de la déclaration.	Date du certificat
Date of certificate	(4) Despite subsection (3), a certificate of discontinuance may be dated as of the day on which the corporation amalgamates, or is continued, under another Act.	(4) Le certificat de changement de régime peut, quant à lui, être daté du jour où l'organisation a été prorogée ou a fusionné sous le régime d'une autre loi.	Date du certificat de changement de régime
Exception — failure to comply with Act	(5) The Director may refuse to issue the certificate if a notice that is required by section 20 or 129 or subsection 135(1) indicates that the corporation, after the issuance of the certificate, would not be in compliance with this Act.	(5) Le directeur peut refuser de délivrer le certificat si l'avis exigé par l'article 20 ou le paragraphe 135(1) ou la liste exigée par l'article 129 indiquent que l'organisation, après la délivrance du certificat, serait en contravention avec la présente loi.	Exception : non-observation de la loi
Signature	278. (1) A signature required on a certificate issued by the Director under this Act may be printed or otherwise mechanically reproduced on the certificate.	278. (1) La signature qui doit figurer sur les certificats que le directeur délivre au titre de la présente loi peut être reproduite mécaniquement, notamment sous forme imprimée.	Signature
Execution of documents	(2) Any articles, notice, resolution, requisition, statement or other document required or permitted to be executed or signed by more than one individual for the purposes of this Act may be executed or signed in several documents of similar form, each of which is executed or signed by one or more of the individuals. The documents, when duly executed or signed by all individuals required or permitted, as the case may be, to do so, are deemed to constitute one document for the purposes of this Act.	(2) Les statuts, avis, résolutions, demandes, déclarations ou autres documents qui doivent ou peuvent être signés par plusieurs personnes physiques pour l'application de la présente loi peuvent être rédigés en plusieurs exemplaires de forme analogue, dont chacun est signé par une ou plusieurs de ces personnes. Ces exemplaires dûment signés sont réputés constituer un seul document pour l'application de la présente loi.	Fiction — signature des documents
Annual return	279. Every corporation shall send to the Director an annual return in the form and within the period that the Director fixes.	279. L'organisation envoie au directeur un rapport annuel, en la forme et dans le délai établis par lui.	Rapport annuel

Inspection

280. (1) A person who has paid the required fee is entitled during usual business hours to examine and make copies of or take extracts from a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except

(a) extracts obtained under subsection 24(1);

(b) a members or debt obligation holders list obtained under subsection 24(2);

(c) a copy of the documents obtained under section 178; and

(d) a report obtained under subsection 249(2).

5 par la présente loi ou les règlements et en 5 prendre des copies ou extraits, sauf :

a) les extraits obtenus au titre du paragraphe 24(1);

b) les listes de membres ou de détenteurs de titres de créance obtenues au titre du 10 paragraphe 24(2);

c) les copies des documents obtenues au titre de l'article 178;

d) les rapports obtenus au titre du paragraphe 249(2).

Consultation

Copies or extracts

(2) The Director shall, on request, furnish any person with a copy, extract, certified copy or certified extract of a document that may be 15 examined under subsection (1).

(2) Le directeur fournit à toute personne qui en fait la demande une copie ou un extrait — 20 certifiés conformes ou non — des documents qui peuvent être consultés en vertu du paragraphe (1).

Copies ou extraits

Payment of fees

281. A fee in respect of the receipt or copying of any document shall be paid to the Director on the reception or copying, and a fee in respect of the acceptance, examination or 20 issuance of any document or in respect of any action that the Director is required or authorized to take under this Act shall be paid to the Director before the acceptance, examination or issuance or the taking of the action. 25

281. Les droits à payer au directeur pour la réception, l'acceptation, l'examen, la délivrance ou la reproduction de documents ou pour toute mesure, facultative ou obligatoire, prise par celui-ci au titre de la présente loi sont acquittés 25 respectivement au moment de la réception ou de la reproduction ou avant l'acceptation, l'examen, la délivrance ou la prise de la mesure.

Acquittement des droits

DIRECTOR

DIRECTEUR

Appointment of Director

282. The Minister shall appoint a Director and may appoint one or more Deputy Directors to carry out the duties and exercise the powers of the Director under this Act.

282. Le ministre nomme un directeur et peut nommer un ou plusieurs directeurs adjoints pour 30 exercer les attributions que la présente loi confère au directeur.

Nomination du directeur

Content and form of notices and documents

283. The Director may establish the require- 30 ments for the content and fix the form, including electronic or other forms, of notices and other documents sent to or issued by the Director under this Act, including

283. Le directeur peut établir le mode de 35 présentation et la teneur des avis et autres documents qu'il envoie ou reçoit au titre de la 35 présente loi, et notamment :

Mode de présentation et teneur des avis et autres documents

(a) the notices and documents that may be 35 transmitted in electronic or other form;

a) les avis et documents qui peuvent être transmis sous forme électronique ou autre;

(b) the persons or classes of persons who may sign or transmit the notices and documents;

b) les personnes ou catégories de personnes qui peuvent les signer ou en effectuer la 40 transmission;

	(c) their signature in electronic or other form, or the actions that are to have the same effect for the purposes of this Act as their signature; (d) the time and circumstances when electronic notices and documents are to be considered to be sent or received, and the place where they are considered to have been sent or received; and (e) any matter necessary for the purposes of the application of this section.	c) les modalités de signature sous forme électronique ou autre de ceux-ci, y compris ce qui peut tenir lieu de signature; d) les circonstances — notamment le moment et le lieu — dans lesquelles les avis et documents électroniques sont présumés avoir été envoyés ou reçus; e) tout ce qui est utile à l'application du présent article.	
Records of Director	284. (1) Documents received and accepted by the Director under this Act shall be kept by the Director in any form.	284. (1) Les documents reçus et acceptés par le directeur au titre de la présente loi sont conservés sous n'importe quelle forme.	Conservation des documents
Obligation to furnish	(2) If documents are kept by the Director otherwise than in written form, (a) the Director shall furnish any copy required to be furnished under subsection 280(2) in intelligible form; and (b) a report respecting those documents, if it is certified by the Director, is admissible in evidence to the same extent as the original documents would have been.	(2) Si le directeur conserve les documents sous une forme non écrite : a) il doit fournir les copies exigées aux termes du paragraphe 280(2) sous une forme compréhensible; b) les rapports concernant ces documents et certifiés conformes par lui ont la même force probante que les originaux.	Obligation de fournir copie
Retention of records	(3) After the expiry of the prescribed period, the Director is not required to keep or produce a document other than (a) a document referred to in section 129, 135 or 154; (b) a certificate and attached articles or statement received under section 277; and (c) the most recent notice of registered office, if no notice under section 20 has been received during the prescribed period.	(3) Une fois la période réglementaire expirée, le directeur n'est pas tenu de conserver ou de produire les documents en question, à l'exception : a) de ceux visés aux articles 129, 135 ou 154; b) du certificat et des statuts et déclarations annexés qui sont reçus au titre de l'article 277; c) du plus récent avis du lieu où sera maintenu le siège, dans le cas où il n'a reçu aucun avis visé à l'article 20 durant la période réglementaire.	Production
Proof required by Director	285. (1) The Director may require that a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director or a fact stated in such a document be verified in accordance with subsection (2).	285. (1) Le directeur peut exiger la vérification de l'authenticité d'un document dont la présente loi ou les règlements requièrent l'envoi, ou de l'exactitude d'un fait relaté dans un tel document.	Preuve exigée par le directeur
Form of proof	(2) A document or fact required by the Director or by this Act to be verified may be verified by affidavit or by statutory declaration under the <i>Canada Evidence Act</i> before any commissioner for oaths or for taking affidavits.	(2) Cette vérification ou toute vérification exigée par la présente loi peut s'effectuer devant tout commissaire compétent, par voie d'affidavit ou de déclaration solennelle faite en vertu de la <i>Loi sur la preuve au Canada</i>.	Forme de la preuve

Dispensation	286. The Director may relieve a person or class of persons, on any conditions that the Director considers appropriate, from sending to the Director any notice or other document or class of notice or document required under this Act to be so sent if the Director is satisfied that (a) information similar to what would be contained in the notice or other document or class of notice or document is contained in a document or a class of documents that is required to be made public under any other Act of Parliament or any Act of the legislature of a province; and (b) doing so would be in conformity with any prescribed requirements.	286. Le directeur peut, selon les modalités qu'il estime indiquées, soustraire une personne ou une catégorie de personnes à l'obligation de lui envoyer tels avis ou autres documents ou catégories d'avis ou de documents s'il estime que, d'une part, les conditions réglementaires sont remplies et, d'autre part, les renseignements qui y figureraient sont semblables à ceux qui figurent dans des documents ou catégories de documents devant être rendus publics au titre d'une autre loi fédérale ou d'une loi provinciale.	Dispense
Certificate of Director	287. (1) The Director shall sign any certificate or certification of fact that the Director is, under this Act, required or authorized to issue.	287. (1) Le directeur signe les attestations de faits et les certificats facultatifs ou obligatoires aux termes de la présente loi.	Signature des certificats et attestations
Evidence of contents of certificate or certified copy	(2) Except in a proceeding under section 224, a certificate issued by the Director under this Act or a copy of a document certified by the Director to be a true copy is conclusive proof in any civil, criminal or administrative action or proceeding of its contents.	(2) Sauf dans le cas de la procédure de dissolution prévue à l'article 224, le certificat que délivre le directeur et la copie de tout document qu'il certifie conforme font péremptoirement foi de leur contenu, dans toute poursuite ou procédure civile, pénale ou administrative.	Preuve du contenu du certificat ou de la copie certifiée conforme
Evidence of contents of certification of fact	(3) A certification of fact by the Director is, in the absence of evidence to the contrary, proof in any civil, criminal or administrative action or proceeding of its contents.	(3) L'attestation de faits que délivre le directeur fait foi de son contenu, sauf preuve contraire, dans toute poursuite ou procédure civile, pénale ou administrative.	Preuve du contenu de l'attestation de faits
Proof of authenticity	(4) A document that appears to be a certificate or certified copy referred to in subsection (2) or a certification of fact referred to in subsection (3) is presumed, in the absence of evidence to the contrary, to be authentic.	(4) Le document qui paraît être un certificat ou une copie visé au paragraphe (2) ou une attestation visée au paragraphe (3) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité.	Preuve de l'authenticité
Alteration	288. The Director may alter a notice or other document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized by the person who sent the document or by that person's representative.	288. Le directeur peut modifier, avec l'autorisation de l'expéditeur ou de son représentant, les avis ou autres documents à l'exception des affidavits et des déclarations solennelles.	Modification
Corrections initiated by Director	289. (1) If there is an error in the articles, a certificate or other document except one required by section 20 or 129, subsection 135(1) or section 279, the directors or members of the corporation shall, on the request of the Director, pass the resolutions and send to the Director the documents required to comply with	289. (1) Sur demande du directeur, les administrateurs ou les membres de l'organisation adoptent les résolutions et lui envoient les documents exigés par la présente loi, et prennent toute autre mesure raisonnable afin qu'il puisse rectifier les statuts, le certificat ou	Rectifications initiées par le directeur

	this Act and take any other steps that the Director reasonably requires so that the Director can correct the document.	tout document, autre qu'un document exigé par les articles 20 ou 129, le paragraphe 135(1) ou l'article 279, comportant une erreur.	
No prejudice	(2) Before proceeding under subsection (1), the Director shall be satisfied that the correction would not prejudice any of the members or creditors of the corporation.	(2) Le directeur n'agit au titre du paragraphe 135 (1) que s'il est convaincu que la rectification ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation.	Aucun préjudice
Corrections initiated by the corporation	(3) The Director may, at the request of the corporation or of any other interested person, correct any of the documents referred to in subsection (1) if (a) the correction is approved by the directors of the corporation, or the error is obvious on the face of the document or was made by the Director; and (b) the Director is satisfied that the correction would not prejudice any of the members or creditors of the corporation and that it reflects the original intention of the corporation or the incorporators.	(3) Le directeur peut, sur demande de l'organisation ou de toute autre personne intéressée, rectifier tout document visé au paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies : a) la rectification est approuvée par les administrateurs de l'organisation ou l'erreur est manifeste ou est attribuable au directeur lui-même; b) le directeur est convaincu que la rectification ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation et qu'elle reflète l'intention originelle de l'organisation ou des fondateurs.	Rectifications à la demande de l'organisation
Application to court	(4) On the application of the Director, the corporation or any other interested person, a court may (a) order the correction of any of the documents referred to in subsection (1); (b) determine the rights of members or creditors of the corporation; and (c) make any other order that the court thinks fit.	(4) Le tribunal peut, sur demande du directeur, de l'organisation ou de toute autre personne intéressée, ordonner la rectification du document, établir les droits des parties en cause et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.	Intervention du tribunal
Notice to Director of application	(5) An applicant under subsection (4) other than the Director shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.	(5) Avis de la demande de l'organisation ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Director may require surrender of document	(6) The Director may demand the surrender of the original document and may issue a corrected certificate.	(6) Le directeur peut exiger la restitution du document à rectifier et délivrer un certificat rectifié.	Restitution
Date of corrected document	(7) A corrected document shall bear the date of the document it replaces unless (a) the correction is made with respect to the date of the document, in which case the document shall bear the corrected date; or (b) a court decides otherwise.	(7) Le document rectifié porte soit la date de celui qu'il remplace, soit la date rectifiée, dans le cas où la rectification porte sur la date du document, ou soit celle précisée par le tribunal, s'il y a lieu.	Date du document

Notice	(8) If a corrected certificate materially amends the terms of the original certificate, the Director shall without delay publish notice of the correction in a publication generally available to the public.	(8) Le directeur fait paraître un avis des modifications importantes apportées par le certificat rectifié dans une publication destinée au grand public.	Avis
Cancellation of articles by Director	290. (1) In the prescribed circumstances, the Director may cancel the articles and any related certificate of a corporation.	290. (1) Le directeur peut, dans les cas réglementaires, annuler les statuts de l'organisation et les certificats afférents.	5 Annulation des statuts et certificats
No prejudice	(2) Before proceeding under subsection (1), the Director shall be satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members or creditors of the corporation.	(2) Il ne peut cependant prendre une telle mesure que s'il est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation.	Aucun préjudice
Request to Director to cancel articles	(3) In the prescribed circumstances, the Director may, at the request of a corporation or of any other interested person, cancel the articles and any related certificate of the corporation if (a) the cancellation is approved by the directors of the corporation; and (b) the Director is satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members or creditors of the corporation and that the cancellation reflects the original intention of the corporation or the incorporators.	(3) Sur demande de l'organisation ou de toute autre personne intéressée, le directeur peut, dans les cas réglementaires, annuler les statuts et les certificats afférents si les conditions suivantes sont réunies : a) l'annulation est approuvée par les administrateurs de l'organisation; b) le directeur est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation et qu'elle reflète l'intention originelle de l'organisation ou des fondateurs.	Annulation à la suite d'une demande
Application to court	(4) On the application of the Director, the corporation or any other interested person, a court may (a) order the cancellation of the articles of a corporation and any related certificate; (b) determine the rights of members or creditors of the corporation; and (c) make any other order that the court thinks fit.	(4) Le tribunal peut, sur demande du directeur, de l'organisation ou de toute autre personne intéressée, ordonner l'annulation des statuts et des certificats afférents, établir les droits des parties en cause et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.	Intervention du tribunal
Notice to Director	(5) An applicant under subsection (4) other than the Director shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.	(5) Avis de la demande de l'organisation ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	30 Avis au directeur
Return of certificate	(6) The Director may demand the surrender of a cancelled certificate.	(6) Le directeur peut exiger la restitution des certificats annulés.	35 Restitution
Certificate	291. (1) The Director may provide any person with a certificate stating that a corporation (a) has sent to the Director a document required to be sent under this Act;	291. (1) Le directeur peut fournir à toute personne un certificat attestant, selon le cas : a) la remise par l'organisation d'un document dont l'envoi est exigé par la présente loi;	Certificat

	(b) has paid all required fees; or (c) exists as of a certain date.	b) le paiement par elle des droits exigibles; c) son existence à une date précise.	
Director may refuse to issue certificate of existence	(2) For greater certainty, the Director may refuse to issue a certificate described in paragraph (1)(c) if the Director has knowledge that the corporation is in default of sending a document required to be sent under this Act or of paying a required fee.	(2) Le directeur peut refuser de délivrer le certificat attestant l'existence de l'organisation notamment si, à sa connaissance, celle-ci a omis d'envoyer un document dont l'envoi est exigé par la présente loi ou de payer des droits exigibles.	Refus de délivrance
Form of publication	292. Information or notices that the Director is required by this Act to publish in a publication generally available to the public may be made available to the public or published by any system of electronic data processing or other information storage device that is capable of reproducing any required information or notice in intelligible form within a reasonable time.	292. Les renseignements et avis que le directeur est tenu, en vertu de la présente loi, de faire paraître dans une publication destinée au grand public peuvent être rendus accessibles au public ou publiés à l'aide de tout procédé électronique de traitement des données ou de mise en mémoire de l'information susceptible de donner, dans un délai raisonnable, les renseignements ou avis demandés sous une forme compréhensible.	Publication des renseignements
Power to make inquiries	293. The Director may make inquiries of any person relating to compliance with this Act.	293. Le directeur peut, sur demande, obtenir de quiconque des renseignements relativement à l'observation de la présente loi.	Pouvoir du directeur

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations	294. (1) The Governor in Council may make regulations (a) prescribing any matter required or authorized by this Act to be prescribed; (b) defining, enlarging or restricting the meaning of any word or expression used but not defined in this Act; (c) requiring the payment of a fee in respect of the receipt, acceptance, examination, issuance or copying of any document, or in respect of any action that the Director is required or authorized to take under this Act, and prescribing the amount of the fee or the manner of determining the fee; (d) respecting the payment of fees, including the time when and the manner in which the fees are to be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of fees and the circumstances in which any fees previously paid may be refunded in whole or in part;	294. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement : a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi; b) déterminer, élargir ou restreindre le sens de tout terme utilisé mais non défini dans la présente loi; c) établir les droits à imposer pour la réception, l'acceptation, l'examen, la délivrance ou la reproduction de documents ou pour les mesures, facultatives ou obligatoires, prises par le directeur au titre de la présente loi ou prévoir la manière de les fixer; d) prévoir les modalités de paiement des droits, notamment les modalités de temps, les droits supplémentaires qui peuvent être imposés pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les droits peuvent être remboursés en tout ou en partie; e) prévoir, pour l'application de l'alinéa 164(6)e), l'appui nécessaire à la proposition d'un membre en fonction du nombre de	Règlements
-------------	--	--	------------

(e) prescribing, for the purposes of paragraph 164(6)(e), the minimum amount of support required in relation to the number of times that a substantially similar proposal was submitted to members within the prescribed period;

(f) respecting applications made under subsection 2(6), 25(1) or (2), 105(3), 161(2), 163(5) or 172(2) or section 174, 191 or 272 including prescribing the form and manner of, and time for, making the applications, the information and evidence to be submitted in connection with the applications, the procedure to be followed in the consideration of the applications, the factors to be taken into account in their consideration and, if applicable, any conditions that may or must form part of decisions on the applications;

(g) prescribing any matter necessary for the purposes of the application of Part 17, including the time and circumstances when an electronic document is to be considered to have been provided or received and the place where it is considered to have been provided or received;

(h) prescribing the manner of, and conditions for, participating in a meeting by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting;

(i) prescribing, for the purposes of subsections 166(3) and (4), the manner of, and conditions for, voting at a meeting of members by means of a telephonic, electronic or other communication facility;

(j) respecting any matter relating to voting by members not in attendance at a meeting of members; and

(k) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.

propositions à peu près identiques déjà présentées aux membres au cours de la période réglementaire;

f) régir les demandes prévues par les paragraphes 2(6), 25(1) et (2), 105(3), 161(2), 163(5) et 172(2) et par les articles 174, 191 et 272 et notamment prévoir les modalités de temps et autres de présentation de ces demandes, les renseignements et les justificatifs dont elles sont accompagnées, la procédure suivie et les facteurs pris en considération dans le cadre de leur examen ainsi que les exigences — facultatives ou obligatoires — formulées dans toute décision rendue à leur égard;

g) prévoir tout ce qui est utile à l'application de la partie 17, y compris les circonstances — notamment le moment et le lieu — dans lesquelles les documents électroniques sont présumés avoir été transmis ou reçus;

h) prévoir la façon de participer aux assemblées ou réunions du conseil d'administration ou d'un comité du conseil par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer entre eux, ainsi que les exigences à remplir dans le cadre d'une telle participation;

i) prévoir, pour l'application des paragraphes 166(3) et (4), la façon de voter par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — lors d'une assemblée, ainsi que les exigences à remplir dans le cadre d'un tel vote;

j) régir toute question relative au vote des membres qui ne sont pas présents à une assemblée;

k) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

Incorporation by reference

(2) The regulations may incorporate any material by reference regardless of its source and either as it exists on a particular date or as amended from time to time.

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document, quelle que soit sa provenance, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives.

Incorporation par renvoi

Incorporated
material is not a
regulation

(3) Material does not become a regulation for the purposes of the *Statutory Instruments Act* because it is incorporated by reference.

(3) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*, valeur de règlement.

Nature du
document
incorporé

PART 19

SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL

Application to
special Act
bodies corporate

295. Part 3, subsections 161(1) and 169(1), sections 213, 222 to 224 and 279 and this Part apply to any body corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament and not continued under any other Act — other than a departmental corporation or a parent Crown corporation, as defined in section 10 2 of the *Financial Administration Act* — as if it were a corporation under this Act and any reference in Part 3 or those provisions to the articles of a corporation shall be read as a reference to the body corporate's incorporating 15 statute.

Report listing
Acts of
continued or
dissolved bodies
corporate

296. (1) The Minister may cause to be laid before both Houses of Parliament a report listing every special Act of Parliament that incorporated a body corporate that was later 20 continued under section 213 or dissolved under any of sections 222 to 224.

Referral to
committee

(2) The report shall be referred to a committee of each House, or a joint committee of both Houses, that is designated or established for the 25 purpose of reviewing it.

Repeal of Acts

(3) Every Act listed in the report — unless the Act is the subject of a resolution to the contrary of any committee to which the report is referred — is repealed on the day that is one 30 year after the later of the day on which the report is laid before the Senate and the day on which it is laid before the House of Commons.

Publication in
the *Canada
Gazette*

(4) The Minister shall, within 60 days after their repeal, publish in the *Canada Gazette* a list 35 of every Act repealed under subsection (3).

PARTIE 19

PERSONNES MORALES SANS CAPITAL- ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE

295. La partie 3, les paragraphes 161(1) et 5 169(1), les articles 213, 222 à 224 et 279 et la présente partie s'appliquent à toute personne morale sans capital-actions, autre qu'un établissement public ou une société d'État mère au sens de l'article 2 de la *Loi sur la gestion des 10 finances publiques*, qui a été constituée par une loi spéciale du Parlement et qui n'a pas été prorogée sous le régime d'une autre loi, comme s'il s'agissait d'une organisation au sens de la présente loi et toute mention des statuts dans la 15 partie 3 ou dans ces dispositions vaut mention de la loi spéciale ayant constitué la personne morale.

296. (1) Le ministre peut faire déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport 20 énumérant les lois spéciales du Parlement ayant constitué des personnes morales qui ont été ultérieurement prorogées en vertu de l'article 213 ou dissoutes en vertu de l'un des articles 222 à 224. 25

(2) Le comité de chacune des chambres ou le comité mixte constitué ou désigné pour l'examen du rapport en est saisi d'office.

(3) Les lois énumérées dans le rapport, sauf celles visées par une résolution de tout comité à 30 l'effet contraire, sont abrogées un an après la date du dépôt du rapport devant le Sénat ou, si elle est postérieure, celle de son dépôt devant la Chambre des communes.

(4) Le ministre fait publier dans la *Gazette* 35 *du Canada*, dans les soixante jours suivant leur abrogation, la liste des lois abrogées en application du paragraphe (3).

5 Application de
certaines
dispositions

Rapport relatif à
certaines
personnes
morales

Renvoi aux
comités
parlementaires

Abrogation des
lois spéciales

Publication dans
la *Gazette du
Canada*

Change of name	297. (1) A body corporate may send to the Director notice of a change of its name that complies with subsections (4) and (5) and that has been approved by special resolution of the members.	297. (1) La personne morale peut envoyer au directeur un avis du changement de sa dénomination en conformité avec les paragraphes (4) et (5) et approuvé par résolution 5 extraordinaire des membres.	Changement de dénomination 5
Certificate and notice	(2) On receipt of the notice, the Director shall issue a certificate of change of name and give notice of the change as soon as practicable in a publication generally available to the public.	(2) Sur réception de l'avis, le directeur délivre un certificat de changement de dénomination et publie, dans les meilleurs délais, un avis du changement dans une publication 10 destinée au grand public.	Certificat de changement de dénomination 10
Effective date	(3) A change of name becomes effective on the date shown in the certificate.	(3) Le changement prend effet à la date précisée dans le certificat.	Prise d'effet du changement
Alternate name	(4) The name of a body corporate may be in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English 15 and French form, so long as the combined form meets any prescribed criteria. The body corporate may use and may be legally designated by any such form.	(4) La dénomination peut être en français, en anglais, dans ces deux langues ou encore dans une forme combinée des deux langues, pourvu 15 que cette dernière soit conforme aux critères réglementaires; la personne morale peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée sous l'une ou l'autre.	Choix de la dénomination
Prohibited names	(5) A body corporate shall not change its 20 name to, or carry on activities under or identify itself by, a name that would not be permitted under subsection 13(1) if it were a corporation.	(5) La personne morale ne peut exercer ses 20 activités ni s'identifier sous une dénomination ou en adopter une qui soit non permise au titre du paragraphe 13(1).	Dénominations prohibées ou trompeuses
Directing change of name	(6) The Director may direct a body corporate to change its name in accordance with subsection (1) if, through inadvertence or otherwise, the body corporate, under this section, has acquired a name that does not comply with subsection (4) or (5).	(6) Le directeur peut ordonner à la personne 25 morale de changer sa dénomination conformément au paragraphe (1) si elle a reçu, notamment par inadvertance, une dénomination non conforme aux paragraphes (4) ou (5).	Ordre de changement de dénomination 25
Undertaking to dissolve or change name	(7) If a body corporate acquires a name as a 30 result of a person undertaking to dissolve or to change names, and the undertaking is not honoured, the Director may direct the body corporate to change its name in accordance with subsection (1), unless the undertaking is honoured within the prescribed period referred to in subsection (8).	(7) Dans le cas où la personne morale reçoit 30 une dénomination en raison de l'engagement d'une personne de se dissoudre ou de changer de nom et qu'il n'est pas donné suite à l'engagement dans le délai réglementaire visé au paragraphe (8), le directeur peut lui ordonner de changer sa dénomination conformément au 35 paragraphe (1).	Engagement de se dissoudre ou de changer de nom
Revoking name	(8) If a body corporate has not followed a directive under subsection (6) or (7) within the prescribed period, the Director may revoke the 40 name of the body corporate and assign a name to it and, until changed in accordance with subsection (1), the name of the body corporate is the name assigned by the Director.	(8) Le directeur peut annuler la dénomination de la personne morale qui n'a pas obtempéré aux directives données en vertu des paragraphes (6) ou (7) dans le délai réglementaire et lui en attribuer d'office une autre; celle-ci demeure la dénomination de la personne morale tant qu'elle n'a pas été changée conformément au paragraphe (1).	Annulation de la dénomination 40

PART 20

TRANSITIONAL PROVISIONS,
CONSEQUENTIAL AMENDMENTS,
COORDINATING AMENDMENTS,
REPEALS AND COMING INTO FORCE

TRANSITIONAL PROVISIONS

Continuance —
Part II of
Canada
Corporations
Act

298. (1) A body corporate to which Part II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970 (in this section and section 299 referred to as the “*Canada Corporations Act*”), applies, other than a body corporate that is subject to a winding-up order made under the *Winding-up and Restructuring Act* before this subsection comes into force, shall apply for a certificate of continuance under section 212.

Continuance —
Part IV of
Canada
Corporations
Act

(2) A body corporate to which Part IV of the *Canada Corporations Act* applies, other than a body corporate that is subject to a winding-up order made under the *Winding-up and Restructuring Act* before this subsection comes into force, shall apply for a certificate of continuance under section 187 of the *Canada Business Corporations Act*.

Ogdensburg
Bridge Authority

(3) Despite subsection (2), the Ogdensburg Bridge Authority, created by *An Act to incorporate Ogdensburg Bridge Authority*, chapter 57 of the Statutes of Canada, 1952, shall apply for letters patent under section 156 of the *Canada Corporations Act* as if it were a corporation without share capital.

Fees not payable

(4) A body corporate that applies for a certificate of continuance under this section is not required to pay any fees in respect of the continuance.

Time limit for
continuance

(5) Despite any provision of the *Canada Corporations Act*, the Director may, in accordance with section 223, dissolve a body corporate referred to in subsection (1) that does not apply for a certificate of continuance

PARTIE 20

DISPOSITIONS TRANSITOIRES,
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,
DISPOSITIONS DE COORDINATION,
ABROGATIONS ET ENTRÉE EN
VIGUEUR

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

298. (1) La personne morale régie par la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revus du Canada de 1970, ci-après appelée au présent article et à l'article 299 « *Loi sur les corporations canadiennes* », à l'exception de celle visée par une ordonnance de mise en liquidation rendue en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, doit demander le certificat de prorogation visé à l'article 212.

Prorogation —
partie II de la *Loi*
sur les
corporations
canadiennes

(2) La personne morale régie par la partie IV de la *Loi sur les corporations canadiennes*, à l'exception de celle visée par une ordonnance de mise en liquidation rendue en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, doit demander le certificat de prorogation visé à l'article 187 de la *Loi sur les sociétés par actions*.

Prorogation —
partie IV de la
Loi sur les
corporations
canadiennes

(3) Malgré le paragraphe (2), la Ogdensburg Bridge Authority, personne morale constituée par la *Loi constituant en corporation « Ogdensburg Bridge Authority »*, chapitre 57 des Statuts du Canada de 1952, doit demander l'émission de lettres patentes en vertu de l'article 156 de la *Loi sur les corporations canadiennes* comme si elle était une corporation sans capital-actions.

Ogdensburg
Bridge Authority

(4) Aucun droit de prorogation n'est exigible de la personne morale qui demande un certificat de prorogation en vertu du présent article.

Droits exigibles

(5) Malgré la *Loi sur les corporations canadiennes*, le directeur peut, conformément à l'article 223, dissoudre la personne morale visée au paragraphe (1) si celle-ci n'a pas

Dissolution

under section 212 within three years after the day on which this subsection comes into force.

Time limit for continuance

(6) Despite any provision of the *Canada Corporations Act*, a body corporate referred to in subsection (2) that does not apply for a certificate of continuance under section 187 of the *Canada Business Corporations Act* within six months after the day on which this subsection comes into force is dissolved 10 on the expiry of that period.

Time limit for continuance of the Ogdensburg Bridge Authority

(7) Despite any provision of the *Canada Corporations Act*, the Ogdensburg Bridge Authority is dissolved six months after the day on which this subsection comes into force 15 if it does not apply for letters patent under section 156 of the *Canada Corporations Act* within that six-month period.

No incorporation or continuance

299. After this section comes into force, no body corporate may be incorporated or 20 continued under Part II of the *Canada Corporations Act*.

Review of Act

300. (1) Within 10 years after the day on which this section comes into force, the Minister shall cause to be laid before both 25 Houses of Parliament a report on the provisions and operation of this Act, including any recommendations for amendments to those provisions.

Reference to parliamentary committee

(2) The report stands referred to the 30 committee of the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament that is designated or established for that purpose, which shall

(a) as soon as possible after the laying of 35 the report, review the report; and

(b) report to the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, within one year after the laying of the report of the Minister, or 40 any further time authorized by the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament.

demandé de certificat de prorogation au titre de l'article 212 dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

Dissolution

(6) Malgré la *Loi sur les corporations canadiennes*, la personne morale visée au 5 paragraphe (2) qui n'a pas demandé le certificat de prorogation au titre de l'article 187 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* dans les six mois suivant l'entrée en 10 vigueur du présent paragraphe est dissoute à l'expiration de ce délai.

Dissolution

(7) Malgré la *Loi sur les corporations canadiennes*, si elle n'a pas demandé l'émission de lettres patentes en vertu de l'article 156 de cette loi dans les six mois suivant 15 l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la Ogdensburg Bridge Authority est dissoute à l'expiration de ce délai.

Interdiction

299. Aucune personne morale ne peut être 20 constituée ou prorogée sous le régime de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* après l'entrée en vigueur du présent article.

Examen

300. (1) Dans les dix ans suivant la date d'entrée en vigueur du présent article, le 25 ministre présente au Sénat et à la Chambre des communes un rapport sur les dispositions de la présente loi et son application dans lequel il fait état des modifications qu'il juge souhaitables. 30

Renvoi en comité

(2) Le comité du Sénat, de la Chambre des communes, ou mixte, constitué ou désigné à cette fin, est saisi d'office du rapport et procède dans les meilleurs délais à l'étude de celui-ci et, dans l'année qui suit le dépôt du 35 rapport ou le délai supérieur accordé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas, leur présente son rapport.

	CONSEQUENTIAL AMENDMENTS	MODIFICATIONS CORRÉLATIVES	
1955, c. 64	<i>An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company</i>	<i>Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company »</i>	1955, ch. 64
	301. Sections 3 to 7 of <i>An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company</i> are repealed.	301. Les articles 3 à 7 de la <i>Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company »</i> sont abrogés.	
1957-58, c. 31, s. 1	302. Section 18 of the Act is repealed.	302. L'article 18 de la même loi est abrogé.	1957-58, ch. 31, art. 1
	303. Section 23 of the Act is repealed.	303. L'article 23 de la même loi est abrogé.	5
1980-81-82-83, c. 85	<i>An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation</i>	<i>Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger</i>	1980-81-82-83, ch. 85
	304. Section 20 of <i>An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation</i> is replaced by the following:	304. L'article 20 de la <i>Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger</i> est remplacé par ce qui suit :	
Application	20. Sections 3 and 21 of this Act and Part 19 of the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> 10 apply, with any modifications that the circumstances require, to every subsidiary corporation incorporated under subsection 17(1).	20. Les articles 3 et 21 de la présente loi et la partie 19 de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> s'appliquent aux filiales qui sont des organisations, compte tenu des adaptations de circonstance.	Dispositions applicables 10
1877, c. 67	<i>An Act to incorporate the Pickering Harbour Company (Limited) and to authorize it to collect tolls</i>	<i>Acte pour incorporer la Compagnie du Havre de Pickering, (à responsabilité limitée) et pour l'autoriser à percevoir des péages</i>	1877, ch. 67
	305. Section 2 of <i>An Act to incorporate the Pickering Harbour Company (Limited) and to authorize it to collect tolls</i> is repealed.	305. L'article 2 de l'<i>Acte pour incorporer la Compagnie du Havre de Pickering, (à responsabilité limitée) et pour l'autoriser à percevoir des péages</i> est abrogé.	15
1984, c. 60	<i>An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada</i>	<i>Loi permettant la création par fusion de L'Église Wesleyenne du Canada</i>	1984, ch. 60
	306. Section 8 of <i>An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada</i> is replaced by the following:	306. L'article 8 de la <i>Loi permettant la création par fusion de L'Église Wesleyenne du Canada</i> est remplacé par ce qui suit :	20
<i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> to apply	8. The <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> applies to the Church in all matters not provided for in this Act as if the Church had been incorporated under that Act.	8. Dans tous les domaines dont la présente loi ne traite pas, la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> s'applique à l'Église comme si elle avait été constituée sous son régime.	<i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> 25
1991, c. 46	<i>Bank Act</i>	<i>Loi sur les banques</i>	1991, ch. 46
2001, c. 9, s. 121	307. Subsection 455.1(1) of the <i>Bank Act</i> is replaced by the following:	307. Le paragraphe 455.1(1) de la <i>Loi sur les banques</i> est remplacé par ce qui suit :	2001, ch. 9, art. 121

Designation of
complaints body

455.1 (1) The Minister may, for the purposes of this section, designate a body corporate incorporated under the *Canada Not-for-profit Corporations Act* whose purpose, in the view of the Minister, is dealing with complaints, made by persons having requested or received products or services from its member financial institutions, that have not been resolved to the satisfaction of those persons under procedures established by those financial institutions under 10 paragraph 455(1)(a).

455.1 (1) Le ministre peut, pour l'application du présent article, désigner une personne morale constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* dont la mission lui paraît être d'examiner les réclamations de personnes qui ont demandé ou obtenu des produits ou services d'institutions financières membres de l'organisation et qui sont insatisfaites des conclusions de la procédure d'examen établie en application 10 de l'alinéa 455(1)a).

Désignation
d'une
organisation par
le ministre

1997, c. 26

Budget Implementation Act, 1997

Loi d'exécution du budget de 1997

1997, ch. 26

308. Subsection 8(1) of the *Budget Implementation Act, 1997* is replaced by the following:

308. Le paragraphe 8(1) de la *Loi d'exécution du budget de 1997* est remplacé par ce qui suit :

Acts not
applicable to
foundation

8. (1) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the foundation.

8. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à la fondation.

15 Non-application

1998, c. 21

Budget Implementation Act, 1998

Loi d'exécution du budget de 1998

1998, ch. 21

309. Subsection 7(1) of the *Budget Implementation Act, 1998* is replaced by the following:

309. Le paragraphe 7(1) de la *Loi d'exécution du budget de 1998* est remplacé par ce qui suit :

Acts not
applicable to
Foundation

7. (1) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Foundation.

7. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à la fondation.

Non-application

R.S., c. C-44;
1994, c. 24,
s. 1(F)

Canada Business Corporations Act

Loi canadienne sur les sociétés par actions

L.R., ch. C-44;
1994, ch. 24,
art. 1(F)

310. Subsection 3(3) of the *Canada Business Corporations Act* is amended by adding the following after paragraph (a):

310. Le paragraphe 3(3) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui 30 suit :

(a.1) the *Canada Not-for-profit Corporations Act*;

a.1) la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*;

30

311. Subsection 209(1) of the Act is replaced by the following:

311. Le paragraphe 209(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

35

Revival

209. (1) When a body corporate is dissolved under this Part or under section 268 of this Act, section 261 of chapter 33 of the Statutes of 35 Canada, 1974-75-76, or subsection 298(6) of

209. (1) Tout intéressé peut demander au directeur la reconstitution en société régie par la présente loi d'une personne morale dissoute en vertu de la présente partie, de l'article 268 de la

Reconstitution

the *Canada Not-for-profit Corporations Act*, any interested person may apply to the Director to have the body corporate revived as a corporation under this Act.

présente loi, de l'article 261 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, chapitre 33 des Statuts du Canada de 1974-75-76, ou du paragraphe 298(6) de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

5

2007, c. 6, s. 401

312. (1) Subsections 268(4) and (4.1) of the Act are replaced by the following:

312. (1) Les paragraphes 268(4) et (4.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2007, ch. 6, art. 401

Authorizing continuance

(4) Subject to subsection (6), the directors of a body corporate incorporated or continued by or under a special Act of Parliament may, despite the charter of the body corporate, apply 10 under section 187 for a certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to conform to this Act.

(4) Sous réserve du paragraphe (6), les administrateurs d'une personne morale consti- 10 tuée ou prorogée en vertu d'une loi fédérale spéciale peuvent, malgré la charte de la personne morale, demander, en vertu de l'article 187, un certificat de prorogation si les clauses de prorogation n'apportent à la charte de la 15 personne morale que des modifications qui doivent obligatoirement être conformes à la présente loi.

Demande de prorogation

Authorizing continuance

(4.1) Subject to subsection (6), the directors of a body corporate incorporated or continued by or under an Act of Parliament, other than this Act or a special Act, may, subject to any other Act of Parliament or the charter of the body 20 corporate, apply under section 187 for a certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to conform to this Act. 25

(4.1) Sous réserve du paragraphe (6), les administrateurs d'une personne morale consti- 20 tuée ou prorogée en vertu d'une loi fédérale, à l'exception de la présente loi ou d'une loi spéciale, peuvent, sous réserve de toute autre loi fédérale ou de la charte de la personne morale, demander, en vertu de l'article 187, un certificat 25 de prorogation si les clauses de prorogation n'apportent à la charte de la personne morale que des modifications qui doivent obligatoirement être conformes à la présente loi.

Demande de prorogation

2007, c. 6, s. 401

(2) The portion of subsection 268(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 268(6) de la 30 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

2007, ch. 6, art. 401

Discretionary continuance

(6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or 30 under an Act of Parliament to which Part I or II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply, apply for a certificate of continuance 35 under section 187 within any period that may be prescribed except for the following:

(6) Le gouverneur en conseil peut, par 30 décret, enjoindre aux personnes morales constituées sous le régime d'une loi fédérale — mais 35 non régies par les parties I ou II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* — de demander, dans le délai régle- 40 mentaire, le certificat de prorogation prévu à l'article 187, à l'exception :

Prorogation discrétionnaire

2007, c. 6, s. 401

(3) Subsection 268(7) of the Act is repealed.

(3) Le paragraphe 268(7) de la même loi est abrogé.

2007, ch. 6, art. 401

(4) Section 268 of the Act is amended by 40 adding the following after subsection (8):

(4) L'article 268 de la même loi est modifié 45 par adjonction, après le paragraphe (8), de ce qui suit :

Special Act no
longer applicable

(8.1) On the continuance of a body corporate incorporated by a special Act of Parliament as a corporation under this Act, the special Act ceases to apply to the corporation.

(8.1) La loi spéciale du Parlement ayant constitué la personne morale cesse de s'appliquer à celle-ci dès sa prorogation au titre de la présente loi.

Non-application
des lois spéciales

(5) Subsection 268(10) of the Act is replaced by the following:

(5) Le paragraphe 268(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Continuance
prohibited

(10) A body corporate to which Part II or III of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the *Canada Not-for-profit Corporations Act* applies 10 or any similar body corporate incorporated otherwise than by or under an Act of Parliament may not apply for a certificate of continuance under section 187.

(10) Les personnes morales régies par les parties II ou III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, ainsi que les personnes morales de même nature non constituées sous le régime d'une loi fédérale, ne peuvent demander le certificat de prorogation prévu à l'article 187. 15

Prorogation
interdite

1998, c.1

Canada Cooperatives Act

Loi canadienne sur les coopératives

1998, ch. 1

**313. Subsection 3(4) of the *Canada Co-15*
operatives Act is replaced by the following:**

**313. Le paragraphe 3(4) de la *Loi cana-
dienne sur les coopératives* est remplacé par
ce qui suit :**

Non-application
of certain Acts

(4) No provision of the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, the *Canada Not-for-profit Cor-20*
porations Act or the *Winding-up and Restructuring Act* applies to a cooperative.

(4) La *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, la *Loi sur les corporations canadien-20*
nes, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, la *Loi sur les liquidations et les restructurations* et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas aux coopératives. 25

Non-application
de certaines lois

R.S.C. 1970,
c. C-32

Canada Corporations Act

Loi sur les corporations canadiennes

S.R.C. 1970,
ch. C-32

**314. The following provisions of the *Ca-
nada Corporations Act* are repealed:**

**314. Les dispositions ci-après de la *Loi sur
les corporations canadiennes* sont abrogées :**

(a) the long title and section 1;

a) le titre intégral et l'article 1;

(b) sections 2 to 4;

b) les articles 2 à 4;

(c) sections 5 to 5.5;

c) les articles 5 à 5.5;

(d) section 5.6;

d) l'article 5.6;

(e) section 5.7;

e) l'article 5.7;

(f) section 6;

f) l'article 6;

(g) sections 7 and 8;

g) les articles 7 et 8;

(h) sections 9 to 12;

h) les articles 9 à 12;

(i) sections 13 and 14;

i) les articles 13 et 14;

(j) sections 15 and 16;

j) les articles 15 et 16;

(k) sections 17 to 19;

k) les articles 17 à 19;

(l) sections 20 to 25;		l) les articles 20 à 25;	
(m) section 26;		m) l'article 26;	
(n) sections 27 to 33;		n) les articles 27 à 33;	
(o) sections 34 to 42;		o) les articles 34 à 42;	
(p) section 43;	5	p) l'article 43;	5
(q) sections 44 to 64;		q) les articles 44 à 64;	
(r) sections 65 to 67;		r) les articles 65 à 67;	
(s) sections 68 to 73;		s) les articles 68 à 73;	
(t) sections 74 to 92;		t) les articles 74 à 92;	
(u) section 93;	10	u) l'article 93;	10
(v) sections 94 to 97;		v) les articles 94 à 97;	
(w) sections 98 and 99;		w) les articles 98 et 99;	
(x) sections 100 to 101;		x) les articles 100 à 101;	
(y) section 102;		y) l'article 102;	
(z) sections 103 to 105;	15	z) les articles 103 à 105;	15
(z.01) section 106;		z.01) l'article 106;	
(z.02) sections 107 to 108.9;		z.02) les articles 107 à 108.9;	
(z.03) section 109;		z.03) l'article 109;	
(z.04) sections 110 and 111;		z.04) les articles 110 et 111;	
(z.05) section 111.1;	20	z.05) l'article 111.1;	20
(z.06) sections 112 and 113;		z.06) les articles 112 et 113;	
(z.07) sections 114.1 to 117;		z.07) les articles 114.1 à 117;	
(z.08) sections 118 to 129.3;		z.08) les articles 118 à 129.3;	
(z.09) sections 130 to 133;		z.09) les articles 130 à 133;	
(z.1) sections 134 to 137;	25	z.1) les articles 134 à 137;	25
(z.2) sections 138 to 152;		z.2) les articles 138 à 152;	
(z.3) sections 153 to 157.1;		z.3) les articles 153 à 157.1;	
(z.4) sections 158 and 159;		z.4) les articles 158 et 159;	
(z.5) sections 160 to 214;		z.5) les articles 160 à 214;	
(z.6) sections 215 and 216;	30	z.6) les articles 215 et 216;	30
(z.7) sections 217 to 220;		z.7) les articles 217 à 220;	
(z.8) the schedule; and		z.8) l'annexe;	
(z.9) the headings not repealed by paragraphs (a) to (z.8).		z.9) les intertitres non abrogés par les alinéas a) à z.8).	

2008, c. 28,
s. 121

***Canada Employment Insurance Financing
Board Act***

***Loi sur l'Office de financement de
l'assurance-emploi du Canada***

2008, ch. 28,
art. 121

315. Subsection 3(5) of the *Canada Employment Insurance Financing Board Act* is replaced by the following:

315. Le paragraphe 3(5) de la *Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada* est remplacé par ce qui suit :

Acts not
applicable to
Board

(5) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Board.

(5) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Office.

Lois non
applicables

2001, c. 23

***Canada Foundation for Sustainable
Development Technology Act***

***Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui
technologique au développement durable***

2001, ch. 23

316. Subsection 8(3) of the *Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act* is replaced by the following:

316. Le paragraphe 8(3) de la *Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable* est remplacé par ce qui suit :

Acts not
applicable to
Foundation

(3) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Foundation.

(3) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à la Fondation.

Non-application

317. Subsection 35(1) of the Act is replaced by the following:

317. Le paragraphe 35(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Designation by
Governor in
Council

35. (1) The Governor in Council may, by order, designate, for the purposes of this Act, any corporation incorporated under Part II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the *Canada Not-for-profit Corporations Act*.

35. (1) Le gouverneur en conseil peut désigner par décret, pour l'application de la présente loi, toute société constituée sous le régime de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

Désignation

1997, c. 40

Canada Pension Plan Investment Board Act

***Loi sur l'Office d'investissement du régime de
pensions du Canada***

1997, ch. 40

318. (1) Subsection 3(4) of the *Canada Pension Plan Investment Board Act* is replaced by the following:

318. (1) Le paragraphe 3(4) de la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada* est remplacé par ce qui suit :

Acts not
applicable to
Board

(4) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Board.

(4) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Office.

Non-application

(2) Subsection 3(4) of the Act, as enacted by subsection (1), is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 3(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

Act not
applicable to
Board

(4) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Board.

(4) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à l'Office.

Non-application

1997, c. 6

Canadian Food Inspection Agency Act**Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments**

1997, ch. 6

319. Section 21 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* is replaced by the following:

319. L'article 21 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* est remplacé par ce qui suit :

Object of agreements

21. The agreement referred to in section 20 may authorize the Minister, jointly with one or more provincial governments, to have a corporation incorporated under the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Not-for-profit Corporations Act* or an equivalent provincial statute, or to acquire shares or 10 participate in any corporation, in order to implement the agreement.

21. L'accord a pour objet d'autoriser le 5 ministre, agissant de concert avec le ou les 5 gouvernements provinciaux, à obtenir la constitution d'une personne morale sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ou une loi provinciale équivalente ou à 10 acquérir des actions d'une personne morale, ou une participation dans celle-ci, en vue de la mise en oeuvre de l'accord.

Objet

2000, c. 6

Canadian Institutes of Health Research Act**Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada**

2000, ch. 6

320. Paragraph 26(c) of the *Canadian Institutes of Health Research Act* is replaced by the following:

320. L'alinéa 26c) de la *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada* est remplacé 15 par ce qui suit :

(c) with the approval of the Governor in Council, enter into a partnership, or incorporate by itself or with others a corporation, including a subsidiary of the CIHR, under the *Canada Business Corporations Act*, the 20 *Canada Not-for-profit Corporations Act* or provincial legislation, or acquire or dispose of shares in any corporation;

c) avec l'approbation du gouverneur en conseil, s'associer avec une autre personne, obtenir la constitution d'une personne morale — seule ou avec une de ses filiales ou une 20 personne morale — sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ou du droit provincial ou acquérir les actions d'une personne morale ou en 25 disposer;

R.S., c. C-21;
2001, c. 9, s. 218**Canadian Payments Act****Loi canadienne sur les paiements**L.R., ch. C-21;
2001, ch. 9,
art. 218

2001, c. 9, s. 242

321. Subsection 34(2) of the *Canadian Payments Act* is replaced by the following: 25

321. Le paragraphe 34(2) de la *Loi canadienne sur les paiements* est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 9,
art. 242

Exemption from certain Acts

(2) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Association.

(2) La *Loi sur les corporations canadiennes*, 30 chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Association.

Lois non applicables

1980-81-82-83,
c. 108**Cooperative Energy Act****Loi sur les coopératives de l'énergie**1980-81-82-83,
ch. 108

322. Section 10 of the *Cooperative Energy Act* is repealed. 30

322. L'article 10 de la *Loi sur les coopéra- 35 tives de l'énergie* est abrogé.

1984, c. 18

Cree-Naskapi (of Quebec) Act***Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec***

1984, ch. 18

323. Subsection 23(2) of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act* is replaced by the following:

323. Le paragraphe 23(2) de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec* est remplacé par ce qui suit :

Acts not applicable to a band

(2) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to a band.

(2) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas aux bandes.

Lois non applicables

1985, c. 55

Evangelical Lutheran Church in Canada Act***Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada***

1985, ch. 55

324. Section 13 of the *Evangelical Lutheran Church in Canada Act* is replaced by the following:

324. L'article 13 de la *Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada* est remplacé par ce qui suit :

Canada Not-for-profit Corporations Act

13. Despite section 295 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act*, subsections 161(1) and 169(1) of that Act do not apply to the Church.

13. Malgré l'article 295 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, les paragraphes 161(1) et 169(1) de cette loi ne s'appliquent pas à l'Église.

Non-application

1995, c. 50

Evangelical Missionary Church (Canada West District) Act***Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien***

1995, ch. 50

325. Section 7 of the *Evangelical Missionary Church (Canada West District) Act* is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (e) and by repealing paragraph (f).

325. L'alinéa 7f) de la *Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien* est abrogé.

326. Subsection 8(3) of the Act is replaced by the following:

326. Le paragraphe 8(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ultra vires not applicable

(3) No act of the Church, including a transfer of property to or by the Church, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its objects or to a provision of this Act or to a provision of the *Canada Not-for-profit Corporations Act*.

(3) Toutefois, les actes de l'Église, y compris ceux portant cession de biens à elle ou par elle, ne sont pas nuls pour la seule raison qu'ils sont contraires à sa mission, à la présente loi ou à la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

Validité des actes

327. Sections 10 and 11 of the Act are replaced by the following:

327. Les articles 10 et 11 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Governing statute

10. (1) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* applies to the Church in all matters not provided for in this Act as if the Church had been continued in accordance with section 213 of that Act.

10. (1) En toute matière non prévue par la présente loi, l'Église est assujettie à la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* comme si elle avait été prorogée conformément à l'article 213 de cette loi.

Loi générale

Change of name, head office or objects

(2) Despite subsection 4(1) and sections 5 and 6, the name of the Church or the place of its head office may be changed under the *Canada Not-for-profit Corporations Act* and the objects

(2) Malgré le paragraphe 4(1) et l'article 6, la dénomination de l'Église et le lieu de son siège peuvent être modifiés en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non*

Changement de la dénomination et du siège

of the Church may be changed in accordance with the requirements of that Act respecting a change in the statement of the purpose of a corporation.

lucratif. De plus, malgré l'article 5, sa mission peut être modifiée conformément aux exigences de cette loi relatives au changement de la déclaration d'intention.

Application of governing statute

11. Despite subsection 10(1), sections 10, 13, 14, 16, 17, 21, 23 and 54, subsections 155(3) and 161(1), sections 162, 163 and 168, subsection 169(1), sections 221, 222 and 224, subsection 240(5) and Part 15 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply in 10 respect of the Church.

11. Par dérogation au paragraphe 10(1), les articles 10, 13, 14, 16, 17, 21, 23 et 54, les paragraphes 155(3) et 161(1), les articles 162, 163 et 168, le paragraphe 169(1), les articles 221, 222 et 224, le paragraphe 240(5) et la partie 15 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Église.

5 Dispositions non applicables

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

2005, c. 30, s. 132

328. Section 7.4 of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:

328. L'article 7.4 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :

15

Regulations

7.4 The Treasury Board may make regulations respecting the governance of the corporation, including regulations that adapt any provisions of the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* 20 and any regulations made under those Acts for the purpose of applying those provisions as adapted to the corporation.

7.4 Le Conseil du Trésor peut prendre des règlements en vue de la gestion de la personne morale, notamment pour adapter toute disposition de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ou leurs règlements en vue de son application à la personne morale.

Règlements

25

2005, c. 9

First Nations Fiscal and Statistical Management Act

Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations

2005, ch. 9

329. Subsection 66(1) of the *First Nations Fiscal and Statistical Management Act* is 25 replaced by the following:

329. Le paragraphe 66(1) de la *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations* est remplacé par ce qui suit :

Acts not applicable to Authority

66. (1) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Authority.

66. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Administration.

Lois non applicables

30

1992, c. 56

Green Shield Canada Act

Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada

1992, ch. 56

330. Subsection 15(1) of the *Green Shield Canada Act* is replaced by the following:

330. Le paragraphe 15(1) de la *Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada* est remplacé par ce qui suit :

Acts not
applicable to
Association

15. (1) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* and Parts IV to VI of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, do not apply to the Association.

15. (1) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* et les parties IV à VI de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'appliquent pas à l'Association.

Lois non
applicables

1992, c. 53

Gwich'in Land Claim Settlement Act

Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in

1992, ch. 53

1994, c. 27, s. 12

331. Section 8.1 of the *Gwich'in Land Claim Settlement Act* is repealed.

331. L'article 8.1 de la *Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in* est abrogé.

1994, ch. 27,
art. 12

1991, c. 47

Insurance Companies Act

Loi sur les sociétés d'assurances

1991, ch. 47

2007, c. 6, s. 191

332. Subsection 39(2) of the *Insurance Companies Act* is replaced by the following:

332. Le paragraphe 39(2) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* est remplacé par ce qui 10
suit :

2007, ch. 6,
art. 191

Continuance
under the
*Canada
Not-for-profit
Corporations
Act*

(2) A society may also, with the approval in 10
writing of the Minister, apply under the *Canada
Not-for-profit Corporations Act*, for a certificate
of continuance under that Act.

(2) La société de secours peut en outre, avec
l'agrément écrit du ministre, demander, dans le
cadre de la *Loi canadienne sur les organisations
à but non lucratif*, un certificat de prorogation 15
prévu par cette loi.

Prorogation sous
le régime de la
*Loi canadienne
sur les
organisations à
but non lucratif*

2006, c. 4, s. 208

Mackenzie Gas Project Impacts Act

Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie

2006, ch. 4,
art. 208

333. Section 8 of the *Mackenzie Gas Project Impacts Act* is replaced by the 15
following:

333. L'article 8 de la *Loi relative aux
répercussions du projet gazier Mackenzie* est
remplacé par ce qui suit :

Acts not
applicable to
Corporation

8. The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Corporation.

8. La *Loi sur les corporations canadiennes*, 20
chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de
1970, et la *Loi canadienne sur les organisations
à but non lucratif* ne s'appliquent pas à la
Société.

Lois non
applicables

1998, c. 24

Mi'kmaq Education Act

Loi sur l'éducation des Mi'kmaq

1998, ch. 24

334. Subsection 10(3) of the *Mi'kmaq Education Act* is replaced by the following:

334. Le paragraphe 10(3) de la *Loi sur 25
l'éducation des Mi'kmaq* est remplacé par ce
qui suit :

Application of
*Canada
Not-for-profit
Corporations
Act*

(3) For greater certainty, Part 19 of the
Canada Not-for-profit Corporations Act applies
to the corporation and, in the application of 25
section 161 of that Act to the corporation, a
reference to members shall be read as a
reference to directors.

(3) Il est entendu que la partie 19 de la *Loi
canadienne sur les organisations à but non
lucratif* s'applique à Mi'kmaw-Kina'matnewey, 30
la mention de l'assemblée à l'article 161 de
cette loi valant mention de l'assemblée des
membres du conseil d'administration.

*Loi canadienne
sur les
organisations à
but non lucratif*

2003, c. 2

Physical Activity and Sport Act***Loi sur l'activité physique et le sport***

2003, ch. 2

335. Subsection 31(3) of the *Physical Activity and Sport Act* is replaced by the following:

335. Le paragraphe 31(3) de la *Loi sur l'activité physique et le sport* est remplacé par ce qui suit :

Acts not applicable to Centre

(3) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Centre.

(3) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas au Centre.

Lois non applicables

R.S., c. P-14

Pilotage Act***Loi sur le pilotage***

L.R., ch. P-14

2001, c. 26, s. 317

336. Subsection 55(1) of the *Pilotage Act* is replaced by the following:

336. Le paragraphe 55(1) de la *Loi sur le pilotage* est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 26, art. 317

Part 19 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act*

55. (1) The CPHQ is deemed to be a 10 corporation to which Part 19 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act* applies.

55. (1) La CPHQ est réputée être une 10 corporation régie par la partie 19 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

Partie 19 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*

1999, c. 34

Public Sector Pension Investment Board Act***Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public***

1999, ch. 34

337. Subsection 3(5) of the *Public Sector Pension Investment Board Act* is replaced by the following:

337. Le paragraphe 3(5) de la *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pen- 15 sions du secteur public* est remplacé par ce qui suit :

Acts not applicable to Board

(5) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Board.

(5) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations 20 à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Office.

Lois non applicables

1994, c. 27

Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act***Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu***

1994, ch. 27

338. Section 9 of the *Sahtu Dene and Metis 20 Land Claim Settlement Act* is repealed.

338. L'article 9 de la *Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu* est abrogé.

1992, c. 59

United Grain Growers Act***Loi sur l'Union des producteurs de grain***

1992, ch. 59

339. Section 25 of the *United Grain Growers Act* is replaced by the following:

339. L'article 25 de la *Loi sur l'Union des 25 producteurs de grain* est remplacé par ce qui suit :

Acts not applicable to the company

25. No provision of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes 25 of Canada, 1970, the *Canada Not-for-profit Corporations Act* or the *Winding-up and Restructuring Act* applies to the company.

25. La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, la *Loi canadienne sur les organisations à 30 but non lucratif* et la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ne s'appliquent pas à la société.

Lois non applicables

1994, c. 34

Yukon First Nations Land Claims Settlement Act***Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon***

1994, ch. 34

340. Section 10 of the *Yukon First Nations Land Claims Settlement Act* is repealed.

340. L'article 10 de la *Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon* est abrogé.

Other Acts***Autres lois***

Deeming provision

341. Any reference to Part III of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, in any Act of Parliament is deemed to be a reference to Part 19 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act*.

341. Dans toute loi fédérale, la mention de la partie III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, vaut mention de la partie 19 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. 5

Mention

COORDINATING AMENDMENTS**DISPOSITIONS DE COORDINATION**

342. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 3(2) is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (a) and by repealing paragraph (b). 10

342. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 3(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) La *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ne s'appliquent pas aux organisations. 15

Non-application de certaines lois

343. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 8(1) of the *Budget Implementation Act, 1997* is replaced by the following: 15

343. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 8(1) de la *Loi d'exécution du budget de 1997* est remplacé par ce qui suit : 20

Canada Not-for-profit Corporations Act

8. (1) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the foundation. 20

8. (1) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à la fondation.

Non-application

344. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 7(1) of the *Budget Implementation Act, 1998* is replaced by the following:

344. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 7(1) de la *Loi d'exécution du budget de 1998* est remplacé par ce qui suit :

Canada Not-for-profit Corporations Act

7. (1) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Foundation. 25

7. (1) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à la fondation. 30

Non-application

345. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, paragraph 3(3)(a) of the *Canada Business Corporations Act* is repealed. 30

345. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), l'alinéa 3(3)a) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* est abrogé.

346. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, the portion of subsection 268(6) of the *Canada Business Corporations Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

Discretionary
continuance

(6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or under an Act of Parliament to which the *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply, apply for a certificate of continuance under section 187 within any period that may be prescribed except for the following:

347. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 268(10) of the *Canada Business Corporations Act* is replaced by the following:

Continuance
prohibited

(10) A body corporate to which the *Canada Not-for-profit Corporations Act* applies or any similar body corporate incorporated otherwise than by or under an Act of Parliament may not apply for a certificate of continuance under section 187.

348. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 3(4) of the *Canada Cooperatives Act* is replaced by the following:

Non-application
of certain Acts

(4) No provision of the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Not-for-profit Corporations Act* or the *Winding-up and Restructuring Act* applies to a cooperative.

349. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 3(5) of the *Canada Employment Insurance Financing Board Act* is replaced by the following:

*Canada
Not-for-profit
Corporations
Act*

(5) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Board.

350. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 8(3) of the *Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act* is replaced by the following:

346. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le passage du paragraphe 268(6) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

5

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, enjoindre aux personnes morales constituées sous le régime d'une loi fédérale — mais non régies par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* — de demander, dans le délai réglementaire, le certificat de prorogation prévu à l'article 187, à l'exception :

Prorogation
discretionnaire

347. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 268(10) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* est remplacé par ce qui suit :

(10) Les personnes morales régies par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, ainsi que les personnes morales de même nature non constituées sous le régime d'une loi fédérale, ne peuvent demander le certificat de prorogation prévu à l'article 187.

Prorogation
interdite

348. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 3(4) de la *Loi canadienne sur les coopératives* est remplacé par ce qui suit :

(4) La *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* et la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ne s'appliquent pas aux coopératives.

Non-application
de certaines lois

349. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 3(5) de la *Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(5) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à l'Office.

Non-application

350. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 8(3) de la *Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable* est remplacé par ce qui suit :

*Canada
Not-for-profit
Corporations
Act*

(3) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Foundation.

(3) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à la Fondation.

Non-application

351. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 35(1) of the *Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act* is replaced by the following:

351. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 35(1) de la *Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable* est remplacé par ce qui suit :

Designation by
Governor in
Council

35. (1) The Governor in Council may, by order, designate, for the purposes of this Act, any corporation incorporated under the *Canada Not-for-profit Corporations Act*.

35. (1) Le gouverneur en conseil peut désigner par décret, pour l'application de la présente loi, toute société constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

Désignation

352. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 34(2) of the *Canadian Payments Act* is replaced by the following:

352. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 34(2) de la *Loi canadienne sur les paiements* est remplacé par ce qui suit :

Exemption from
*Canada
Not-for-profit
Corporations
Act*

(2) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Association.

(2) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à l'Association.

Non-application

353. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 23(2) of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act* is replaced by the following:

353. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 23(2) de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec* est remplacé par ce qui suit :

*Canada
Not-for-profit
Corporations
Act*

(2) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to a band.

(2) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas aux bandes.

Non-application

354. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, section 7.4 of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:

354. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), l'article 7.4 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :

Regulations

7.4 The Treasury Board may make regulations respecting the governance of the corporation, including regulations that adapt any provisions of the *Canada Business Corporations Act* and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* and any regulations made under those Acts for the purpose of applying those provisions as adapted to the corporation.

7.4 Le Conseil du Trésor peut prendre des règlements en vue de la gestion de la personne morale, notamment pour adapter toute disposition de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ou la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ou leurs règlements en vue de son application à la personne morale.

Règlements

355. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 66(1) of the *First Nations Fiscal and Statistical Management Act* is replaced by the following:

355. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 66(1) de la *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations* est remplacé par ce qui suit :

Canada
Not-for-profit
Corporations
Act

66. (1) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Authority.

66. (1) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à l'Administration.

Non-application

356. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 15(1) of the *Green Shield Canada Act* is replaced by the following:

356. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 15(1) de la *Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada* est remplacé par ce qui suit :

Canada
Not-for-profit
Corporations
Act

15. (1) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Association.

15. (1) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à l'Association.

Non-application

357. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, section 8 of the *Mackenzie Gas Project Impacts Act* is replaced by the following:

357. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), l'article 8 de la *Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie* est remplacé par ce qui suit :

Canada
Not-for-profit
Corporations
Act

8. The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Corporation.

8. La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à la Société.

Non-application

358. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 31(3) of the *Physical Activity and Sport Act* is replaced by the following:

358. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 31(3) de la *Loi sur l'activité physique et le sport* est remplacé par ce qui suit :

Canada
Not-for-profit
Corporations
Act not
applicable

(3) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Centre.

(3) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas au Centre.

Non-application

359. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 3(5) of the *Public Sector Pension Investment Board Act* is replaced by the following:

359. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 3(5) de la *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public* est remplacé par ce qui suit :

Canada
Not-for-profit
Corporations
Act

(5) The *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply to the Board.

(5) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'applique pas à l'Office.

Non-application

360. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, section 25 of the *United Grain Growers Act* is replaced by the following:

360. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), l'article 25 de la *Loi sur l'Union des producteurs de grain* est remplacé par ce qui suit :

Acts not
applicable to the
company

25. No provision of the *Canada Not-for-profit Corporations Act* or the *Winding-up and Restructuring Act* applies to the company.

25. La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* et la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ne s'appliquent pas à la société.

Lois non
applicables

2008, c. 28

361. (1) In this section, "other Act" means the *Budget Implementation Act, 2008*.

361. (1) Au présent article, « autre loi » s'entend de la *Loi d'exécution du budget de 2008*.

2008, ch. 28

40

(2) If section 95 of the other Act comes into force before section 309 of this Act, then that section 309 and the heading before it are repealed.

(3) If section 95 of the other Act and section 309 of this Act come into force on the same day, then that section 309 is deemed to have come into force before that section 95.

(2) Si l'article 95 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 309 de la présente loi, cet article 309 et l'intertitre le précédant sont abrogés.

(3) Si l'entrée en vigueur de l'article 95 de l'autre loi et celle de l'article 309 de la présente loi sont concomitantes, cet article 309 est réputé être entré en vigueur avant cet article 95.

REPEALS

Repeal

362. *An Act to change the name of "The Bytown Consumers Gas Company," and to confirm, amend and extend their corporate powers, under the name of "The Ottawa Gas Company."*, chapter LXXXVIII of the Statutes of the Province of Canada, 1865, is repealed.

Repeal

363. *An Act to incorporate the Canada Atlantic Cable Company*, chapter 96 of the Statutes of Canada, 1873, is repealed.

Repeal

364. *An Act to amend the Act incorporating "The Ottawa Gas Company," to confirm a resolution of their Shareholders placing preferential and ordinary stock on the same footing, and to confirm, amend and extend their corporate powers*, chapter 71 of the Statutes of Canada, 1876, is repealed.

Repeal

365. *An Act to incorporate the Bonaventure and Gaspé Telephone Company, Limited*, chapter 64 of the Statutes of Canada, 1907, is repealed.

Repeal

366. *An Act to incorporate The British American Pipe Line Company*, chapter 27 of the Statutes of Canada, 1949, is repealed.

Repeal

367. *An Act to incorporate Western Pipe Lines*, chapter 38 of the Statutes of Canada, 1949, is repealed.

Repeal

368. *An Act to incorporate Ogdensburg Bridge Authority*, chapter 57 of the Statutes of Canada, 1952, is repealed.

ABROGATIONS

362. L'Acte pour changer le nom de « La compagnie des consommateurs du gaz de Bytown » en celui de « La compagnie du gaz de l'Outaouais, » et pour confirmer, amender et étendre ses pouvoirs comme corporation, chapitre LXXXVIII des Statuts de la province du Canada de 1865, est abrogé.

363. L'Acte pour incorporer la Compagnie Canadienne du Télégraphe de l'Atlantique, chapitre 96 des Statuts du Canada de 1873, est abrogé.

364. L'Acte pour amender l'Acte incorporant « La Compagnie du Gaz d'Outaouais, » pour confirmer une résolution de ses actionnaires à l'effet de placer les actions privilégiées et ordinaires sur le même pied, et pour confirmer, amender et étendre ses pouvoirs de corporation, chapitre 71 des Statuts du Canada de 1876, est abrogé.

365. La Loi constituant en corporation la compagnie dite The Bonaventure and Gaspé Telephone Company, Limited, chapitre 64 des Statuts du Canada de 1907, est abrogée.

366. La Loi constituant en corporation « The British American Pipe Line Company », chapitre 27 des Statuts du Canada de 1949, est abrogée.

367. La Loi constituant en corporation « Western Pipe Lines », chapitre 38 des Statuts du Canada de 1949, est abrogée.

368. La Loi constituant en corporation « Ogdensburg Bridge Authority », chapitre 57 des Statuts du Canada de 1952, est abrogée.

Repeal	369. <i>An Act to incorporate Petroleum Transmission Company</i>, chapter 76 of the Statutes of Canada, 1955, is repealed.	369. La Loi constituant en corporation « <i>Petroleum Transmission Company</i> », chapitre 76 des Statuts du Canada de 1955, est abrogée.	Abrogation
Repeal	370. <i>An Act to incorporate Trans-Border Pipeline Company Ltd.</i>, chapter 79 of the Statutes of Canada, 1955, is repealed.	370. La Loi constituant en corporation « <i>Trans-Border Pipeline Company Ltd.</i> », chapitre 79 des Statuts du Canada de 1955, est abrogée.	5 Abrogation
Repeal	371. <i>An Act to incorporate Cabri Pipe Lines Ltd.</i>, chapter 44 of the Statutes of Canada, 1967-68, is repealed.	371. La Loi constituant en corporation la <i>Cabri Pipe Lines Ltd.</i>, chapitre 44 des Statuts du Canada de 1967-68, est abrogée.	10 Abrogation
Repeal	372. <i>An Act to incorporate Vawn Pipe Lines Ltd.</i>, chapter 47 of the Statutes of Canada, 1967-68, is repealed.	372. La Loi constituant en corporation la <i>Vawn Pipe Lines Ltd.</i>, chapitre 47 des Statuts du Canada de 1967-68, est abrogée.	10 Abrogation

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council	373. (1) Subject to subsection (2), the provisions of this Act, other than subsections 298(2) to (4), (6) and (7) and sections 342 to 361, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.	373. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions de la présente loi, à l'exception des paragraphes 298(2) à (4), (6) et (7) et des articles 342 à 361, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.	15 Décret
<i>Canada Pension Plan Investment Board Act</i>	(2) Subsections 318(1) and (2) come into force, in accordance with subsection 114(4) of the <i>Canada Pension Plan</i>, on days to be fixed by order of the Governor in Council.	(2) Les paragraphes 318(1) et (2) entrent en vigueur en conformité avec le paragraphe 114(4) du <i>Régime de pensions du Canada</i> aux dates fixées par décret.	20 <i>Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada</i>



If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>